



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

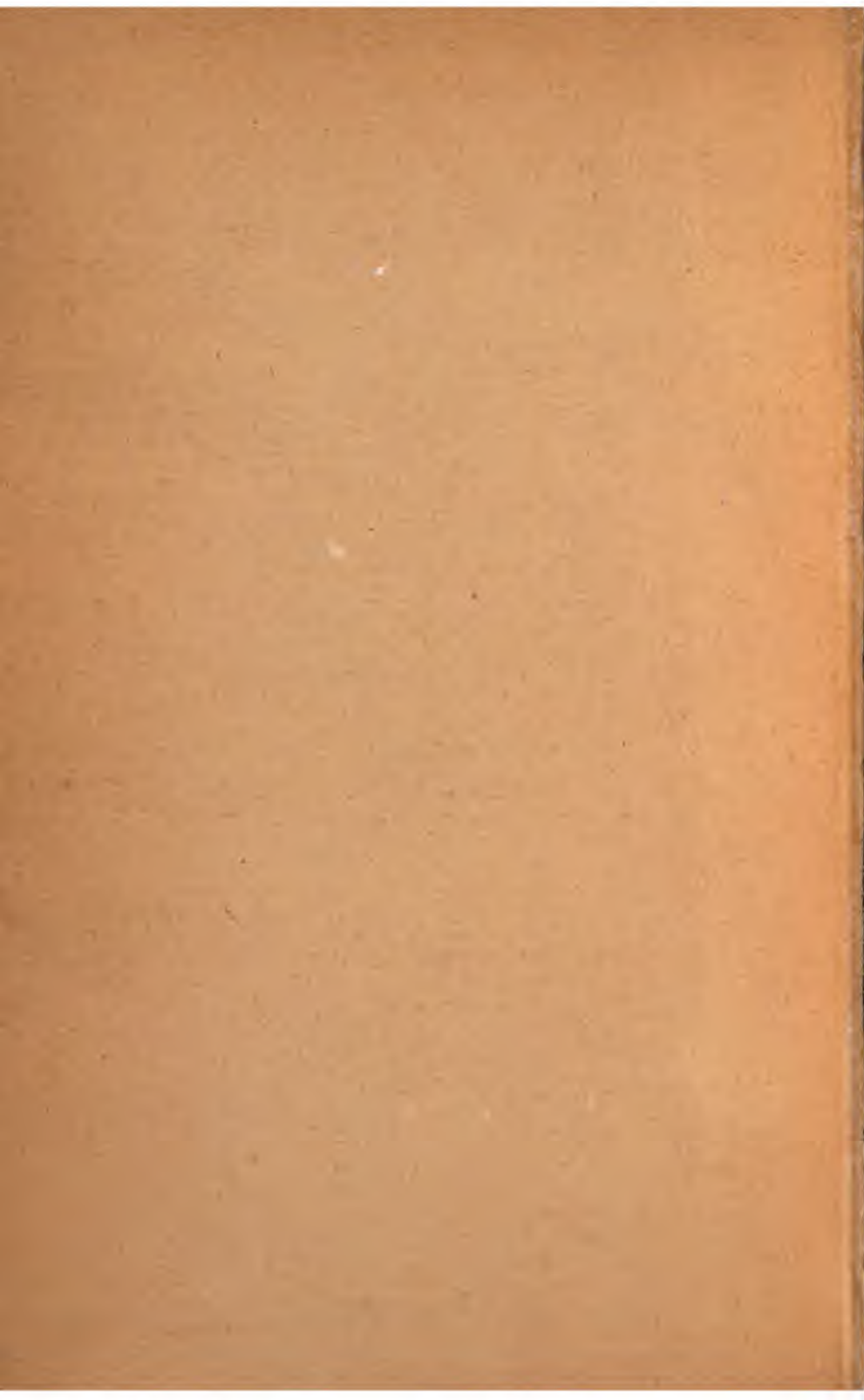
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

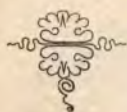
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

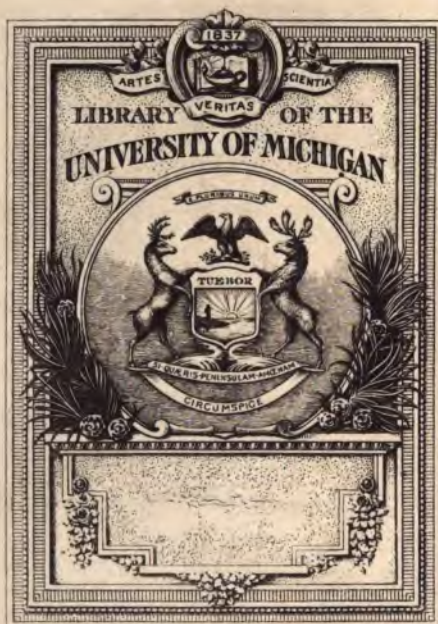
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

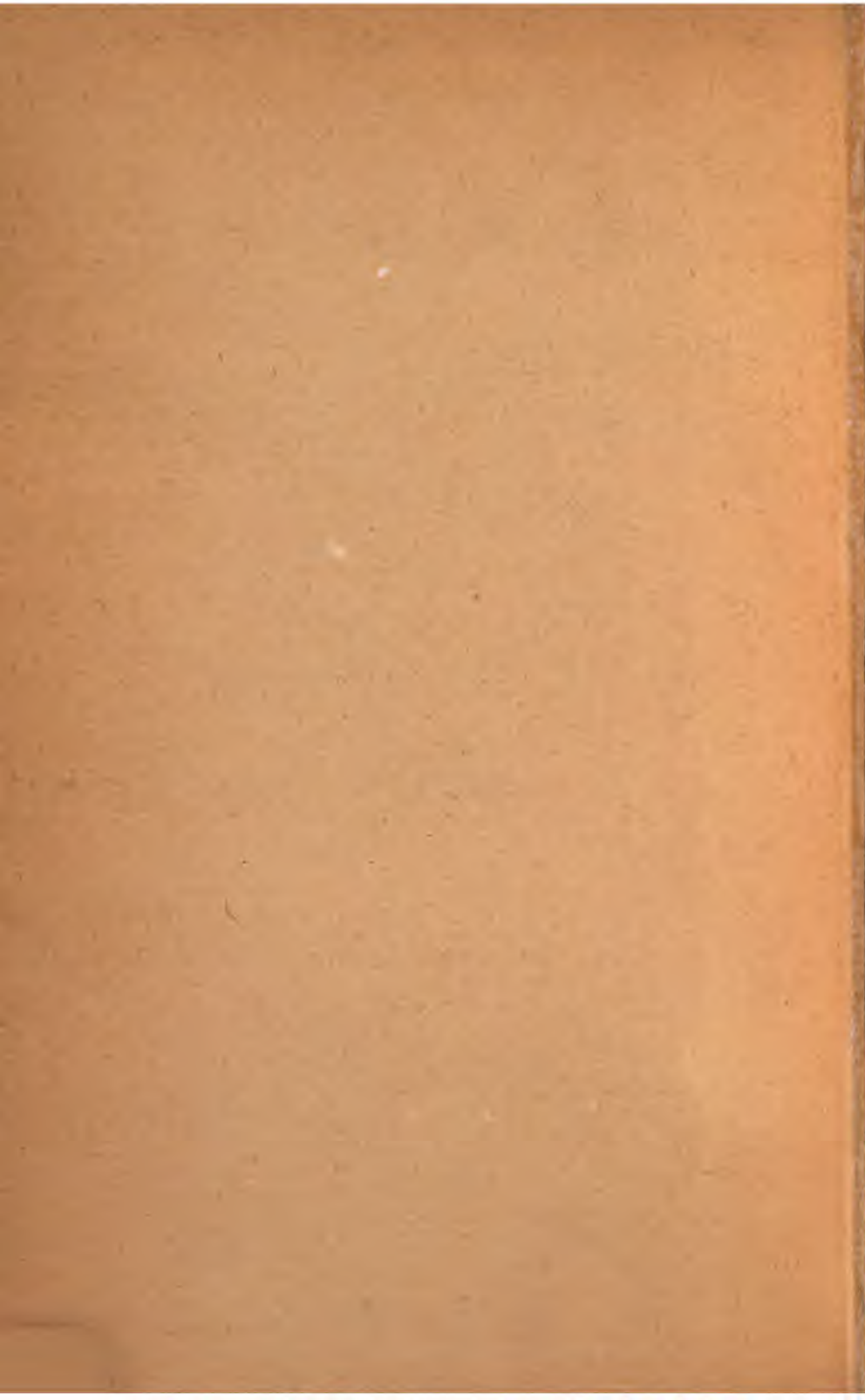


MÉMOIRES
DE
L'ACADÉMIE D'AMIENS

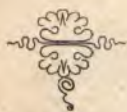




AS
162
.A52



MÉMOIRES
DE
L'ACADÉMIE D'AMIENS



**Les opinions émises par les auteurs des
Mémoires leur sont personnelles et l'Académie
n'en est pas responsable.**

MÉMOIRES

DE

L'ACADÉMIE

DES SCIENCES, DES LETTRES ET DES ARTS

D'AMIENS

TOME XLII.

ANNÉE 1895.



AMIENS

IMPRIMERIE YVERT ET TELLIER

—
1896



Lib. Com.
Nijhoff
102, 106-28
16253

CHEVAUCHÉES DE M^e JEAN GONNET

En 1633, M^e Jean Gonnet, lieutenant criminel de longue robe au Gouvernement et Prévôté de Péronne, vint faire à Albert une de ces inspections auxquelles l'obligeaient les devoirs de sa charge. L'autorité royale avait compris la nécessité de faire surveiller les justices seigneuriales, qui livrées à elles-mêmes, laissaient s'établir et se perpétuer les plus fâcheux abus. Les tournées d'inspection des lieutenants criminels se nomment des chevauchées, car l'état des chemins à cette époque ne permettait pas de voyager autrement qu'à cheval.

Déjà, en 1619, M^e Jean Gonnet avait fait à Albert, à Miraumont et autres lieux, une de ces chevauchées. Il avait interrogé l'ancien Prieur, Dom Macé Heudre, le trésorier du Prieuré, le curé de la paroisse, M^e Edouard de Neux, le maire, Pierre Manot, d'anciens maires et des habitants notables, leur faisant « commandement
« de par le roi de lui déclarer franchement et libre-
« ment les crimes, fautes et abus commis. » Tous lui avaient répondu qu'ils ne savaient aucune chose qui
« valût la peine de lui en donner avis et n'avoir veu
« faire aucun acte remarquable contre l'honneur de
« Dieu et le service de sa Majesté à qui que ce
« soit dudit Encre et des lieux circonvoisins ».

Mais, au moment de quitter Albert, il s'avisa de faire

venir MM^{rs} Adrien Crocquesel, Adrien Linart, Nicolas Pieffort et François Vaillant, procureurs au siège du Marquisat d'Encre (on disait encore Encre) et il obtint quelques révélations. « La justice est très mal admistrée audict lieu, et avec une longueur du tout insupportable, infiniment préjudiciable au peuple, qu'y ne peult tirer aulcune expédition ; d'autant que M^r Philippe de Morlancourt, bailliy et garde de justice audict Marquisat, est toujours absent, tenant fort peu souvent les plaids ordinaires et ne voullant expédier aulcunes choses sur le champ. Il n'y a aulcune prison audict Encre; les criminels (prévenus de crime) y sont mis dans une caige de bois enfermée et environnée de bastiments et principalement des escuries du château, où les prisonniers sont misérablement tenus, estans contraincts d'y faire leur nécessité naturelle. » Et on cite l'exemple d'un malheureux qui pendant quinze jours « a esté estroictement et cruellement tenu dans la dicte caige et puis après mis hors d'icelle sans aulcune formalité de justice. » Mandés aussitôt et interrogés par M^r Jean Gonnet, le procureur fiscal et le greffier du Marquisat reconnurent l'exactitude des faits. Le lieutenant criminel se transporta alors au château pour voir de ses propres yeux cette ignoble prison qui n'était, « qu'une petite caige de bois où il n'y a aulcun air, lumière ou claireté sinon quant les portes sont ouvertes. » Le bailli, M. de Morlancourt, qui était présent à cette visite, disait lui-même « qu'il aimerait autant estre condamné à la mort que d'estre ung mois prisonnier esdictes prisons. » Comme on le pense, ce bailli fut « admonesté d'adviser, le plus promptement possible, à faire faire d'autres prisons, telles et sem-

« blables que désire l'ordonnance d'Orléans. » Il est à espérer que satisfaction, plus ou moins complète, aura été donnée à cet ordre de M^e Jean Gonnet.

La chevauchée de 1633 fit découvrir des faits bien plus graves. Elle avait pour but principal de rechercher les meurtres commis mais demeurés impunis grâce à la faiblesse des autorités locales. « Le roi seul peut « donner et octroyer à ses subjects des lettres de ré- « mission et de pardon... Les officiers des justices su- « balternes commettent des attentats notables sur la « justice royale en renvoyant les homicidiars absoulz « par des moyens obliques... Ils sont dignes de puni- « tion rigoureuse et exemplaire. »

D'après les indications qui lui avaient été données, c'est d'abord à Miraumont que se rendit M^e Jean Gonnet. Il y obtint quelques confessions ; peut être grâce à l'appareil qu'il déploya. Il s'était fait accompagner de son propre fils, François Gonnet, déjà reçu avocat en parlement, de son greffier, Claude Le Dossu, de Jean Levasseur, notaire royal, de Vincent Varet, archer criminel, et de six sergents.

Le lieutenant (maire) et les notables de Miraumont lui déclarèrent « qu'ils n'avoient cognoissance d'aucun « homicide commis sur le territoire dudit Miraulmont « que des six » dont M^e Jean Gonnet leur avoit parlé, « qui ont été commis depuis seize à dix-huit ans en « çà. » Rien que six. Et il est à remarquer que s'il y en a qui remontent à seize ans, ils sont antérieurs à la visite que le lieutenant criminel avait faite à Miraumont quatorze ans auparavant, en 1619. On ne lui en avait rien dit à cette époque ; on lui avait soigneusement dissimulé la vérité.

On la lui dissimulait encore : il le sut cinq jours après. Il était revenu à Encre, où il logeait à l'hôtellerie Saint-Georges. Il avait interrogé M. d'Ainval, capitaine et bailli au Marquisat, qui avait succédé à Philippe de Morlancourt, le maieur François Gossart, des notables, entr'autres Philippe Carette, dont il sera parlé plus loin, des notaires et des procureurs. Probablement à la suite de leurs révélations, M^e Antoine Cuisset, greffier de la justice de Miraumont, vint le trouver à son hôtellerie et lui avoua qu'on lui avait caché deux meurtres commis à Miraumont, l'un remontant à huit ou dix ans, l'autre beaucoup plus récent, de décembre 1631. Cuisset devait bien le connaître, ce dernier, puisque c'était lui-même qui avait rédigé, le 3 avril 1632, la transaction entre le meurtrier et la veuve de la victime. Le lieutenant criminel avait manifestement bien de la peine à obtenir la vérité : on sent que les aveux de Cuisset lui sont arrachés à force d'insistance, et probablement sont encore incomplets.

M^e Jean Gonnet continua son enquête, soit par lui-même, soit, quand il était trop tourmenté par la goutte, au moyen de ses auxiliaires. Il découvrit ainsi de nombreux meurtres commis à Aizecourt-le-Bas, Bazentin-le-Petit, Bernes, Cappy, Contalmaison, Dernancourt, Etinehem, Fricourt, Longueval, Morlancourt, Auchonvillers et Pozières. Au total, y compris les huit de Miraumont, vingt-huit homicides. Quatorze remontaient à moins de deux ans. Il n'est guère probable que dans les dix ou douze années antérieures il n'y en ait eu que quatorze. On n'aura pas encore tout dit.

Sur ces vingt-huit meurtres, deux ont fait l'objet

d'un pardon royal, notamment celui commis par le seigneur de Contalmaison, Sébastien de Hangre, qui a obtenu des lettres de rémission. Les vingt-six autres sont demeurés purement et simplement impunis. Pour trois, il y a eu transaction avec les parents de la victime. Ce qui n'empêchait nullement, en droit, la poursuite criminelle,

Plusieurs de ces crimes ont été commis publiquement. L'un « un dimanche, à l'issue de la messe; » un autre « en présence d'un grand nombre de personnes; » un troisième « sur le marché de Miraumont. »

Certaines des victimes étaient dans une situation qui appelait l'attention publique, leur mort a certainement fait événement ; c'est par exemple le « joueur « d'instruments » (le ménétrier) de Puiseaumont, connu dans tous les villages à la ronde : c'est le receveur de Maricourt et de Montauban : c'est le clerc séculier (maître d'école) de Miraumont : c'est le fils de Jean Drouart, sergent royal à Albert : c'est M^e Louis Pelletier, le curé de Miraumont. Un curé ne disparaît pas sans qu'on s'en aperçoive.

Les meurtriers sont parfaitement connus ; il n'y a pas le moindre doute sur leur identité ni sur leur culpabilité. Quelques-uns, Philippe Arrachart à Miraumont, Jacques d'Ignaucourt à Auchonvillers, ont commis plusieurs meurtres. Ils n'ont pas même été inquiétés. Le greffier Cuisset avoue qu'il n'y a eu aucune poursuite contre Philippe Arrachart. Il ne se cache pas, il est chez lui, fort de la terreur qu'il inspire. M^e Jean Gonnet ordonne son arrestation : il résiste à l'archer et aux sergents : enfin on parvient à s'emparer de lui et à le conduire en prison.

Tant de meurtres révèlent une grande violence de

mœurs. La plupart peuvent s'expliquer par des rixes de cabaret, quelques uns par la vengeance, comme celui du receveur de Maricourt, un seul par jalousie d'amour, celui d'une fille Jourdois, à Auchonvillers : on ne voit point apparaître le vol comme mobile. Il y a de véritables assassinats, par exemple celui d'un sieur Denetz, qui a été tué d'un coup de carabine par un nommé Paige le jour de l'Ascension, 5 mai 1633, entre dix et onze heures du soir.

En présence de l'impunité de tant de méfaits on s'étonne de nos jours. M^e Jean Gonnet n'avait que trop sujet de s'indigner « contre les baillis et gardes de « justice lesquels, désirant gratifier les homicidiars « aux dépens de leurs consciences, de leur honneur et « des droictz appartenans au roy privativement à tous « aultres, font souvent de tels eslargissements *quous-* « *que* encore bien qu'il y ait preuve suffisante contre « eux, affin d'essayer, par ce moyen du tout vicieux « et grandement blasmable, de leur faire esviter la « potence et les relever de la peine et des fraiz de « l'obtention d'une rémission, pardon ou aultres « lettres de grâce. »

On appelait élargissement *quousque* (en français *jusque*) celui qui était accordé jusqu'à preuve plus ample de culpabilité. C'était à peu près l'ordonnance de « non-lieu quant à présent » de notre procédure actuelle. Les justices seigneuriales usaient, comme on le voit, beaucoup trop fréquemment pour le bien public, de ce moyen « oblique » suivant l'expression de Jean Gonnet.

Ces défaillances déplorables des petites justices locales ne s'expliquent que trop bien. Juge unique, le

bailli se faisait, par une tendance très naturelle, juge suprême. Ayant le pouvoir de condamner un homme à mort s'il était coupable, et de l'acquitter s'il était innocent, il s'arrogeait le droit de lui faire grâce. Il subissait d'ailleurs les influences locales, les sollicitations ; il cédait aux prières des lieutenants de village qui cherchaient à étouffer une affaire, souvent par la crainte d'un scélérat déterminé qui se serait vengé d'une dénonciation en incendiant leur maison. Il prêtait l'oreille aux curés qui intercédèrent pour leur paroissien et imploraient son pardon. En un mot ce juge unique, ce petit potentat, était sujet à toutes les faiblesses.

Il convient de reconnaître d'ailleurs que l'opinion publique d'alors tolérait facilement l'impunité de crimes dont la plupart étaient imputables à des violences de caractère. On a vu plus haut à propos de la Prévôté que les rixes ne donnaient jamais lieu à poursuite s'il n'y avait plainte de la victime. Ces idées, suivant lesquelles l'affaire n'intéresse que la partie lésée sont celles des peuples encore grossiers ; on les retrouve dans le droit originaire des Romains, qui ne connaissait que la *pœna privata* ; elles forment la base du « wehrgeld » ou composition des lois Barbares. Aussi quand il y avait eu désintéressement de la victime ou de ses parents, quand personne ne se plaignait, l'opinion publique gardait le silence, même quand il s'agissait d'un crime. Elle se tournait plutôt en faveur du coupable et contre la justice, dont les sévérités et les frais inspiraient une terreur, une répugnance qu'attestent les réticences des habitants de Miraumont. On faisait tout pour entraver l'action de la loi : on organisait la conspiration du silence : tous

s'y prêtaient, même les notaires, même les curés. En voici une preuve tirée d'un acte dont la date, 1706, est, il est vrai, bien postérieure, mais qui n'en est que plus probant, puisqu'au xviii^e siècle les idées morales avaient dû faire quelques progrès. Une veuve Briot, de Fricourt a perdu son fils, tué dans une rixe par le maréchal du village. Elle porte plainte contre le meurtrier de son enfant : l'affaire est pendante devant le bailli d'Albert. Mais une transaction intervient par l'entremise du curé. Et le notaire qui la constate, digne émule du rédacteur de la transaction faite avec M. de Buissu en 1401, fait dire à cette pauvre femme « qu'elle « ne sait qui est homicide de la mort de son fils ; « qu'icelui se l'est attirée par ses débordements et « comme agresseur ; » enfin que si le maréchal lui verse, à elle, deux cents livres, c'est « par pure charité. » Et les deux curés de Fricourt et de Bécordel signent avec le notaire cet acte mensonger et indigne ! La plainte est retirée ; la justice ne poursuivra pas. Voilà les mœurs de 1706, et à plus forte raison celles de 1633.



LA GUERRE D'ESPAGNE

Avec l'année 1635 s'ouvrit pour Albert une nouvelle période de calamités. La guerre fut solennellement déclarée à l'Espagne le 19 mai 1635.

Le gouverneur de la Picardie était le frère du feu connétable de Luynes, Honoré d'Albert, sieur de Brantes, devenu duc de Chaulnes ; c'était l'oncle du jeune marquis d'Albert. Le duc de Chaulnes partit d'Amiens, le 12 juillet, pour Doullens où était le rendez-vous de son armée, forte de cinq à six mille hommes d'infanterie et de cavalerie. Il entra aussitôt en Artois, ravageant et brûlant partout. Mais il dut promptement se replier et il s'établit à Miraumont, puis à Albert. Est-il besoin de dire que son séjour fut une cause de ruine pour toute la vallée depuis Miraumont jusqu'à Albert ? Moissons déjà presque achevées, grains, foin, fourrages, provisions. les soldats pillaient tout. Les villages étaient abandonnés.

C'est du camp de Miraumont, le 3 septembre, qu'est datée la commission donnée par le duc de Chaulnes au capitaine Pagès de gouverner et de défendre la place d'Albert, en l'absence du gouverneur de la ville, M. d'Ainval, qui avait été obligé de quitter son poste pour vaquer à certaines affaires particulières de son maître, le jeune marquis d'Albert. Le capitaine Pagès, soldat de fortune, est le grand père de Pagès, bourgeois d'Amiens, qui a laissé de si intéressants mémoires.

Quelques jours après, les Espagnols entrèrent en

France, divisés en deux corps. L'un, commandé par le comte de Frezin, pénétra par Auxi-le-Château. L'autre arriva par Pas-en-Artois sous les ordres de Forcaz qui lança aussitôt en avant ses redoutables cavaliers Croates et Polaques (Polonais). Beauquesne, Toutencourt, Val-de-Maison furent brûlés ; le château de Mailly fut pris et les villages environnants incendiés. Aveluy, notamment, fut cruellement traité. De l'église, du château, du moulin, comme des chaumières de paysans il ne resta que des ruines. Les meules mêmes du moulin furent brisées et dispersées. Ceux des habitants qui purent échapper au massacre se réfugièrent à Corbie, à Péronne et autres lieux. Le village fut complètement abandonné.

Le duc de Chaulnes s'était retiré d'abord à Albert, puis à Corbie, et finalement était rentré à Amiens.

C'est de cette dernière ville qu'il donna au capitaine Pagès, le 30 octobre 1635, la commission suivante :

« Désirant arrêter les courses des ennemis nous
« avons estimé ne pouvoir apporter un remède plus
« sûr pour empêcher leurs violences que de mettre sur
« les frontières le plus de cavalerie qu'il sera possible,
« attendant que le Roy y ait pourvu de plus grandes
« forces. Et comme il n'y a point de lieu plus commode
« pour ce sujet que la ville d'Albert, et que le capitaine
« Pagès qui commande ladite ville a requis de lui
« accorder commission pour lever et mettre sur pied
« cinquante carabins, sans aucun frais ni subsistance
« que celle qui pourront qu'ils pourront tirer du butin
« ou des contributions des ennemis, Avons donné pou-
» voir audit Pagès de lever et mettre sur pied une compa-
« gnie de cinquante carabins pour tenir garnison audit

« lieu d'Albert sous notre autorité : sans qu'ils puissent
« prendre aucunes choses sur les sujets de sa Majesté
« qu'en payant. Pourra, avec ladite compagnie, entrer
« dans le pays ennemi, y faire des courses et tous
« actes d'hostilité permis par les lois de la guerre.
« Mandons à tous gouverneurs, capitaines, chefs et
« conducteurs de gens de guerre, tant de pied que de
« cheval, de laisser passer ladite compagnie allant et
« venant à la guerre, sans lui apporter aucun trouble
« ni empêchement, au contraire toute aide. »

Autoriser tous les actes d'hostilité permis par les lois de la guerre, c'était donner carte blanche. Car, à cette époque, les lois de la guerre permettaient tout. On ne distinguait point le non-combattant du combattant : en pays ennemi tout était ennemi, hommes et choses : tuer ou rançonner les uns ; voler, ruiner, détruire, dévaster les autres, c'était considéré comme un droit. La guerre c'était le meurtre, le pillage et l'incendie. Les lettres données à Pagès sont de véritables lettres de marque comme on en donnait autrefois aux corsaires. Pagès est un entrepreneur de courses en pays ennemi. Ses hommes n'auront ni subsistance ni solde. Il ne les paiera qu'avec le butin qu'il pourra faire. Il est le chef d'une bande de brigands. C'est, dit le duc de Chaulnes, le moyen d'empêcher les violences de l'ennemi. Ce moyen consiste à exercer des violences toutes pareilles. Il est aisé de comprendre non seulement comment se comportaient à l'égard de l'ennemi les carabins de Pagès, mais quelle conduite tenaient ces sacripants à l'égard des Français, malgré la défense de prendre à ceux-ci sans payer. La ville d'Albert eut donc à subir pendant tout l'hiver de 1635 à 1636 la garnison de ce capitaine de pillards qui, notamment,

trouvaient commode, pour se chauffer, d'aller chercher, dans les décombres d'Aveluy, tout le bois qu'ils y pouvaient ramasser.

D'après un récit fait par le petit-fils du capitaine Pagès on peut se faire une idée de ce qu'étaient ces « courses en pays ennemi » et de la manière dont se faisait, de part et d'autre, la guerre entre avant-postes, à la frontière.

Au commencement de l'année 1636 les Espagnols occupaient Hébuternes, près de la frontière picarde : ils s'étaient installés dans l'église et le cimetière attenant, qu'ils avaient fortifiés. De là ils faisaient des courses en France, d'où ils rapportaient souvent du butin. Le gouverneur de Doullens, M. de Rambures, organisa, de concert avec le capitaine Pagès et M. du Fay, qui commandait une compagnie de volontaires logée dans la tour de Contay, une expédition contre Hébuternes. Rendez-vous fut pris au bois de Mailly pour le 2 avril. M. de Rambures envoya six cents hommes de son régiment et cinquante gendarmes de la garnison de Doullens ; l'adjonction des compagnies de Pagès et de du Fay faisait un total de sept cent cinquante hommes. On partit du bois de Mailly dans la nuit du 2 au 3 avril. La barrière, à l'entrée d'Hébuternes, qui n'était gardée que par cinq ou six paysans, fut vite enlevée. Les carabins de Pagès, qui formaient l'avant-garde, mirent pied à terre, firent sauter d'un coup de pétard la bascule du pont-levis et entrèrent vivement dans le fort, bientôt suivis du reste de la troupe. On tua la garde, qui était d'une quinzaine d'hommes, on pilla le fort, on tua une quarantaine d'hommes, et on emmena le reste, environ quatre

cents hommes prisonniers à Doullens. Là on se partagea le butin.

La campagne de 1636 fut désastreusc pour nos armes. En juillet les ennemis firent irruption en France. Ils étaient commandés par des généraux dont le nom a retenti dans l'histoire : Jean de Werth, au service de la Bavière ; Piccolomini, au service de l'empereur d'Autriche ; le cardinal-infant et le prince Thomas de Savoie, au service de l'Espagne. Leur cavalerie était nombreuse ; dix-huit mille chevaux, montés par des Hongrois, des Croates et des Polonais ; l'infanterie comptait une quinzaine de mille hommes ; l'artillerie se composait de trente pièces de canon.

Cette armée s'empara d'abord de La Capelle (10 juillet), puis du Câtelet (25 juillet). De là, longeant la rive droite de la Somme, elle tenta d'en effectuer le passage en s'emparant de Bray. Mais inutilement. Pendant six jours le prince Thomas resta campé sur les hauteurs qui dominant Bray. Dans cet intervalle de temps un de ses détachements vint attaquer Albert, le prit et le brûla.

Tout-à-coup, la nuit, le prince Thomas décampa, et vint, en aval, se porter sur Sailly-le-Sec par une fausse attaque, sur Cerisy-Gailly par l'attaque sérieuse. Malgré l'énergique défense de Puységur, qui commandait le régiment de Piémont, et qui combattit de huit heures du matin à huit heures du soir, l'ennemi réussit à établir un pont. La Somme était franchie (2 août). L'armée royale se retira sur l'Oise, à Noyon et Compiègne. Sur l'une comme sur l'autre rive de la Somme coururent librement les Croates et les Polaques, répandant partout la terreur, car partout ils portaient

le pillage, le massacre et l'incendie. Corbie, investi par la rive droite et par la rive gauche, capitula le 15 août. Le coup était rude pour les Français.

Mais un mois après, grâce à d'énergiques efforts, les troupes royales étaient en état de marcher en avant. Le 18 septembre elles reprenaient Roie aux Espagnols et le prince Thomas se voyait forcé de reculer à son tour. Il repassa la Somme, laissant dans Corbie une garnison de trois mille hommes, vint camper à Mirau-mont, et de là rentra en Artois. L'armée royale mit le siège devant Corbie.

Certains épisodes de ce siège font le plus grand honneur à deux habitants d'Albert, Philippe Carette et Michel Patou. Ils s'étaient, comme tant d'autres, réfugiés à Amiens au moment où l'ennemi s'était emparé d'Albert. Tous deux avaient cruellement souffert dans leurs biens. La maison de Carette, qui valait quatre mille livres, somme considérable pour l'époque, huit fois plus que le presbytère n'avait coûté, avait été brûlée avec les quatre cents setiers de blé qu'elle renfermait dans ses greniers. Michel Patou avait perdu de même une maison de trois mille livres à Mailly et quatre cents setiers de blé. Le blé du grenier c'était la fortune mobilière, à cette époque où l'argent était rare, où les fermages se payaient le plus souvent en blé : le propriétaire les conservait sur l'aire de son grenier ; c'était son capital disponible.

Carette et Patou, ainsi que les autres réfugiés, victimes de la guerre, nourrissaient une haine violente contre les Espagnols. Mais chez eux la haine n'était pas stérile. Hommes énergiques, ils voulurent employer contre l'ennemi

leur connaissance du pays, leur habileté, leur courage. Philippe Carette surtout fut l'homme d'initiative. Il sollicita, il recruta des compagnons, il les entraîna à prendre part aux entreprises qu'il avait conçues. C'étaient des gens de Fouilloy et d'Aubigny, villages voisins de Corbie : Louis et Charles Boursois de Metz, le père et le fils, Romain de Thaise, Jean Pie, Philippe de Sapiny, Fleury du Pré, Pierre de Brie, Nicolas Michel, et Antoine Deluyne. Tous connaissaient parfaitement les localités, les chemins, les passages, les canaux, les accès. Ils savaient se rendre compte des positions de l'ennemi. Ils n'hésitaient pas à se faufiler, déguisés, parmi les Espagnols, et ils rapportaient avec intelligence ce qu'ils avaient vu. De Sapiny notamment était très propre à ce rôle. Philippe Carette, Patou, et leurs compagnons, mariniers et bateliers pour la plupart, s'étaient abouchés avec deux officiers, MM. de Beaufort et de Rassilly. On se voyait à l'auberge du *Cerf-Volant*, rue des Vergeaux, et on se concertait sur les expéditions proposées.

La première eut lieu dès avant l'investissement de de Corbie par l'armée royale. M. de Beaufort prit avec Carette et ses compagnons une cinquantaine de soldats. On s'embarqua dans la nuit du 16 au 17 septembre au port du Don ; on remonta la Somme jusqu'à Daours : de là on alla surprendre, attaquer et détruire le moulin de Corbie. L'expédition réussit parfaitement : Carette, entr'autres, se signala par son intrépidité.

Le but, en détruisant le moulin, était d'affamer la garnison espagnole. Dans ce même dessein, Carette et ses compagnons imaginèrent une autre entreprise. Ils savaient que les moulins de Corbie étaient mus par un bras de la rivière d'Encre qui s'appelle, à cause de

cela, la Boulangerie : ils entreprirent de mettre à sec ce bras artificiel en détruisant le barrage qui y renvoie les eaux de la rivière, et en rendant celle-ci au cours naturel de l'Encre qui les porte en aval de Corbie. Ils risquèrent l'opération au péril de leur vie.

Après l'investissement de la ville, ils tentèrent un nouveau coup de main dans la nuit du 26 au 27 septembre, les uns remontant la Somme jusqu'à Daours, les autres conduisant par terre un convoi de batelets pour passer la Somme en amont de la ville assiégée. Tous réunis se portèrent sans bruit sur une demi-lune située devant la porte à l'Image, la surprirent, l'enlevèrent après un vif combat et passèrent au fil de l'épée tous ceux qui s'y trouvaient.

En un mot ces braves gens firent preuve de dévouement, d'intelligence et d'audace. Ils n'épargnèrent rien pour lutter contre l'étranger et rendre service au roi et à la France. Plusieurs d'entre eux furent grièvement blessés. On est heureux d'avoir à constater cette vaillance et ces qualités guerrières chez des hommes dont toute la vie avait été jusque-là étrangère au métier des armes. Philippe Carette était un honnête et paisible bourgeois, un riche marchand, marié, père de quatre filles. Sous les douleurs de l'invasion il se révéla soldat intrépide, chef habile et entreprenant. Ce rejeton du vieux sang picard fait honneur à la ville d'Albert.

Le roi Louis XIII n'attendit pas la fin du siège pour récompenser Carette et ses compagnons. Corbie fut repris le 9 novembre. Dès le mois d'octobre, de son camp de Démuin, le roi accorde aux onze personnes dénommées ci-dessus, qui se sont « vaillamment et « industrieusement » comportées, ensemble à leurs enfants et postérité, mâles et femelles, nés et à naître

en loyal mariage, exemption de toutes tailles, taillons, service du guet, impositions et autres levées quelconques, soit pour leurs personnes, soit pour leurs biens, en quelque lieu du royaume qu'ils soient situés. Et il ordonne de rétablir en leur premier état leurs maisons brûlées.

De ce même camp de Demuin, Louis XIII, le 7 octobre, envoya le capitaine Pagès reprendre possession de la ville d'Albert ; les Espagnols s'étant retirés en Artois. Dès le 2 septembre, Pagès avait été chargé par le roi de lever une compagnie de cent arquebusiers à cheval (carabins) : mais il s'agissait, cette fois, d'une compagnie régulière, à la solde du roi. Avec cette compagnie et cent mousquetaires Pagès devra s'acheminer à *Encre*, afin de conserver la frontière de ce côté-là et d'entreprendre sur les ennemis selon les occasions qui s'offriront et où il verra pouvoir prendre sur eux avantage. On peut remarquer que la ville était encore appelée Encre même par le roi qui avait pros crit ce nom pour en effacer tout souvenir.

L'invasion de 1636 a laissé de profondes traces sur nos frontières de Picardie. Il n'y a pas eu de période plus néfaste. On ne trouve soit à Albert, soit aux environs, aucun bâtiment, aucun édifice quelconque qui remonte à une date antérieure. Des villages entiers ont disparu : ainsi Rancourt, auprès de Bouzincourt, Becquerel auprès de Miraumont. La dévastation a été complète. Les cavaliers de Jean de Werth n'ont rien épargné.

L'année suivante, le lendemain de Pâques 1637, les

Espagnols, avec quinze cents chevaux et trois pièces de canon, vinrent brûler encore une fois Mailly et Albert.

La guerre se continua ainsi pendant de longues années, bien dures pour les habitants qui restaient dans la ville désolée. Les passages de troupes se succédaient. En 1640, à cause du siège d'Arras, où le jeune marquis d'Albert, Louis Charles, duc de Luynes, qui avait alors vingt ans, se signala par son courage : en 1641, à cause du siège de Bapaume, qui capitula le 18 novembre : au commencement de 1643, à cause des préparatifs de la campagne qui allait s'ouvrir. Le 9 mai en effet, le duc d'Enghien, celui qui devint le Grand Condé, avait son quartier général à Albert, poste « d'où il pouvait avec rapidité diriger ses troupes de « tous côtés où les ennemis pourraient tourner la tête. » C'est d'Albert qu'il partit pour aller remporter sur les Espagnols la célèbre victoire de Rocroi.

Tous ces passages de troupes écrasaient la malheureuse petite ville. Elle était dans un état lamentable. Quand on parcourt les actes des notaires de l'époque on y rencontre fréquemment des mentions comme celles-ci : « héritage qui était ci-devant amasé (bâti) ; « maison qui a été détruite par malice des gens de « guerre ; héritage qui a été autrefois édifié de maison ; « venderesse qui est de présent réfugiée à Amiens à « cause des guerres, etc. ».

Tous les habitants ne s'étaient pas réfugiés à Amiens. Un certain nombre de malheureux sans asile avaient trouvé un abri dans le château, où commandait M. Jean d'Ainval, seigneur de Maucreux. Le capitaine Pagès avait été fait prisonnier par les Espagnols ; il était

mort en 1640; M. d'Ainval avait repris ses fonctions de gouverneur. Il avait fait construire des huttes en bois pour les pauvres gens qui étaient venus lui demander abri. Un accident leur enleva ce dernier refuge. Un incendie survenu dans la nuit du 15 au 16 mars 1645, et auquel la violence du vent donna une activité exceptionnelle, détruisit toutes ces logettes. Un jeune homme périt dans les flammes. La belle-mère et la petite-fille du gouverneur ne purent se sauver qu'en chemise. M. d'Ainval était absent. Il était allé à Péronne solliciter décharge d'une réquisition de deux mille bottes de foin adressée à la ville.

Tout était désorganisé. On avait transporté à Amiens, en même temps que les archives communales, les ornements de l'église ; le tout avait été déposé dans le couvent des Minimes. Les cérémonies du culte ne se faisaient plus. Ce fut en 1647, à l'occasion de la solennité de Pâques, qu'on fit revenir d'Amiens quelques uns des ornements les plus indispensables ; et ce fut seulement en 1649 qu'on nomma un bedeau en remplacement du précédent qui était mort depuis plusieurs années. Le service religieux était resté longtemps interrompu : tous les liens sociaux étaient relâchés.

Les titres de la ville, comme on l'a dit, ceux de l'Hôtel-Dieu et de la Maladrerie, avaient été transportés à Amiens. C'était le curé, M^e Michel Ducastel, qui les avait déposés au couvent des Minimes. La ville les lui réclama, mais il ne voulut pas les rendre, prétendant sans doute que les circonstances n'avaient point changé et que ces précieux papiers ne seraient pas en sûreté à Albert. L'Echevinage assigna le curé devant l'official d'Amiens qui, par sentence du 21

janvier 1649, le condamna à la restitution des titres. Malgré cette sentence M^e Ducastel refusa de s'exécuter. La ville n'insista pas, car à l'échevinage hostile qui avait fait condamner le curé avait succédé un échevinage qui lui était favorable et qui ne poursuivit pas l'exécution de la sentence. Mais le seigneur d'Albert, le duc de Luynes, enjoignit, le 4 avril 1650, de poursuivre cette exécution ; il prescrivit en même temps « de rétablir le service divin dans l'église. » car les ornements de l'église suivaient le sort des titres de la ville ; ils étaient renfermés dans le même coffre. Rien ne fit, le curé persista dans sa résistance.

C'est peut être à cette obstination de M^e Michel Ducastel qu'on doit la conservation des vieilles archives de la ville d'Encre qui, sans cela, auraient été probablement la proie des flammes. Les craintes du curé n'étaient que trop fondées.

Non seulement la guerre continuait avec l'Espagne, mais, pour comble de malheurs, il s'y joignait la guerre civile : on était à l'époque de la Fronde. Le Grand Condé avait passé à l'ennemi ; il avait pris l'écharpe rouge et le roi d'Espagne en avait fait son généralissime. Le 2 août 1653, Condé vint, à la tête d'une armée espagnole, attaquer Albert et enlever la place. Dix ans auparavant il était encore à Albert, méditant la campagne que devait illustrer sa victoire de Rocroy sur les Espagnols. Singulière vicissitude, il était maintenant au même lieu, mais c'était comme chef des vaincus de Rocroy et c'était contre la France que ce prince de sang royal tournait ses armes et son génie. Quelles réflexions durent assaillir son esprit !

Il traita la ville en ennemi, en cruel Espagnol. Elle fut encore une fois complètement brûlée. L'incendie

dévora notamment l'église et les petites maisons qui y étaient adossées, sauf une seule qui, située entre les contreforts du clocher, fut préservée. Le feu était si violent que les cloches fondirent. Le marguillier d'alors, M^e Nicolas Pieffort, notaire royal et procureur au Marquisat, un des gendres de Philippe Carette, recueillit le métal : il y en avait 577 livres pesant, qui furent employées en 1655 pour la refonte de trois cloches neuves. Le presbytère, voisin de l'église, fut détruit comme elle. Déjà l'hospice, à l'angle sud-ouest de la place, n'était plus qu'une ruine dont les matériaux, malgré les défenses des échevins, étaient enlevés par tout venant.

En présence de ces calamités le seigneur se montra généreux. Pour rétablir le service divin on construisit une sorte de hangar en prolongeant jusqu'au Prieuré la chapelle de Notre-Dame de Pitié avec le cloître y attenant ; ce fut le duc de Luynes qui fournit les bois par l'intermédiaire de M. d'Aigreville, qui avait succédé à M. d'Ainval comme gouverneur de la ville. Il donna de même les bois du bâtiment provisoire où on logea le curé sur l'emplacement du presbytère détruit. On dut remettre à des temps meilleurs des constructions définitives.

Car la guerre durait toujours et avec elle les maux qu'elle entraîne : les réquisitions d'hommes, de chevaux, de vivres, l'obligation pour les habitants de pourvoir à la garde de leur ville mal fermée, de se défendre contre les gens de guerre qui passaient auprès de ses murailles. En 1656 la brèche faite par les troupes de Condé n'était pas encore réparée : elle avait de 34 à 36 pieds de large. Il fallait faire défense à certains habitants d'en profiter pour aller commercer avec les

gens de guerre qui passaient dans le faubourg, en d'autres termes pour aller acheter du bien volé. Il fallait aussi la surveiller jour et nuit pour empêcher les soldats maraudeurs de pénétrer dans la ville et d'y commettre des déprédations. Dans les campagnes voisines les pillages étaient continuels : à Beaumont, à Grancourt, à Chemicourt (annexe disparue de Grandcourt) il fut impossible de faire les semailles en 1659 à cause de la présence du camp volant de M. de Créquy qui séjourna pendant près de huit mois dans le pays. Les soldats s'emparaient des chevaux des paysans, et s'ils les rendaient, c'est que les pauvres bêtes étaient atteintes de maladie et ne pouvaient plus faire aucun service.

Les maladies qui accompagnent les armées ne s'attaquent pas seulement aux animaux ; elles atteignent les hommes. Au commencement de 1656, elles faisaient de cruels ravages à Albert et dans les villages voisins. C'est ce qui donna lieu à l'établissement du boucher de carême.

Jusqu'alors on avait toujours observé fidèlement, rigoureusement, les commandements de l'église. Dans ce pays d'Albert, si catholique, personne ne mangeait de viande pendant toute la durée du carême. Il le fallait bien d'ailleurs. Celui qui en aurait voulu n'aurait pu s'en procurer ; les bouchers ne tuaient pas en temps de carême. C'était strictement défendu et l'autorité communale, en parfait accord à cet égard avec l'autorité ecclésiastique, maintenait scrupuleusement l'interdiction. Mais le malheur des temps devint tel qu'il fallut faire fléchir la règle. Le 4 mars 1656,

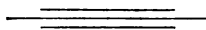
M^e Charles Roussel, procureur de la ville, représenta à l'Echevinage, présidé par le maieur, Pierre Varanguien, qu'il était nécessaire de pouvoir faire du bouillon aux nombreux malades d'Albert et des environs. On alla trouver le curé, M^e Michel Ducastel. Et celui-ci permit à l'Echevinage de choisir un boucher, — Charles Carpentier. — qui fut autorisé à tuer pendant le carême et à vendre de la viande à ceux qui avaient permission du curé de leur paroisse.

Créée pour la circonstance, l'institution du boucher de carême continua de subsister après la guerre. Depuis 1656, tous les ans l'Echevinage choisissait parmi les bouchers de la ville un successeur à Charles Carpentier, qui seul avait le droit de tuer pendant le carême, à condition expresse de ne livrer de la viande qu'à ceux qui étaient autorisés à en manger, non pas d'après l'ordonnance du médecin, mais en vertu de la permission du curé. Quand on avait la mauvaise chance de tomber malade en carême et d'avoir besoin d'un bouillon il était important d'être bien avec son curé.

La guerre ne se termina qu'à la fin de 1659, par le traité des Pyrénées, du 7 novembre, qui mit fin à cette lutte de vingt-quatre années. Albert cessa alors d'être place frontière, car l'Artois était enfin restitué à la France. Le cours normal de la vie put se rétablir dans la ville qui, depuis un quart de siècle, avait tant souffert. Le fait suivant peut donner une idée de ce qu'avaient été les conditions de l'existence des habitants d'Albert pendant cette longue et douloureuse période.

Nicolas Linart, notaire royal au gouvernement et prévôté de Péronne, à la résidence d'Albert, avait été, comme tant d'autres, obligé maintes fois de quitter la

ville dévastée. Il était allé exercer ses fonctions, suivant les temps et les circonstances, tantôt à Chaulnes, tantôt à Cappy, ou à Lihons, ou à Foucaucourt. Il avait droit d'y instrumenter puisqu'il y était notaire au gouvernement de Péronne. Les actes qu'il y recevait mentionnent qu'ils sont faits « pardevant Linart, notaire à la « résidence d'Albert, réfugié, à cause des guerres, à « Cappy, à Lihons, etc. ». Or, si on additionne les diverses périodes de ces exodes du notaire Linart, on constate que sur les vingt-quatre années de la guerre, il en a passé près de quinze hors de sa résidence !



LA CHANSON

PENDANT LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Par M. Maxime LECOMTE.

Les Français, comme tous les autres peuples, mais plus que les autres peuples, ont toujours chanté, au gré des événements, tantôt gais, tantôt tristes ; ils ont dans des couplets fait passer leurs sentiments, parfois satiriques et mordants, parfois doux et mélancoliques, parfois badins ou gaulois, souvent héroïques.

La chanson ailée, libre, insaisissable, sur un air connu, mais d'un auteur anonyme, née on ne sait où, apprise on ne sait comment, a souvent été la seule consolation de l'opprimé, sa seule vengeance contre l'oppresseur. On a dit que l'ancien régime avait été un pouvoir absolu tempéré par des chansons. La formule est injustement flatteuse. Si on s'y tenait, on se figurerait que les chansonniers et les chanteurs avaient toute liberté et même toute licence. Il n'en était rien. Il était permis de chançonner le pouvoir, à l'unique condition de ne pas se faire prendre. Lagrange-Chancel, Desforges, le Chevalier de Rességuier et combien d'autres ont éprouvé en leur personne et fort durement que sous aucun régime despotique, ou seulement autoritaire, la chanson n'est libre. Les contemporains, voyaient plus juste et l'auteur de couplets satiriques terminait ainsi :

L'auteur de ce vaudeville
Ne dira pas ce qu'il est,
Par la raison qu'il se plait
A voir de loin la Bastille

Mazarin disait : ils chantent, mais ils paieront, en entendant les Parisiens s'égayer, à propos de ses inventions fiscales. Cela ne fait pas que si sa police avait mis la main sur l'auteur d'une mazarinade, celui-ci n'aurait pas commencé à payer pour son propre compte.

Pendant la Révolution lorsque la loi des suspects faisait partout régner la terreur, il est clair qu'on ne pouvait chanter ce qu'on voulait et que si on voulait chanter, il fallait s'inquiéter du diapason des maîtres du jour. Sous le Directoire encore, il était imprudent de fronder les autorités. Ange Pitou en sut quelque chose. Le chansonnier populaire avait son public habituel, très nombreux, et tenait ses séances en face du portail de Saint-Germain-l'Auxerrois. Il s'installait de bonne heure et restait très tard. Son répertoire était varié et son programme, vaste : « Je veux chanter, disait-il, les coquins, les septembriseurs, les filous, les badauds, les espions et toute la bande à Cartouche. »

L'auteur de l'*Histoire de la Société française au XVIII^e siècle* nous dit : « Le populaire, les commères ne « manquent un seul jour à ce Turlupin de Thermidor, « qui bouffonne avec une verve grossière et des gestes « parlants.... C'est un Père Duchesne royaliste, et qui « joue, et qui mime, et qui fredonne son journal. A-t-il « fini de chanter, il parle, et de comiques réquisitoires « contre le Corps législatif, la République, les républi- « cains, le Directoire sortent de sa bouche hardie, dans les « rires croissants de la multitude. » Le petit homme à la figure enjouée était décidément un personnage dange- reux. Il fut compris dans le décret du 18 fructidor et déporté à Cayenne avec les journalistes qui avaient déplu aux fauteurs de cette journée.

La chanson est définie une pièce de vers divisée en stances égales appelées couplets et qui est destinée à être chantée. Définition un peu large et qui plait à ceux qui sont ambitieux de porter à son point le plus élevé le rôle de la chanson. C'est ainsi que Béranger a écrit : « La chanson, comme plusieurs autres genres, « est toute une langue et, comme telle, est susceptible de « prendre les tons les plus opposés. » Béranger a écrit des chansons badines, très badines, et à côté d'elles, dans le même recueil, nous admirons des stances qui égalent les chefs d'œuvres de la poésie lyrique. S'il faut donner cette extension au mot chanson et y comprendre tous les chants et tous les hymnes, la *Marseillaise*, le *Chant du départ* sont des chansons et on peut dire que la chanson a contribué à sauver la patrie française et à changer la face du monde.

Les pouvoirs révolutionnaires ont eu leurs chants officiels. Ils ont tenté d'en faire un moyen de propagande et d'éducation nationale. Des poètes célèbres, des musiciens de grand talent ont cherché à réaliser cette vaste conception et ils n'ont pas toujours été inférieurs à leur tâche. Les exécutants ne manquèrent pas, et ce furent des chanteurs d'élite. Le Corps de musique de la Garde nationale comprit 80 exécutants et prêta son concours au service des fêtes publiques. Puis, ce fut l'Institut national de musique (8 novembre 1793), et enfin le Conservatoire (Décret du 16 thermidor an III, 3 août 1795).

Dans un rapport à la Convention Marie-Joseph Chénier a fait l'éloge du Corps de musique de la garde nationale : « C'est de là, disait-il, que sont partis ces « nombreux élèves, qui, répandus dans les camps fran- « çais, animaient par des accords belliqueux l'intrépide

« courage de nos armées ; c'est de là que nos chants
« civiques, disséminés d'un bout de la France à l'autre,
« allaient jusque chez l'étranger, jusque sous les tentes
« de l'ennemi, troubler le repos des despotes ligués
« contre la République ; c'est là qu'ont été inspirés ces
« hymnes brillants et solennels que nos guerriers chan-
« taient sur les monts de l'Argonne, dans les plaines de
« Jemmapes et de Fleurus, et en forçant les passages des
« Alpes et des Pyrénées. »

Les poètes de la Révolution furent, au premier rang, Rouget de l'Isle, Marie-Joseph Chénier, Ecouchard Lebrun ; les musiciens, Méhul, Gossec, Lesueur, Catel. Méhul rêvait des chœurs de trois cent mille voix, qui auraient fait d'une fête nationale un immense opéra chanté en quatre parties par les habitants de la capitale.

Aussitôt la prise de la Bastille l'histoire chantée fit son apparition. Le cousin Jacques (Beffroy de Reigny) fut l'auteur de quelques-unes de ces chansons de circonstance. C'est le cousin Jacques qui disait : « Les
« Français chantaient sous Robespierre, autour de
« l'arbre de la liberté ; ils chantaient, après le 9 ther-
« midor, le *Réveil du peuple* ; ils ont chanté dans la
« disette et qui sait dans quelle position ils chanteront
« encore ! Malheur, famine, disette, épidémie, massacre,
« indigence, rien ne les empêche de chanter. »

Les poètes et les musiciens officiels chantent les vertus républicaines, les héros et les martyrs, les initiateurs de la Révolution ; ils excitent le courage des citoyens, les pressent de s'enrôler, célèbrent leurs exploits, leurs victoires. Puis, la crise tragique s'apaise et nous pouvons noter sur la liste des 52 chants consacrés aux époques de la Révolution française et chantés dans les fêtes républicaines, table d'un manuscrit

(paroles et musique) qui se trouvait à la bibliothèque du Louvre et qui a été brûlé en 1871 :

40. — Le chant du retour, hymne pour la paix, par M. J. Chénier, musique de Méhul, chanté au palais directorial, le 20 frimaire an sixième, époque de la présentation au Directoire par Bonaparte de la ratification du traité de Campo-Formio.

45. — Fête de la jeunesse, 10 germinal, hymne par Parny, musique de Cherubini.

46. — Fête des époux, 10 floréal, hymne par Ducis, musique de Méhul.

47. — Fête de la reconnaissance, 10 prairial, hymne par Maherault, musique de Cherubini.

48. — Fête de l'Agriculture, 10 messidor, chant par François de Neufchâteau, musique de Lesueur.

49. — Anniversaire du 9 thermidor, hymne par M. J. Chénier, musique de Méhul.

52. — Hymne à l'hymen, pour la célébration des mariages, paroles de P. A. Guinguenê, de l'institut national, musique de Piccini.

Rapprochons de ces chants de fête l'hymne pour la fête du malheur, qui fut célébrée à Péronne le 20 ventôse an III. Ce fut sans doute l'œuvre d'un poète picard, et à ce titre je puis en citer quelques stances :

Quelle simple et touchante fête
Aujourd'hui frappe nos regards !
Quelle solennité s'apprête ?
Pourquoi ces enfants, ces vieillards ?
Un peuple libre, un peuple juste
Que n'éblouit point sa grandeur
Vient remplir un devoir auguste :
La France honore le malheur.

Culte sacré, que la nature
Grava dans l'âme des mortels !
Oui, la morale la plus pure
Servit de base à tes autels.
Trop souvent la vertu sommeille
Au sein de la prospérité ;
Quel est l'ami qui la réveille ?
C'est la voix de l'adversité

.

Des forfaits dont l'horrible histoire
Effraiera la postérité,
Conservez toujours la mémoire
Au profit de la liberté.
Si quelque pouvoir parricide
Voulait ramener la terreur,
Les Français auront pour égide
Des cœurs trempés par le malheur.

Au cours de la Révolution, à côté des cantates officielles, se sont élevés des chants que le peuple s'est fait lui-même qui sont nés de sa passion, de sa fureur ou qu'il a faits siens, les recueillant de la bouche de quelque meneur, les adoptant, les répétant, pour se reconnaître, s'entraîner et s'exciter jusqu'aux pires violences. Tous ces chants ne furent pas grossiers et sanguinaires dès le début ; quelques-uns se pervertirent, au cours des événements, après une période de relative innocence. Les paroles furent changées et de singulière façon. Ainsi le *Ça ira* fut d'abord un chant de joyeuse humeur, de contentement général, sur un air de contredanse, le *Carillon national*, de Bécourt, air qui plaisait beaucoup à la reine et qu'elle aimait à répéter sur son clavecin. Le chanteur populaire Ladré créa les paroles primitives, voulant exprimer la confiance des parisiens, les profondes espérances que leur donnaient l'union du monarque

et de l'assemblée, la popularité de La Fayette, la belle allure des députations de province venues pour la grande fête de la Fédération.

Ah ! ça ira, ça ira, ça ira
Le peuple en ce jour sans cesse répète
Ah ! ça ira, ça ira, ça ira
Malgré les mutins tout réussira.

C'est encore une contredanse, que *la Carmagnole* ; mais une contredanse provençale qui a toute la fougue et toute les ardeurs du midi, qui se précipite pour tout entraîner sur son passage. L'obstacle à emporter c'est le veto royal.

Madame Veto avait promis (*bis*)
De faire égorger tout Paris (*bis*)
Mais le coup a manqué
Grâce à nos canonniers !
Dansons la Carmagnole
Vive le son (*bis*)
Dansons la Carmagnole
Vive le son du canon

Monsieur Veto avait promis (*bis*)
D'être fidèle à son pays (*bis*)
Mais il y a manqué
Ne faisons plus quarté.

Transportée dans les camps, la Carmagnole devint plus humaine, plus généreuse, plus digne des Français. Un couplet de cette chanson devenue la chanson de la gamelle est même un appel à la fraternité des peuples :

Ah ! s'ils avaient le sens commun,
Tous les peuples n'en ferait qu'un,
Loin de s'entr'égorger,
Ils viendraient tous manger
A la même gamelle.

Amis, terminons ces couplets
Par le serment du bon Français
Jurons tous, mes amis,
D'être toujours unis.
Vive la République,
Vive le son, vive le son,
Vive la République,
Vive le son du canon

Au sens propre du mot la chanson est chose légère et badine. C'est ainsi qu'en France on comprend généralement la chanson, ne voulant pas la confondre avec l'ode pindarique, la cantate officielle, l'hymne guerrier ni même le chant démagogique. A ce sens restreint, a-t-on chanté pendant la Révolution ? Mais oui, la gaité française, et même gauloise, ne perdit aucun de ses droits. Elles sont d'une forte gauloiserie les gaités patriotiques qui ont salué la retraite de l'armée prussienne après Valmy. Elles sont bien françaises les paroles joyeuse et pimpantes qui célébraient la levée du siège de Lille :

L'amour, dans le cœur d'un Français,
L'amour est le bonheur suprême ;
Tous les instants sont pleins d'attraits
Auprès de la beauté qu'il aime (*bis*)
Mais au premier son du tambour
Il sacrifie
A sa patrie
Son bien, sa vie, et son amour (*bis*)

On met tout en couplets : les nombreux articles de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, les noms des députés, les événements grands et petits. Tout le monde se juge inspiré, et les dames de la halle se croient à l'occasion appelées à fréquenter avec les

Muses. Voici le commencement de la chanson composée par les dames députées du marché Saint-Paul, le 20 juillet 1789.

Buvons à rasade
A la santé du roi.
Mes chers camarades,
Ayons le cœur en joie.
Nos grands députés aujourd'hui
Ont la gloire
De voir leur monarque à Paris.
Vive Louis.

Plus tard on met en chanson le nouveau calendrier. C'est une chanson qui n'a rien d'ironique, et s'il en eut été autrement la poésie se serait montrée bien ingrate. Comme ces appellations trouvées par les réformateurs sont pleines de sens et de mélodie, comme elles remplissent bien l'oreille et frappent l'imagination. Rien de plus frais, de plus poétique que ces noms des mois printaniers : prairial, germinal, floréal, et ces mois d'été aux finales resplendissantes : fructidor, thermidor. Comme on prononce bien ce vers :

Que la France était belle au beau soleil de messidor.

Les noms des mois d'automne et d'hiver nous amènent des idées appropriées : après la moisson, la vendange, puis les frimas, la pluie, la neige, les tempêtes. Un mois qui n'avait qu'à se louer du remplacement du calendrier grégorien, c'est le mois de février. Une chanson exprime son contentement, sa satisfaction de voir qu'on a fait droit à ses sentiments d'égalité :

Messieurs de Mars et de Janvier,
Vous vous moquiez de Février :
Près de trois fois six cens années,
Entre vous je fus comprimé :
Mais enfin des âmes bien nées
Viennent secourir l'opprimé.

Quand je n'avais que vingt huit jours,
Sur trente un vous comptiez toujours :
Avril en me prêtant sa lune
Secondait votre lâcheté.
Maintenant je ferai fortune
A l'ombre de la liberté.

On chantait même dans les assemblées. Dans certains moments d'effervescence ou d'exaltation patriotique, les législateurs, s'ils n'entonnaient pas un refrain, s'associaient à des chants que des députations répétaient en défilant devant eux. Ou bien c'étaient des chanteurs qui venaient rendre hommage à l'œuvre des représentants. Ainsi, le 5 juillet 1793, Chénard et Narbonne, de la Comédie-Italienne, vinrent chanter à la barre de la convention le couplet suivant :

Citoyens chers à la patrie,
Nous venons vous offrir nos cœurs,
Montagne, montagne chérie !
Du peuple les vrais défenseurs. (*bis*)
De vos travaux la République
Reçoit sa constitution;
Notre libre acceptation
Vous sert de couronne civique.

Victoire, citoyens, gloire aux législateurs !
Chantons (*bis*) leurs noms chéris sont les noms des vainqueurs.

La musique valait mieux sans doute que la poésie. Il faut reconnaître que la chanson réussit peu dans l'éloge; elle est mieux faite pour la satire ou un honnête persi-

flage. C'est ce qu'on chanta sur le théâtre du Vaudeville, le 26 février 1792, en disant du vaudeville :

Amiable fils de la gaité
Et de Thalie enfant gâté,
J'ai deux mots à te dire.
Chez toi seul, j'en disais merci,
J'avais rencontré jusqu'ici
Le petit mot pour rire.

Lorsque dans d'aimables chansons
Tu donnes d'utiles leçons,
Je l'aime et je l'admire ;
On peut se permettre à propos
Sur les méchants et sur les sots
Le petit mot pour rire.

Le petit mot pour rire fut dit à tort et à travers, sur les événements, sur les hommes, sur les lois, sur le divorce, par exemple, pour ou contre les sans culottes.

Voici les conseils qu'on se permettait de leur donner :

Rhabillez-vous, peuple français,
Ne donnez plus dans les excès
De nos faux patriotes ;
Ne croyez plus que d'être nu
Soit une preuve de vertu ;
Remettez vos culottes.

.

De l'homme soutenez les droits,
Mais sans désobéir aux lois ;
Soyez bons patriotes.
Concitoyens, sans vous fâcher
Cachez ce que l'on doit cacher ;
Remettez vos culottes.

Collin d'Harleville, devenu le citoyen Collin-Harleville, est d'avis que les mœurs doivent changer avec les institutions, et, le 17 juin 1794, chante cette harmonie qui doit présider aux destins de la chanson nouvelle :

Autrefois content d'être aimable,
Joyeux et galant tour à tour
Le Français fredonnait à table
Chansons à boire ou bien d'amour. (*bis*)
Maintenant nos banquets civiques
Retentissent de nobles sons;
Nous aimons toujours les chansons,
Mais les chansons patriotiques. (*bis*)

Pour cela gardez vous de croire
Que devenu tristes et froids
Les Français renonçant à boire,
D'amour aient oublié la voix. (*bis*)
C'est aux cœurs mâles, énergiques
Nobles feux, que vous éclatez. (*bis*)
Nous portons encore des santés
Mais des santés patriotiques. (*bis*)

On chanta le salpêtre républicain qui permettait de poursuivre la lutte contre l'envahisseur. On chanta jusqu'à la guillotine, sur un air doux et des paroles engageantes. Mais cette machine se retourna contre ceux qui l'avaient mise en mouvement et Ladré, le chanteur populaire, célébra sur l'air de la Carmagnole le juste châtiment de Fouquier-Tinville.

Fouquier-Tinville avait promis
De guillotiner tout Paris ;
Mais il en a menti
Car il est raccourci.

Vive la guillotine
Pour ces bourreaux !
Vive la guillotine
Pour ces bourreaux,
Vils fléaux!

La loi des suspects est prise à partie dans des couplets de Picard et Duval, musique de Lemierre :

L'un était suspect pour se taire,
L'autre l'était pour babiller.
L'un est suspect pour ne rien faire,
L'autre est suspect pour travailler.
Tel est suspect parce qu'il se mire
Tel car il porte un habit sec,
Mon voisin est suspect pour rire. (*bis*)
Moi pour pleurer je suis suspect. (*bis*)

La tourmente est passée ; les grandes conquêtes entreprises en 1789 sur les privilèges et les abus sont assurées ; l'envahisseur est repoussé, la patrie sauvée et agrandie. Dans la chanson se fait jour un grand désir de pacification à l'intérieur, de paix avec l'étranger. En 1795, le citoyen Piis exprime le vœu des citoyens paisibles :

Pour mettre un terme à tous nos maux,
Voulons-nous prendre un parti sage ?
Proscrivons d'abord certains mots
Qui flétrissent notre langage :
Et de Jacobins
Et de muscadins
Ne nous traitons pas davantage.

En frimaire an V, le citoyen J. B. Radet fait part de ses vœux :

.
Quand le champ de bataille s'ouvre
L'humanité pleure et se couvre
D'un voile épais ;
Après la plus belle victoire
Quelle est la véritable gloire :
La paix ! La paix !

Rois ligués contre ma patrie,
Malgré votre aveugle furie
Et vos projets,
D'argent et d'hommes appauvrie
Toute l'Europe entière vous crie :
La paix ! La paix !

En France, a-t-on dit, tout finit par des chansons.
On a chanté la République et la liberté, puis Buonaparte
l'Italique, le premier consul, l'empereur, pour chanter
ensuite le retour des Bourbons : le retour de l'Île d'Elbe,
le départ de Charles X, celui de Louis-Philippe :

Louis-Philippe, dit à Guizot :
Décampons, (*bis*) il n'est pas trop tôt.

Avec la république de 1848, on rapprit les chants
d'autrefois en même temps qu'on trouva de nouveaux
refrains. Les arbres de la liberté furent plantés à nou-
veau, bénis par le clergé et salués par les chansons
populaires. Alexandre Dumas dans le Chœur des
Girondins, reprit les deux vers qui terminaient l'hymne
de l'an II et qui sont de Rouget de l'Isle :

Mourir pour la patrie,
C'est le sort le plus beau, le plus digne d'envie.

Si la chanson termine tout, son destin à elle-même

est souvent éphémère. Des chansons proprement dites ne survivent que ces gaités séculaires, ces romances traditionnelles qui ont servi à bercer tant de générations et à amuser tant d'enfants.

Quelques chansons lyriques, héroïques, restent parce qu'elles ont éminemment le caractère de chants nationaux : elles sont sorties des entrailles même du peuple, dans un moment de forte commotion ; elles ont exprimé ses espérances, son élan, son enthousiasme ; elles l'ont entraîné, elles l'ont fait vainqueur et roi ; le peuple ne les oubliera jamais.

Le chant national de la France est la sublime et impérissable *Marseillaise*, composée, dans une ivresse patriotique, une exaltation presque surhumaine, par un soldat, poète et musicien, qui voulait mettre tout ce qu'il avait dans le cœur au service de la patrie en danger. Tant qu'il existera une France libre, le souvenir de ce moment et de ce chant sera cher au cœur du citoyen, et personne ne s'étonne aujourd'hui que des princes de l'Eglise, comme le souverain du grand empire du Nord, entendent avec respect la *Marseillaise*. Leur patriotisme ou leur sympathie pour la patrie française les ont disposés à reconnaître dans cet hymne une émanation de l'âme de la France.

Carnot disait un jour à Rouget de l'Isle : « Citoyen, « avec votre *Marseillaise* vous avez donné cent mille « soldats à la patrie ». Un général écrit à la Convention : « J'ai gagné la bataille ! La *Marseillaise* commandait « avec moi ». Un autre : « Envoyez-moi des bataillons « ou une édition de la *Marseillaise* ». Un troisième : « Sans la *Marseillaise*, je me battrais toujours un contre « deux ; avec elle, un contre quatre ».

« Cet air, dit Carlyle, fait bouillir le sang dans les

« veines d'un homme; dans toutes les armées, dans
« toutes les nations, on le chantera avec des pleurs et
« du feu dans les yeux, avec un cœur bravant la mort,
« le despotisme et le démon ».

Kotzebüe s'écrie apostrophant l'auteur de la *Marseillaise* : « Cruel barbare, combien de nos frères n'as-tu
« pas fait périr. »

Klopstock le rencontra, en 1797, à Hambourg et lui
dit : « Vous êtes un terrible homme votre hymne a
« moissonné cinquante mille braves allemands ».

Le chant de guerre de l'Armée du Rhin, devenu
l'hymne des Marseillais, fut transcrit et orchestré par
Gossec. La *Marseillaise* fut exécutée à l'Opéra dans un
à-propos patriotique : l'offrande à la liberté. Bientôt on
y ajouta un couplet, dit couplet des enfants :

Nous entrerons dans la carrière
Quand nos aînés n'y seront plus ;
Nous y trouverons leur poussière
Et la trace de leurs vertus.
Bien moins jaloux de leur survivre
Que de partager leur cercueil,
Nous aurons le sublime orgueil
De les venger ou de les suivre.

De qui c'était ce couplet ? De Rouget de l'Isle ?
non. De Lebrun, de M. J. Chénier ? non plus. D'un
humble prêtre. Les volontaires Marseillais passaient
à Vienne, le 14 juillet. Ils furent reçus dans cette ville
avec enthousiasme et leur hymne produisit une grande
impression. L'abbé Pessonneau, professeur de rhétori-
que au collège, sous le coup de la même émotion,
composa le nouveau couplet qu'il fit apprendre à ses

élèves. Le lendemain, les jeunes gens conduisirent les volontaires jusqu'au delà des limites de la ville en chantant :

Nous entrerons dans la carrière etc.

L'année suivante, un pauvre prêtre était traîné devant le tribunal révolutionnaire de Lyon. « Qui est-tu ? lui demande le président — Je suis, répondit-il, Personneau; l'auteur du « couplet des enfants » de la *Marseillaise* ». Cette réponse lui valut la liberté. Qui aurait osé condamner le collaborateur de Rouget de l'Isle ?

Une magnifique inspiration aussi est celle du *Chant du Départ*. Permettez-moi de vous citer un passage du beau discours prononcé par M. Léon Bourgeois, alors ministre de l'Instruction publique, le 2 octobre 1892, à l'inauguration de la statue de Méhul, à Givet :

« Il y a quelques jours, lorsque s'achevait à Paris la célébration du centenaire de la République, un hommage éclatant, spontané, a été rendu à la mémoire de Méhul. Au moment où, sous les voutes du Panthéon, s'élevèrent, au milieu du silence, les premières notes du *Chant du Départ*, une émotion indicible s'empara de tous les cœurs. Dans ces quelques mesures, nées, comme celles de la *Marseillaise*, d'une inspiration du génie, il nous semble voir passer toute entière l'histoire de la grande République. C'est d'abord un chant d'espérance, grave et pur, montant sans efforts des lèvres des hommes auxquels sourit la jeune liberté, puis sonne l'appel aux combats; à peine apparue, la liberté est menacée, de toutes parts il faut courir la défendre. Alors éclatent les colères, un peuple se lève

dans un mouvement formidable, la pitié succombe, une seule loi subsiste, une seule volonté : vaincre ou mourir. Et l'hymne s'achève dans un cri de résolution héroïque en ordonnant le sacrifice et en assurant la victoire. Messieurs, au rythme large et puissant de ce chant immortel, où toutes les généreuses passions des ancêtres semblent s'exprimer et se confondre dans un mouvement d'enthousiasme souverain, nos âmes furent saisies et transportées. C'étaient le génie de la Révolution qui se levait au milieu du temple de la Patrie; c'était la première République qui nous montrait le but, la route et le devoir ».



LES BIBLIOTHÈQUES



DISCOURS DE RÉCEPTION DE M. HENRI MICHEL

(Séance du 28 Juin 1895)

MESSIEURS

Montaigne, qui confessait volontiers les délicatesses de son égoïsme, suppliait, nous dit-il, la sainte miséricorde que jamais il ne dût “ un essentiel grammercy à personne.” Vous m’auriez mis dans une fâcheuse position s’il m’était arrivé d’adresser au ciel une telle prière. Mais, Dieu merci, je ne connais pas encore ces subtiles noirceurs. J’ai d’ailleurs trouvé parmi vous, dans votre Compagnie, comme j’avais trouvé déjà dans votre ville, un accueil si libéral et si spontané et tant d’aimable et rassurante simplicité dans l’extrême bienveillance que ce fardeau de gratitude si redouté de Montaigne m’est d’autant plus léger que vous l’avez rendu plus précieux. Je ne veux pas en être déchargé ni me croire quitte envers vous pour vous dire enfin cet “essentiel grammercy” que j’ai dans le cœur depuis le jour où vos suffrages m’ont valu l’honneur présent d’être admis à vos séances et dans le secret de vos travaux.

Quels y furent mes titres ? voilà bien plutôt la question qui m'inquiète ; et je me demande comment votre éminent confrère, quand vous l'entendrez tout à l'heure, saura justifier votre choix à vos propres yeux. La vérité, encore bien flatteuse pour moi, est que la bienveillance et le courtois accueil s'adressèrent, je le veux bien, à ma personne, mais que l'honneur de vos suffrages eut sa seule cause dans ma fonction. Les bibliothèques et les académies sont des institutions qui se complètent. Les savants ouvrages qu'on médite et qui naissent dans l'ombre amie de celles-ci trouvent plus tard en celles-là leur demeure assurée et leur sort définitif, cet honneur dans le repos qui n'est pas moins enviable pour les livres que pour les hommes. Mais il y a plus. Comme un peu de la sainteté d'un temple se retrouve encore dans l'allure et le geste du pauvre homme qui en a le soin, comme aux doigts du jardinier demeure parfois l'odeur des roses, il semble que celui dont la vie se passe au milieu des livres en retienne quelque gratuite vertu. La fréquentation, même toute matérielle, des plus belles œuvres de l'esprit humain lui tient lieu de mérite personnel. A cataloguer tant de livres il est aisément dispensé d'en écrire un seul. Telle fut à peu près votre pensée. Je croirais mal y répondre et faire preuve d'une sorte de présomption en vous entretenant d'autre chose que des bibliothèques mêmes.

Le sujet est vaste et bien plus complexe qu'on ne l'imaginerait d'abord. Il aurait de quoi nous retenir de longues heures si j'essayais d'en embrasser les diverses parties et de l'exposer avec quelques détails. Mais rassurez-vous. L'histoire, le fonctionnement, l'administration des bibliothèques font l'objet de traités spéciaux, de rapports officiels, d'excellents articles d'encyclopé-

dies ou de revues auxquels je n'ai ni le désir, ni surtout le moyen, de rien ajouter de bien nouveau. Vous me saurez gré, je l'espère, de n'y point aller chercher cette érudition de seconde main qu'il est toujours facile de se procurer à peu de frais.

Mon ambition est autre. Je voudrais seulement vous peindre, telle que je la sens, la vie obscure des bibliothèques, leur vieille âme austère et charmante, — car elles ont une âme ces silencieuses cités des livres. Je voudrais vous dire encore la prodigieuse force latente, les germes de pensée vivante et d'action accumulés sur leurs rayons poudreux dans des pages qui semblent mortes ; quels conseils, quels enseignements nous en devons recevoir ; quelle en peut être la fin dernière ; ce qu'elles nous font penser enfin de cette culture intellectuelle et de cet effort de l'esprit qui ne cessent de les accroître et dont elles sont, par leur ensemble, la déconcertante expression.

*
* * *

La vie des bibliothèques ! N'est-ce pas là un de ces rapprochements de mots qui sont comme un défi aux notions mêmes que les mots représentent ? Est-il rien de plus inerte et de plus morose à la fois qu'une salle où dorment de vieux livres, pour ceux du moins qui ne savent reconnaître la vie que dans ses formes les plus extérieures et les plus bruyantes et qui croient vivre avec intensité s'il vivent avec agitation ? Ceux-là n'entrent guère aux bibliothèques ; s'ils s'y hasardent, ils y sont gênés et gênants ; c'est pour en vite sortir pleins, soyez en sûrs, du large mépris

Des bahuts solennels, vénérables amas
Des diverses erreurs dans les divers formats,
Rayons qu'emplit la nuit pédagogique, alcôves
Des bouquins vermoulus chers aux bonshommes chauves.

Eh bien ! non, messieurs, les bibliothèques ne ressemblent en rien à ce tableau fâcheux et un peu ridicule que se plaisent à en faire ceux qui ne surent point en saisir le charme discret et profond. Dans nos villes affairées elles sont comme des lieux réservés d'ombre et de silence où l'esprit attentif perçoit d'autant mieux les plus essentielles vibrations de la rumeur enveloppante. La plupart, en province du moins, ont été installées vers le commencement du siècle en de vieux monuments, l'Hôtel-de-ville ou quelque couvent désaffecté. L'édifice fut alors aménagé en vue de sa nouvelle destination, restauré, agrandi, parfois reconstruit à nouveau ; mais jamais si totalement que le sourire du passé ne demeure encore en un profil de corniche ou de chapeau, au marbre disjoint d'un perron, à la rampe de fer d'un escalier. Dès l'abord, le visiteur est ainsi sollicité au respect des choses défuntes et à ces patientes études qui sont, elles aussi, comme une chère et féconde mort.

Notre bibliothèque, vous le savez, — car il faut bien parler un peu de nous, — fut construite vers 1820. L'époque est ingrate et l'édifice d'un style bien froid et d'une simplicité par trop nue. Vous avouerais-je qu'il ne me semble pas dépourvu de quelque charme ? Ce faux aspect d'institut ou de temple des muses a quelque chose de touchant. L'austérité classique, l'air savant qu'on rechercha s'y est tourné par le cours du siècle et l'indulgence d'un goût devenu très éclectique en je ne sais quoi d'intime et de suranné. Le

péristyle avec ses colonnes doriques ne paraît-il pas inviter aux conversations péripatéticiennes, et n'est-il pas doux, quand revient la belle saison, d'interrompre quelques instants son travail pour y venir respirer un peu d'air printanier, y guetter un coin de ciel bleu ou un rais de soleil parmi les nuages, en fumant une hative cigarette ? Mais le rare privilège de notre bibliothèque c'est ce beau jardin qui la précède. Ses magnifiques lilas, ses illustres variétés de roses y sont à chaque retour de saison un nouveau plaisir pour nos yeux. Aucun lieu dans notre ville n'est l'objet de soins plus attentifs ; et c'est la marque d'une grande sagesse, si l'on veut signifier par là que l'enseignement que nous cherchons dans les livres a son complément dans celui que nous proposent les mystérieuses formes de de la vie, la croissance des arbres, la beauté rapide des fleurs. Je crois du moins, qu'ainsi l'eut pensé le fondateur de votre académie, le poète de la Chartreuse. Le meilleur de son talent est fait peut-être de l'amour des livres et de l'amour des jardins et, — pour le dire en passant, — s'il y mêle parfois une pointe de mélancolie, s'il oublie un moment son habituel badinage, sa strophe prend un peu de cette langueur enchantée qu'ont les décamérons de Watteau ou les chansons divines de Mozart :

Les états de la République
Chaque automne s'assembleront.
Et là notre regret unique,
Nos uniques peines seront
De ne pouvoir toute l'année
Suivre cette loi fortunée
De philosophiques loisirs,
Jusqu'à ce moment où la Parque
Jettera dans la même barque
Nos jeux, nos cœurs et nos plaisirs.

Vous excuserez cette courte digression. Il m'a semblé que citer des vers de Gresset ne pouvait être parmi vous tout à fait hors de propos.

Mais il n'est que temps d'entrer dans ces bibliothèques dont je ne vous ai guère montré jusqu'ici que les alentours. Nos pas résonnent dans la haute salle ; les livres s'étagent autour de nous de toute matière et de tout format et semblent doubler l'épaisseur des murailles pour nous mieux séparer du monde. On songe vaguement à quelque singulière géologie. Les pesants in-folio, tels que des roches plutoniennes, occupent la base et s'appuient sur le sol même. A portée de l'œil et de la main sont les in-quarto et les innombrables in-octavo ; tandis qu'au dessus de nos têtes et jusqu'aux poutres du plafond courent les stratifications plus légères des in-dix-huit et des in-douze. Une fraîcheur délicieuse en été, mais bien perfide en hiver, baigne ces parois de livres, mêlée de cette indéfinissable odeur chère aux bibliophiles et aussi invétérée aux vitrines des bibliothèques que la senteur du goudron au bois des vieilles barques. Mais, là-bas, tout au fond de la salle, par une fenêtre ouverte entre à flots l'air salubre et le jour. Un oblique rayon de soleil éclaire le veau fauve des reliures et, dans une vitrine d'exposition qu'il effleure, réchauffe le vélin pâle d'un manuscrit et fait étinceler comme des bijoux les lettrines d'or dont la page ouverte est semée.

Le mobilier est le plus souvent disparate, singulier, d'une incommodité pleine d'imprévu. Chaque bibliothécaire y marque son règne par quelque ébénisterie de son invention dont la fantaisie nouvelle de son successeur ne peut s'accommoder : boîtes à fiches compliquées, pupitres tournants, — ces *roues* du moyen-âge, — étran-

ges casiers dont onn'imagine plus l'usage. Tous ces meubles brunis par le temps et polis par l'usure harmonisent leur couleur à celle des livres. S'ils encombrent parfois l'accès des rayons ils en rompent aussi la rectitude. Plus intéressants et bien plus dignes d'attention sont les portraits et les bustes, les statues quelquefois, qui décorent le vestibule ou la grande salle. Peuple familial et bienveillant d'illustrations locales, d'anciens bienfaiteurs ou amis des lettres, du fond de leur cadre ou du haut de leur piédestal ils veillent encore sur leurs chers livres ; ils accueillent les travailleurs, encouragent le bibliothécaire dans sa tâche souvent ingrate et sont comme les dieux lares de la maison. Gloire enviable que celle-ci, car elle s'adresse au petit nombre ; le rayonnement n'en va pas bien loin, mais il dure et gagne en intimité discrète tout ce qu'il peut perdre en éclat. La plupart des hommes dont les traits revivent là dans la pierre ou sur la toile unirent au goût des belles choses et à la passion de l'étude l'amour pieux de leur province et de leur ville. Où pourraient-ils se trouver chez eux davantage que dans ces bibliothèques où s'alimenta leur noble manie et où vit encore obscurément ce passé qui leur fut si cher ? Ne voyons nous pas tout près d'eux dans des cadres de bois ou sur des toiles déroulées les représentations successives de la patrie même, les *pourtraicts* du pays ou de la cité, pour parler comme les imagiers d'autrefois ? Qu'elles sont savoureuses ces anciennes vues de nos villes, ces premières cartes géographiques gravées sur bois où le paisible artiste, mêlant la peinture directe à la topographie, après qu'il eut indiqué les forêts par les pépinières et les cités par quelques toits autour d'un clocher, s'est

complu à donner une vie à son œuvre en mettant des charriots et des cavaliers sur les routes, des bacs dans les rivières, des moulins à vent sur les buttes et des gens assis aux portes des villes ! Si la province est maritime, des chaînes sont tendues au travers des ports : on voit parmi les flots se jouer d'étranges dauphins et des navires cingler vers la haute mer, tout hérissés de rames ou les voiles pleines de vent.

C'est par de tels objets, et surtout c'est par de tels souvenirs, que les bibliothèques sont plus et mieux que des amas de volumes qui n'auraient d'intérêt pour nous que dans la mesure de leur utilité. S'il est vrai, selon le mot cité tant de fois, qu'il est une destinée pour les livres, combien davantage n'en est-il pas une pour les bibliothèques qui sont des républiques de livres. Chacune d'elles a ses traditions, ses origines plus ou moins fameuses, ses rares trésors qu'on ne trouverait nulle part ailleurs. Beaucoup doivent leur noyau primitif en même temps que leur fonds le plus précieux à l'antique librairie d'un monastère. Vous savez comment durant de longs siècles toute vie intellectuelle s'était retirée aux étroites cellules des couvents, sous les arcades surbaissées et dans les petites cours fleuries des cloîtres. Nous conserver seulement, sans en trop pénétrer le sens, les admirables vestiges de la civilisation antique, ce fut la tâche obscure mais essentielle entre toutes de ces moines bénédictins qui partageaient leur temps entre la prière, le labour et l'étude et pensaient, avec une hardiesse naïve et bien surprenante, travailler à leur salut en copiant et recopiant Tite-Live ou Virgile, quand ce n'était Tibulle ou Plaute. "Heureuse prévoyance, s'écrie dès le xiv^e siècle le bon Richard de Bury dans son enthousiaste et délicieux

Philobiblion, heureuse prévoyance, à laquelle rien ne peut se comparer, ni la plantation des bois, ni l'ensemencement des grains, ni le soin des troupeaux, ni la construction des châteaux-forts". Ces trésors patiemment amassés furent conservés longtemps avec une sollicitude dont témoignent les prescriptions minutieuses qui nous sont parvenues. "Ce sont là nos richesses, disaient les moines, ce sont les aliments de la vie céleste fortifiant l'âme par leur douceur." Chaque monastère se faisait honneur de sa collection et s'efforçait par voie d'achat, de copie ou d'échange d'en accroître l'étendue et le prix. Des relations s'établissaient ainsi entre les couvents des pays les plus éloignés, ébauchant dans l'Europe barbare ce "réseau des communications intellectuelles" que nous sommes loin d'avoir parfaitement achevé. C'est ainsi, — pour prendre un exemple qui vous touchera, — que de nombreux manuscrits de notre bibliothèque de Corbie furent exécutés en Italie, comme en témoigne leur écriture lombardique; d'autres venaient de Corvey en Saxe, quelques-uns même d'Irlande (1). Rien de passionnant comme l'histoire de ces obscures démarches. Ne vous y trompez pas, Messieurs, c'est l'avenir et le sort même de notre culture moderne qui se jouait là. Que serait-elle en effet, sans cette claire lumière antique dont l'étincelle nous fut ainsi conservée et que les précurseurs des humanistes, Dante, Pétrarque, Richard de Bury, virent avec des yeux ravis blanchir dans le ciel comme une aube, au dessus des murs encore sombres et des tours carrées des abbayes?

(1) Léop. Delisle. Le cabinet des manuscrits de la Bibliothèque Nationale. Bibliothèque de Corbie.

Sans doute, parmi les manuscrits grecs, beaucoup de ceux qui nous sont parvenus, et non les moins précieux, ont une origine différente. Ils furent rapportés de l'Empire d'Orient dans notre Europe occidentale après la prise de Constantinople. Mais s'en serait-on soucié, les aurait-on acquis à grand frais pour bientôt les traduire et les commenter passionnément, si une première renaissance n'avait fait connaître déjà l'inestimable prix de ces choses ? Les docteurs grecs fugitifs de Byzance auraient-ils trouvé des auditeurs et des élèves, si toute une tradition de science et d'étude n'avait existé dès longtemps dans tant d'abbayes illustres, à Bobbio et au Mont-Cassin en Italie, à St. Gall en Suisse, à Fulda et à Mayence en Allemagne, à Glastonbury en Angleterre, en France enfin à Cluny, à St. Martin de Tours, à St. Denis, à Luxeuil, à Moissac, à St. Maur des Fossés, à St. Riquier, à Corbie, et dans Paris même à St. Germain des Près, à St. Martin des Champs et à St. Victor ?

Je ne puis songer à vous redire ici toutes les vicissitudes qu'éprouvèrent depuis le ^{xv}^e siècle jusqu'à nos jours les précieuses collections de ces monastères. On en pourrait dresser un martyrologe. Quelques-unes ont à peu près disparu ; les incendies, les guerres, les dilapidations de toutes sortes les ont comme dévorées ; il n'en demeure que des débris. D'autres, le plus grand nombre, furent cruellement dispersées par le hasard des conquêtes et des ventes ou par un insatiable esprit de centralisation. Nous ne possédons à Amiens qu'une faible part des manuscrits de Corbie ; beaucoup passèrent au ^{xvi}^e siècle dans des collections particulières. L'illustre président de Thou, notamment, usant d'un stratagème digne de Scapin,

n'eut pas scrupule d'en emporter de pleins tonneaux, sous couleur de ravitaillement, à la faveur d'une feinte alarme de guerre. Le reste est à la Bibliothèque Nationale, et même quelques volumes qui furent volés en 1791 se trouvent aujourd'hui à St. Pétersbourg (1). J'avais bien le droit de vous dire qu'il est une destinée pour les bibliothèques, et cette destinée, vous le voyez, n'est pas toujours des plus paisibles. Les livres tirent d'ailleurs un prix et un charme nouveaux de ces souvenirs d'une carrière ancienne et mouvementée. Sans y moins chercher un objet d'étude, nous y trouvons encore une occasion de rêverie, et il nous arrive de les aimer, un peu comme Desdémone aimait Othello, pour leur histoire merveilleuse et pour les dangers qu'il ont courus.

Précieuses donc à tant de titres, ces collections primitives font aujourd'hui la gloire de nos bibliothèques publiques. Elles en constituent en quelque sorte le centre et le cœur. La Vaticane, la Laurentienne, le British Muséum, la Bibliothèque Nationale nous offrent à cet égard d'incalculables trésors. Mais tel est le prix de ces reliques de l'esprit humain que la possession d'un seul manuscrit peut suffire à l'honneur d'une galerie de livres. Ainsi la bibliothèque de Ravenne se glorifie de son fameux texte d'Aristophane; ainsi encore, tout près de nous et dans un ordre d'intérêt bien différent, la bibliothèque d'Abbeville de son Evangiliaire de St. Riquier. La plupart d'entre vous ont eu l'occasion d'admirer ce beau manuscrit signalé par Hariulfe dès le ix^e siècle et sans doute offert à l'abbé Angilbert par Charlemagne lui-même. N'est-ce pas qu'un frêle objet

(1) Léop. Delisle. Op. cit.

comme celui-ci nous émeut, en un sens, davantage que la vue d'un monument de pierre fait pour durer? Il nous rend la merveille du passé plus étrangement présente. Sa réalité nous déconcerte. Les doigts qui maniaient la légendaire épée soutinrent donc bien ce livre qui est là, sous nos yeux; la barbe fleurie du vieil empereur, tandis qu'il épelait pieusement les syllabes latines, frôla peut-être cette même page où s'attarde notre étonnement !

Ne pensez pas toutefois que je veuille restreindre à ces manuscrits la confuse poésie qui fait l'attrait un peu mélancolique et à peine austère des bibliothèques. Nous trouverions aisément une matière à d'analogues réflexions et à de pareils souvenirs dans les premières impressions du xv^e siècle, toujours si savoureuses, et souvent aussi d'un intérêt documentaire de premier ordre, quand, par exemple, s'il s'agit d'un texte ancien, le manuscrit a disparu qui fut entre les mains de l'imprimeur et lui servit de modèle. Les livres à figures auraient surtout de quoi retenir longtemps notre attention. Toute la sève esthétique de la Renaissance y épanouit une admirable floraison. Il faut avoir feuilleté ces livres fameux, le Songe de Polyphile, les Triomphes de Pétrarque, la Bible de Mallermi, les Heures de la Vierge, la Danse des Morts et tant d'autres, pour sentir tout ce que put enfermer d'harmonieuse beauté dans l'espace étroit d'une page le génie de ces artistes anonymes de Florence et de Venise où prenaient rang parfois un Botticelli et un Mantegna; quelle fraîche nouveauté y ajouta l'imitation d'un Jean Cousin ou d'un Geoffroy Tory; quel esprit d'observation y sut mettre un Holbein ou quelle âpre et profonde poésie un Albert Dürer. Et là encore, c'est le privilège singulier du livre, qui forme bien

comme un monde intact et fermé, de nous conserver avec la beauté de l'œuvre la confiance de l'artiste et un peu de cette intimité première que perdent trop souvent les tableaux et les marbres dans les musées et les architectures dans la plupart des villes.

J'allais, Messieurs, vous dire quelques mots des reliures et des provenances. Mais il me vient un scrupule. A m'attarder trop longtemps à ces livres d'exposition et de réserve, je craindrais de laisser l'essentiel pour l'accessoire et de dénaturer un peu cette âme des bibliothèques que je voulais essayer de vous peindre. Il faut cesser de parler en bibliophile si l'on veut la saisir toute entière. Les livres peuvent avoir par occasion une haute valeur documentaire ; ils peuvent nous offrir encore un puissant intérêt d'art ou de curiosité et éveiller ainsi les sentiments multiples sur lesquels je viens d'insister. Mais il faut reconnaître que leur objet essentiel et commun est tout autre ; ils valent surtout par ce qu'ils contiennent et fixent de pensée humaine. A cet égard, la plus humble édition, pourvu que le texte en soit correct, vaut autant que la plus rare et la plus précieuse. En d'autres termes, sous le livre concret il y a le livre abstrait, sous l'exemplaire il y a l'œuvre. Vous voyez tout ce que peut, au cas particulier, nous suggérer cette façon nouvelle et plus ordinaire d'envisager le livre. Les bibliothèques vont nous apparaître non plus seulement comme les vergers un peu secrets, où cueillant les fleurs et les fruits du souvenir, on goûte, comme dit le poète,

ce charme dont nous grise
Dans le présent le passé restauré,

mais encore et surtout comme de véritables lieux d'élection de l'esprit. Nous reconnaissons, n'est-ce-pas, une

valeur souveraine et un caractère presque sacré aux longs efforts des hommes vers l'intelligence du monde ou l'expression de leur rêve intérieur. Mais ce double souci de la vérité et de l'idéal, il est précisément l'objet plus ou moins prochain et la matière propre de tous les livres. C'est la dignité même de l'étude et de la pensée qui fait la dignité singulière des bibliothèques.

Chacune de nos collections tire donc bien de là un intérêt de l'ordre le plus haut et le plus universel. N'oublions pas toutefois que chacune a son individualité propre, résultat des choix et des circonstances qui ont présidé à sa formation ; dans chacune surtout se résume le plus souvent tout le particulier d'une province ou d'une ville. Les peuples et les cités ont amassé là tout ce qui se rattache à leur histoire et à leur vie propre. Ces collections locales sont bien justement l'objet des préoccupations les plus actives et des soins les plus jaloux, et comme elles se trouvent contenir ainsi l'expression du génie même d'une race, l'individualité de la bibliothèque tend à se confondre avec celle de la ville ou de la province. Mieux que dans le tumulte des rues, mieux que dans les assemblées politiques, qui doivent bien se préoccuper surtout de l'œuvre et de l'heure présentes, c'est dans le silence des bibliothèques et des archives qu'une oreille attentive écouterait battre le cœur de la grande ou de la petite patrie. Rappelez-vous ce qu'en dit Michelet ; il y recueillait des murmures et s'y laissait dicter son livre par d'insaisissables voix ; et Taine à son tour y devenant le contemporain de ces hommes dont il restituait pièce à pièce la physionomie et l'histoire, était parfois tenté, nous dit-il, de leur parler tout haut. Où, par exemple, évoquerait-on l'âme et l'image de la France sinon dans notre Bibliothèque Nationale ? N'en

contient-elle pas tout le passé glorieux? N'est-ce pas la vie même de notre race que nous racontent ses livres, ses estampes, ses manuscrits et jusqu'aux maroquins blasonnés de ses reliures? En tournant les pages d'une chronique ignorée, en dépliant un paquet de lettres jaunies dont l'encre parfois garde encore la poudre d'argent dont on la sécha, c'est bien là qu'on voit se lever et revivre à demi, avec leur sourire et le son de leur voix, tous les acteurs disparus de la scène mouvante de notre histoire et de la vie.

Mais c'est peut-être en Italie que quelques bibliothèques illustres nous offrent les plus sensibles exemples de ce caractère personnel que peuvent prendre les collections de livres. Tout concourt à donner à chacune sa couleur et sa poésie particulières et cet intérêt à la fois universel et national sur lequel j'ai attiré votre attention. Nulle part l'individualité des villes ne s'est affirmée plus glorieusement, par l'intensité de la vie publique et sociale comme par les plus rares chefs-d'œuvre de l'art, que dans l'Italie des *xiv^e*, *xv^e* et *xvi^e* siècles. C'est de là que la Renaissance sous toutes ses formes a pris son essor. Les bibliothèques y sont toutes pleines de trésors et de souvenirs. Leur histoire est intimement confondue avec celle de la cité. L'édifice y est souvent aussi fameux que les collections qu'il enferme, si bien que les pierres et les livres nous y racontent les mêmes choses. Et le travailleur, sa séance du jour terminée, s'il suit au hasard les rues de la ville, trouve dans le loisir de sa promenade la suite encore et le commentaire de son étude. Je voudrais vous en donner un rapide exemple, entre plusieurs qu'on pourrait choisir.

Si l'on veut définir d'un mot l'impression que laisse

un séjour à Venise, il faut avouer, au risque de sembler banal, que c'est une impression de rêve. Nulle part la réalité n'est moins réelle que dans cette cité sans terroir et sans avenue, qui est bien véritablement une île, île au milieu de la mer, mais île aussi dans l'histoire et dans la vie et dans le souvenir de quiconque la visita. Tout y est de vieux marbre et d'eau morte et l'on n'y voit d'autre vie animale que des vols de pigeons familiers et que des bêtes de bronze ou de pierre comme le lion stylite de St. Marc et les quatre chevaux antiques au fronton de la cathédrale. Venise qui fut si longtemps le lieu de rencontre de l'Occident et de l'Orient tire sa physionomie originale des éléments les plus composites. Elle dresse au milieu de la mer le paradoxe d'une architecture où la merveille de l'art gothique se combine à celle de l'art byzantin. Sa richesse même et sa gloire eurent leur source unique dans les lointaines navigations. Tout, quoique profondément spécial, y est étranger et venu d'ailleurs. Maintenant encore, comme au temps de Marco-Polo et d'Odoric de Pordenone, nulle voix peut-être ne nous incite plus éloquemment aux embarquements et aux départs que le faible brisement contre le môle de la Piazzetta et le quai des Esclavons des petites vagues mortes de la lagune. Telle la ville, telle la bibliothèque, cette Marciana qui a pour maison de ses livres le Palais des Doges et qui compta parmi ses conservateurs les plus illustres patriciens de la cité. Les volumes que nous y feuilletterons seront tantôt des manuscrits rapportés de Constantinople ou d'Asie comme le fameux manuscrit de l'Iliade, tantôt l'édition d'Aristote imprimée par Alde Manuce en caractères grecs et préparée par des érudits byzantins ; ou encore des recueils de portulans, ou ce bréviaire Grimani

dont les incomparables enluminures viennent mêler à tout ces apports d'outre-mer l'art et la conscience profonde des miniaturistes flamands. Comme la plupart des grandes bibliothèques, celle-ci est en partie formée d'anciennes collections particulières et il n'est pas jusqu'aux noms des premiers possesseurs de ces collections qui ne se distinguent dans l'histoire des lettres par je ne sais quel auréole de légende. Car on peut étudier ici dans les livres que Pétrarque recueillait avec amour et dans ceux qui appartenrent à Pic de la Mirandole. Enfin, dernier trait où se résument bien tous ces caractères, le fondateur même de la Marciana ne fut-il pas ce cardinal Bessarion dont les négociations faillirent amener la réunion des églises d'Occident et d'Orient et qui, né à Trébizonde, étudiant à Constantinople, philosophe et voyageur en Grèce, cardinal à Rome, ambassadeur en Allemagne et à la cour de France, ardent humaniste en Italie, vint mourir, comme Dante, à Ravenne après avoir assisté à la chute de l'Empire Grec et failli deux fois être pape.

Cette étroite correspondance entre la physionomie de la cité et celle de la bibliothèque, il serait aisé non moins qu'attrayant d'en refaire la preuve à propos de l'Ambrosienne à Milan, de la Laurentienne à Florence, de la Vaticane à Rome. Ce sont là des sujets qui appellent d'eux-mêmes les mots et les souvenirs. Mais il ne faut abuser de rien, pas même de ces excellentes choses que sont pour moi votre bienveillance et votre attention.

Aussi bien avons nous peut-être réussi à dégager tout à fait cette psychologie des bibliothèques qui nous avait paru tout d'abord un peu confuse. La poésie du passé, dirons nous enfin pour terminer tout ceci, s'y

confond avec celle plus haute de la recherche et de la conscience humaines, tandis qu'un caractère plus étroitement intime et local y ajoute une saveur spéciale et achève de fixer la personnalité de la collection.

* * *

L'étude, le passé, la science et parfois même la rêverie, voilà donc, Messieurs, de quoi est faite la vie propre des bibliothèques. Vie obscure, silencieuse, bien hors du monde, semble-t-il, et qui paraît influencer à peine sur la vie active et sur ses manifestations les plus ordinaires, individuelles ou sociales. D'autant plus attrayante pour quelques-uns, comment n'inspirerait-elle pas à la plupart cette considération distraite que nous accordons aux choses très respectables et un peu vaines. « Oui, la tragédie, il faut encourager cela ! » affirme sans conviction le vieux général dans une pièce de théâtre célèbre. Beaucoup pensent ainsi qu'il faut des bibliothèques. Mais à quoi, songent-ils tout de même, peuvent bien servir tant de livres dont un si petit nombre trouve des lecteurs ? Personne ici, je le sais bien, ne partage ces inquiétudes. Encore peut-il être intéressant de montrer combien mal elles sont fondées et combien est vaine et superficielle cette banale antinomie de la pensée et de l'action qui en est la cause secrète. Écoutons encore le vieux Richard de Bury : « O livres, s'écrie-t-il, vous êtes les seins gonflés du lait de la vie, vous êtes des réservoirs toujours pleins. » Et ailleurs, très doctoral : « La vérité écrite dans le livre passant par la route spirituelle des yeux, vestibule du sens commun et atrium de l'imagination, pénètre dans le palais de l'intelligence où elle s'unit à la mémoire pour engen-

drer l'éternelle vérité de la pensée. » Voilà une analyse qui ne manque pas de couleur et ce n'est plus ainsi que s'expriment nos psychologues. Pour nous paraître un peu pompeuse et bizarre, elle n'en est pas moins juste et je n'y changerai que les derniers mots :... Pour engendrer sinon l'éternelle vérité, du moins l'individuelle opinion et modifier d'autant l'idée que nous nous faisons des choses et de nous mêmes, nos règles de conduite et en fin de compte nos actes les plus prochains et parfois les plus décisifs.

« Toute action, dit M. Maurice Blondel, où l'homme met une parcelle de pensée est une idée vivante, soit qu'il laboure son champs ou qu'il tisse une étoffe ou qu'il taille la pierre et le marbre. Et ces idées vivantes sont capables de ressusciter en d'autres consciences, d'agir sur les résolutions et de pousser à leur manière dans un sol différent. » Je ne saurais trouver de plus heureuse formule pour exprimer ce que je voulais dire moi-même. Mais remarquez combien ces paroles s'appliquent surtout aux livres où l'homme ne met pas de sa personne et de sa pensée par accident seulement et à son insu, comme dans le champs qu'il laboure et dans l'étoffe qu'il tisse, mais qui sont au contraire tout pensée, qui sont exactement de la pensée concrétée. Et précisément parce qu'il a sa racine dans le fonds mystérieux d'une personne et d'une conscience, c'est-à-dire dans le lieu du monde le plus essentiel et le plus secret, le livre sous son apparente inertie renferme d'innombrables germes de renaissance et de vie. Les livres n'ont-ils pas droit comme les personnes à notre respect ? Ils excitent en nous les mêmes sentiments et les mêmes passions ; nous avons pour eux de l'enthousiasme, des prédilections, des antipathies. Quelques-uns,

et non des moindres, connurent l'honneur de la sentence des juges, de la flamme du bucher et de la main du bourreau. Cette personnalité de l'œuvre écrite pour être issue de celle de l'écrivain ne se confond pas avec elle. Le livre, une fois créé, vit de son existence propre ; sa destinée est indépendante au point d'être soustraite aux prévisions et aux intentions mêmes de son auteur. Dans un livre il y a toujours davantage et autre chose que n'a pensé y mettre celui qui l'écrivit, part mystérieuse et imprévue que dégageront et découvriront, chacun pour sa part, les lecteurs inconnus qui en tourneront les pages.

Les livres, oserais-je donc dire, sont presque des personnes et c'est là souvent le secret de leur action ; ils influent sur nous à la façon des personnes. Ils ont en eux-mêmes une virtualité qui attend son heure et l'occasion favorable pour passer à l'acte ; car toute idée exprimée, par sa propre force intérieure, tend à une réalisation effective. « Balzac, remarque M. Paul Bourget, a moins observé la société de son époque qu'il n'a contribué à en former une. » C'est ici une influence par imitation directe. On pourrait la constater à des degrés divers à propos de tous les livres qui nous proposent un tableau particulier des mœurs : Les mœurs les imitent au moins autant qu'elles sont imitées par eux. Les créations des poètes agissent sur nous un peu différemment et par un charme plus subtil. C'est en se mêlant aux sources même de l'imagination et du sentiment qu'elles modifient enfin les actions des hommes. Pour prendre un exemple légendaire qui ait toute la force d'un symbole, ne pensez-vous pas, Messieurs, qu'il devait enfermer en lui une flamme cachée bien prestigieuse, où pouvait s'allumer la vie et d'où vint la mort,

ce vieux poème de Lancelot du Lac dont Paolo et Francesca de Rimini tournèrent les pages avec des doigts tremblants et dans lequel, un jour, « ils ne lurent pas plus avant » ?

Les ouvrages de pensée abstraite, de science, d'histoire, de philosophie ont une influence non moins remarquable sur les consciences individuelles, mais bien plus sensible encore sur les formes sociales. Surtout à propos de ceux-ci peut-on dire que les livres font véritablement les révolutions et les évolutions dans les sociétés après les avoir faites dans les consciences. Et ceci n'est pas vrai seulement de telle ou telle œuvre fameuse — le Contrat Social, par exemple, ou le Discours sur la Servitude Volontaire, ou le Capital de Karl Marx, — qui sont comme chargées d'orages et d'éclairs; ceci n'est pas seulement vrai des livres nous offrant un système plus ou moins complet des lois de l'Univers, de la pensée ou de l'histoire, — mais encore des recherches les plus spéciales et les plus précises ou les plus isolées dans la spéculation pure. A l'érudit qui précise un point d'histoire locale, publie un document, rétablit l'intégrité d'un texte, il semble que son étude ait son but entier en elle-même et ne reconnaisse d'autre fin que la vérité particulière qu'elle vise. L'intérêt profond en est pourtant ailleurs. C'est au moyen de ce lent travail collectif, de cet incessant apport de vérités partielles, de documents nouveaux, de leçons plus exactes que l'histoire change d'aspect peu à peu. La connaissance du passé évolue en se précisant et par cette idée nouvelle que l'on a du passé, le présent et l'avenir se trouvent modifiés à leur tour. Les innombrables travaux dont nos bibliothèques sont pleines se trouvent ainsi la préparation et la matière de synthè-

ses nouvelles et concourent enfin vers la vie et vers l'action comme vers un but secret.

Vous le voyez, Messieurs, c'est en vain qu'on voudrait opposer à la vie d'entreprise et de réalisation la vie plus retirée mais non moins efficace de la pensée et de l'étude. L'une et l'autre se pénètrent et se complètent. Ce sont là deux aspects d'une même activité humaine. L'idée est à coup sûr la forme la plus haute de l'action comme l'action est peut-être la forme achevée de l'idée. Les livres quels qu'ils soient peuvent toujours aboutir à des actes; ils ont en eux comme la promesse et le germe d'une réalité extérieure à eux-mêmes; et, sous leur aspect de nécropole, les bibliothèques où s'accumulent tant de livres sont bien, sans paradoxe, les foyers d'une énergie d'autant plus intense qu'elle est plus mystérieuse et plus cachée. Parce qu'elles contiennent tout le passé, elles contiennent encore tout l'avenir; parce qu'on s'efforce d'y conserver tout l'acquit de la pensée, on y enferme encore tout le possible de l'action.

— Comme au Château du Bois Dormant, dans nos galeries de livres toujours quelque princesse invisible attend un libérateur. Elle s'est endormie en feuilletant une vieille histoire étrangement illustrée de licornes et d'alérions. Le livre est ouvert sur ses genoux, ses yeux sont clos, et sous son corsage aux ramages fanés son cœur a cessé de battre. Et si le bibliothécaire ne joue qu'à moitié, n'en doutez pas, le rôle du méchant dragon, du moins chaque lecteur peut-il être un Prince Charmant qui sait réveiller la princesse toujours vivante et rajeunie et en avoir enfin, comme dans le conte, beaucoup d'enfants.



Je ne me suis pas attardé à vous parler de l'intérêt que présentent les bibliothèques à les considérer uniquement comme des instruments d'étude, bien qu'elles soient à coup sûr l'un des plus indispensables et des plus puissants. Cette utilité est évidente et l'on songe si peu à la leur dénier qu'on voudrait trop souvent, au contraire, les y restreindre. Il m'a semblé plus intéressant de montrer ce qu'on pourrait appeler le dynamisme du livre, cette force interne de propagande qu'ont les idées et les écrits, qui fait déborder l'influence et l'action des bibliothèques de la vie spéculative sur la vie active. De façon et d'autre, les bibliothèques ont donc une utilité ; elles servent, elles sont le moyen de quelque chose. Mais voici une dernière question, sont-elles faites uniquement pour servir ? Ne seraient-elles pas un but aussi, en même temps qu'un moyen ? Un résultat plus encore qu'un instrument ? N'y pourrions-nous découvrir une fin intérieure qui serait leur véritable raison d'être ?

Vous devinez, ce que pourrait nous suggérer ici le rapprochement que j'essayais d'établir tout à l'heure entre les personnes et les livres. Si les livres sont presque des personnes, nous voici bien conduits à leur accorder ce caractère d'indépendance et d'intime dignité qui n'appartient véritablement qu'aux personnes. Peut-être même ne trouverons nous pas déraisonnable de leur appliquer en la tempérant une loi morale fameuse et d'affirmer que nous devons aux livres l'hommage singulier de les traiter comme une fin, même si nous sommes conduits à nous en servir comme d'un moyen.

Ce qu'il faut chercher dans l'œuvre d'un poète, n'est-ce pas avant tout cette œuvre elle-même ? Et ne serait-ce pas à la fois la mal comprendre et la mal respecter que de s'y intéresser uniquement pour quelque motif étranger, comme serait une curiosité d'ordre historique ou philologique ? Mais, je l'avoue sans peine, ces considérations ne concernent bien que certains ouvrages de l'esprit et ne pourraient être poussées bien loin sans un peu de subtilité ou de paradoxe. Une finalité ainsi comprise s'atténue d'ailleurs visiblement quand on passe du livre à la bibliothèque, de l'unité qui la manifeste à la collection où elle se perd. Si les bibliothèques sont des fins aussi, comme certains des ouvrages qui les composent, c'est pour d'autres motifs et précisément tout d'abord parce qu'elles sont des collections.

Quand le botaniste illustre de feuilles et de fleurs les pages de son herbier, quand le minéralogiste étiquette ses petits cailloux et dispose sous des vitrines les fragments de roches qu'il a rapportés de ses promenades savantes, se proposent-ils d'acquérir ainsi pour leur usage un instrument chaque jour perfectionné de recherche et d'étude ? Ou plutôt cette collection qu'ils forment n'implique-t-elle pas toute une étude antérieure dont elle est le résultat et l'aboutissement ? Une collection parfaite supposerait une science achevée ; car savoir c'est définir, définir permet de classer et collectionner enfin n'est rien autre que réaliser une classification. Eh ! bien, Messieurs, les bibliothèques sont des collections aussi et elles ont à ce titre une valeur intrinsèque indépendante de leur usage et de leur utilité. Elles sont des collections d'une importance et d'un caractère tout spéciaux, puisque c'est la pensée humaine toute entière qui en forme l'objet et le contenu. Ce n'est pas un abrégé

de l'univers physique que nous avons ici sous les yeux comme dans les cabinets d'histoire naturelle, mais bien une image adéquate, pour autant qu'elle est complète, de l'univers intellectuel et moral. Les bibliothèques par leur richesse et par leur composition nous permettent de juger de la civilisation d'un peuple ou d'un siècle ; leur accroissement est fait du progrès même de l'esprit ; elles sont, selon l'expression de M. Georges Picot, « une exposition permanente des produits de l'intelligence ».

Il n'est donc pas surprenant que l'aspect et surtout l'usage d'une grande bibliothèque nous porte à réfléchir sur la valeur et sur le sens de cette culture intellectuelle dont nous avons là sous les yeux comme la mesure et le niveau. La multiplicité presque infinie des livres nous étonne et nous attriste confusément. Elle nous fait sentir de la façon la plus saisissante la décourageante complexité du savoir humain et nous montre dans sa richesse même la raison peut-être la plus forte qu'on pourrait donner de son infirmité. Il n'est pas une branche de la connaissance où les documents écrits ne cessent de se multiplier suivant une déconcertante progression. C'est un flot toujours accru dont les bibliothèques sont débordées. Le lecteur ne peut plus suffire au livre. Cette abondance d'œuvres et de travaux de toutes sortes, après avoir été en partie l'effet de l'extrême spécialisation des recherches scientifiques, tend à devenir, par une réaction bien naturelle, une cause nouvelle et très rigoureuse de cette même spécialisation. En tout ordre d'étude le champs du connu, qu'il faut bien tout d'abord reconnaître pour sa part, est tellement vaste que de plus en plus le savant consciencieux et clairvoyant doit restreindre son effort et sa recherche dans un domaine étroitement circonscrit

qu'il puisse du moins explorer presque en entier. Aussi est-ce par d'exactes monographies bien plus que par d'ambitieux ouvrages qu'on acquiert l'estime et l'approbation des hommes compétents. Mais ce qu'on voit trop peu ou ce qu'on voudrait oublier c'est que la science s'émiette ainsi en se précisant. Contrairement à l'opinion commune, il devient chaque jour plus chimérique d'en faire ce qu'elle devrait être pourtant, l'intelligence d'un tout. La recherche des lois générales et de l'unité qui donne au savoir sa portée philosophique se trouve, en un sens, contradictoire de l'information exacte et complète qui lui donne sa rectitude et sa force. La première condition d'une synthèse rigoureusement valable ne serait-elle pas pour celui-là même qui l'institue d'unifier tout d'abord, ne fut-ce qu'en en prenant conscience, les innombrables éléments de l'analyse antérieure? Mais cela est bien impossible; jamais on ne sait tout, jamais on n'a tout lu, quel que soit l'objet qu'on étudie; et plus cet objet est vaste plus est hypothétique et imparfaite la connaissance qu'on en peut avoir.

Peut-être y a-t-il plus encore. Vous connaissez la comparaison célèbre de Pascal « Toute la suite des hommes pendant le cours de tant de siècles doit-être considérée, nous dit-il, comme un même homme qui subsiste toujours et qui apprend continuellement. » Voilà qui est fort bien; malheureusement ce fameux homme n'a qu'un défaut, mais qui est grave, c'est de ne pas exister. Il est une abstraction. C'est par métaphore qu'on parle de la conscience de l'humanité; la conscience n'appartient en réalité qu'aux individus. Vous voyez où j'en veux venir; il n'y a donc pas de culture générale, mais seulement des esprits cultivés et chacun d'eux

incomplètement; il n'y a pas une science, ni mêmes des sciences, mais seulement des connaissances particulières distribuées en des consciences individuelles. Il n'est pas enfin de savoir unifié parce qu'il n'en pourrait être vraiment, si l'on y songe bien, que dans l'unité d'une conscience (1).

Nous voici ramenés aux bibliothèques. Ces réflexions qu'elles nous ont suggérées se trouvent nous éclairer tout à fait sur leur rôle et sur leur fin essentielle. Les bibliothèques représentent, après tout, ce qu'il y a de plus réel dans l'homme fictif de Pascal; elles en sont les substituts, et c'est bien là qu'est leur véritable importance et leur intérêt le plus profond. La connaissance vivante et actuelle dans l'esprit demeure virtuelle dans le livre, et, si vous me permettez une métaphore un peu singulière mais très exacte, la bibliothèque idéale qui comprendrait tous les livres serait comme le cerveau, sans conscience, de l'humanité.

Etrange cerveau, Messieurs, qui témoigne trop bien de son défaut d'unité originelle par l'incohérence de son contenu. Si les trois millions de volumes de la Bibliothèque Nationale sont éloquents à nous renseigner sur la dispersion du savoir humain et sur une complexité qui dépasse infiniment l'effort de notre compréhension individuelle, à quelles vues en appa-

(1) Il s'agit uniquement de la science qui est connaissance, savoir *en acte*. Personne, à coup sûr, ne songerait à nier l'existence des sciences en tant que méthodes et systèmes de lois. Ce qui revient simplement à dire qu'une science existe *idéalement*, sans trouver jamais sa réalisation totale dans une conscience particulière. Mais cela même demeure une cause d'infirmité puisqu'en fin de compte ce sont bien des savants et des penseurs distincts, des individus, qui ont élaboré ces méthodes et ces systèmes, et qui les font progresser.

rence plus pessimistes encore ne serons-nous pas conduit malgré nous si, ouvrant ici ou là quelques-uns de ces livres, nous en constatons les innombrables contradictions sur presque tous les points de recherche et tous les objets de connaissance.

La science historique toute entière, vous le savez, Messieurs, bien mieux que moi, n'est que controverse et conflit d'opinions. Jamais de procès définitivement instruit, d'affirmation qui ne trouve un contradicteur, de certitude entraînant invinciblement l'adhésion. Ce que paraît prouver un document, un document nouveau tend à l'infirmes ; et sur les mêmes documents l'interprétation, quand ce n'est parfois la lecture, suffit à départager les avis et à éterniser le différent. Que de jugements contradictoires n'ont pas été portés, par exemple, sur les événements et sur les hommes encore tout près de nous de la Révolution et de l'Empire ! Qui conciliera tant de vues si diverses depuis Carlyle jusqu'à Taine, en passant par Thiers et par Michelet ? Sans doute chacun s'arrêtera de préférence aux conclusions de l'un ou de l'autre, mais ce choix est une opinion encore et si l'on a pu choisir c'est précisément qu'on n'a trouvé nulle part de certitude évidente et de vérité bien assurée. C'est une enquête toujours ouverte, c'est une dispute qui ne finira pas. — Les événements séparés de nous par de longs siècles, pour être jugés avec moins de passion, ne semblent pas être l'objet d'une connaissance plus certaine. Qu'on lise le bel ouvrage si ferme et si lumineux de M. Fustel de Coulanges sur les institutions de l'ancienne France. De toutes les idées reçues jusqu'alors touchant la fin de la société romaine, les grandes invasions, le régime féodal, presque rien ne reste debout. Les jugements nouveaux qui les remplacent

sont-ils du moins définitivement acquis? On pourrait le croire et l'on oserait l'espérer tant la documentation est ici sévère et précise, tant les textes anciens courent partout sous le discours et tant la conscience extrême de l'auteur sait répandre sur les choses d'impartiale clarté. Voici pourtant un petit fait qui en dit long. Un des élèves de M. Fustel de Coulanges, le confident de sa pensée, son collaborateur posthume, dans un des avertissements dont il fit précéder quelques-uns de ces volumes, après avoir loué comme il convient l'œuvre et le maître, « c'est un devoir pour moi d'ajouter, termine-t-il, que sur plus d'un point je ne puis partager l'opinion de l'auteur. » Et de ces points qu'il énumère, plusieurs sont de toute importance. Ne trouvez-vous pas cette réserve bien suggestive dans sa discrétion même et n'y voyez-vous pas une preuve définitive entre mille que l'histoire n'est décidément pas une science mais un système d'opinions?

Cette unanimité que l'on est si loin de trouver dans les écrits des historiens, on la rencontre, il est vrai, bien davantage dans les ouvrages où sont formulées d'autres sciences que leur méthode et leur objet peuvent soustraire à ces incertitudes. Telles sont les sciences de la nature. Cependant ici encore la controverse est loin de faire défaut et le domaine des lois et des faits hors de conteste est plus restreint qu'on ne le pense généralement. Bien des résultats qui semblaient acquis se sont trouvés révisés ou démentis par une étude postérieure et parfois aussi des théories qu'on croyait condamnées viennent à retrouver d'imprévus restaurateurs. C'est ainsi, pour en citer un seul exemple, que le fameux système des tourbillons de Descartes, fut repris formellement dans les ouvrages d'un astronome français et

opposé depuis quelques années à l'hypothèse de Laplace tenue longtemps pour acquise et aujourd'hui abandonnée. On pourrait sans chercher beaucoup multiplier les exemples de ces retours et de ces palinodies scientifiques. Les livres de nos bibliothèques en demeurent le témoignage bien instructif où les plus savants peuvent trouver un sage conseil de prudence et qu'il n'est pas interdit au plus humble lecteur de recueillir et de méditer. Reconnaissons toutefois que les erreurs individuelles, les variations, les recommencements et tout le débat silencieux des livres, pour être parfois un peu déconcertants, laissent intacte l'espèce de certitude qui s'attache aux sciences physiques. Prenons garde seulement d'y confondre trop volontiers l'hypothèse et la preuve et de chercher encore cette certitude où elle ne peut plus se trouver. Dans les questions qui dépassent l'étude des phénomènes et ne sont plus par conséquent du ressort étroit de la science les contradictions se multiplient, s'approfondissent et demeurent insolubles. Qu'il s'agisse de la constitution de la matière, de l'existence réelle et de la définition des atomes, de l'origine de la vie et des espèces vivantes, les hommes de science ne peuvent guère éviter de se prononcer sur ces questions où les pousse toute leur recherche mais où échoue leur prétention à établir quelque certitude indiscutée.

Il n'est pas jusqu'aux infailibles mathématiques où l'on ne puisse trouver un peu de querelle et de confusion. « Le cœur, disait Pascal, sent que l'espace a trois dimensions » Eh ! bien, même en cela le cœur a changé, paraît-il. Trois dimensions ne lui suffisent plus et, sans que j'ose essayer de les comprendre, j'entends bien que nos mathématiciens ne sont guère d'accord sur

ce que peut bien avoir au juste de réel ou d'imaginaire cette géométrie nouvelle qui scandaliserait le vieil Euclide.

Enfin, si les sciences les plus certaines nous paraissent, par le témoignage des livres, si fréquemment sujettes aux variations des jugements humains, vous pensez bien que nous trouverions moins d'unanimité encore dans ces recherches philosophiques les plus générales et, si l'on peut dire, les plus dramatiques de toutes, mais assurément les moins aptes à se constituer en corps de science et à se soustraire à l'incertitude des hypothèses et à tout le conflit des opinions. Dans un très important ouvrage, l'un des plus décisifs qui aient paru depuis longtemps sur ces matières, M. Renouvier étudie précisément et fait ressortir de la façon la plus saisissante ces oppositions irréductibles des doctrines philosophiques. Il le fait avec la rigueur de logique et la décision de pensée habituelles à ce haut esprit et quelques unes de ses conclusions me semblent bien traduire admirablement cet enseignement confus qui se dégage des bibliothèques.

Pour se refuser à partager la belle assurance de ces enthousiastes un peu naïfs qui espèrent tout du progrès de la science, comme on dit, faudra-t-il perdre le respect de cette science elle-même. Faudra-t-il, avec les uns, ne chercher dans la culture de l'esprit qu'un amusement plus subtil ou n'y voir avec d'autres que la plus vaine sinon la plus dangereuses des tromperies ? A Dieu ne plaise, messieurs, que je partage de telles opinions. Personne ici ne les réproouve autant que moi et je sens bien quelle sorte d'inconvenance il y aurait à s'en faire l'écho parmi vous. Mais peut-être m'accorderez-vous que ce qu'il nous faut respecter dans

les livres c'est moins encore les certitudes dernières qu'ils ne peuvent guère nous donner que l'effort jamais lassé de l'esprit vers plus de vérité et plus de beauté, vers une lumière toujours plus haute. Ce n'est pas une irrésistible évidence s'imposant pareillement à tous que nous devons ordinairement leur demander, mais plutôt de rendre en toute chose nos opinions plus conscientes, nos choix plus libres et plus éclairés, nos convictions plus rationnelles. C'est là du probabilisme dira-t-on. Soit, et il est fâcheux qu'une défaveur s'attache à ce mot. Mais le probabilisme, quand il s'y mêle une raison morale peut prendre un autre nom et s'appeler la croyance. « Le mot si profond d'un philosophe, cette recette unique contre les peines de la vie et les théories pessimistes, *il faut cultiver notre jardin*, n'est pas moins vrai des spéculations les plus élevées que de la philosophie pratique. Nous n'abordons aucune réalité que par le côté qui regarde vers nous et nulle part nous ne dépassons le rivage du pays que nous abordons. C'est là que nous devons établir notre culture » (1) Il ne faut donc pas que la fréquentation des bibliothèques nous achemine vers un scepticisme mortel à la volonté, ni que les livres, se tournant contre eux-mêmes, puissent nous porter d'aucune sorte au mépris de l'intelligence et de la raison. Rappelons nous seulement que lire veut dire choisir, *legere*, c'est-à-dire prendre parti et que c'est au fond de soi-même, dans une décision toute libre et spontanée, qu'on pourra trouver le titre dernier de la vérité qu'on accepte. Là peut-être est le plus utile conseil des bibliothèques et

(1) Renouvier. Esquisse d'une classification systématique des doctrines philosophiques

leur enseignement le plus profond. Cherchons y encore une leçon discrète de modestie. Ne pensons pas que la terre tourne autour de quelques travaux dont nous occupons notre vie. L'œuvre d'un homme, si féconde et si haute qu'elle soit, tient peu de place dans ces magasins de la pensée. Pour ma part, la vue d'une grande collection de livres m'a fait plus d'une fois songer, par je ne sais qu'elle secrète analogie et sans que j'aie aucunement le droit de m'en faire personnellement l'application, à ces paroles de Goethe d'une gravité si sereine, belles comme un beau paysage et comme une belle conscience : « Vaste monde et large vie, vertueux efforts de longues années ; toujours chercher et toujours fonder, ne finir jamais... ; garder l'ancien avec fidélité, accueillir le nouveau avec bienveillance ; une pensée sereine et des intentions pures. Eh ! bien on avance du moins de quelques pas. »



RÉPONSE

AU

DISCOURS DE RÉCEPTION DE M. MICHEL

PAR

M. A. BLANCHARD



MONSIEUR,

Nous connaissons trop bien la délicatesse de votre esprit pour ne pas être persuadés de la sincérité de votre reconnaissance envers l'Académie d'Amiens. Les dons de l'intelligence ne vont pas, du moins nous aimons à le croire, sans les qualités du cœur, et un homme de goût, si je ne me trompe, serait difficilement un méchant homme. Vous nous avez révélé par votre conversation, par vos écrits, que vous réunissiez à une culture étendue et profonde un fin discernement des choses de l'art. Si donc vous mettez quelque prix à prendre place parmi nous, l'Académie, de son côté, croit se faire honneur en vous recevant au nombre de ses membres.

Ne dites pas, s'il vous plaît, que les titres vous manquaient pour vous associer à nos travaux. Les applaudissements que vous venez de recueillir ont dû rassurer votre modestie, et vous voyez que l'assentiment d'une société d'élite a ratifié notre choix. Celui

qui était capable de composer ce *Discours sur les bibliothèques*, aussi remarquable par la profondeur et la variété des aperçus que par les qualités d'un style dont on peut goûter particulièrement la grâce et la subtilité, avait sa place marquée d'avance dans une société à qui rien de ce qui touche aux sciences, aux beaux arts et au bien dire ne peut rester étranger.

Un archiviste et un bibliothécaire, vous êtes actuellement l'un, et vous avez été l'autre, n'a, vous nous l'avez dit vous-même, que peu de loisirs à consacrer à la composition; il a trop à faire à faciliter le travail des écrivains pour être un écrivain lui-même. Mais quoi! c'est notre sort commun. Il faut vivre d'abord, et philosopher ensuite, dit le sage; et tous, le labeur quotidien nous réclame, et nous ne pouvons, nous ne devons même consacrer aux exercices de l'esprit que les moments toujours rapides que notre profession nous laisse. Il est juste, il est sage qu'il en soit ainsi; nous devons à la société le tribut de notre intelligence et de notre activité, puisque c'est la société qui a pris soin de développer l'une et de diriger l'autre.

Vous les avez du reste utilisées, ces heures de trêve et de répit : élève d'un archiviste dont le nom n'est pas sans autorité, vous avez donné des preuves de vos connaissances variées d'historien et d'érudit dans un certain nombre de publications, et les savants ont fait leur profit des documents que vous avez publiés. Le *Discours* que nous venons d'entendre n'est pas votre premier ouvrage. Mais vous ne vous en tenez pas à la science et à l'histoire; vous cultivez la poésie; vous savez exprimer avec une souple justesse les nuances les plus délicates des sentiments, et vous vous jouez des difficultés de l'art des vers avec une liberté qui n'ôte

jamais rien à l'harmonie. Nos distingués auditeurs me sauront gré de leur avoir fait connaître quelques uns de vos vers. Ils goûteront, j'en suis certain, la noble mélancolie et la haute spiritualité de cette pièce, que quelques uns d'entre eux ont déjà lue sans doute, puisqu'elle a paru dans un recueil connu et aimé du public. Le sujet en est aussi vrai que touchant. On vieillit, on perd sa jeunesse et tous les trésors que la jeunesse recèle; on perd la vie; mais il y a quelque chose de plus triste encore : on avait conservé dans son déclin le souvenir des biens perdus, et voilà qu'il faut, par la mort, abandonner jusqu'au souvenir des paradis lointains. Consolons-nous par la pensée de l'éternelle aurore : nous mourons pour renaître, pour revivre une jeunesse éternelle, pour regagner d'un seul coup, avec la félicité passée, cette suprême consolation du souvenir que le trépas nous avait fait perdre.

L'OSERAIE.

Chargé d'ans, épuisé d'amertume et de joie,
Sur le coteau désert où le couchant rougeoit
Tu t'arrêtes, vieillard, et dans tes yeux éteints
Passe la vision des radieux matins
Où le monde accueillait l'espoir de ta jeunesse.
Dans l'air flotte une vague et sereine tristesse ;
Le soleil a ployé son aile de rayons ;
La nuit, par lents ruisseaux, glisse au creux des sillons ;
Des laboureurs s'en vont la bêche sur l'épaule.
Près d'un étang, là bas, qu'une hirondelle frôle,
Une oseraie éblouissante semble un peu
De gloire demeurée aux labours, ou le vœu
Suprême en sa ferveur de la plaine apaisée.
Et tu songes. Comme une belle onde épuisée,
Comme la paix du jour qui meurt à l'horizon,
Ta force, ta vaillance et ta large raison,

L'eau vive de ton âme à travers les années
De printemps en automne a fui. Toutes fanées
Des roses d'abandon s'effeuillent sous tes doigts ;
Un cher passé tressaille en ton cœur, et tu vois,
Éclairés par des feux éphémères de halte,
Des visages mortels qu'un même rêve exalte,
Les yeux que tu baisas, des cheveux d'or, des mains
Que n'agiteront plus aucuns soucis humains
Et dont furent jadis ces vieilles mains pressées.
Mais il est une mort aussi pour nos pensées ;
Le suprême et jaloux trésor du souvenir
On le voit chaque jour se fondre et se ternir.
Ayant su comme on perd, on sait comme on oublie.
Querellant tristement ta mémoire affaiblie,
Toi qui voudrais presser le monde sur ton cœur,
Ton refuge est l'amère et poignante douceur
D'espérer qu'au delà de cette heure mortelle
Un grand feu renaîtra d'une seule étincelle ;
Et tu cherches en toi le fidèle flambeau
Qu'on puisse entretenir jusqu'après le tombeau.

Cette élévation de pensée, ces formes exquises de langage qu'on admire et qu'on savoure dans vos vers, on les retrouve, Monsieur, dans le discours que vous venez de nous faire entendre. Mais que puis-je faire ici que repasser sur vos traces ? Toutes vos idées sont les miennes, et je me contenterai de vous présenter quelques brèves observations. Je ne sais rien de plus aimable que le tableau tracé par vous de ces bibliothèques auxquelles vos goûts, plus encore que vos fonctions vous attachent. Vous n'avez pas voulu nous apporter un travail d'histoire, d'administration, de statistique ; vous avez fait quelque chose de mieux, vous avez peint, il me plaît de reproduire vos excellentes expressions, la vie obscure des bibliothèques, leur vieille âme austère et charmante, leur enseignement, leur fin dernière.

J'aime la description que vous faites de notre bibliothèque communale : son aspect un peu froid finit par prendre un caractère intime ; elle est d'ailleurs égayée par de jolis parterres, de style bien français, et dont Le Nôtre eût approuvé le dessin ! J'entre avec vous dans la grande salle de la bibliothèque ; avec vous, je suis tour à tour pénétré de respect, surpris, amusé même, en présence de ces livres de toute forme, de ces meubles de tous siècles, de ces portraits, de ces marbres, de ces cartes anciennes, de ces manuscrits de siècles divers, tous diversement précieux, quelques-uns même fort divertissants, par exemple cette *Biblia pauperum*, ce livre de figures naïves où s'est exercée la main malhabile et le pinceau extravagant d'un *imagier* du moyen-âge.

Comme les livres, les bibliothèques ont leur destinée. Formées de sources diverses, grossies d'affluents qui leur sont venus à toutes les époques et de tous les côtés, les unes font l'effet de grands fleuves, coulant à pleins bords et fécondant le pays qu'ils traversent, sans que leur débit subisse jamais une diminution, et sans qu'on puisse prévoir où se terminera leur cours toujours accru, d'autres, au contraire se sont perdues dans les sables, à l'exemple de ce Rhin, qui n'est plus qu'un ruisseau lorsqu'il se perd dans l'Océan.

Mais, quelle qu'ait été leur destinée, il faut les aimer toutes, ces bibliothèques, les petites comme les grandes, les plus modestes comme les plus glorieuses. Il faut les aimer, parce que les générations y ont déposé le trésor de leur pensée. Dans ces nobles retraites des hommes comme Michelet, comme Taine, ont senti battre le cœur de la grande et de la petite patrie. La Bibliothèque nationale, dites-vous, contient tout le passé de la

France. Ajoutons que les bibliothèques contiennent tout le passé de l'humanité civilisée. Par les livres de toutes sortes et de tous âges qu'elles conservent, les hommes, qui cherchent naturellement à se rendre compte de leurs origines, remontent à leurs sources, voient, sentent, vivent à la fois à tous les points de leur existence. La race humaine se retrouve elle-même, se possède, se ressuscite et se juge dans les années qu'elle a déjà vécu.

Aimons donc, vénérons donc les livres, en qui s'est déposé tout ce que nos pères ont eu de pensée et d'amour ! Aimons les bibliothèques, comme nous aimons, comme nous vénérons des tombes chéries. Des tombes chéries, ai-je osé dire. Mais passe-t-on sa vie dans les tombeaux ? Hélas ! la vie nous appelle ; elle nous ordonne impérieusement d'oublier ce qui fut pour penser à ce qui sera. Oui, sans doute la lecture est utile et douce. Mais les bibliothèques ne présentent-elles pas quelque danger ? Vous nous conduisez dans ces vénérables retraites par les routes les plus fleuries, vous nous faites asseoir sur un bon fauteuil en face d'une large table sur laquelle les majestueux in-folios eux-mêmes peuvent trouver une place aisée, et vous nous dites : « Vous êtes dans le temple de la science, ici est tout ce que l'humanité a pensé et rêvé ; plongez-vous dans cette source qui n'est jamais tarie ; vous en sortirez plus instruit, plus fort, armé pour la lutte, et ce qui est plus, vous posséderez le secret des choses. » Mais ici, Monsieur, permettez-moi de vous demander pourquoi il y a si peu de monde dans les bibliothèques. La foule se contente d'aller chercher dans les écoles les résultats de la science humaine, et ne

pénètre guère dans ce qu'un ancien appelait les hôpitaux de l'âme. N'est-ce pas, avant tout, parce que l'homme sent qu'il est né pour agir? et que la fréquentation assidue des livres éloigne de l'action, loin d'y encourager?

Cette objection vous paraîtra banale, je le sais, mais les vérités banales n'en sont pas moins des vérités. Ont-ils eu un bien vif amour pour les livres, ceux que nous appelons, avant tous les autres, les grands hommes, ceux dont l'empire s'est exercé sur leurs semblables, ces conducteurs de peuples, ces fondateurs de sociétés, de religions, ces hommes, qui, pour employer une expression de Michelet, ont ouvert au genre humain une route nouvelle, et, comme le Siegfried des Niebelungen, ont parcouru bien des contrées par la force de leurs bras? Ils avaient fait avec la rapidité du génie, qui abrège tout, parce qu'il voit tout, le tour des connaissances humaines; ils avaient vu le pas qu'il fallait faire et pour le franchir, il me semble bien qu'ils ne se sont pas chargés du poids d'une érudition morte. Quelle qu'ait été leur destinée particulière, heureux ou malheureux, glorieux ou infâmes, ils ont agi, et n'ont guère lu. Alexandre le Grand avait emporté en Asie l'édition d'Homère que son maître Aristote avait préparée pour lui; il l'avait même déposée dans une cassette précieuse trouvée dans le butin pris sur Darius, cassette enrichie d'or, de pierres précieuses et de perles, mais on peut douter qu'il ait passé beaucoup de temps à relire et à méditer le vieux poète. Les livres que l'on conserve avec tant de soin courent le risque de n'être pas souvent feuilletés. Je ne voudrais pas ajouter que le héros avait, les soirs de bataille, des distractions moins poétiques,

témoin le jour qu'il tua Clitus, et celui qu'il brûla Persépolis. On sait que lorsqu'il revint à Babylone, craint et respecté, non pas comme un conquérant, mais comme un dieu, ce n'est pas l'ivresse de la muse qui lui monta à la tête. Montesquieu blâme Tite-Live d'avoir prêté à Hannibal un souci des choses de l'esprit qui devait être sans doute étranger au rude chef de mercenaires. Vous allez me parler de César : rien ne lui était étranger, philosophie, éloquence, poésie, sans compter l'histoire ; et cependant son activité littéraire n'enlevait rien au politique, à l'homme de guerre, à l'administrateur. Toutefois, Cicéron a remarqué qu'il n'a en rien *l'air livresque*, et il est probable que, s'il a composé un traité de l'analogie en grammaire, il l'a fait avant de conquérir les Gaules et de passer le Rubicon. Frédéric le Grand s'entourait de savants et de lettrés ; il fondait des académies ; mais croyait-il que les sciences et les belles-lettres eussent leur fin en elles-mêmes ? Il faut plutôt penser qu'il faisait des beaux-arts la parure de son trône : la façon toute cavalière dont il traitait les savants et les hommes d'esprit qu'il appelait à sa cour pourrait faire douter de son amour pur et désintéressé des travaux de l'intelligence.

Ne pourrait-on pas en dire autant de Napoléon ? Il aimait la littérature, à condition que les littérateurs n'eussent pas la velléité de passer des idées aux actes. Un jour Chateaubriand avait prononcé d'une certaine façon, dans un discours académique, le nom de Tibère, et le glorieux empereur parla aussitôt de faire sabrer l'insolent sur les marches des Tuileries. Le bonhomme Ducis, « catholique, poète, républicain et solitaire », comme il se désignait lui-même, flairait le despote sous le

conquérant, et ne voulut accepter, ni le Sénat, sous le Consulat, ni la Légion d'Honneur sous l'Empire. Il fallait peu de chose pour faire ombrage au maître ; il pensait sans doute qu'il faut des bibliothèques à la foule des sujets dociles comme il faut des batteries de canon aux hommes de génie ; et peut-être, au fond de son cœur, considérait-il l'étude comme l'amusement des grands enfants, et la tranquillité des tyrans. .

Et pourquoi, Monsieur, ces grands hommes que l'humanité, je tiens à le redire, regarde comme ses chefs et ses guides, ces sublimes exemplaires de l'humanité, dont Bossuet, traduisant librement Isaïe, a dit dans son magnifique langage que « Dieu seul les fait, et que seul il les fait servir à ses desseins », pourquoi, dis-je, n'ont-ils pas été des hommes de bibliothèques ? Oui, sans doute, je le reconnais avec vous, il est prouvé que l'homme qui a conçu une idée est poussé à lui donner une forme. L'exécution suit la conception.

Qu'une idée, au besoin des temps, un jour éclore,
Elle grandit, va, court, se mêle à toute chose,
Se fait homme, saisit les cœurs, creuse un sillon ;
Maint roi la foule aux pieds ou lui met un baillon ;
Mais qu'elle entre un matin à la diète, au Conclave,
Et tous les rois soudain verront l'idée esclave
Sur leurs têtes de roi que ses pieds courberont
Surgir, le globe en main et la tiare au front.

Il n'est pas douteux qu'on trouve des idées dans les bibliothèques ; on en trouve beaucoup, on en trouve même trop, oserai-je dire. Elles renferment l'amas confus des opinions souvent contradictoires. Il en est d'elles comme du caléïdoscope. De petits fragments de diverses couleurs se combinent à chaque mouvement

d'une manière toujours nouvelle, et qui peut être agréable : quand vous avez déposé l'instrument, vous n'avez rien vu ; vous n'emportez que l'idée très nette de l'infinie variété des combinaisons. Ainsi des bibliothèques ; l'abus de la lecture inquiète, fatigue, épuise ; on apprend ce qu'ont pensé les autres ; on oublie de penser soi-même :

Comme on voit qu'en un bois que cent routes séparent
Les voyageurs sans guide assez souvent s'égarent,
L'un à droit, l'autre à gauche, et courant vainement,
La même erreur les fait errer diversement,

disait Boileau, traduisant Horace.

Ce n'est pas en lisant beaucoup de livres, mais en lisant beaucoup un même livre, — la remarque est de Plin le jeune, — que l'on s'instruit, et que, par suite, on se prépare à l'action.

Avec quelle éloquence et quel esprit Voltaire a parlé de la découverte et de la conquête de l'Amérique, vous le savez, Monsieur. Laissez-moi le plaisir de me remémorer cette amusante satire des abus de l'érudition, qui n'ôte rien d'ailleurs à la force de vos arguments : « C'est ici, dit-il, le plus grand événement sans doute de notre globe, dont une moitié avait toujours été ignorée de l'autre. Tout ce qui a paru grand jusqu'ici semble disparaître devant cette espèce de création nouvelle... » Quel est donc l'auteur de cette entreprise sublime, qui arrache à Voltaire ce cri d'admiration ? Un homme qui « par la seule inspection d'une carte de notre univers, jugea qu'il devait y en avoir un autre, et qu'on le trouverait en voguant toujours vers l'Occident. » Celui qui conçut cette

pensée n'était pas un savant, mais il eut contre lui tous les érudits de son temps. Il n'eut pas seulement à soutenir les refus de tous les princes, il eut à combattre les préjugés de tous ses contemporains. Ne les entendez-vous pas parler, ces doctes personnages,

Guindés, guédés, bridés, confortables pédants !

Colomb promettait un nouvel hémisphère, on lui soutenait que cet hémisphère ne pouvait exister. Il est vrai que quand il l'eut découvert, on prétendit qu'il avait été connu depuis longtemps. Ce que c'est que d'en savoir trop long ! Martin Behem de Nuremberg était allé de Nuremberg au détroit de Magellan en 1460, avec une patente d'une duchesse de Bourgogne qui « ne régnant pas alors, ne pouvait donner sa patente ». Les Carthaginois avaient peuplé l'Amérique, et « on citait un livre d'Aristote qu'il n'a pas composé ». « Quelques uns ont cru trouver de la conformité entre des paroles caraïbes et des mots hébreux, et n'ont pas manqué de suivre une si belle ouverture. D'autres ont su que les enfants de Noé, s'étant établis en Sibérie, passèrent de là en Canada sur la glace, et qu'ensuite leurs enfants, nés au Canada, allèrent peupler le Pérou. Les Chinois et les Japonais, selon d'autres, envoyèrent des colonies en Amérique, et y firent passer des jaguars pour leur divertissement, quoique ni le Japon ni la Chine n'aient eu de jaguars. C'est ainsi que souvent les savants ont raisonné sur ce que les hommes de génie ont inventé. »

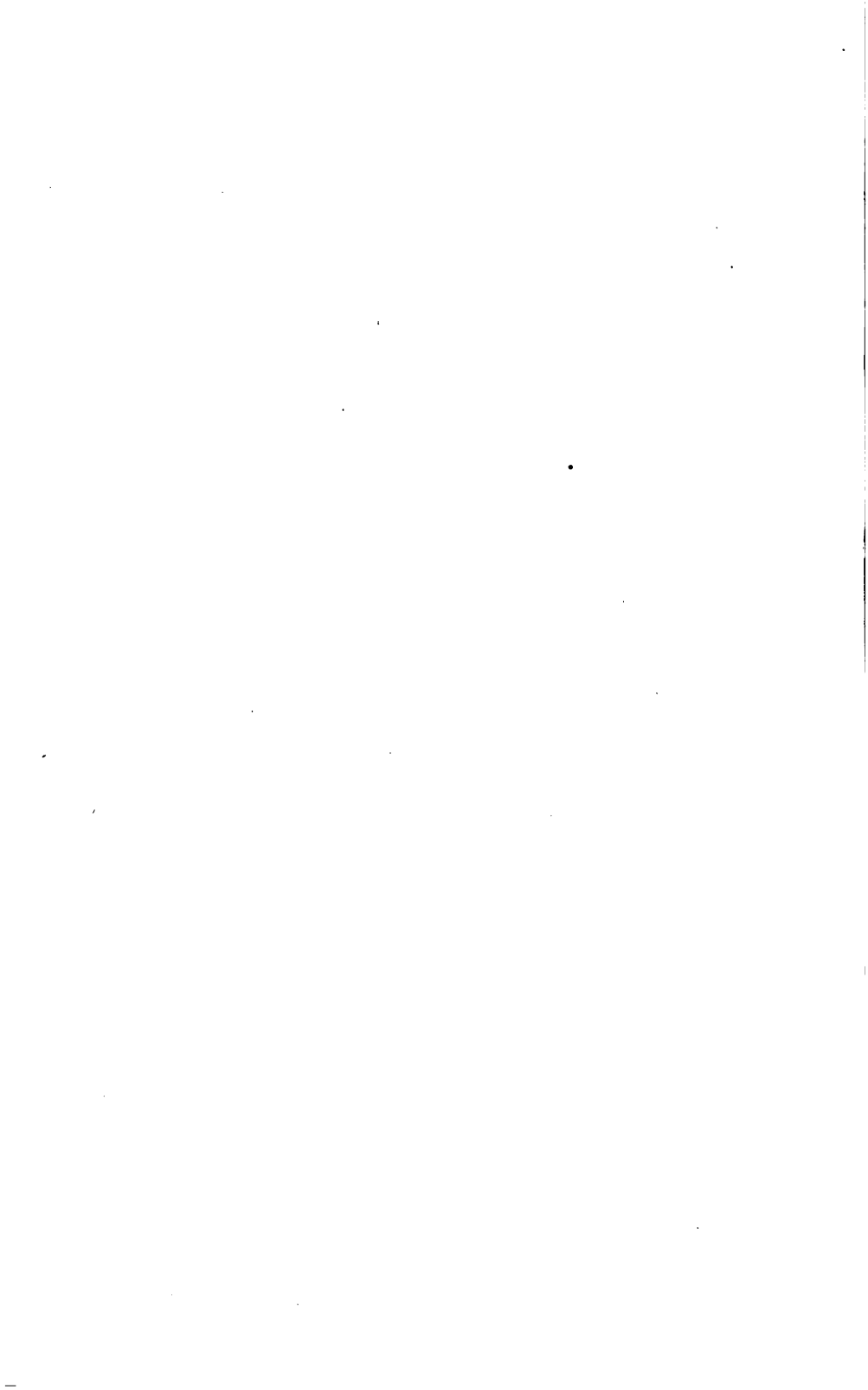
Je m'arrête à ce dernier mot.

Pardonnez-moi, Monsieur, d'avoir semblé prendre parti, à la suite de Voltaire, pour les hommes d'action

contre les érudits ; après tout, il est bon qu'il y ait des uns et des autres. Et puis qui peut savoir si toute activité n'est pas définitivement stérile, si notre progrès n'est pas autre chose qu'un mot vide, si toute passion n'est pas vaine et brève, et si le sage n'est pas celui qui se contente de jouir sans effort du spectacle des apparences sans nombre ! Mais non ! j'aime mieux croire que nous travaillons tous à une œuvre de progrès et de devenir ; que, de la réunion de nos efforts, il doit sortir une société, un monde meilleurs. S'il en est ainsi, n'abusons pas de la lecture et défions-nous de son ivresse : armés de notre raison, munis par l'instruction du trésor des connaissances révélées aux hommes par la raison et l'expérience, ne nous arrêtons pas aux contradictions des sages, mais pensons par nous-mêmes, si nous le pouvons et laissons faire à l'imagination qui est pour beaucoup dans le génie.

Voilà, Monsieur, quelques réflexions que m'inspirait, à la lecture, votre excellent discours ; elles ne sont pas pour diminuer la valeur des raisonnements dont il est plein ; mais ce que je n'ai pas assez dit, c'est le charme sous lequel vous m'avez continuellement tenu, tandis que je lisais ces pages de ton si délicat, de langage si châtié.





LES REVENDICATIONS OUVRIÈRES

EN FRANCE

PAR A. BÉCHAUX

*Professeur d'Economie Politique à la Faculté libre de Droit
de Lille*

Lecture faite par M. OUDIN.

PRÉAMBULE.

Une des questions les plus sérieuses de ce siècle finissant, un problème qui préoccupe légitimement les meilleurs esprits, non seulement en Europe mais encore aux Etats-Unis d'Amérique, c'est assurément l'amélioration du sort des ouvriers, c'est surtout la recherche des moyens de leur assurer une vieillesse exempte de misère.

Tout le monde est d'accord sur un point et admet qu'une solution, et une solution prochaine s'impose. Mais ceci concédé, des difficultés surgissent de toutes parts ; au nom des ouvriers, des prétentions certainement exagérées se produisent, et à l'appui de ces thèses des faits d'une gravité inouïe, auxquels je ne veux pas faire autrement allusion, car ce serait sortir des bornes de cette lecture, des attentats criminels sur les personnes et sur les choses jettent l'effroi et retardent l'étude de cette grave situation. Nous sommes en ce moment dans un temps d'arrêt.

Un membre éminent de cette Académie, correspondant de l'Institut de France, a eu l'heureuse idée, dont je lui suis très reconnaissant de me communiquer un ouvrage publié par Monsieur Béchaux, professeur d'Economie politique à la faculté de Droit de Lille. Cette œuvre intitulée : *Les Revendications ouvrières de France*, éditée en 1894, M. Ferrand m'a demandé de la lire pour vous et j'ai eu la présomption d'accepter cette charge. — Je ne veux pas étendre cette mission et je n'entends pas discuter les constatations du savant professeur. — J'ai donc lu ce livre, une plume à la main, et c'est cette analyse forcément un peu sèche qui rappelle « la rubra littera dabit succum » des anciennes éditions que je vais avoir l'honneur de vous présenter. Mon but sera atteint, si après m'avoir prêté votre bienveillante attention, vous éprouviez le désir de parcourir cet ouvrage, dans lequel vous trouverez des développements intéressants, des faits historiques et des discussions qui n'ont pu trouver place dans ce résumé.

DIVISION DE L'OUVRAGE.

Cette œuvre se compose d'une introduction, suivie de neuf chapitres, le premier s'occupe du travail de l'ouvrier ; le 2° examine la législation internationale du travail ; le 3° discute le salaire de l'ouvrier ; le 4° traite de l'épargne de l'ouvrier ; le 5° est consacré à son crédit ; le 6° vise les accidents du travail ; le 7° fait l'historique des syndicats ouvriers ; le 8° envisage la vieillesse de l'ouvrier ; le 9° et dernier passe en revue les divers systèmes de représentation politique des ouvriers.

INTRODUCTION.

L'auteur divise d'abord les hommes de l'Occident en trois classes : 1° Ceux qui détiennent une part plus ou moins considérable de richesse sont indépendants. 2° Ceux qui par l'emploi de leurs bras demandent au travail manuel le pain quotidien ; ce sont les ouvriers. 3° Ceux qui manquent de ressources ; ce sont les indigents. Il étudiera seulement les travailleurs manuels, dont partout les revendications sont les mêmes, il se demande ensuite ce qu'il faut entendre par revendications, et à ce propos ; il critique l'ancienne doctrine économique du « Laisser faire, Laisser passer » et il est amené à parler des novateurs hardis, analystes implacables, comme les Louis Blanc, les Proudhon, les Lassalle, les Karl Marx qui demandent à substituer à cet ancien ordre, un ordre nouveau. Le Socialisme a alors fait école, il avait des chefs, il eût bientôt une armée, des alliés lui arrivèrent, ce furent les Socialistes d'Etat, puis les Socialistes de la chaire nés dans l'Université, enfin les Socialistes d'Eglise. Mais le peuple ne comprit pas ces distinctions, il écarta les politiques, les savants et les gens d'Eglise et courut aux hommes ardents qui lui promettaient une prompte et radicale transformation.

Cette unité des revendications industrielles est saisissante, M. Béchaux leur donne trois causes :

1° La transformation des moyens de production et la substitution progressive du travail en grand atelier aux petits métiers et aux industries domestiques.

2° La transformation des moyens de productions qui a amené la liberté du travail par voie de conséquence, la suppression du régime des corporations urbaines

d'arts et métiers. Mais la liberté du travail a entraîné avec elle des abus de tout ordre si bien que dès 1802, Robert Peel, poussait le premier ce cri « Sauvez les enfants » que plus tard J. Simon écrivait *l'Ouvrier de huit ans*, et que Le Play signalait avec une remarquable insistance la désorganisation de la famille dans les milieux industriels.

3° L'intervention de l'Etat dans le domaine du travail : sous la pression de l'opinion publique, il a été contraint d'établir une législation protectrice de l'ouvrier. Bientôt cette action du pouvoir a paru insuffisante, alors on formula un programme des revendications, dont les principales furent formulées par toutes les Ecoles Socialistes et par *Ecoles Socialistes* l'auteur entend « Celles qui recherchent et enseignent les « moyens de diminuer ou même de supprimer les « inégalités Sociales par l'action de la loi ».

L'Ecole Socialiste démocratique, ayant pour chef Karl Marx voudrait le remplacement de la propriété privée par la propriété collective, mais se contente présentement d'une action énergique de l'Etat (Congrès de Zurich août 1890). *Le Parti ouvrier*, en France, avec Jules Guesde et Lafargue pour chefs accepte et défend le programme de Karl Marx, et formule ainsi ses revendications :

1° Repos d'un jour par semaine, journées de 8 heures. Interdiction d'employer des enfants au dessous de 14 ans, de 14 à 18 ans, journée de 6 heures seulement ;

2° Surveillance protectrice des apprentis par les corporations ouvrières ;

3° Minimum légal du salaire déterminé chaque année par une commission de statistique ouvrière ;

4° Interdiction d'employer les ouvriers étrangers à

un salaire inférieur à celui des ouvriers français ;

5° Egalité des salaires a travail égal pour les travailleurs des deux sexes ;

6° Instruction scientifique et professionnelle des enfants à la charge de l'Etat et de la Commune ;

7° Les vieillards et les invalides à la charge de la société ;

8° Suppression des employeurs dans les gestions des caisses ouvrières de secours mutuels, de prévoyance etc. etc. ;

9° Responsabilité des patrons en matière d'accidents garantis par un cautionnement versé dans les caisses ouvrières et proportionné au nombre des ouvriers et aux dangers courus ;

10° Intervention des ouvriers dans les règlements des ateliers et suppression des amendes ;

11° Annulation de tous les contrats ayant aliéné les propriétés publiques comme les banques, chemins de fer, mines, etc., l'exploitation de tous les ateliers de l'Etat par les ouvriers qui y travaillent ;

12° Abolition des impôts indirects et transformation des impôts directs en un impôt progressif sur les revenus dépassant 3,000fr. — Suppression de l'héritage en ligne collatérale et en ligne directe au delà de 20.000 fr.

L'école du Socialisme de la Chaire et du Socialisme d'Etat admet plusieurs de ces revendications, et en Allemagne elle tient pour certain que plus les Gouvernements interviennent dans l'Economie d'une société, mieux ils comprennent leur mission — à cette école se rattache le Socialisme Chrétien.

Le Socialisme est originaire d'Allemagne, c'est là qu'est née cette idée capitale que « l'individu n'est « rien sans l'Etat et que les droits individuels doivent

« être jugés au point de vue de la société et non pas
« les droits de la société au point de vue de l'individu ». Et sans les philosophes allemands, sans les doctrines de Fichte, de Kant et d'Hegel, le socialisme, le seul scientifique, n'aurait jamais existé; après les philosophes vinrent les légistes, et principalement Blüntschli qui considère le Gouvernement comme la tête de l'Etat, dont les classes laborieuses sont les pieds, l'armée, les tribunaux, .. les autres membres. — Sous l'influence des Cours de Droit Public, les Universités sont devenues des Ecoles politiques et quand un Etudiant de 20 à 25 ans a été pétri par un enseignement qui aboutit à la divinisation du pouvoir, il est mûr pour le Socialisme d'Etat. Or, en Prusse, l'action du Pouvoir central se manifeste le plus énergiquement dans la vie publique et dans la vie privée, et le droit prussien statue en ces termes :

« L'Etat doit fournir la nourriture et l'entretien aux
« citoyens qui ne peuvent se les procurer eux-mêmes.

« A ceux qui ne trouvent pas à s'employer, on
« assignera des fonctions en rapport avec leurs forces
« et leurs aptitudes.

« L'Etat a le droit et est obligé de créer des institu-
« tions au moyen desquelles le dénuement des uns et
« la prodigalité des autres sont également empêchés » :

La plus grande, la plus durable influence est l'œuvre de Karl Marx. Il s'est posé en homme de science, avec la prétention d'édifier. Dans son livre « le Capital » il se montre théoricien consommé, et après lui ses élèves répéteront que la source unique de la valeur est le travail, que l'appropriation collective est nécessaire. Mais Marx a surtout compris que les hommes étant en général mécontents de leur sort, il fallait leur persuader que ce sort était injuste. Et naturellement ceux qui

avaient le plus souffert ont été les premiers disciples. — Pour Marx la vie future n'existe point, rien n'indique qu'il y ait une destinée particulière et la morale et la religion ne pouvant être appuyées sur des faits du monde matériel, ne sont qu'illusions et mensonges. — Il est donc matérialiste; il prêche la jouissance, et comme elle est réservée au petit nombre, il faut détruire une société fondée sur des injustices séculaires. — Marx a tracé le programme de la propagande communiste internationale, ses disciples le trouvant trop vaste ont précisé les revendications ouvrières. — La meilleure manière de les comprendre c'est de les étudier dans une société déterminée.

L'observateur doit porter son enquête sur la *race*, le *lieu*, le *moment*; ces trois facteurs se résument au demeurant dans un seul: *le milieu social déterminé*. Observez dans ce milieu à telle époque choisie, le travailleur manuel, il incarne en lui les idées, les mœurs, les besoins de la collectivité dont il est membre: L'ouvrier, en effet, qui est le producteur par excellence apparaît comme le produit de ce milieu où le hasard a marqué sa destinée. Les ouvriers italiens, anglais, allemands sont absolument différents.

Comment ce milieu social sera-t-il étudié? Ici apparaît l'importance d'une méthode et le rôle de la science.

La science sociale ou sociologie emprunte aux sciences naturelles leurs procédés d'observation. Elle réunit des faits nombreux, les compare, remonte par une classification méthodique aux causes de ces faits. *Observation analytique, comparaison, induction*, tels sont ces procédés.

Dans une société il faut d'abord rechercher le groupement, et ce groupe social, élémentaire ne serait-ce pas

la famille, suivant l'école de Frédéric Le Play? La famille apparaît bien la molécule sociale: Si elle porte des germes de souffrance, peu à peu le corps social en souffrira. Elle est, a-t-on dit justement, le miroir fidèle où viennent se refléter tout les phénomènes sociaux d'une époque. Il est donc nécessaire de prendre sur le vif, dans les lieux où se formulent leurs revendications, les familles ouvrières, en dresser la monographie, en suivant le cadre de Le Play. Les traits de l'existence d'une famille ouvrière se trouvent reproduits, et après que l'enquête préalable aura fait choisir les types perfectionnés, moyens, et dégradés les conditions les plus opposées de la vie ouvrière d'un pays seront connues.

De cette étude se dégagera une idée très nette, *c'est que l'Etat ne doit intervenir, en matière d'économie sociale que lorsque l'initiative privée, individuelle ou collective, est impuissante*. C'est là le principe fondamental de l'Ecole Française, se séparant franchement de l'Ecole Allemande... Qu'est-ce-donc que l'Etat? Il comprend une triple forme, communale, provinciale, centrale ou nationale, avec deux fonctions essentielles, la contrainte légale (attributions législatives) la contrainte fiscale (perception des impôts). Pour déterminer les fonctions, il faut considérer d'abord la collectivité la plus rudimentaire, la *Commune*, puis la Province, c'est-à-dire l'union des Communes, enfin le Gouvernement Central. Dans la Commune, l'influence de l'organisation familiale est décisive. Prenons pour exemple, la question de l'assistance. Dans la commune, l'initiative privée doit avoir la plus grande liberté, plus elle agit, plus la souffrance diminue. A son défaut, la Commune doit agir, et si elle n'a pas les ressources suffisantes, c'est le syndicat des Communes qui entre en scène. La

Province n'intervient que si le service de l'assistance dépasse les forces des Communes (service des aliénés, enfants assistés). Enfin le Gouvernement Central pourvoit aux souffrances et aux fléaux exceptionnels.

L'auteur combat la doctrine allemande, non par esprit de controverse mais à cause de ses faux principes, vraiment désastreux en matière d'économie sociale et parcequ'elle donne à l'Etat une série d'attributions écrasantes, dont les charges pécuniaires peuvent devenir insupportables au point d'augmenter le prix de revient des objets et de rendre la vie chère et plus difficile.

Pour *l'individu*, l'action absorbante de l'Etat, porte atteinte à la liberté humaine: elle est de nature à supprimer l'initiative, l'énergie, l'indépendance.

On essaie de soutenir que le Socialisme est le produit d'une évolution nécessaire, on cite le mouvement réformateur du xvi^e Siècle, origine de l'égalité religieuse, la révolution de 1789, source de l'égalité civile et politique, et on affirme que nous arriverons à une nouvelle étape sociale. Cette terre promise du Socialisme serait bientôt déserte, quand le niveau égalitaire aurait passé sur elle. Certes nous sommes à une époque de transition et de confusion, et si nous aimons la liberté c'est comme le moyen naturel à l'homme de mettre en œuvre ses facultés et de rendre heureuse sa destinée. Mais il n'y a pas de lois qui dispensent de l'effort quotidien; la liberté est un instrument admirable, sans force propre cependant et qui ne peut enfanter de chefs-d'œuvre qu'aux mains d'habiles ouvriers.

Si l'initiative privée peut se reprocher son indifférence, l'Etat despotique et centralisateur n'en est pas moins coupable. — Quelles sont pour la France, les solutions pratiques et nécessaires?

CHAPITRE PREMIER

Le travail de l'ouvrier.

§ 1^{er}

Le travail dont il est question ici est le travail en grand atelier, le travail des fabriques. — Chaque année marque la disparition des petits ateliers, les fabriques se multiplient sans cesse. Les productions artistiques s'accommodent aussi (l'industrie horlogère) du régime des fabriques. Aussi femmes et enfants ont été engagés dans l'industrie; on a travaillé jour et nuit et on a vu l'*excès de production* sur les marchés et l'*excès de travail* chez l'individu. Aujourd'hui, une statistique, renversant les chiffres donnés par le siècle précédent, montre qu'il y a en moyenne dix ouvriers pour un patron. L'Etat a-t-il le droit d'intervenir? Les économistes, les légistes, les philosophes prétendent que non. L'auteur estime que 1^o le droit de la puissance publique de réglementer le travail dérive du devoir qui lui incombe de faire respecter la loi morale et de garantir les droits individuels en réprimant les *abus*. Or, l'*abus* existe, quand il y a violation des droits de l'ouvrier. C'est donc une question de fait : quand l'initiative privée ne peut ou ne veut agir, l'Etat doit entrer en scène.

2^o Les actes extérieurs de l'homme seuls relèvent de la loi; comme conséquence, l'auteur ne parlera ni du travail à domicile, ni des petits métiers, ni du travail agricole. Mais qu'est-ce qu'une fabrique? La loi la plus explicite en cette matière est celle du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants et des femmes (voir cette loi).

Quant au *travail des femmes*, les législateurs ont

distingué entre la fille mineure et la femme majeure ; aujourd'hui un même esprit de protection inspire la presque unanimité des législateurs. Voici le caractère commun des lois européennes sur le travail des femmes.

Elles règlent la durée du travail quotidien (10 à 11 heures) ;

Elles interdisent le travail de nuit, du dimanche et des mines ;

Elles fixent une période de quatre à six semaines de repos après les *couches*.

Quant au travail de l'*homme* les législations comme les esprits sont divisés.

Les adversaires de la réglementation invoquent 1° le droit de l'ouvrier ; 2° le droit du patron ; 3° les difficultés d'application pratique ; 4° la nécessité qu'elle soit internationale.

Les partisans de leur côté invoquent 1° le droit de police de l'Etat ; ils soutiennent 2° qu'une journée plus *courte* est aussi productive — quand elle est bien employée — que les longues journées énervantes et fatigantes ; ils estiment 3° que les difficultés pratiques seraient évitées, si les autorités ou les Inspecteurs avaient la faculté de permettre des heures supplémentaires ; ils en appellent 4° à la législation internationale du travail. Voici sur ce dernier point comment la question est tranchée :

En Allemagne, la journée de travail des adultes n'est pas réglementée.

En Angleterre, en fait, la journée est de dix heures.

En Autriche, la journée maxima est de onze heures.

En France, la journée maxima est de douze heures.

En Suisse, elle est de onze heures.



Aux Etats-Unis, la journée est de huit heures pour les ouvriers des ateliers de la Confédération.

§ II

La journée de huit heures semble aujourd'hui une des principales revendications du prolétariat ; elle est réclamée solennellement le 1^{er} mai de chaque année. Par elle, le chômage diminuera, la capacité de travail augmentera, les salaires deviendront plus élevés et la capacité d'achat du peuple travailleur en sera plus forte.

De plus la vie de famille prendra un nouvel essor et l'ouvrier se vouera avec plus de sollicitude à l'éducation de ses enfants ; la santé, l'intelligence et la moralité du peuple s'élèveront. Il pourra consacrer plus de temps à l'activité syndicale et politique. Que faut-il donc penser de la journée de huit heures ?

1. On comprend la réduction de la journée à 11 heures, même à 10 heures, l'expérience paraissant avoir démontré que l'ouvrier, profitant d'une vigueur physique plus grande, fournira la même quantité de produits et conservera son salaire (les statistiques anglaises en ont donné la preuve). Les socialistes, au contraire, poursuivent un double but : la diminution de la production, le maintien du salaire. Mais il est certain que la journée de 8 heures entraînerait une réduction de salaire.

2. Comment concilier la journée de 8 heures, avec des industries à chômage régulier, et qui rachètent soit l'hiver, soit l'été, par une plus longue journée, l'inaction forcée pendant de longues saisons.

3. La productivité du travail dépend de l'outillage mécanique et des qualités professionnelles de l'ouvrier. La journée de 8 heures adoptée, les capitalistes puis-

sants recueilleront les bénéfices les plus forts dans le premier cas ; dans le second, les meilleurs ouvriers toucheront les salaires les plus élevés. Ce double résultat est absolument contraire aux théories socialistes.

Certains chefs d'usines obtiennent en 11 heures, même en 10 heures, la même quantité de travail qu'en 12 heures ; nulle part on ne signale le travail de 8 heures équivalant à celui de 12 heures.

4. Si on *comprimait* le travail à 8 heures, certains ouvriers ne chercheraient-ils pas, dans des emplois accessoires, un supplément de recettes ? En Suisse, les ouvriers, après la journée légale de 11 heures, entament souvent des heures supplémentaires, le soir.

5.

6. La journée de 8 heures rendrait le commerce difficile avec les pays rivaux.

Le *travail de nuit* a produit de grands désastres, et c'est ici le lieu de rappeler la pétition provoquée en 1890 par plusieurs manufactures de Tourcoing et de Roubaix (ruine de la santé, cause active de perversion morale, relâchement des liens de famille, concurrence déloyale, en raison de la livraison plus prompte des produits et de la diminution des frais généraux, superproduction énorme et, par suite, chômages périodiques).

§ III

Il importe que les lois nécessaires pour empêcher et réprimer les abus soient rigoureusement exécutées, et c'est le rôle des Inspecteurs des fabriques. L'institution est ancienne en France, elle remonte au xiii^e siècle. Colbert organisa un corps d'Inspecteurs. Aujourd'hui, on voit que l'Inspection a été confiée 1^o à des commissions locales ; 2^o aux fonctionnaires administratifs ;

3° aux agents de l'ordre judiciaire; 4° à des fonctionnaires spéciaux. Il y a lieu d'écarter d'abord les fonctionnaires administratifs, qui cumulaient divers services, et les agents de l'ordre judiciaire, trop étrangers aux choses de l'industrie. Deux systèmes opposés restent : les commissions locales à mandat gratuit, les Inspecteurs salariés.

L'expérience a donné tort aux premières. En Prusse, le système a donné des résultats dérisoires, et le gouvernement dut y renoncer. En France, trois périodes marquent leur existence : de 1847 à 1874; elles fonctionnèrent de façon à être condamnées à l'Assemblée nationale, et en 1874, lors de la loi du 19 mai sur le travail des enfants et des filles mineures. Comment demander à leurs membres de sévir contre des voisins, contre des confrères en industrie? Avec la loi de 1874, les commissions locales sont maintenues pour devenir commissions de surveillance et de contrôle, à côté des Inspecteurs du travail. Ainsi constituées, elles n'ont pas fonctionné ou très imparfaitement, ou bien elles ont entravé l'autorité de l'Inspecteur.

Avec la loi du 2 novembre 1892 s'ouvre une troisième période, la commission locale est remplacée par d'autres conseils ayant un rôle purement consultatif et tutélaire. Les Inspecteurs divisionnaires et départementaux, le Président et Vice-Président du Conseil des Prud'hommes en font partie de droit. Dans chaque département *des comités de patronage* sont institués pour la protection des apprentis et des enfants et le développement de leur instruction professionnelle.

Les Inspecteurs nommés en France en 1874 ont montré une grande mansuétude. Aujourd'hui le service comprend des Inspecteurs divisionnaires, des

Inspecteurs ou Inspectrices départementaux, nommés au concours. Ils prêtent serment de ne révéler aucun procédé de fabrication. Ils ont entrée dans les usines, chantiers, ateliers, publics ou privés, même dans les établissements ayant un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

Ils constatent les contraventions par des procès-verbaux, dont un exemplaire est envoyé au Préfet, l'autre au Parquet. On attend de ce système de bienfaisants résultats.

En résumé l'Etat doit réprimer uniquement les abus, en assurant le respect des droits de tous, et par application de ce principe social, que l'Etat doit intervenir lorsque l'initiative privée, individuelle et collective, est ou se déclare impuissante à agir, l'auteur termine le premier chapitre, en réclamant dans la grande industrie :

1° Quant au travail des enfants et des femmes l'application stricte de la loi du 2 novembre 1892 en tenant compte des modifications proposées par les inspecteurs du travail ;

2° Quant au travail de l'homme, la fixation de la journée à 11 heures comme pour la femme ;

3° Quant au travail du dimanche et au travail de nuit, l'interdiction légale sauf pour les industries limitativement déterminées et en réservant pour toute industrie les cas exceptionnels, où l'autorisation du travail serait obtenue du pouvoir municipal après avis des inspecteurs officiels.

CHAPITRE II.

Législation Internationale du Travail

§ 1^{er}

Le Socialisme déclare que la réglementation internationale est la conséquence fatale de l'état économique nouveau, le produit d'une évolution nécessaire. C'est cette thèse qu'il s'agit d'étudier au point de vue historique et économique.

Le 25 janvier 1841 Daniel Legrand adressait à plusieurs gouvernements européens *un appel respectueux* pour leur signaler les abus du travail des enfants, des femmes, du dimanche, de la durée trop longue du travail de l'adulte et leur demandait de conclure une entente cordiale pour les réprimer. Cet appel fut renouvelé en 1843, 55, 56, 57. En 1855 le gouvernement de Glaris soumet à l'Etat de Zurich le projet d'un accord intercantonal concernant le travail des fabriques Cette démarche est sans résultat, cependant à partir de 1870 l'idée se propage. Le 5 février 1873 Walowski le soumet à l'assemblée nationale, et le 18 mars suivant J. B. Dumas dépose une pétition de la Société de protection des apprentis ; en Allemagne Schonberg et A. Wagner défendent cette même idée, le Comte de Mun chez nous s'en fait le champion, M. Camélinat porte la question au Parlement le 7 décembre 1885. *L'association internationale des travailleurs* l'avait déjà étudiée et popularisée ; dès 1866, au Congrès de Genève, elle proclamait la nécessité d'une réglementation internationale et sous l'inspiration de Karl Marx, elle y revenait sans cesse et en 1889 au Congrès de la Haye, aussi bien qu'à Paris, à l'occasion de l'Exposition, elle demandait 1° la réglementation internationale du tra-

vail des enfants, des femmes, des adultes ; 2° l'interdiction du travail de nuit ; 3° la fixation d'un minimum international des salaires ; 4° la création d'inspecteurs internationaux.

En 1881, le Conseil fédéral Suisse soumettait aux Etats le projet d'une conférence internationale, l'invitation fut assez mal accueillie, il la renouvelle le 15 mars 1889, proposant une convention sur le travail dans les fabriques, dont les principaux points étaient les suivants : 1° Interdiction du travail du dimanche ; 2° Fixation du minimum d'âge pour l'admission des enfants ; 3° Fixation d'un maximum de la journée de travail pour les ouvriers ; 4° Interdiction d'occuper les jeunes gens et les femmes dans les exploitations nuisibles ; 5° Restriction du travail de nuit pour les jeunes gens et les femmes ; 6° Mode d'exécution des conventions qui pourront être conclues. L'acquiescement des Etats arrivait de tous côtés, quand en février 1890. l'Empereur d'Allemagne réclame la priorité pour une conférence qui s'ouvrirait à Berlin au mois de mars et demande à la Suisse qui y consent d'abandonner ses réunions. On se demanda alors quel serait le programme de cette nouvelle conférence et on reprit en le modifiant quelque peu celui de Berne, et il fut décidé que les délibérations porteraient sur : 1° Travail du dimanche ; 2° Travail des femmes et des enfants ; 3° Travail dans les mines ; 4° Dispositions exécutoires, et Sanctions. Il fut décidé encore que la conférence se bornerait à élaborer des règles à introduire dans les diverses législations européennes et à émettre des vœux. 14 Etats se rendirent à l'invitation du Gouvernement de Berlin. La conférence dura du 15 au 29 mars 1890, elle se partagea en trois sections. La première, la sec-

tion du Dimanche, président Mgr Kopp, prince évêque de Breslau, rapporteur Blumer, délégué de la Suisse ; la 2^e Travail des enfants et des femmes, président J. Simon, rapporteurs le baron de Roodenbeke, belge, et le D^r Kaufmann, suisse ; la 3^e les Mines, président Hauchecorne, allemand, Harzé, belge, rapporteur. Ellena, délégué Italien, fut chargé de traiter la question des dispositions exécutoires.

§ II.

Que décider au sujet du *travail de l'homme* ? Plusieurs législateurs ont refusé d'agir, ne voulant pas enlever à l'homme une partie de son salaire en diminuant son travail et sa liberté. Certains Etats peuvent prendre des mesures d'après les mœurs, les habitudes, la force physique de leurs nationaux, mais le législateur international n'a pas en face de lui un type uniforme. L'Anglais fournit en huit heures, une tâche bien supérieure à celle que donne en 12 heures l'Italien. Va-t-on priver le dernier d'une somme plus grande d'efforts ? Sous prétexte d'uniformité certains Etats seraient condamnés à une constante infériorité. Vouloir une loi Européenne s'appliquant à « l'homme en soi » c'est là une conception qui tient de la chimère. Un patron par exemple a coutume dans les mois de juin et juillet, d'offrir aux ouvriers de bonnes journées, commençant tôt, finissant tard, on gagne des salaires fructueux en été qui rachètent le chômage en hiver. Et l'on voudrait fermer, chaque jour pendant plusieurs heures, ces ateliers modèles ! Maîtres et ouvriers protesteraient. Aussi, la conférence de Berlin a-t-elle formellement écarté la discussion de cette question.

Quand au travail du *Dimanche*, la conférence se

borna à cette décision platonique : Il est désirable, sauf les exceptions et les délais nécessaires dans chaque pays 1° qu'un jour de repos soit assuré à tous les ouvriers de l'Industrie ; 2° que ce jour de repos soit fixé au dimanche.

Au sujet du *travail des enfants*, le droit de l'Etat n'était contesté par personne. La conférence fixa le minimum d'âge à 12 ans, sauf pour l'Italie, le Portugal et l'Espagne qui réclamèrent 10 ans, en outre l'enfant jusqu'à 18 ans ne doit pas travailler comme l'adulte. Mais sur ce point toute liberté était laissée à chaque gouvernement.

Quant au *travail des femmes*, la conférence par huit voix contre cinq et deux abstentions décida de mettre sur le même pied les filles et femmes de tout âge, leur interdire tout travail de nuit, la journée de travail de plus de 11 heures, et tout travail pendant 4 semaines qui suivent l'accouchement.

En ce qui concerne le *travail des mines*, la conférence a demandé que les femmes fussent exclues partout du travail souterrain, que des mesures rigoureuses fussent adoptées pour la sûreté et la salubrité et que des institutions de prévoyance fussent organisées dans tous les centres miniers.

Pendant sur tous ces points on a été forcé de reconnaître que, seules, les lois nationales pouvaient utilement régler les matières ; après de longues discussions, l'accord sur l'exécution s'est établi sur les bases suivantes :

A. L'exécution des mesures prises dans chaque Etat sera surveillée par un nombre suffisant de fonctionnaires indépendants des patrons aussi bien que des ouvriers.

B. Les rapports annuels de ces fonctionnaires seront communiqués aux divers gouvernements.

C. Il est désirable que les délibérations des Etats participants se renouvellent, afin de modifier, compléter les décisions déjà prises.

M. Béchaux estime que les questions du travail sont essentiellement *nationales*. Chaque Etat a sa vie économique nationale. La réglementation du travail s'appliquant à l'Européen suppose l'unité Européenne. Or si nous trouvons des Anglais, des Italiens, des Russes, nous ne voyons pas ce type spécial, l'Européen, susceptible et se soumettre à une législation unique. L'auteur affirme de plus qu'au point de vue économique le résultat de la conférence a été négatif. Si ses travaux ont montré les difficultés d'une législation internationale, ils fournissent à d'autres égards, de précieuses leçons et ont prouvé que les souffrances du monde du travail tiennent à des causes morales comme à des causes économiques. On a rappelé aux gouvernants comme aux gouvernés que le progrès matériel est lié à la fidèle observation des préceptes divins et que, sans le respect des lois éternelles du juste, il n'y a pour les peuples ni richesse durable, ni paix sociale, supposant cependant, qu'après une nouvelle conférence internationale, un accord intervienne pour faire respecter le repos du dimanche, quelle sera la sanction, faudra-t-il instituer des inspecteurs internationaux. Les fabriques françaises seront elles soumises à l'inspection des fonctionnaires de Berne ou Berlin ? Y aura-t-il un tribunal Européen ? Utopie, alors pas de Sanction, ou une sanction violente, triste expédient pour assurer la paix sociale.

Conclusion : 1° Une législation économique, identi-

que pour tous les ouvriers européens n'est pas actuellement possible.

2° En cas d'accord international, le refus d'un seul Etat de participer au traité le rendrait instable et précaire.

3° Si un accord intervenait entre tous les Etats sur un point déterminé (repos du Dimanche), la sanction du traité devrait être cherchée dans les règles du droit des gens et aboutirait en cas de violation persistante à des engagements, à des représailles : à la guerre.

CHAPITRE III.

Le salaire de l'ouvrier.

Les uns considèrent le salaire comme indigne de l'homme libre et l'assimilent à l'esclavage antique. La *Société de production, ou la Socialisation* des instruments de travail, voilà l'évolution prochaine.

Les autres proposent une réglementation officielle, leur idéal est la suppression de la liberté de la concurrence et de la liberté du travail.

D'autres enfin et ce sont les plus nombreux tiennent pour nécessaire et pratique la fixation officielle d'un minimum de salaire, nécessaire à l'existence d'une famille moyenne. La stabilité de la famille est liée à la stabilité du salaire, or, seul le minimum officiel peut l'établir.

§ 1^{er}

Les salaires sont soumis à de fréquentes variations dues soit aux *causes économiques* (offre et demande de travail), soit aux *causes morales* (esprit d'antagonisme et mécontentement de la vie); soit encore aux *causes*

politiques (les lois sur les grèves, syndicats professionnels). C'est ici que se voient l'optimisme et le pessimisme des hommes voués à l'étude des questions sociales. Il y en a qui se plaisent à prouver que les salaires ont augmenté de 70 à 80 %, alors que le prix de la vie ne s'est accru que de 40 à 50 %, d'autres prétendent que les salaires sont une cause de troubles permanent dans le monde industriel, la cause des coalitions et des grèves.

On peut estimer, d'après les meilleures enquêtes que, dans le budget de l'ouvrier, la nourriture représente une dépense de 61 %, le logement 15 %, les dépenses diverses 8 %, le vêtement 16 %. Le prix du pain a peu augmenté dans le Nord (c'est ce département qui est pris pour base d'appréciation) depuis 30 ans. La viande, le lait, le beurre ont doublé depuis 50 ans, l'épicerie a haussé de 75 %. Les logements sont devenus de plus en plus coûteux. Le prix des vêtements a sensiblement diminué. D'où cette conclusion; dans le Nord, les salaires ont haussé, le prix de la vie s'est notablement accru et il est certain que dans les villes industrielles, l'existence du travailleur est des plus dures, hérissée de constantes difficultés.

La vie de l'ouvrier, chef de ménage, comprend trois périodes : l'une va du mariage à l'époque où l'ainé des enfants travaille, soit 14 ans environ. La vie est dure, si les enfants sont nombreux, la femme doit fournir une augmentation de recettes. A la naissance du 4^e enfant, toujours dans le Nord, le salaire du père devient insuffisant. Sur 100 familles observées à Roubaix, 12 étaient dans ce cas. — De 14 à 20 ans, les enfants apportent leur part à la recette commune, à ce moment une partie des salaires pourrait être épargnée, c'est la

deuxième période. La troisième c'est celle où le chef de famille, âgé de 50 à 55 ans, voit ses salaires diminués, ses enfants quitter la maison. Trop souvent alors le vieil ouvrier demeure à la charge de l'assistance publique ou privée.

L'épargne changerait tout cela, mais l'ouvrier vit le plus souvent au jour le jour. En fait, la plupart des grèves concernent le salaire.

§ II.

Les Ecoles socialistes proposent comme solution pratique immédiate, l'établissement d'un minimum de salaire. Comment le fixer? D'après les uns, le principe posé, l'autorité administrative après enquête déterminerait par circonscription et catégorie d'industrie le minimum à payer.

D'après d'autres, la fixation d'un minimum pèserait sur la Commune à laquelle appartient l'industrie et dans le cas où le patron ne l'allouerait pas, la Commune et à son défaut l'Etat seraient tenus de parfaire l'écart.

La question demeure entière, il faut l'examiner méthodiquement.

1° Quand un ouvrier de fabrique reçoit comme prix de sa tâche 3 fr. à Lille, 5 fr. à Paris, c'est là le salaire nominal. L'ouvrier agricole, en dehors du salaire nominal reçoit un salaire en nature, la nourriture quotidienne; dans l'industrie, le budget de l'ouvrier est allégé par le logement à bon marché, le combustible fourni à un prix de faveur, les soins médicaux gratuits. L'administration va-t-elle s'enquérir de ces faits multiples et en tenir compte? Pure impossibilité.

L'expérience a démontré qu'il y a un rapport constant entre le prix du travail et le prix de la vie. Les salaires

sont plus élevés en ville parce que la vie y est plus chère, Si l'autorité fixe son minimum sur le taux des salaires, la vie de l'ouvrier ne s'améliorera pas, si elle veut réglementer le prix du travail et le prix des objets, nous voilà en pleine mer socialiste ;

2° Supposons le minimum de salaire établi avec soin, comment le maintenir ? Les salaires sont variables, la fixation d'un minimum contribuera à leur baisse constante. D'un autre côté, plus le minimum sera élevé dans une région, plus les ouvriers s'y porteront en foule et cette affluence de demandes fera baisser les salaires. L'Etat fermera-t-il ses frontières aux ouvriers étrangers ?

3° Supposons le minimum fixé et maintenu, quels en seront les *résultats* économiques : deux situations peuvent se présenter ; ou bien le minimum est à la charge des patrons, ce qui n'est guère juste, car on ne leur garantit pas un minimum de recettes et alors ils élèveront le prix de vente, et comme l'ouvrier producteur est consommateur, voilà le prix de la vie sensiblement élevé au détriment de ceux qu'on prétendait servir. — Ou bien le minimum est à la charge de l'Etat ou de la Commune, alors la collectivité compensera la différence entre le taux légal et la rétribution payée par le patron.

En fait, le patron, prévoyant l'allocation promise, paiera d'autant moins l'ouvrier. Tel fut, en Angleterre, l'*allowance system*, qui contribua à l'accroissement du paupérisme. Un tel régime en France augmenterait les impôts et le prix de la vie, et substituerait en outre à une population laborieuse une population paresseuse, comptant sur le minimum comme sur l'assistance officielle.

Les plus timides demandent la fixation d'un

minimum, lors des adjudications publiques. L'Etat étant maître chez lui, ferait des expériences utiles. Ce serait un dangereux exemple : si l'Etat, comme patron, veut agir dans le domaine du salaire, qu'il crée des institutions patronales.

Que décider d'un minimum international? Rapprocher ces deux termes c'est montrer combien est chimérique cette réforme si vantée par les disciples de K. Marx.

La certitude d'un minimum réprimerait l'énergie morale, diminuerait la production, principale cause de l'élévation des salaires. Le minimum des salaires, a-t-on dit, c'est le salaire familial assuré par la loi. Des orateurs ont affirmé l'obligation pour le chef d'entreprise d'assurer à l'ouvrier quel qu'il soit, un salaire proportionné à ses besoins et la fixation d'un minimum est pour eux la consécration de l'idée de justice en cette matière. L'auteur repousse cette fixation et, dans sa conviction, il affirme que le salaire *est juste* lorsqu'il répond au taux couramment adopté, car il résulte de causes économiques, morales, politiques sur lesquelles le patron n'a aucune action directe. On a bien à tort voulu voir un enseignement différent dans l'Encyclique *Rerum novarum* de Léon XIII.

§ III

Comment la fixité du salaire peut-elle être maintenue? Deux situations se dégagent nettement, ou bien vous bornez les rapports de maître à ouvrier au paiement du salaire en argent et vous demanderez l'intervention légale pour assurer sa fixité, ou bien vous voulez une organisation sociale du travail, et alors vous chercherez dans les institutions profes-

sionnelles les suppléments de rétribution (denrées, logement, chauffage, subventions aux blessés, aux malades, aux vieillards) qui viendront compléter le salaire et assurer pacifiquement la satisfaction des besoins de l'ouvrier. Aujourd'hui, dans plusieurs centres manufacturiers, les chefs d'ateliers organisent en commun des institutions qui s'adressent à tout un groupe d'établissements, c'est l'association professionnelle. Ces faits encourageants, tiennent une place exceptionnellement grande en France et attestent les qualités sociales de notre race.

Mais alors pourquoi, objectera-t-on, les grèves répétées à Amiens, à Carmaux, etc. ? Dans ces soulèvements le salaire n'était souvent qu'un prétexte. Tel fut le cas à Amiens, en 1893. « Il y avait là une usine modèle « (Cosserat) qui avait réalisé tout un ensemble de systèmes économiques... La grève éclate, les ouvriers « qui administraient cependant les institutions créées « pour eux, en réclament la suppression; le patron « demande que les intéressés fassent connaître par « bulletin secret leur sentiment sur ce point. Le vote a « lieu. 552 voix se prononcent pour la suppression des « institutions économiques; 76 voix en réclament le « maintien. Les institutions furent donc supprimées. » (Hubert-Vasseroux. — Les Grèves d'Amiens.)

L'ouvrier est essentiellement dépendant du milieu où il vit : il en incarne les idées et les mœurs. Or, le milieu actuel est caractérisé par le *Syndicat* qui a la prétention de représenter tous les travailleurs; les chefs sont les inspireurs de chaque résolution.

La solution des questions que soulèvent les grèves en France, dépend 1° de la loi civile qui doit régir le

contrat de salaire ; 2° de la *coutume* qui agit sur le taux des salaires.

1° Le code de 1804 est absolument défectueux ; quelques articles seulement. La situation de l'ouvrier n'a pas été prévue, de là mille difficultés. Ce qu'il faut réclamer, c'est le *droit commun* de l'ouvrier, la réglementation du louage des services. Ce chapitre comprendrait trois parties : 1° la formation du contrat, 2° l'exécution du contrat, 3° son extinction. Dans la première, on définirait le contrat du salaire, en le distinguant du mandat en indiquant les moyens de preuve. Dans la deuxième, les droits et obligations du patron et de l'ouvrier seraient respectivement établis, les questions de paiement et la conduite du travail seraient réglées. Dans la troisième partie, on traiterait de la fin du contrat, de la force majeure, des congés, des indemnités. Par ce moyen l'intervention des socialistes d'Etat serait empêchée, le droit commun de l'ouvrier serait créé ;

2° Mais en dehors de la loi écrite, il y a lieu de tenir compte de la coutume qui embrasse les *pratiques* et les *institutions*, qui règle harmonieusement les rapports sociaux et procède de deux forces, le patronage et l'association. Sous le patronage est compris l'ensemble des pratiques tenant groupés dans le bien-être et la paix les ouvriers d'un même patron. On s'était flatté jadis que l'isolement du maître et l'indépendance de l'ouvrier assureraient la paix, mais ces engagements momentanés, l'absence de toute relation entre ceux qui coopèrent aux mêmes travaux, ont produit la discorde, la souffrance, et surtout une perte considérable de richesse. Le patronage répond à une double catégorie de besoins : besoins moraux, besoins matériels de

l'ouvrier. Ici, il faut bien observer que la tâche fournie et la qualité des produits composent, autant que possible, la contribution pécuniaire des patrons. Le patronage encore procède d'une pensée unique : l'accomplissement du devoir du fort envers le faible. Alors l'ouvrier de nomade qu'il était deviendra sédentaire, le salaire en argent n'est plus son unique préoccupation, et il aimera ces coutumes sociales qui lui assurent l'indépendance et la vie.

C'est cette dignité de vie que combattent ça et là les meneurs socialistes et il est à désirer qu'une propagande active et loyale contribue à cette éducation sociale si nécessaire dans nos milieux industriels.

Conclusions. — Les difficultés ne peuvent être résolues par la fixation officielle d'un minimum de salaire. — La fixité du salaire peut être obtenue grâce aux coutumes sociales qui assurent la permanence des engagements, l'Etat n'intervenant que pour assurer leur liberté. — L'action de la loi peut s'exercer non sur le taux nominal, mais sur la valeur réelle des salaires, ceux-ci sont d'autant plus avantageux que le prix de la vie diminue davantage, donc à l'Etat de diminuer les impôts qui grèvent la consommation nationale. — La loi civile de 1804 doit être révisée et mise en harmonie avec les transformations de l'Industrie.

CHAPITRE VI.

L'épargne de l'Ouvrier

La multiplication des industries, la circulation grandissante de la monnaie métallique et fiduciaire, l'abondance du capital argent chez les uns, le besoin de ce

même capital chez les autres, ont nécessité au XIX^e siècle des intermédiaires de tout ordre, notamment les institutions d'épargne et de crédit.

§ 1^{er}

Aujourd'hui nous avons un peu partout des caisses d'épargne privées, des caisses municipales, et enfin la caisse nationale ou postale (1881). L'épargne ainsi recueillie, a atteint à un certain moment 3 milliards 600 millions versés à la caisse des dépôts et consignations. Or comme il est de l'essence d'une institution d'épargne, que le déposant puisse à son gré, retirer son avoir, on devine la périlleuse situation du Gouvernement, le jour où des millions de créanciers réclameraient leur remboursement.

Ce péril est loin d'être imaginaire, on l'a vu en 1848 et 1870. En Suisse, en Italie, en Allemagne, au contraire les caisses d'épargne sont des institutions libres ; à l'uniformité de placement ces nations ont préféré la diversité des emplois. Elles ont fait valoir leurs fonds en prêts hypothécaires, obligations, titres industriels et commerciaux, constructions de maisons. Mais, dira-t-on, nos caisses servent du moins un intérêt élevé, il est facile de répondre que les caisses étrangères à l'administration libre, atteignent le même but et sont à l'abri d'un acte législatif, pouvant du jour au lendemain, réduire le taux de la rémunération. En effet, il se produit chez nous, ce résultat bizarre ; que plus on épargne, plus il est acheté de rentes ; plus on achète de rentes, plus le prix est élevé ; plus le prix d'achat est élevé, plus le revenu diminue. Et les travailleurs économes contribuent par leurs épargnes succes-

sives à la diminution progressive de l'intérêt qui leur est servi : C'est peu encourageant... Certains proposent de fixer le maximum de dépôt à 1,000 fr. au lieu de 2,000 fr. d'autres de diminuer le taux de l'intérêt à mesure que les placements s'élèvent. Vains expédients. Pourquoi ne pas imiter nos voisins et renoncer à une routine dangereuse ?

Les caisses étrangères jouissent d'une autre prospérité que les nôtres, elles gardent dans la région l'argent qu'elles y ont drainé, elles sont les centres naturels de l'activité économique et populaire.

§ II.

Une active campagne a été entreprise contre nos caisses. Celle des Bouches du Rhône a obtenu des décrets spéciaux qui lui ont permis de disposer d'une partie de sa propre fortune. Elle a bâti des maisons d'ouvriers, consenti des prêts hypothécaires, favorisé l'épargne pour le paiement des loyers, elle est la promotrice et l'actionnaire de la Société des habitations salubres et à bon marché de Marseille, de la Société coopérative d'épargne et de construction, elle a mis à la disposition de sa clientèle des timbres épargne de 0 fr. 10 c.

Le 14 décembre 1889, une proposition de loi sur la réforme des Caisses fut déposée à la Chambre. Le 20 mars 1890, le Gouvernement dépose à son tour un projet de loi timide et incomplet, bien loin de l'organisation des caisses allemandes, italiennes, suisses. Il semblerait qu'on a peur de la constitution des Caisses autonomes.

L'auteur demande une réforme facile et que nos

caisses pourraient ou mettre immédiatement en pratique, ou différer, ou refuser, la voici :

1° Le libre emploi des fonds doit être facultatif ;

2° Le libre emploi doit être total pour le patrimoine propre des caisses, mais limité pour le dépôt au quart des sommes reçues au 31 décembre de l'année précédente ;

3° La loi détermine les modes d'emploi de l'épargne, afin d'assurer la solidité et la productivité des placements et le retrait facile des dépôts.

Avec un tel régime, elles deviendraient des organes de décentralisation économique, soutiendraient les institutions de crédit populaire et notamment de crédit agricole dont on parle sans cesse.

§ III.

Il est un autre champ d'action économique, ce sont les Sociétés Anonymes. A elles seules appartiennent les grandes exploitations, elles seules divisent les risques à l'infini : compagnies de mines et de chemins de fer. Mais qui n'a vu les annonces de cette société anonyme dont le siège social est à Paris et le champ d'action au delà des mers, rizières du Tonkin, ardoisières de Madagascar, mines du Pérou, etc. La loi exigeant seulement le versement du quart du capital, on a vu maintes fois ce quart avancé par une banque amie ou fourni en titres plus ou moins dépréciés. Les fondateurs débudent, la caisse vide, le cœur plein d'espoir, et pour faire partager ces espérances au public crédule, on demande à des noms illustres ou honorablement connus d'orner la liste des membres du conseil d'administration. A lancer l'affaire, la presse financière et politi-

que est généreusement conviée. Une grande banque accepte de lancer l'émission. Elle offre à 500 fr. des actions payées à un prix de faveur. Que lui importe le résultat ? Les titres sont placés, la société anonyme procède alors à un emprunt garanti par le capital initial. Un moment vient où l'argent manque, la baisse s'accuse, les cours s'effondrent. Poursuivre les actionnaires, les actions sont au porteur avant d'être libérées, poursuivre les administrateurs, ils allèguent leur bonne foi et rejettent sur les lanceurs toute la responsabilité, poursuivre ceux-là, ils prennent la fuite ou jouissent d'une impunité qu'expliquent la faiblesse des Parquets, les hésitations et la résignation des victimes. Il n'en est pas moins vrai que le législateur doit être tenu pour responsable de cet odieux pillage des richesses privées. D'autres Etats nous ont précédé dans une voie de réforme et l'expérience a prouvé que, seules, les affaires véreuses ont été entravées. Si les spéculateurs cosmopolites se donnent rendez-vous sur notre marché, n'est-ce pas parce que notre loi autorise, sous prétexte de liberté financière, les plus criants abus ?

Une autre cause explique en France, la place exceptionnelle réservée aux affaires d'argent, c'est notre éducation économique défectueuse. Nous allons jeter nos capitaux en des pays lointains ; une presse soutenue par la haute finance, mène une active publicité en faveur des pays neufs. Cependant l'agriculture manque de capitaux, l'Algérie, la Tunisie, les plus belles colonies du monde sont à nos portes, le Tonkin et l'Annam sont à nous. Mais non, les fils de famille se répètent à l'envi : l'Algérie est un pays trop chaud, le Tonkin est trop loin.

Il est un autre champ d'exploitation cher aux financiers de toute ordre, c'est la Bourse. Les valeurs mobilières financières françaises sont estimées à 80 milliards et les valeurs étrangères appartenant à des Français à 20 milliards. Ces titres sont-ils en sûreté ? Ils subissent des hausses et des baisses continuelles. Le bon public est infailliblement victime.

Conclusion : L'épargne française doit être encouragée au moyen de caisses d'épargne décentralisées, et protégée, contre les manœuvres illicites des Sociétés Anonymes et des gens de Bourse.

CHAPITRE V

Le Crédit de l'Ouvrier.

On a parfois soutenu cette thèse décourageante : à l'ouvrier point de crédit. Comment emprunterait-il puisqu'il ne présente ni garantie réelle, ni garantie personnelle ? le moindre accident, le chômage, la maladie, rendrait précaire tout engagement de sa part. Une caution ouvrière ne sera pas moins illusoire. Cependant il a besoin de crédit et les bases de ce crédit existent.

L'étude des budgets ouvriers permet de distinguer les familles stables, moyennes, désorganisées. Les premières ont normalement un actif supérieur au passif ; elles épargnent. Les secondes arrivent avec peine à équilibrer leur budget, pour elles le crédit au travail est une nécessité. Les troisièmes n'équilibrent leur budget qu'avec l'aide de la charité privée ou de l'assistance officielle. Le seul crédit qu'elles réclament, c'est le crédit à la consommation.

§ 1^{er}

L'idée de centraliser le crédit populaire dans une banque d'Etat n'est pas nouvelle. Proudhon le premier, a demandé à l'Etat la gratuité du crédit. Aujourd'hui ce projet est repris par des hommes qui veulent affranchir le travail en lui assurant gratuitement le capital. Plusieurs publicistes, M. Victor Delahaye, entre autres, délégués, à Berlin en 1890 ont demandé la gratuité du crédit pour permettre à l'ouvrier l'acquisition de son outillage. Dans cette nouvelle distribution du crédit, deux parties sont en cause : 1^o l'Etat ; 2^o les sociétés coopératives.

L'Etat : On lui demande une banque centrale, obligée de connaître par ses fonctionnaires les milliers de petits emprunteurs qui s'adresseront à la caisse nationale. Il est à craindre que le crédit repose sur des garanties plus politiques que pécuniaires. L'Etat se procurerait des capitaux par des émissions d'obligations, dit-on. Il devra donc emprunter à son tour et payer des intérêts. Il faudra alors qu'il ait recours à un emprunt forcé, mais ces emprunts sous le Directoire et la Convention n'ont donné que des sommes peu considérables, l'Etat reculant devant la saisie à l'égard des prêteurs récalcitrants. Il paraît alors difficile que la caisse nationale de crédit populaire ne soit pas alimentée par l'impôt. C'est le terme de toutes les propositions socialistes, prendre d'une main ce qu'on veut accorder de l'autre.

Les associations coopératives. -- Le projet a en vue les sociétés de production, de consommation et de crédit, contractant des emprunts à long terme pour permettre à leurs membres de se procurer l'outillage

nécessaire. Mais ce crédit là, ce serait du crédit assuré sans effort ni mérite et sur quoi pourrait-on gager ?

Le projet dit enfin que la banque devra prêter aux travailleurs associés en *quantité ou en quotité* suffisantes pour leur permettre de se procurer des moyens de production et d'outillage perfectionnés. M. Delahaye a estimé en moyenne à 12,000 francs l'outillage de chaque travailleur. Il y en a 6 millions, le crédit populaire devrait porter sur 72 milliards !

L'auteur considère donc la gratuité du crédit comme une conception fausse et irréalisable. En cette matière, il s'agit de justice et non de philanthropie et d'assistance. Le jour où le travail accumulé ne serait plus productif d'intérêts, on se refuserait à capitaliser, à épargner, car ces deux mots sont synonymes.

Les partisans de la gratuité de crédit insistent sur la pratique de l'usure, qui, si souvent, accompagne le prêt à intérêts. Pour leur répondre, il y aurait lieu simplement de provoquer la répression civile et pénale de l'usure.

§ II

Si nous ne voulons pas d'une banque d'Etat, si nous devons reconnaître que l'ouvrier, pris isolément, ne peut avoir de crédit. il nous reste à trouver entre l'individu et l'Etat, un organisme qui recevra les capitaux disponibles et les prêtera à ceux qui en ont besoin. C'est l'association, le groupement, l'union pour le crédit. 1^{er} type. — Association coopérative de crédit, banque Schulze-Delitzsch essayée en 1850 à Delitzsch entre Magdebourg et Leipzig. Le magistrat qui la fonda, sougea au groupement des travailleurs aboutissant à développer l'énergie et la responsabilité. Il proclama

d'abord que dans toute association de crédit, chacun serait responsable, sur ses biens personnels, des affaires de la Communauté. Un pour tous, tous pour un, la fameuse devise était remise en honneur par les mutualistes allemands. Voici les traits caractéristiques de la banque populaire en Allemagne.

1° Elle a pour objet de réunir dans une circonscription assez restreinte des personnes laborieuses et honnêtes, agréées par un comité d'admission. Avec des droits d'entrée et des cotisations périodiques, un fonds de roulement est constitué, sur lequel des prêts à intérêts peuvent être faits aux associés jusqu'à concurrence du double de leur mise. Les prêts sont pour trois mois au plus.

2° Grâce à la solidarité la plus absolue, la société emprunte les capitaux nécessaires et elle les fait valoir en des opérations de banque déterminées par les statuts.

3° Caisse d'épargne en même temps, elle répartit les bénéfices annuels, en proportion des rapports et sous déduction de la part faite au fonds de réserve.

Le succès de ces sociétés a été considérable. En 1859, 153 banques comptaient 18,676 associés ; en 1888, 2160 groupant 461,530 associés, en 1892, 4791 banques groupant 512,509 associés, ayant prêté à leurs membres, près de deux milliards, avec une réserve de 39 millions et un bénéfice net de 11 millions. Une banque centrale relie entre elles les banques Schultz. Chose à signaler, l'Etat n'a pas songé à s'emparer de ces groupements.

En Italie, même succès dû aux efforts de MM. Luzati et Vigano.

Il existe près de 1,090 banques populaires.

2^{me} Type. — Caisses de Crédit rural. Le crédit n'est

pas moins nécessaire au paysan qu'au citadin, or les établissements de crédit sont éloignés et peu confiants ; les petites affaires les intéressent peu, les habitudes du travail agricole ne s'accoutument pas de la fixité et de la rapidité des échéances. Cependant la petite propriété développe chez le paysan les plus hautes qualités d'énergie et d'épargne ; elle fait donner au sol son maximum de production, elle maintient dans le pays, une race d'hommes laborieux et indépendants. C'est encore en Allemagne que les premiers groupements du crédit agricole sont nés. Un ancien officier d'artillerie avait constaté souvent les abus de l'usure et en 1854 à Heddesdorf-Neuwied, il fonda la première association agricole de crédit, en alliant deux grandes forces sociales ; le patronage du grand propriétaire et l'association.

Les associations de crédit agricole créées sous son inspiration, furent des caisses d'épargne et des banques d'avances, dont les caractères étaient les suivants :

1° L'association est établie pour un territoire restreint, ses membres se connaissent, offrent toute garantie.

2° La solidarité est le fondement de l'association, avec elle, elle emprunte immédiatement les capitaux nécessaires.

3° Elle reçoit les épargnes des sociétaires et leur alloue un intérêt.

4° Elle prête à intérêts à long terme (5 ou 10 ans) se réservant d'exiger le remboursement moyennant un pré-avis de 30 jours.

5° Les bénéfices sont capitalisés et constituent une réserve intangible,

Les banques Schulz et les caisses Raffaisen se différencient en trois points : 1° Les banques constituent un

fonds social, alimenté par les droits d'entrée et les cotisations mensuelles, les caisses n'ont ni droit d'entrée, ni cotisations ; 2° les premières prêtent à court terme, les secondes à longue échéance ; 3° les banques ont en vue les opérations financières, et les bénéfices annuels que les associés se partagent, les caisses ne distribuent pas de dividendes et sont des œuvres de la protection mutuelle contre l'usure et l'abus du crédit.

En Italie on compte 150 caisses rurales.

En Alsace et en Lorraine, le paysan était la proie de l'israélite allemand et l'usure y devint telle que Louis XVI, le 10 juillet 1784, Napoléon le 30 mars 1806, durent prendre contre les Juifs de sévères mesures. C'est pour échapper à l'usure que les caisses Raffaisen ont été établies en Alsace.

§ III.

Pourquoi les institutions de crédit populaire ayant donné en Europe d'excellents résultats, ont-elles si peu réussi en France ?

1° Quand aux banques populaires, leur insuccès est dû d'abord à notre mauvaise éducation sociale qui nous fait préférer pour nos placements d'épargne, la caisse unique de l'Etat ou les fonds étrangers ; ensuite parce que les banques populaires ont accepté dans leur clientèle tous les ouvriers indistinctement ; enfin parce que ces établissements dirigés souvent par des hommes peu expérimentés ont mêlé la philanthropie aux opérations financières. Cependant quelques-unes ont réussi, à Angers, Bourges, Marseille, Menton, Montceau-les-Mines, Nice et trois établissements de Paris.

Ceux qui ont quelque expérience des sociétés coopératives de crédit recommandent la fondation de ces

associations, par des travailleurs qui se connaissent et voudraient une solidarité complète entre tous les associés ; mais, jusqu'ici, chez nous, les coopérateurs se prononcent pour une responsabilité limitée aux actions. Il faudrait de plus que les associés se recrutassent dans des métiers différents pour que l'équilibre s'établisse entre les besoins de chacun et le concours demandé à la banque, il faudrait enfin que les gérants fussent habiles, loyaux et occupés strictement aux opérations de Crédit au Travail ;

2° L'esprit d'association et l'initiative des autorités sociales ont manqué aux caisses rurales. On a compté plus sur l'Etat que sur soi. La loi du 21 mars 1884 a heureusement ramené l'attention vers les associations de crédit. Deux projets sur le crédit agricole sont étudiés au Parlement. La caisse de crédit rural devrait être fondée de la façon suivante.

1° Société en nom collectif, à capital variable et à solidarité illimitée de ses membres ;

2° Elle se fonde sans capital initial et les associés ne sont tenus à aucun versement. Alimentée par des dépôts, elle empruntera, s'il y a lieu, sous la garantie solidaire de ses membres :

3° Aucun dividende ne sera distribué, aucun traitement alloué à ses administrateurs, sauf au gérant ;

4° Elle consent des dépôts à long terme à tout membre qui fournit une caution.

L'expérience qui a si bien réussi en Allemagne et en Italie, où malgré la guerre et les crises économiques, pas un seul sinistre n'a été signalé, doit être tentée en France.

On évalue à 60 environ les caisses rurales françaises. La première fut établie en 1885 dans le Jura sous le

nom de « Crédit mutuel de l'arrondissement de Poligny ». Ces établissements ont constitué entre eux l'Union des caisses rurales et ouvrières à responsabilité illimitée.

Quand les théoriques projets des Proudhon, des Lassalle et des socialistes actuels sont mis en regard de l'œuvre féconde des Schulze, des Raffaisen et de leurs successeurs, il est trop facile de voir où sont les vrais réformateurs, et combien aux centralisations si vantées, sont préférables les groupements autonomes, les associations libres et la décentralisation sociale.

Conclusion : En France, le crédit populaire doit être organisé sur la base de l'association libre et sous une forme différente, suivant qu'il s'agit de crédit urbain ou de crédit rural. Pour le premier, il faut adopter la forme de la société anonyme coopérative à capital variable, à responsabilité limitée ; pour le second, la société en nom collectif à capital variable et à responsabilité illimitée.

C'est à cet endroit que je crois intéressant de signaler un fait économique très considérable, qui vient d'être en Angleterre l'objet d'une loi récente, il ne s'agit de rien moins que de la nationalisation de la propriété privée en Angleterre par la voie de l'expropriation. Cette mesure, il y a quelques années encore, ignorée chez nos voisins, qui avait été une première fois obtenue du Parlement par la généreuse Miss Burdett-Coutts pour assainir un quartier insalubre, va désormais être générale. — M. Béchaux l'a ignorée parcequ'elle a été concomitante à la publication de son œuvre. La voici :

L'immobilisation de la propriété foncière en un petit nombre de mains ayant donné lieu depuis quelques années à toute une série de revendications, en 1887, le ministère bien que conservateur prit la tête du

mouvement pour le diriger et fit voter une loi permettant aux directeurs des Unions de paroisses d'acquérir, même par voie d'expropriation prononcée par le Parlement, des terres pour les louer par petits lots n'excédant pas un *acre* (environ 40 ares) aux ouvriers agricoles.

L'acte de 1887 produisit peu d'effet; d'une part la procédure qu'il avait organisée était longue et coûteuse, d'autre part les autorités chargées d'en provoquer l'application avaient une origine assez peu démocratique. Elles étaient nommées suivant un mode d'élection accordant aux électeurs un nombre de voix proportionné au montant de leur cote d'imposition (1).

La loi de 1894 portant création de conseils de paroisse pour l'élection desquels le vote plural est supprimé (2) a accordé à ces conseils le droit de pourvoir aux lotissements; de plus cette loi a décidé que l'expropriation serait désormais prononcée par le pouvoir exécutif, que l'indemnité ne devrait jamais dépasser la valeur marchande de la terre, et que au cas où la paroisse n'aurait pas les ressources nécessaires pour acquérir la terre, elle pourrait forcer les propriétaires à lui en louer une quantité suffisante pour constituer les lotissements dont la superficie peut alors atteindre cinq acres.

On voit que l'acte de 1894 a un caractère non seulement de grand libéralisme politique, mais aussi de socialisme très prononcé, puisqu'il consacre le principe de la nationalisation des propriétés privées et rend pratique cette mesure.

(1) Sans toutefois que le nombre pût dépasser six.

(2) Et où les femmes sont électrices et éligibles.

CHAPITRE VI

Les accidents du travail de l'ouvrier.

La grande industrie est un champ de bataille où les victimes sont nombreuses. Au premier congrès de Paris, en 1889, le président Linder, Inspecteur général des Mines, disait que le moyen de régler les responsabilités encourues en cas d'accident, de manière à ne léser aucun intérêt, avait été jusqu'ici vainement cherché. Le congrès n'aboutit qu'à une seule conclusion et décida à l'unanimité qu'un comité permanent lui survivrait avec mission 1° de servir de lien entre les personnes qui s'intéressent à la matière des accidents ; 2° de réunir toutes les informations se rapportant à ce sujet et de les publier ; 3° de s'efforcer de trouver les bases d'une statistique internationale des accidents ; 4° de préparer la tenue et le programme d'un prochain congrès. Ce congrès a eu lieu à Berne, du 21 au 26 septembre 1891.

§ 1^{er}

La question des accidents du travail est plus vaste qu'on ne le pense généralement, mais la statistique en facilite les solutions. Elle dira, par exemple, que sur 10,000 ouvriers, on a relevé 100 accidents et que 50 ont occasionné la mort, 25 une incapacité permanente de travail, 25 une incapacité temporaire.

Dans la grande industrie, trois éléments sont à considérer, les accidents, leurs causes, leurs conséquences. Le tableau des accidents est fourni par la statistique générale. Elle enregistre le nombre des travailleurs

annuels de telle industrie et en même temps le nombre des victimes, elle détermine pour 1,000 ouvriers ou pour 1,000 journées de travail, la somme totale des accidents dans les mines, carrières, industries chimiques, filatures, brasseries, constructions, chemins de fer, tramways. Seules l'Allemagne et l'Autriche, où l'assurance obligatoire relève de la bureaucratie, fournissent des renseignements bien complets.

En France, l'administration des mines a publié d'utiles documents sur les accidents individuels multiples. On a relevé notamment, en 1891, 1,152 accidents de mines et carrières, correspondant à 1,320 victimes, 94 0/0 sont individuels, 6 0/0 collectifs.

Quant aux causes, il faut distinguer les causes matérielles, les causes morales (faute du patron, de l'ouvrier, ou cas fortuit). Il faut envisager les conséquences. L'ouvrier est blessé, que deviendra sa famille? S'il meurt, quel est l'avenir réservé à ses enfants? Quels moyens faut-il prendre?

§ II

Un courant puissant entraîne aujourd'hui les peuples vers l'assurance obligatoire, qui repose sur un organisme qui a un triple objet : 1° recueillir l'épargne des individus sous forme de primes ; 2° constituer, moyennant ces primes, une caisse commune ; 3° indemniser la victime d'après les règlements.

Les assurances furent d'abord le lot de la population riche, mais, bientôt, de généreux patrons et plusieurs Compagnies manufacturières songeant à leur personnel salarié, voulurent tenter l'essai d'une institution dont le succès semblait certain. Des milliers d'ouvriers ont

obtenu ainsi la sécurité de l'existence. Alors l'idée hanta quelques esprits d'assurer tous les travailleurs de la grande, de la petite industrie, et de l'industrie agricole dont le salaire n'attendrait pas tel chiffre déterminé. On marchait ainsi vers l'assurance universelle. Les socialistes déclarèrent unanimement que l'assurance serait obligatoire ou qu'elle ne serait pas et que l'Etat seul était capable de l'organiser. Si l'Etat, disent-ils, assure contre les accidents et la maladie, c'est l'épreuve domestique sensiblement atténuée ; s'il assure contre la vieillesse, c'est une retraite certaine ; s'il assure en cas de décès, c'est un patrimoine familial constitué. Ne semble-t-il pas que l'âge d'or pourrait devenir l'heureuse réalité du xx^e siècle ?

Le Parlement allemand, il y a dix ans, se prononça énergiquement pour l'assurance officielle obligatoire. Il se décida sur un premier motif traditionnel, historique, la seconde considération était que les socialistes d'Etat choisirent, comme terrain d'action, l'assurance obligatoire. L'assurance, disaient-ils, est une mutualité, l'assureur n'est qu'un intermédiaire. Or, l'Etat étant le lien naturel entre les citoyens ne cherchera pas exclusivement les bénéfices, et, grâce aux rouages administratifs, il pourra diminuer les frais de gestion. Enfin la troisième raison était, que les hommes pratiques présentèrent des calculs optimistes sur le futur résultat des assurances. En dix ans, de 1883 à 1889, il édifia le puissant organisme dont s'enorgueillissent nos voisins. La triple organisation de l'assurance contre la maladie, les accidents, l'invalidité et la vieillesse est proposée comme modèle aux Etats modernes. La loi du 6 juillet 1884 a organisé l'assurance obligatoire contre les accidents et ne s'applique qu'aux ouvriers de la

grande industrie. Les patrons seuls paient les cotisations et ce sont les syndicats de patrons qui versent l'indemnité, mais à partir de la quatorzième semaine seulement, car pendant les treize premières semaines qui suivent l'accident, tous les frais sont payés par les caisses des malades. L'ouvrier, victime de l'accident, reçoit les $\frac{2}{3}$ de son salaire, en cas d'incapacité complète, et une indemnité relative, s'il est frappé d'une incapacité partielle. L'indemnité est payée, qu'il y ait faute ou non, seule, la préméditation enlève tout droit au secours.

Les délégués allemands, au congrès de Berne, ont signalé avec satisfaction le mouvement qui se dessinait en France en faveur de l'assurance obligatoire. Dès le premier jour, ils ont tenu à déclarer qu'elle devrait être, en chaque pays, imposée par la loi ou qu'elle ne serait pas.

Sur un autre point, le congrès de Berne s'est demandé si l'assurance devait être organisée par l'Etat, ou laissée à la libre initiative des particuliers et des associations. Les orateurs allemands ont cherché à prouver que l'Etat seul peut utilement et pratiquement prendre en main la défense des travailleurs.

Les représentants des pays latins, et anglo-saxons, MM. Cheysson et Albert Gigot notamment, ont fait remarquer qu'il était préférable de laisser chaque peuple s'organiser selon ses idées et ses mœurs. En France, il importe de ne pas détruire les organismes existants et d'en provoquer de nouveaux appropriés aux intérêts des ouvriers; après avoir entendu plus de trente orateurs, le congrès de Berne a consacré le principe de l'assurance, mais laissé à chaque pays le soin d'organiser les assurances, selon ses institutions.

Les délégués de la Suisse se sont ralliés aux résolutions suivantes :

(a) En ce qui concerne les mesures préventives, combiner l'action des initiatives individuelles avec celles des associations et de l'Etat.

(b) En ce qui concerne la réparation des conséquences, en faire l'objet d'assurances organisées par chaque pays suivant le système qui s'adapte le mieux à ses conditions particulières.

(c) En organisant ces assurances, il paraît avantageux d'en détacher les accidents légers, pour les rattacher à la même organisation que celle qui se rapporte aux maladies en général.

(d) Les pays qui voudraient assurer contre l'invalidité et la vieillesse devraient combiner le réseau de cette assurance avec celui contre les accidents graves et les maladies professionnelles.

§ III

L'auteur est convaincu que la question des accidents du travail peut être efficacement résolue par le droit privé et qu'on se trompe, en France, en l'engageant sur le terrain du droit public national, dans la voie tracée par l'Allemagne. La loi impériale allemande sur l'assurance obligatoire présente, au point de vue de la responsabilité de l'ouvrier, de très graves lacunes. On sait que l'indemnité est payée à l'ouvrier, qu'il y ait faute ou non de sa part. Or, les corporations industrielles demandent qu'on revienne aux vrais principes juridiques.

Quand un accident s'est produit, quel est le meilleur mode de réparation ? Il est certain que le Code civil

français et la plupart des lois civiles étrangères ne sont plus en harmonie avec les besoins nouveaux des ouvriers. Trois solutions se présentent journellement : l'accident est imputable au patron, à l'ouvrier, à la force majeure. Le code ne prévoit que la première hypothèse : l'ouvrier doit prouver la responsabilité du patron. Mais que cette preuve est difficile ! soixante-quinze fois sur cent, elle ne peut être fournie pour les fabriques, 90 0/0 pour les mines, donc l'ouvrier est insuffisamment protégé.

La grande industrie a créé un état de choses nouveau avec des risques nouveaux, aussi, nous demandons que la loi mette le cas de force majeure, ou risque industriel à la charge du propriétaire de l'industrie. Tel est le système proposé au congrès de Paris, par M. Dejace, de Liège ; ses conclusions étaient :

1° Le droit commun est insuffisant pour garantir aux victimes des accidents une réparation efficace ;

2° Cette insuffisance provient de ce que la victime supporte seule les suites des cas fortuits, de force majeure, des cas douteux, et de ses propres fautes, fussent-elles des plus légères ;

3° Il est équitable de reconnaître à l'ouvrier, dans certains travaux industriels notoirement dangereux, le droit à la réparation du risque professionnel ;

4° Le risque doit être nettement défini et limité. La garantie en incombe au chef d'entreprise.

Ce système si sage, si juridique a eu contre lui tous les socialistes d'Etat : ils veulent pour l'ouvrier une législation privilégiée. C'est à cette solution que convergent les différentes propositions présentées au Parlement. A ceux qui repoussent l'initiative privée, on peut citer la caisse syndicale des Forges de France,

qui a magnifiquement réalisé son programme. Nous sommes convaincus qu'en France un des meilleurs modes de réparation des accidents a été fourni par ce comité et nous lui souhaitons des imitateurs.

Conclusion : Le droit civil français est insuffisant.

Si l'accident est imputable au patron, il est tenu à réparation intégrale d'après la loi civile : si l'ouvrier est en faute évidente, il doit en supporter les conséquences, l'accident est dû à une cause inconnue ou à un cas de force majeure, la loi civile doit mettre ce risque industriel à la charge du propriétaire de l'industrie. Ce risque sera limité à des industries déterminées.

CHAPITRE VII

Les Syndicats Ouvriers.

De longue date, dans les cités industrielles et commerçantes on remarquait des groupements de gens de métier, les Ghildes germaniques, les *artiles slaves*, les corporations ouvrières latines. Dans le Nord de la France l'origine des corporations d'arts et métiers se lie à l'affranchissement des communes, ainsi apparaissent celles de Lille, Cambrai, Abbeville, Amiens. Réglementation et monopole étaient les traits caractéristiques de l'ancien régime du travail. Au XVIII^e siècle, les corporations voyant l'impuissance de leur règlements, réclament une législation uniforme et obtiennent de Colbert, un règlement qui fut le principe de leur ruine.

L'histoire des associations professionnelles de France comprend 4 périodes : 1^o du XIII^e au XVII^e siècle, les

corporations rendent de réels services ; 2° du XVII^e siècle à 1791, elles se désorganisent ; 3° de 1791 à 1884, elles sont prohibées ; 4° depuis 1884 elles triomphent.

Sous des formes diverses, le syndicat ouvrier est devenu presque partout, une force indiscutable, et dans certaines régions même, il s'est tellement indentifié avec les populations ouvrières qu'elle ne semblent penser et agir que par lui.

§ 1^{er}

Le syndicat professionnel obligatoire rencontre, dans les diverses écoles socialistes, des fervents convaincus, ils disent : la corporation obligatoire des patrons et des ouvriers d'un même métier est un organisme nécessaire dans le régime du travail.

La situation nouvelle, sans précédent, sans analogie dans le passé, n'exige-t-elle pas de nouvelles institutions ? L'ouvrier continue à ne rien posséder, le petit commerce, la petite industrie disparaissent lentement. La fabrique absorbe tout, la haute bourgeoisie disparaît à son tour. La noblesse et le patriciat s'appauvrissent. Il reste la haute finance qui, petit à petit, absorbe l'épargne, et l'absorbera toujours davantage. Les capitaux deviennent les maîtres absolus du marché et de la société, ils dominent les gouvernements eux-mêmes. Il faut, dit-on, des syndicats professionnels obligatoires, dans l'intérêt de la production, dans celui des producteurs.

1° *Dans l'intérêt de la production.* Le syndicat substituera au régime de la libre concurrence, un régime économique. Le syndicat libre, même composé de patrons et d'ouvriers ne saurait régler utilement les

intérêts de la profession. L'expérience faite par les horlogers du Jura, les brodeurs de S^t-Gall, les typographes, n'a pas réussi. Une minorité récalcitrante a sans cesse compromis l'œuvre. Le syndicat libre, sans armes légales, ne peut se défendre que par la menace, la mise à l'index, la grève et la barricade. C'est parce qu'il est impossible actuellement de résoudre légalement l'antagonisme entre le capital et la main d'œuvre, parce qu'ils entrevoient la bataille rangée de la révolution que les socialistes demandent instamment une législation du travail et un organisme légal.

2° *Dans l'intérêt des producteurs.* Le syndicat obligatoire réglementera le taux du salaire et le calculera d'après le prix de la vie dans une région déterminée : il assurera au moyen de retenues sur le salaire l'ouvrier et sa famille contre les accidents, la maladie, la vieillesse et la mort. Dans chaque métier, la police des paresseux et des indignes se fera avec sévérité. L'expérience a démontré que les ouvriers exercent les uns sur les autres, une surveillance parfois exagérée. La certitude d'être signalé, sera un frein puissant, tandis que aujourd'hui, l'individu étreint par la misère n'a aucun secours contre la tentation.

Donnez aux ouvriers le moyen de vivre, et surtout de discuter le prix de leur travail, alors, ils seront responsables de leur conduite, et partant, responsables du maintien de l'ordre et de la légalité — Quelle sera l'organisation de ces syndicats ? Il faut, disent leurs partisans, que nous ayons des groupements municipaux et provinciaux, se mouvant au sein de la nation, qui est le groupe supérieur. Et du groupement national, nous nous élèverons peu à peu à la notion de la solidarité internationale. Dans nos communautés profes-

sionnelles, les hommes seront libres de discuter par eux-mêmes ou leurs représentants la loi qui devra les régir. En effet, le syndicat comprendra deux groupes ; d'une part, les patrons, de l'autre, les ouvriers, et cela dans chaque commune ou circonscription :

Telles sont les idées qui ont rencontré en Allemagne et en Suisse une faveur exceptionnelle. Le 2 avril 1893, le trentième congrès Suisse, à Bienne, comprenant 300 délégués, mandataires de 111,500 travailleurs, a adopté à l'unanimité, un programme social unique, la *corporation obligatoire* ; mais le 4 mars 1894, le peuple suisse, par la voix du referendum rejeta l'article qui permettait la fondation des syndicats obligatoires au détriment de la liberté du travail. Comment apprécier les syndicats obligatoires ? 1° *Quant aux produits*. Depuis le xix^e siècle, la transformation des moyens de production et des transports, a amené un échange continuel entre le pays et l'étranger. Comment donc espérer régler la production nationale elle-même ? On dit bien qu'on introduira une organisation économique semblable à l'organisation politique ; on peut répondre que la réglementation uniforme condamne les petits ateliers à une déchéance absolue. N'est-ce pas par une journée plus longue que le travailleur à domicile lutte encore contre le travail du grand atelier ? Permettez vous une inquisition nocturne et diurne ? Les décisions seront prises à la majorité, mais ce qui est une nécessité quand il s'agit d'intérêts publics, deviendra odieux quand il s'agira d'intérêts touchant à la famille, au pain quotidien de ses membres,

Empêchera-t-on la concurrence étrangère de nous envoyer ses produits ?

Alors les consommateurs sont sacrifiés, les communications devenues si faciles cessent d'exister ; quand à une fédération internationale, il a été démontré plus haut quelle chimère elle était.

Quand aux *producteurs* ? Si nous envisageons le syndicat obligatoire au point de vue politique, il donnerait aux chefs du Socialisme des armées légalement organisées. La grève deviendrait entre leurs mains, une arme puissante une menace pour la sécurité publique.

Depuis 1883, par la loi du 15 mars, l'Autriche a divisé en trois classes les professions industrielles, les professions libres, les professions concédées, les *métiers* dont les membres sont soumis à une triple prescription : une autorisation, un certificat de capacité, l'entrée obligatoire dans la corporation. Et cette corporation repose sur quatre éléments : 1° la corporation proprement dite, composée des chefs de métiers ; 2° l'assemblée des ouvriers pour discuter les intérêts particuliers ; 3° la commission arbitrale chargée de régler les différends ; 4° la caisse de secours pour les malades.

Ce nouveau régime du travail, par trop compliqué, a été loin de répondre aux espérances de ses promoteurs. Le prince Aloïs de Lichtenstein disait au Reischsrath, le 17 juin 1891 : « Aujourd'hui, le métier est une carrière
« dans laquelle on meurt, maîtres et ouvriers sont à la
« merci des grands exploiters, ils se rencontrent au fond
« d'un abîme, où ne descend plus aucun inspecteur
« industriel pour voir si les lois contre l'exploitation
« abusive des forces humaines sont observées ou non ».

Si la corporation obligatoire présente tant de lacunes alors qu'elle n'est organisée que pour les métiers, que sera-ce si, selon les vœux de certains socialistes, elle doit comprendre en même temps les fabriques ?

§ II.

En Angleterre un système contraire a été suivi. Les ouvriers se sont unis dans des associations puissantes où ils entendent rester maîtres et indépendants.

La transformation matérielle et morale qui se manifesta dès la fin du XVIII^e siècle dans l'industrie anglaise, aboutit à la coalition des ouvriers contre les maîtres. Les ouvriers demandèrent un appui à l'association, et comme les abus étaient grands, la coalition fut de suite violente et souvent criminelle. Les travailleurs se groupèrent par métiers, fileurs de lins, de coton, peigneurs de laines. Le 29 Juillet 1800, le Parlement frappa sur les coalitions, mais alors les syndicats s'organisèrent secrètement.

Deux dates célèbres dans l'histoire des Trades Unions marquent la double victoire des ouvriers anglais : 1^o la loi du 21 juin 1824 reconnut le droit aux grèves et coalitions ; 2^o la loi du 20 juin 1871 accorda aux Unions, la personnalité civile, mais leur droit de propriété sur les immeubles fut limité à un acre (40 ares environ).

Avec ces deux lois, certaines Unions ont constitué des patrimoines, divisés en deux fonds : le fonds professionnel et celui d'assistance. Les Trades Unions ont obtenu de plus, un triple résultat : 1^o elles ont contribué à la permanence relative du taux des salaires et ont agi sur la coutume des ateliers grâce aux conseils d'arbitrage et de conciliation ; 2^o elles ont amélioré la situation matérielle de l'ouvrier en le garantissant contre les accidents ordinaires de la vie et le chômage ; 3^o elles ont obtenu d'importantes réformes législatives sur le travail des enfants et des femmes, sur l'inspection des fabriques, sur le paiement des salaires. Leurs *défauts*

tiennent à leur organisation et à l'esprit qui anime nombre d'entre elles. Elles ne comprennent que la minorité des travailleurs, il faut être agréé, elles tendent à devenir une corporation fermée. L'ouvrier âgé, infirme, maladif, peu intelligent est presque nécessairement écarté. Puis les exclusions sont nombreuses (retard dans le paiement des cotisations). Enfin les manœuvres et les auxiliaires sont tenus en dehors de l'association. A côté des anciennes Unions disposant de budgets se chiffrant par millions, se sont fondées de nouvelles Unions, ouvriers des docks, portefaix marins, ces syndicats plus récents, composés de « troupes affamées » vivant au jour le jour, en appellent contrairement aux anciennes, à la puissance publique. Ce sont ceux qui conduisent les manifestations du 1^{er} mai, demandent la journée de 8 heures, cherchent à agiter les ouvriers et semblent devoir fournir au Socialisme de nombreux adhérents.

En France, la liberté d'association professionnelle octroyée par la loi du 21 mars 1885 a donné des résultats nombreux très discutables et très discutés. Dix ans d'expérience ne permettent pas encore un jugement définitif et sans appel.

Trois caractères distinctifs marquent pour les syndicats français une triple prérogative : 1° *Liberté de constitution de syndicats*. Les hommes de même métier peuvent librement s'associer moyennant deux conditions : la publicité des noms des administrateurs et la publicité des statuts.

2° *Personnalité civile des syndicats*. La capacité juridique des associations professionnelles a été nettement définie par la loi.

3° *Droit de fédération des syndicats*. Ainsi se peuvent

constituer des unions locales, régionales et même nationales, mais le législateur leur a sagement refusé la personnalité civile.

Le 1^{er} juillet 1893, le nombre total des associations professionnelles s'élevait à 4448 ; le chiffre des associés à 900.236. Il y a une certaine lenteur à l'accroissement de certains syndicats, ainsi en est-il des syndicats patronaux. L'augmentation des syndicats ouvriers qui a passé de 221 en 1885 à 1926 en 1893 est à noter, comme le petit nombre des syndicats mixtes (patrons et ouvriers) fonctionnant presque exclusivement dans le Nord et dans l'Ouest. Au contraire, il faut mentionner l'extension du mouvement dans les campagnes, bûcherons, journaliers agricoles dans le Loiret, la Nièvre et le Cher.

A côté des syndicats proprement dits, les unions et les bourses de travail forment des agglomérations plus vastes : les premières de 20, en 1884, montent aujourd'hui à 117, dont 24 patronales, 61 ouvrières, 11 mixtes et 16 agricoles ; les secondes, plus récentes, sont seulement 28 et 29 en comptant celle de Paris, provisoirement fermée. Elles centralisent l'action de près de 400 syndicats.

L'importance des syndicats se divise ainsi : 685 ont de 2 à 20 membres ; 1,415 de 21 à 50 ; 915 de 51 à 100 ; 679 de 101 à 200 ; 454 de 201 à 500 ; 159 de 501 à 1,000 ; 95 de 1,000 à 2,000 ; 28 de 2,001 à 5.000 ; 12 de 5,001 à 10,000, et 5 de 10,000 membres et au dessus.

Les professions qui, en dehors de l'agriculture, comptent le plus grand nombre d'associations, sont l'alimentation avec 610 groupements ; le bâtiment 487 ; l'habillement 301 ; la métallurgie, le livre, l'industrie textile plus de 200, etc., non compris toujours les syndicats irréguliers.

Beaucoup de syndicats ont donné naissance à des institutions fort utiles : 15 écoles, 173 cours, 921 bibliothèques ; d'autres ont créé des sociétés de prévoyance, secours mutuels, caisses de prévoyance, de chômage, de crédit et de prêt mutuel, de retraites, de bienfaisance, d'assurances mutuelles (accidents de travail, mortalité des bestiaux, incendie, grêle), en tout 507 œuvres en 1893.

Le nombre des bureaux de placement des ouvriers est allé en une année de 271 à 405. A signaler encore la création de 2 orphelinats, de 8 musées commerciaux, une exposition syndicale, un atelier syndical, 3 offices de renseignements commerciaux ou agricoles, 28 laboratoires d'expertises et d'analyses, 22 services de contentieux, 7 conseils d'arbitrage, 7 cliniques médicales, 40 champs d'expériences, 20 pépinières et de plus la publication de bulletins, revues, journaux, annuaires. Mais, à côté de ces résultats, bien des abus ont été signalés et certains syndicats ouvriers exercent aujourd'hui (et il ne faudrait peut-être pas chercher bien loin pour en trouver des exemples), sous le couvert de la loi, une action vraiment détestable.

La loi de 1884 a subi de très vives critiques, elle en mérite deux surtout, la première pour avoir abrogé l'art. 416 du Code pénal qui protégeait la liberté du travail car il n'est presque pas de grèves où les prétentions arbitraires des syndicats ne se manifestent au détriment de la liberté individuelle du travail. Les violences ne sont pas épargnées aux ouvriers non grévistes. Cette loi a donné lieu, en 1893, à 45 grèves ayant atteint 154 établissements, auxquelles ont pris part 13,153 ouvriers. Les filatures et les tissages

figurent dans ce nombre pour 27 établissements avec 8,691 ouvriers.

La durée moyenne de ces grèves a été de 5 jours et demi environ ; le nombre total des journées chômées d'environ 115,000 ; la plus longue grève a duré 41 jours. Plus de la moitié ont éclaté en janvier. Presque toutes ont eu pour cause la diminution de salaires que les patrons voulaient imposer en raison de la diminution des heures de travail. Les ouvriers désiraient travailler moins longtemps, mais tenaient surtout à conserver leurs salaires.

Quant au résultat de ces grèves, 18 ont abouti au succès des grévistes, 14 à un échec complet, 13 à des transactions, dont 9 sur le salaire, 2 sur la durée du travail, 2 à la fois sur le salaire et sur la durée du travail. Il faut reconnaître que, dans bien des grèves, la pratique *administrative* se montre trop tolérante en face de la tyrannie de certains syndicats. Que sera-ce si les unions de syndicats, par l'organe de leur comité directeur, veulent imposer à toute une région la cessation du travail ? Et, à l'heure présente, le nombre des unions régulièrement constatées est au moins de 117.

La deuxième critique, que soulève la loi de 1884, c'est qu'elle contient une autre et importante lacune. Elle exige bien la publicité des noms des administrateurs et des statuts, mais elle aurait dû exiger, comme la loi anglaise, la publicité du bilan financier annuel. Chaque associé saurait alors ce que coûtent une grève, une manifestation politique, les frais de propagande et (ce qui serait parfois très édifiant) l'entretien des meneurs.

§ III

Après dix ans d'expérience, il est permis de dire que le pays ne s'est pas montré indifférent à la pratique de l'association, lui qui compte 10,000 sociétés de secours mutuels, comprenant 1,500,000 membres et un capital qui dépasse 150 millions. Il appartient aux hommes de bonne volonté de faire des syndicats, des instruments de paix sociale. Les syndicats sont ce que veulent les chefs. N'y a-t-il donc pas, pour lutter contre les meneurs révolutionnaires, des chefs aimés du peuple et désintéressés ?

Aujourd'hui, deux formes sont également recommandées pour assurer la paix sociale : les syndicats mixtes et les syndicats indépendants ; les uns composés de patrons, les autres d'ouvriers, agissant en commun par l'entremise de leurs délégués quand les intérêts professionnels l'exigent.

Dans les campagnes, les syndicats agricoles mixtes ont exercé une heureuse influence. Dans les villes, on leur reproche de poursuivre des résultats chimériques, parce que les ouvriers, en face des patrons, seront nécessairement dominés. L'ouvrier, en face de son propre patron ne saurait, sans un courage extraordinaire, faire aucune opposition. Sous le régime des syndicats séparés, n'arrivera-t-il pas également que patron et ouvriers d'une même usine se rencontreront, envoyés respectivement par leurs pairs ?

Dans les syndicats exclusivement ouvriers, on entend traiter avec les patrons sur un pied d'égalité absolue, comme de puissance à puissance, les graves et complexes questions du travail. Au fond, c'est là que réside

la différence fondamentale entre les deux systèmes : le syndicat mixte accepte la hiérarchie industrielle, la voulant juste et charitable; l'autre repousse cette hiérarchie pour lui substituer une organisation égalitaire du travail..

Pour être francs, disons que les syndicats mixtes n'ont pas fourni de grands résultats : en Belgique, les syndicats exclusivement ouvriers ont été plus heureux. Tel est le cas à Gand, où en face des socialistes, groupés dans le Vooruit, un syndicat anti-socialiste, a conquis de haute lutte, une place brillante. En 1893, il arrive à grouper 36 associations comptant 8000 adhérents. En décembre 1891, la lutte est ouverte contre le parti socialiste, le courant révolutionnaire est endigué et les élections aux conseils des prud'hommes donnent 9154 voix aux candidats ouvriers catholiques, contre 6655 aux socialistes. L'association démocratique belge n'est pas cependant absolument confessionnelle. En fait, la plus part de ses membres sont catholiques, mais on ne leur demande qu'une chose; c'est le respect des principes religieux.

En France, avec des pionniers hardis, entreprenants, mêlés au peuple, payant de leur personne, il y a grand'chance que nombre d'ouvriers se détachent des meneurs socialistes. L'avenir dira quelle est dans nos villes industrielles, la meilleure forme du syndicat. L'auteur tient pour les institutions sociales qui, établies entre l'individu et l'Etat, réunissent patrons et ouvriers.

Prenons tel centre ouvrier, où dix filateurs de coton décident de grouper, dans un syndicat, tous ceux de leurs ouvriers qui voudront participer à cette institution économique et adhérer à un commun programme de paix sociale. Les dix usines commencent à se constituer

en syndicat de l'industrie cotonnière, légalement établi; il fonde une institution économique, mais pour atteindre son but, il faut éliminer les éléments de désordre et d'incurie; sans procéder par voie d'exclusivisme et d'arrière-pensée dominatrice. Tous les ouvriers et ouvrières des dix usines peuvent être du syndicat, à moins d'immoralité, d'improbité ou d'autre cause prévue aux statuts. Les ouvriers sont invités à désigner un ouvrier par salle, ou un délégué par 50 ouvriers, et l'ensemble de ces délégués, sous la présidence du patron constitue le conseil de l'usine, qui statue sur l'admission ou l'exclusion des ouvriers de leur usine qui demandent à faire partie de leur syndicat. Le conseil qu'il serait bon de réunir une fois par mois, par exemple, traiterait également des désirata formulés dans l'établissement même et pourrait au besoin les présenter au conseil syndical.

Le conseil syndical est composé de 20 membres, soit 2 par établissement, dont l'un est ouvrier élu par le conseil de l'usine, et l'autre est le patron, membre de droit; il étudie et décide ou repousse l'annexion ou la création des institutions économiques: sociétés coopératives de consommation, de secours mutuels, de logements et en surveille l'administration. Il y a là aussi, tous les éléments en vue de l'arbitrage et de la conciliation.

On objectera que ce syndicat, groupant quelques usines seulement, ne pourra organiser les caisses d'assurances contre les accidents et la vieillesse, mais il est facile de répondre, que la loi du 21 mars 1884 permet la fédération des syndicats, et alors des caisses régionales, nationales même, donneront sans le concours de l'Etat, satisfaction à ces intérêts.

Conclusion : Le syndicat professionnel obligatoire, réunion des patrons et ouvriers, doit être repoussé ; quant aux syndicats libres, ils doivent être encouragés et développés sous la forme mixte, en même temps que la loi de 1884 doit être révisée : 1° retour à l'art. 416 du Code pénal protégeant la liberté du travail ; 2° publicité du bilan annuel du syndicat,

CHAPITRE VIII

La vieillesse de l'ouvrier

Trente-cinq ans d'usine font d'un ouvrier, âgé de 50 ans, à moins qu'il ne soit exceptionnellement robuste, un vieillard fatigué, souvent malade. Joignez au travail manufacturier l'alcoolisme et le logement malsain et vous aurez les causes de cette vieillesse anticipée. Les socialistes réclament pour l'ouvrier invalide le droit à l'assistance. En 1791, en 1793, en 1848 des projets de loi étaient déposés en ce sens, tout s'est borné à des discussions théoriques. Aujourd'hui, le Parlement en est de nouveau saisi. La proposition Laisant demande que l'Etat accorde à tout travailleur, âgé de 60 ans, une retraite minimum de 500 francs, ce qui entraînerait une dépense de 500 millions, le nombre des retraités devant être d'un million au moins, couverte 1° par une recette de 0,05 c. par journée de travail par ouvrier, qui frapperait tous les employeurs ; 2° par des droits perçus en douane sur les denrées de première nécessité ; 3° des taxes sur les étrangers travaillant ou possédant en France ; plus récemment,

M. Chautemps a déposé une proposition qui oblige la commune à allouer une pension de retraite à tout citoyen n'ayant pas de moyens d'existence, et âgé de plus de 60 ans, ou incapable de se suffire.

N'en déplaise à nos législateurs, la question de la vieillesse a toujours été mal posée, ils la confondent avec la question d'indigence, tandis que celle-là est résolue par l'organisation de la famille, le patronage, les associations ; celle-ci relève spécialement de l'Assistance. Les traditions, les mœurs sont telles, qu'on croirait manquer au plus élémentaire devoir et à la plus douce satisfaction, si on n'entourait de soins affectueux le chef de famille devenu vieux. Obligé de suivre le Socialisme sur son terrain, il convient ici d'envisager la solution moderne de la question de vieillesse par l'assurance et les caisses de retraites.

§ 1^{er}

C'est encore l'Allemagne qui a pris les devants : le législateur allemand a consacré, par la loi du 22 juin 1889, l'assurance officielle obligatoire contre la vieillesse. Toute personne, depuis l'âge de 16 ans et dont le salaire ne dépasse pas 2,500 fr., doit s'assurer. La cotisation se paie chaque semaine, au minimum 81 fr. 22, au maximum 171 fr. 62 par an. L'Etat verse annuellement, par chaque pension liquide, 50 marks. La rente varie d'un minimum de 133 fr. à un maximum de 238 fr.

L'assurance fonctionne sous le garantie de l'Etat, au moyen d'établissements régionaux.

Les socialistes regardent cette loi comme une satisfaction donnée au prolétariat, mais elle a éveillé, dans

le monde des ouvriers allemands d'irrémédiables espérances, surtout si on tient compte de ce fait que l'assistance obligatoire des nécessiteux est consacrée par la loi. Ils attendent avec confiance l'évolution qui placera peu à peu dans les mains puissantes de l'Etat tous les services, toutes les forces productives de la nation. Les assurances obligatoires sont la première étape de cette évolution sociale.

Les socialistes se plaignent que la rente allouée est minime, que la prime à payer est trop lourde, que l'âge de la retraite (70 ans) est trop reculé. Triple motif d'agitation.

L'auteur pense que l'Etat usurpe ainsi un rôle qui ne rentre en aucune façon dans ses attributions naturelles. A la différence de la justice, la prévoyance et la charité ne relèvent pas de la contrainte légale. Si l'Etat assure la multitude des citoyens, il se jette dans des dépenses colossales, s'il distingue certaines catégories de travailleurs, il rend le privilège insupportable à la masse. On se berce d'illusions en croyant que les caisses officielles désarmeront les socialistes. Le travailleur manuel s'affranchira de tout effort viril, les caisses nationales devant suffire à tous ses besoins ; peu à peu, la population ouvrière deviendra imprévoyante, étrangère à tout esprit d'épargne. Voilà le terme de l'évolution !

§ II.

L'Etat lui même, qu'on incrimine sans cesse en France, ne s'est pas désintéressé de la question des retraites, et dès 1850, il a voulu offrir au public, une caisse, qui, depuis la loi du 20 juillet 1886, est devenue la caisse nationale des retraites. Elle reçoit des verse-

ments à partir de 1 franc, elle sert une pension maximum de 1200 francs, elle n'accepte pas un versement annuel supérieur à 1000 francs, elle bonifie des sommes versées au taux de 4 %. La population ouvrière, par l'intermédiaire des chefs d'industrie, bénéficie de plus en plus des pensions viagères. De nombreuses compagnies industrielles ont chargé la caisse nationale de servir à leur personnel, des retraites convenues : les compagnies de chemin de fer, (sauf l'Est), Anzin, le Creusot, Saint Gobain, les omnibus de Paris, les magasins du Louvre, la Belle Jardinière, la maison Hachette etc. et un grand nombre de Sociétés de secours mutuels, versent leurs fonds à la caisse nationale,

Sous un régime de liberté, l'esprit de prévoyance a fait éclore, en notre pays, d'innombrables créations. Les nécessiteux n'ont pas de droit au secours, mais les communes, les départements, l'Etat acceptent de subvenir aux besoins du peuple souffrant. Les départements sont obligés de prendre à leur charge les aliénés et les enfants assistés. Malheureusement, l'initiative privée est trop souvent insuffisante et elle rencontre des difficultés croissantes : les mêmes hommes qui proclament le droit à l'assistance se font les tenants de l'assistance obligatoire et arrivent à décourager les libres créations de l'initiative privée, qui, seules, contribuent d'une façon durable à l'harmonie sociale.

Un projet, dont le Parlement est saisi, inspiré par la loi allemande, réclame le concours de l'ouvrier, du patron et de l'Etat, « projet Constans et Rouvier ». L'ouvrier est présumé, jusqu'à déclaration contraire, vouloir faire acte de prévoyance et pris dans l'engre-

nage, il retrouve l'Etat et le patron qui eux ne sont pas libres de s'y soustraire. MM. Rouvier et Constans, parlant au nom du Gouvernement, ont cherché à montrer que leur projet, malgré les charges indéfinies imposées à l'Etat, ne donnait pas de gage au socialisme. On l'a appelé un nouveau et plus gigantesque Panama et à mesure qu'on l'étudie, on a l'impression de l'homme qui, enfermé dans un taillis inextricable, cherche à élaguer ça et là les broussailles et finalement renonce à la lutte commencée. Ce qui frappe d'abord, c'est la nécessité d'un contrôle incessant de l'administration pour éviter les fraudes et les erreurs. Toute personne qui n'a pas 3,000 francs de ressources annuelles, est présumée vouloir s'assurer, d'où la nécessité de contrôler les déclarations de l'individu. L'assurance est contractée, le maître est tenu de verser cinq ou dix centimes par journée et dès lors, des milliers de petits patrons de la ville et de la campagne, cordonniers, menuisiers, serruriers, boulangers, épiciers, paysans vont être grévés de cette prime, qu'ils paieront encore sous une autre forme, comme contribuables sans pouvoir bénéficier de cette caisse, puisqu'ils sont patrons. Voici le métayer par exemple, en s'assurant, il oblige le maître à payer la prime et à son tour comme patron de ses ouvriers, il est tenu de verser pour eux.

La charge annuelle de l'Etat serait de cent millions, ce sont là des chiffres problématiques. Dans son rapport, M. Gueysse, conclut ainsi : « à la fin de sa « soixante-dix-septième année, époque où le nombre « des rentiers est théoriquement fixé la caisse sert « constamment 675.000.000 de pensions annuelles à un « million et demi de rentiers ; elle possède 4.442.000

« livrets de rentes viagère, et assure en outre à
« 3.336.000 personnes un capital moyen de 500 francs
« payables au décès, soit un capital total de 1.666.000.000.
« En tenant compte de ce dernier élément, on peut
« évaluer à 12 milliards la somme que possédera la
« caisse pour satisfaire à ses engagements. Quelle est
« l'entreprise qui peut utiliser ce capital de 12 milliards? »

M. P. Leroy Beaulieu estime qu'au lieu de 3 millions de participants à la caisse, au bout de trente ans, on en pourra compter aussi bien de 5 à 6 millions, et il ajoute que si la généralité des personnes auxquelles la caisse est destinée, s'y affilient la loi coûtera à l'Etat 800 millions à un milliard par année. « Comme en outre, il
« n'est pas permis de supposer que les $\frac{2}{5}$ ou la moitié
« seulement des ouvriers adhèrent à la caisse, si tous
« ou presque tous s'y affectent, c'est 25 à 30 milliards
« que l'Etat aura à manier, c'est un milliard 500 mil-
« lions de pensions annuelles que la caisse aura à ser-
« vir. Il y a là un abîme insondable ».

§ III

Imposerez-vous la même organisation aux hommes de la campagne qu'aux ouvriers des villes, sans distinguer entre ouvriers mineurs, bijoutiers, manœuvres et métayers ? Chacun paiera-t-il la même cotisation, touchera-t-il la même rente ? L'âge requis pour la retraite sera-t-il le même au Midi et au Nord ? Persistera-t-on à confondre la question de la vieillesse et la question d'indigence ? Des hommes d'Etat répondront qu'ils repoussent toute distinction, qu'ils veulent imposer la prévoyance et par un système d'assurance, uniforme, officiel, garantir à chacun une pension viagère, une vieillesse heureuse et paisible. Pour nous,

nous repoussons cette collectivité absorbante qui s'appelle l'Etat et qui aurait bientôt détruit toutes les institutions de retraites actuellement existantes, nous demandons dans chaque région la création de caisses de prévoyance selon le modèle qu'en a tracé M. Cheysson : « Je voudrais, dit-il, qu'elles fussent « régionales. Etant régionales, elles se recruteraient « avec des éléments locaux qui aujourd'hui, restent « trop souvent inertes et stériles. Elles se constitue-
« raient avec les principales caisses d'épargne de la « région qui possèdent pour les administrer un personnel de choix... Elles seraient soumises à un contrôle rigoureux, celui des Inspecteurs des Finances, « par exemple, et j'irais jusqu'à leur accorder, pour « qu'elles inspirent une confiance absolue, la garantie « de l'Etat. L'emploi des fonds serait régional, comme « les caisses elles-mêmes. Au lieu que tout afflue à « Paris, chaque région retiendrait ses fonds, libre de « leur placement, sous le contrôle de l'Etat, elle pourrait les réserver sur la région qui les a fournis ».

Ce serait là des compagnies privées, comme les compagnies de chemin de fer.

L'expérience a réussi au syndicat des Forges de France pour les accidents du travail, on va l'appliquer pour les retraites ouvrières. Ainsi peut être résolue, par des syndicats régionaux, la question de la vieillesse ; quant aux nécessiteux, adultes ou vieillards, ils relèvent de l'assistance, donc nous n'avons pas à nous en occuper ici.

Conclusion : 1° l'assurance des ouvriers contre la vieillesse doit être *facultative* et organisée librement selon les lieux, les industries, les besoins des intéressés.

2° Il faut préférer, à l'assurance par l'Etat, l'assurance des caisses régionales et même nationales, agissant sous le contrôle de l'Etat ;

3° Entre l'ouvrier et les caisses libres d'assurances, les intermédiaires naturels resteront les caisses patronales, les sociétés de secours mutuels et les syndicats professionnels.

CHAPITRE IX

La représentation politique des ouvriers

Tout programme socialiste renferme deux parties, l'une purement économique, l'autre essentiellement politique. Au dernier congrès international de Zurich, les délégués ont adopté à l'unanimité cette résolution que « pour assurer plus complètement la réalisation « du principe de la souveraineté du peuple, le congrès « se prononce en faveur du droit d'initiative, du « referendum populaire et de la représentation proportionnelle ».

D'autres, qui ne sont pas socialistes, réclament, sous le régime du suffrage universel une représentation normale des intérêts, c'est la représentation professionnelle.

D'autres, enfin, se prononcent pour la représentation proportionnelle des partis.

§ I

Le referendum est l'institution qui permet au corps électoral de décider souverainement des plus grands intérêts. On en réfère au peuple qui statue définitivement et sans appel. En Suisse, où il doit être

observé, la souveraineté du canton s'exerce dans les limites tracées par la constitution fédérale, comme l'esprit centralisateur y domine, on est forcé de reconnaître que l'autonomie et les libertés cantonales ont subi de nombreuses atteintes. Le referendum porte la marque de ce dualisme démocratique, il y a le referendum fédéral et le referendum cantonal.

Dans le domaine fédéral le peuple a, sur la marche des affaires publiques, une réelle influence. Depuis la constitution de 1874 le referendum s'est prononcé, dans bien des cas, où la révision partielle de cette constitution était en jeu.

Le 28 octobre 1890, les cantons et le peuple, par 283,228 voix contre 92,200, adoptèrent, aux acclamations des ouvriers de fabrique, la décision suivante :

« La Confédération introduira, par voie législative, l'assurance contre les maladies et les accidents, en tenant compte des caisses de secours existantes. Elle peut déclarer les participations à ces assurances obligatoires en général ou pour certaines catégories de citoyens. »

Les 50,000 signatures nécessaires au referendum en vue de modifier la *Constitution* fédérale, sont recueillies par des comités des agents du parti. Tout citoyen est appelé à signer, mais ne peut signer pour un tiers. Les illettrés peuvent apposer une croix. Une seule condition est nécessaire, c'est que l'autorité municipale certifie que tous les signataires jouissent de leurs droits politiques. Pour les lois fédérales, 30,000 voix suffisent, ou la demande faite par huit cantons. Les votations ont lieu le dimanche. Chaque électeur reçoit un bulletin imprimé « Voulez-vous accepter telle loi, concernant tel objet ? » Il doit accepter ou refuser en bloc. Le refe-

rendum est une arme, le peuple veut la garder pour se défendre : en *matière constitutionnelle*, les citoyens doivent toujours être consultés ; lorsqu'il s'agit d'une loi, le referendum est facultatif.

De Suisse, le referendum e passé naguère en Belgique. Lors de la demande de révision électorale, le gouvernement propose le referendum royal ; le 13 juillet 1893, une proposition fut soumise à la Chambre des représentants à l'effet d'accorder au roi d'en référer à la consultation du corps électoral. Le referendum est obligatoire s'il est réclamé par 100,000 électeurs ou par cinq conseils provinciaux, représentant au moins un million d'habitants. 17 voix se prononcent pour la proposition, 87 la rejettent.

En France, l'idée du referendum hante quelques esprits. En 1888, le conseil municipal de Cluny consulta les électeurs, au sujet de la construction d'une caserne ; 479 non contre 298 oui répondirent à son appel ; le 23 décembre 1888, le conseil municipal de Bagnols, la municipalité de Riom, le conseil de Bergerac procédèrent par la même voie. C'est alors qu'une circulaire du ministère aux préfets leur enjoignit de prononcer la nullité de toute déclaration par laquelle les conseils municipaux auraient décidé de recourir au referendum. Une proposition en faveur du referendum municipal, déposée à la Chambre le 16 juin 1890, fut repoussée par 312 voix contre 187.

Les socialistes réclament la représentation politique des ouvriers et s'attachent au referendum pour permettre à tous les électeurs d'exercer une part d'action dans le gouvernement du pays ; ils demandent encore pour le peuple le droit d'initiative pour saisir le Parlement des projets de lois qui lui tiennent au cœur.

§ II

Le prétendu principe électoral consacré en France et dans plusieurs Etats modernes est le suivant : la moitié plus un des suffrages exprimés assure à un parti la totalité de la représentation. Les minorités sont exclues. Ces mandataires qui représentent un peu plus que la majorité des électeurs se divisent souvent. Partagés en deux camps, de force presque égale, il suffit de quelques voix pour assurer la victoire au parti dominant. Une décision émane alors d'un parti représentant à peine le quart des électeurs. Un pareil système est injuste. Le trait caractéristique des élections municipales, c'est la passion de la lutte électorale. Si l'on jette un regard d'ensemble sur les dernières élections, on voit que, dans chaque commune, un quart des électeurs s'est abstenu, et un quart au moins n'a pas obtenu de mandataires : les conseils municipaux représentent donc à peine la moitié du corps électoral. Lorsque les élus se divisent sur une question importante, les décisions sont prises à une majorité qui représente le quart, le dixième, parfois le vingtième des électeurs. On peut donc conclure que pour les élections législatives, comme pour les élections municipales, le système de représentation est absolument vicieux.

Un système politique loyal, serait celui de la représentation proportionnelle. Certains Etats Suisses nous fournissent dès aujourd'hui un exemple à suivre.

Voici d'abord le canton du Tessin où la représentation proportionnelle fut introduite en 1891. La loi du 24 novembre 1891 donne, à chaque groupe, la

faculté de dresser sa liste de candidats. Pour être valable, chaque liste doit être appuyée par dix électeurs et contenir au moins les noms de deux candidats. Un candidat ne peut être porté sur plus d'une liste. Tout électeur dispose d'autant de suffrages qu'il y a de députés à élire. Il a la faculté de voter pour les candidats des divers groupes : s'il vote pour un nombre de candidats inférieur à celui des députés à élire, les suffrages non émis seront comptés en faveur de la liste du groupe des candidats pour lesquels l'électeur a voté. Si un bulletin contient plusieurs suffrages donnés au même candidat, il sera compté en sa faveur un seul suffrage, les autres seront comptés en faveur du groupe de ce candidat. La somme complète des votes obtenus par les divers groupes, divisée par le nombre des députés à élire, constitue le quotient électoral. On ne tient pas compte des fractions ; après la détermination du quotient électoral, le bureau établit, sur cette base, le nombre des députés qui doit être assigné à chaque groupe. Chaque groupe a droit à autant de députés que le quotient électoral est compris de fois dans le nombre des votes qu'il a obtenus. Les députés qui restent à élire, après cette répartition, sont attribués au groupe qui a obtenu le plus grand nombre de voix. Aucun candidat ne pourra être proclamé élu s'il n'a obtenu, au moins, un nombre de votes correspondant au nombre des bulletins valables trouvés dans les urnes, divisé par le nombre des députés à élire.

Le canton de Neuchâtel adoptait la même réforme, il en a été de même, puis celui de Genève. Nous savons comment, en Belgique, le projet a échoué ; seul le vote plural sortit victorieux des épreuves parlementaires.

§ III

On trouve, en France, l'idée irréalisable, on redoute la complication des systèmes; mais ce qui n'a pas effrayé les pâtres Tessinois et les ouvriers de Neufchatel ne semble pas de nature à décourager les électeurs français.

Le système est simple : il suppose le scrutin de liste. C'est pourquoi l'auteur n'en demande maintenant l'application que pour les élections communales. Du côté de l'électeur, rien ne sera changé, seul le bureau électoral sera tenu à deux opérations : une addition et une division. Il faudra additionner les suffrages exprimés et diviser ce chiffre par le nombre des sièges à conférer. Si 20,000 électeurs ont à choisir 20 conseillers municipaux et qu'ils se partagent en deux camps, l'un de 12,000, l'autre de 8,000 votants, il est simple de trouver que le premier aura 12 représentants, le second 8; si les électeurs se partagent en trois camps, 12,000, 6,000, 2,000 votants, le premier aura 12, le second 6 et le troisième 2 représentants.

Dans chaque ville et village, les scrutateurs, après avoir additionné le nombre des suffrages exprimés, le diviseraient par le nombre des mandats à conférer et proclameraient alors le *quotient* électoral.

1° Chaque liste aurait autant de représentants qu'elle aurait de fois le chiffre du quotient;

2° Les sièges qui resteraient à répartir, demeureraient aux fractions les plus fortes;

3° Dans chaque liste les candidats qui auraient le plus de voix seraient nommés.

Les abstentions, les honteuses alliances, les fraudes,

des violences diminueraient bientôt, lorsque chaque groupe serait certain d'obtenir les représentants auxquels il doit prétendre.

Conclusion. — Les assemblées représentatives doivent être la reproduction du corps électoral. Nous demandons que le scrutin de liste proportionnel soit appliqué au régime communal.

J'ai fini l'analyse de l'étude remarquable de M. Béchaux. Je n'ai plus qu'un mot à y ajouter : en lisant par un pur hasard un journal intitulé *La Volonté du Peuple*, se disant l'organe du parti ouvrier socialiste de la région du Nord, daté du dimanche 27 janvier 1895, ayant son administration à Armentières, Roubaix et Amiens, j'ai trouvé la définition suivante du Socialisme :

« Le Socialisme est un ensemble de doctrines qui ne
« se prêtent pas aux combinaisons des politiciens avides
« du pouvoir. Il ne saurait pas davantage cacher les
« déjections mentales des satisfaits du jour.

« Qui dit *Socialisme* dit socialisation de l'avoir humain
« (richesses et instruments de production).

« Qui dit *Socialisme* dit suppression de la propriété
« individuelle, familiale, communale, provinciale,
« nationale et corporative.

« Qui dit *Socialisme* dit abaissement des frontières.

« Qui dit *Socialisme* dit destruction de l'Etat.

« Qui dit *Socialisme* dit abolition des religions.

« Qui dit *Socialisme* dit fusion des races et des classes.

« Qui dit *Socialisme* dit solidarisation des intérêts de
« tous les enfants de la Terre. »

Cette définition, si elle n'est pas rassurante, a, du moins, le mérite d'être claire. Il appartient à la Société, au Parlement, à l'initiative privée surtout de prendre des mesures de charité, de prévoyance en faveur des ouvriers malheureux, infirmes ou âgés, afin d'empêcher que la réalisation même partielle d'un pareil programme n'arrive jamais !

E. OUDIN.



DE LA LIBERTÉ DU MARIAGE

EN FRANCE

I.

INTRODUCTION

1.

La nécessité d'une réforme du Code Civil prouvée par l'expérience.

Le nombre des mariages diminue en France, la population tend à y devenir stationnaire, et, sans la naturalisation des immigrés qui lui apporte un fort contingent, elle décroîtrait peut-être.

Les causes de ce fait incontesté sont multiples : chaque publiciste attribue à celle dont il est partisan une influence prépondérante.

La modicité des salaires ou du gain dans beaucoup de métiers et de professions, les impôts qui rendent la vie plus coûteuse, le goût du luxe, les conseils de la prudence qu'inspire un besoin excessif de sécurité et de bien être, le désir d'empêcher une famille de décroître par le partage de la fortune en un trop grand nombre d'enfants :.... Voilà bien des éléments dont il faut tenir compte.

On n'ose s'avouer que les plus nombreuses familles n'existent, en général, que là où la misère les décime et où l'hygiène protège mal les survivants. Ce mal

s'étend et descend. Il y a vingt ans une maitresse de maison, montrant de beaux enfants à une domestique qui venait de se marier, lui disait : « N'en désirez vous pas de semblable ? » « J'aime mieux une maison », répondit la femme. Elle a une maison et n'a pas d'enfants.

Parmi les causes qui écartent tant de personnes du mariage et les poussent à l'union libre, n'y en a-t-il pas dans la loi d'artificielles, d'arbitraires, étrangères à l'homme, contraires peut-être à sa nature et à ses instincts légitimes ?

Les rédacteurs du code de 1804 n'ont certes pas prévu ce résultat : ils ont voulu, à n'en pas douter, faire du mariage la source unique, ou, comme le disent souvent nos vieux édits, le séminaire fécond et purifié de la famille et de la nation. Ils espéraient qu'il n'y aurait plus qu'un nombre très restreint d'enfants naturels et leur faisaient, pour arriver à ce résultat, une petite place, leur donnaient la moindre part possible dans les successions de leur père et mère reconnus, défendaient à leurs auteurs d'augmenter cette part par donation ou par testament, par aucun moyen direct ou indirect. La parenté légitime était l'effet du seul mariage, jusqu'au 12^e degré elle donnait des droits successoraux.

Notre Code Civil est rempli de dispositions par lesquelles ses auteurs ont voulu favoriser le mariage et par conséquent multiplier les enfants légitimes qui profiteraient de ces faveurs. Leur espoir n'a pas été atteint.

Depuis 1804, en effet, le nombre des mariages n'a pas augmenté proportionnellement à celui de la population ; depuis quelques années, il diminue chaque année tandis

que les unions irrégulières se sont multipliées ; et ce qui le prouve, c'est que, malgré la moindre fécondité du concubinat, le nombre des enfants naturels est de plus en plus grand.

On s'est demandé si, à côté de tant de dispositions en faveur du mariage, il n'y en avait pas d'autres qui l'entravaient, le retardaient, l'empêchaient et souvent le faisaient manquer. On c'est demandé si ce Code, tant admiré, en reproduisant et même en exagérant ces règles restrictives empruntées à l'ancien régime, n'avait pas contribué à créer ou à fortifier les mœurs qui font désertir le mariage et le rendent infécond.

Parmi les hommes qui prirent part à l'œuvre législative de 1804, il y en avait à qui une admiration quelquefois mêlée d'adulation, n'avait pas fait oublier la loi de liberté par laquelle la Révolution avait remplacé le droit matrimonial de l'ancien régime : le tribun Gillet était de ceux là.

Il formula ses doutes en présentant au Tribunal la loi sur les actes respectueux qui devait compléter le Code Civil. Il constata, en ces termes, l'innovation qu'elle introduisait : « Le Code Civil est la première loi
« qui ait exigé en termes exprès le consentement des
« aïeuls et aïeules ou au moins la réquisition de leurs
« conseils pour les mariages des majeurs ; sous ce
« rapport, il a d'abord causé quelque étonnement et
« même plusieurs embarras. »

Ces objections étaient tardives, il fallait terminer enfin le code désiré et alors Gillet conseillait au Tribunal de voter le projet de loi, « par cette considération qu'il n'est que la conséquence immédiate et
« nécessaire des dispositions déjà décrites : c'est au

« temps à indiquer celle de ces dispositions qu'il
« faudra faire fléchir devant l'expérience. »

Il a fallu une expérience de près de quatre-vingt-dix ans pour établir qu'il fallait faire « fléchir » certaines règles du code. Un projet de loi ayant pour objet de faciliter les mariages en supprimant des formalités inutiles vient d'être discuté et voté par la Chambre des députés. Nous regardons la réforme comme absolument insuffisante, nous espérons qu'elle sera élargie par le Sénat et nous avons continué cette étude depuis longtemps projetée, mais trop tardivement commencée.

2.

*Pourquoi la liberté du mariage doit être étudiée
dans le passé autant que dans le présent.*

Les règles du mariage ont été successivement chez tous les peuples de race latine celles du droit romain et de l'Eglise, chez nous il faut ajouter celles de la Royauté, de la Révolution et du Code Civil qui nous régit encore.

La famille romaine était fondée sur la puissance paternelle. Nul mariage possible si le chef de famille ne le permet ; et ce chef, qui n'est jamais la mère, est le père, l'aïeul, le bisaïeul, l'ancêtre paternel, en un mot, souche commune de tous les parents s'il vit encore. L'Etat n'intervient pas. Si à l'origine le mariage a été religieux, il est devenu un contrat privé ; les cérémonies qui l'accompagnent d'ordinaire n'ont rien d'obligatoire, et le plus souvent sont célébrées au foyer domestique.

L'Eglise, dans son droit canon primitif, emprunte

au droit romain beaucoup de ses règles. Mais le contrat est transformé en sacrement : le droit de le recevoir est égal pour tous les pubères, le devoir de le respecter quand il existe est imposé à tous, au maître comme au père. C'est là l'idéal religieux. Du reste, le mariage, comme chez les romains, se conclut en réalité par le seul consentement, les époux sont les seuls ministres du sacrement : la conscience, non la loi civile, leur impose de le faire bénir par l'Eglise.

Le concile de Trente complète enfin le droit canon et subordonne la validité du mariage à sa célébration par les futurs en présence du curé de leur paroisse assisté de deux témoins.

A la même époque la royauté française intervient : elle considère le mariage comme un contrat et proclame le droit pour le pouvoir civil de régler les conditions de sa validité et de sa célébration comme il en règle les effets quand il est conclu. Les ordonnances royales firent de la plupart des lois de l'Eglise des règles civiles : leur grande innovation fut d'exiger, à peine de nullité du mariage, le consentement du père ou de la mère du pubère mineur et, sous peine d'exhérédation pour le majeur de 25 ans, l'obligation de demander conseil aux mêmes parents.

Il est curieux et indispensable d'étudier comment l'Eglise et la royauté sont parvenues à appliquer de concert leur double législation, malgré la contradiction certaine de leurs vues sur le mariage. L'Eglise avait fait du curé un témoin nécessaire du mariage ; la Royauté en fit un officier qu'elle chargea de l'application de ses ordonnances : ce fut la base de l'entente des deux pouvoirs.

La Révolution Française réforma le mariage dans un

sens libéral ; sans aller aussi loin que le droit canon, elle se rapprocha du droit naturel plus que l'ancien régime en permettant au majeur de 21 ans, quelque fût son sexe, de se marier sans le consentement de qui que ce soit. La loi de 1792 sépara de plus l'Eglise de l'Etat en instituant un officier laïque pour recevoir le consentement des futurs et les déclarer mariés au nom de la loi.

L'Empire avec son Code Civil, sans qu'une expérience suffisante ait en rien établi que la loi de 1792 ait eu de mauvais effets, revint aux règles de l'ancien régime sur le consentement paternel ; il les aggrava même en quelques points, par exemple en introduisant la nécessité de demander conseil aux grands parents du futur qui n'avait plus ni père ni mère.

Les autres nations européennes et les grands Etats qu'elles ont fondés dans le Nouveau Monde ont aussi pris pour point de départ de leur législation du mariage, sinon le droit romain, au moins le droit chrétien.

L'étude soit des lois qui se sont succédées chez nous, soit de celles si variées des nations contemporaines, force l'esprit à une comparaison qui se fait naturellement ; elle lui permet ainsi d'apprécier si une réforme est nécessaire, si celle qui est proposée et débattue est suffisante. On voit par cette étude comparée s'il y a progrès sérieux sur le passé, s'il y a retard sur les autres peuples chez qui on constate en même temps un développement plus grand du mariage et de la population.

L'histoire du passé et l'examen du présent nous apprendront si Portalis et ses collaborateurs ont dit

vrai en nous présentant le Code comme une œuvre de liberté et d'égalité.

Il semble cependant qu'on ne devrait pas se défier des jurisconsultes : ils connaissent mieux que personne les défauts et les lacunes d'une législation qu'ils appliquent chaque jour, et, quand ils nous disent qu'ils ont voulu faire une loi de progrès, on doit croire, ce semble, qu'ils ont réussi.

Il ne faut cependant pas accepter sans examen leurs promesses. Les jurisconsultes, loin d'être réformateurs, sont en tout pays des conservateurs résolus. On ne peut guère faire de bonnes lois s'ils ne concourent à la rédaction ; mais lorsqu'ils sont maîtres, ils prennent difficilement l'initiative d'un progrès.

Certains qui demandent sans hésiter les bouleversements constitutionnels les plus radicaux deviennent timides quand il s'agit de toucher à la puissance paternelle, au mariage, à la tutelle, aux preuves de la filiation, aux contrats....

Il en a été toujours ainsi. Papinien et Ulpien, Cujas et Dumoulin, Daguesseau et Pothier et, si on peut les rapprocher de ces grands maîtres, Merlin et Portalis n'ont jamais été novateurs. Montesquieu, dont le scepticisme paraît parfois de la hardiesse est admirateur du droit romain et pas plus qu'à Daguesseau la puissance paternelle sur le mariage des enfants ne lui paraît exagérée ; comme lui, il reviendrait volontiers à l'excessive rigueur du législateur romain.

Quand, sous le pression de l'opinion, sous celle d'une cause politique, religieuse, révolutionnaire, mais qui leur est toujours étrangère, un progrès se fait dans la législation, les jurisconsultes ne l'appliquent pas largement, dans l'esprit qui l'a inspirée : ils

changent difficilement leurs habitudes intellectuelles, ils ne peuvent oublier la loi qu'ils ont appliquée si longtemps, qu'ils ont étudiée, qu'ils rattachent autant qu'il le peuvent à ce droit romain, resté pour eux un idéal de logique quand ils le connaissent encore, une superstition quand ils l'ignorent.

II.

DROIT ROMAIN

3.

*Tous les pouvoirs sont réunis dans les mains du
chef de famille romain.*

La famille est la première association qui apparaisse, les lois de sa formation et de son gouvernement furent les premières et, comme elle-même, d'une extrême simplicité.

Chez tous les peuples civilisés, parmi toutes les unions que pouvaient contracter l'homme et la femme, le mariage se dégagea et devint la source d'une famille plus stable. L'homme mari et père à la fois en fut le premier magistrat, il avait la force.

Le chef de famille romain, à une époque déjà avancée de l'histoire, réunissait encore entre ses mains la puissance paternelle (*patria potestas*), la puissance maritale (*manus*), la puissance du maître sur l'esclave (*dominica potestas*), la puissance du propriétaire sur les choses et les animaux qui lui appartenaient (*dominium*).

Il y eut un temps où, presque confondu avec la force, ce droit fut absolu, sans limitation et donnant au chef la

faculté de disposer du sort et de l'existence des êtres et des choses qui lui étaient soumis.

Il fallut des siècles de luttes civiles pour limiter ces pouvoirs nés de mœurs brutales, et en faire des droits plus limités et mieux définis. Montesquieu (l. 23, ch. 21), semble blâmer cependant les lois de l'empire qui, « en ôtant au père la propriété des biens de ses enfants, affaiblirent l'autorité paternelle. »

Il ne faut pas oublier que les chefs des familles romaines constituèrent la race agricole, guerrière, politique et conquérante, dont la force concentrée par une discipline admirable et par une obéissance volontaire à des lois civiles longtemps respectées finit par donner à Rome l'empire du monde.

4.

*Rappel sommaire des caractères de la famille
contemporaine en France.*

Chez nous la parenté est le bien qui unit toutes les personnes descendant l'une de l'autre ou d'un auteur commun. Nous ne nous occupons que du lien du sang, l'adoption qui ne crée que des rapports limités entre l'adoptant, l'adopté et sa descendance doit être laissée de côté.

La parenté est légitime si elle vient du mariage ; toute autre union crée une parenté naturelle.

La famille varie dans ses définitions : elle est tantôt l'ensemble des parents légitimes, tantôt l'ensemble des parents et des alliés.

La famille successorale comprenant seulement les héritiers qui ont la plénitude des droits héréditaires se

compose chez nous des parents légitimes jusqu'au 12° degré.

Dans un sens plus étroit, la famille est l'ensemble des enfants vivants au foyer domestique et formant avec le père et la mère une association d'une durée limitée. La puissance paternelle y appartient au père et, s'il est mort, à la mère. L'enfant en sort par son mariage qui lui permet de fonder à son tour une famille distincte dont il est le chef.

La puissance paternelle française, aussi limitée chez nous qu'elle était illimitée à Rome, donne à celui qui en est revêtu des droits déterminés par le Code civil, ils ont pour but de permettre au père d'accomplir ses devoirs vis à vis de son enfant ; les principaux sont le droit de garde et de correction, le droit d'administrer la fortune de l'enfant et de jouir de ses revenus jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de 18 ans.

La puissance paternelle qui peut finir autrement cesse lorsque l'enfant a 21 ans accomplis.

Si le père et la mère font défaut, les droits de la puissance paternelle sont exercés, par le tuteur, conjointement avec le conseil de famille, le tuteur en ayant la plus grande part.

Les grands parents en France n'ont jamais, en cette seule qualité et s'ils ne sont pas tuteurs, les droits de la puissance paternelle, même sur l'enfant orphelin de père et de mère. Nous verrons que, par une unique exception, le Code civil a innové et donné aux aïeuls et aïeules le droit de diriger leurs petits enfants dans leur mariage par consentement ou par conseil. Ce droit, ils ne l'ont qu'à défaut du père et de la mère et ils l'ont de préférence au conseil de famille.

Il ne faut pas confondre cet état légal avec la famille

que les mœurs nous présentent quelquefois. Plusieurs générations d'enfants sont groupées sous un même toit et l'aïeul ou même le bisaïeul y conserve, à défaut du pouvoir qu'il tenait de la loi sur ses enfants mineurs, une autorité que son expérience, son caractère, joints à l'affection et au respect de tous, lui gardent sans restriction. Il n'est pas moins vrai que sous cette apparence d'une famille unique, il y a autant de familles distinctes qu'il y a de maris et que dans chacune d'elles un seul y a la puissance paternelle.

5.

La puissance paternelle était le fondement de la famille romaine.

Tandis qu'en droit français, le mariage, source de la parenté légitime, est le fondement de la famille, soit qu'on prenne le mot dans son sens étroit ou dans son sens étendu, c'est la puissance paternelle qui est le fondement de la famille romaine.

La *patria potestas*, à Rome, n'appartient jamais qu'à l'homme ; en principe elle dure autant qu'il vit, la femme ne l'a jamais.

L'homme qui n'était pas lui-même en puissance paternelle soit qu'il en fût sorti, soit qu'il n'y eût jamais été, s'il se mariait acquièrait d'abord la *patria potestas* sur les enfants de ce mariage, fils ou filles au premier degré. Il l'acquièrait ensuite sur les petits fils ou les petites filles nés du mariage de son fils ; mais il ne l'avait pas sur les petits enfants nés du mariage de sa fille, car ils tombaient sous la *patria potestas* de mari de celle-ci.

De même, le bisaïeul avait la *patria potestas* sur ses

arrière petits enfants des deux sexes, nés du mariage d'un petit fils né lui-même du mariage d'un fils ; mais il ne l'avait pas sur ses arrière petits enfants nés d'une petite fille, et ainsi de suite.

Ces descendants de divers degrés, issus d'un même ascendant, par le sexe masculin, dans un seul ou dans plusieurs mariages successifs, ne formaient qu'une unique famille, cette famille n'avait qu'un seul chef, trisaïeul, bisaïeul, aïeul ou père, peu importe. Nous avons vu que chez nous, dans les mêmes conditions, il y aurait autant de familles légales qu'il y avait de mariages.

La famille civile dans toute son étendue, c'est-à-dire la famille successorale dû pur droit romain se composait de tous ceux qui étaient actuellement ou qui auraient été sous la *patria potestas* du même chef de famille, l'ancêtre commun, s'il vivait encore.

La parenté civile qui unissait tous les membres de cette famille s'appelait l'« agnation » et les parents « agnats ».

Le père de famille par l'émancipation fait sortir qui il veut de sa famille et ôte l'agnation à ce membre ; par l'adoption, il peut y faire entrer qui il veut, l'adopté devient l'agnat des agnats de l'adoptant, et réciproquement.

A la mort de l'ascendant, chef de famille, tous ses enfants au premier degré deviennent eux-mêmes chefs de famille, *patres familias*, soit parce qu'ils ont déjà des enfants par le mariage ou l'adoption, soit qu'ils peuvent s'en donner en se mariant ou en adoptant. Ainsi les petits enfants vivants passent de la *patria potestas* de l'aïeul mort à la *patria potestas* du père survivant.

Par opposition à la parenté civile ou *agnatio* il y a la parenté du sang ou *cognatio*. Les deux parentés peuvent exister entre deux personnes, mais il peut se faire qu'il n'y ait qu'une seule parenté : la cognation. Par exemple, tous les enfants nés d'une femme en dehors du mariage, eussent-ils le même père connu, ne sont jamais entre eux et avec les cognats de la femme que des cognats. Un enfant émancipé reste le cognat de ceux dont il avait été l'agnat tant qu'il était sous la *patria potestas* de l'émancipateur. A côté de la famille civile des agnats, il y avait donc la famille naturelle des cognats.

On peut se faire une idée de la famille civile en remarquant que l'agnation se transmettait à peu près comme le nom de famille se transmet chez nous : le grand Condé eut été l'agnat de Louis XIV à Rome ; le Régent, de Philippe III d'Espagne ; Louis Philippe, du comte de Chambord ; la femme du roi Léopold 1^{er} de Belgique et le comte de Paris étaient aussi agnats : tous étaient des Bourbons, et leur auteur commun, Saint-Louis, les aurait tous eus sous sa *patria potestas* en le supposant immortel. Mais Léopold II de Belgique et le comte de Paris, quoique cousins germains, n'eussent été que des cognats : l'un étant un Cobourg, l'autre un Bourbon qui n'eussent jamais pu être sous la même *patria potestas*.

L'équité, la justice ou le droit naturel inspirant et suscitant les édits des préteurs, les opinions des jurisconsultes et les constitutions impériales... battit en brèche la famille successorale civile et y fit entrer tour à tour les différentes classes de cognats. Et quand l'évolution fut achevée, une dernière constitution im-

périale abolit l'agnation et fonda l'ordre des successions légitimes sur la parenté du sang.

N'oublions pas que la puissance paternelle était perpétuelle et absolue.

Perpétuelle, elle existait tant que vivait l'auteur commun sur ses enfants, ses arrière petits enfants, comme nous l'avons établi. Un homme de cinquante ans qui avait encore son père y était soumis aussi énergiquement que la petite fille de vingt ans, que l'arrière petit fils d'un an.

Absolue, elle s'étendait sur la personne et sur les biens : dans une famille, il n'y avait qu'un seul propriétaire ; les enfants étaient en quelque sorte des instruments d'acquisition pour le chef de famille.

La puissance paternelle perdit de son intensité : les droits sur la personne furent diminués, le père n'eut plus le pouvoir par exemple de maintenir l'enfant dans un perpétuel célibat ; l'enfant put devenir quelquefois plein propriétaire, quelquefois simplement nu-propriétaire le père gardant alors l'usufruit.

Mais la puissance paternelle passa distincte, forte, perpétuelle dans la pratique des ressorts des quatre Parlements du Midi, Bordeaux, Toulouse, Aix et Grenoble.

Dans les pays de droit coutumier, puissance paternelle n'avait lieu, c'est-à-dire qu'on n'y connaissait pas cette énergique et perpétuelle *patria potestas* des Romains, qui toute atténuée qu'elle fut formait le lien puissant de la famille dans le midi de la France : il y avait seulement une puissance paternelle limitée dans ses effets, limitée surtout dans sa durée, car elle cessait avec l'âge de la majorité coutumière, généralement quand l'enfant avait 21 ans ou 25 ans au plus.

6.

Le mariage est la seule union qui produise la puissance paternelle.

La puissance paternelle venait de la légitimation, de l'adoption et du mariage.

La légitimation était un mode exceptionnel d'acquisition de cette puissance.

L'adoption eut plus de place dans la vie romaine : elle servit surtout à perpétuer les grandes familles patriciennes ; on voit un Scipion demander pour l'adopter un fils à Paul-Emile, et ce fils devint Scipion Emilien et détruisit Carthage. L'adoption disparut peu à peu, on en trouve guère de traces dans l'ancien régime ; elle fut rétablie par des législateurs épris d'admiration pour les institutions de Rome et passa dans le Code ; mais elle n'a dans nos mœurs qu'une place secondaire.

Le mariage fut toujours la source principale de la puissance paternelle à Rome. Il était dégagé des nombreuses unions qui pouvaient exister entre l'homme et la femme.

Parmi ces liaisons passagères ou plus durables, coupables ou permises, morales ou illicites, il y en avait deux qui ressemblaient au mariage, au moins par leur durée possible : le contubernium et le concubinatus.

Le contubernium avait lieu entre deux esclaves ou entre une personne libre et une personne esclave ; le maître qui seul avait le droit de le permettre pouvait aussi le rompre.

Le concubinat était une union particulière de deux personnes libres chacune de se marier valablement, sinon ensemble, au moins avec une autre. Il était légal,

mais ne pouvait exister simultanément avec le mariage, c'est-à-dire qu'un homme ne pouvait avoir à la fois une épouse et une concubine et la femme un mari et un concubin.

Pour bien comprendre la place du concubinat à Rome, il faut avoir une idée des effets particuliers du mariage. Voici les principaux : la puissance paternelle donnée au mari sur les enfants nés du mariage, le nom d'*uxor* (épouse) conféré à la femme, la possibilité pour elle d'avoir une dot dont la conservation par le mari était assuré par l'inaliénabilité au moins des immenbles qui la composaient, la nécessité d'un divorce légal pour rompre l'union, la légitimité des enfants « héritiers siens » de leur père et entrant dans sa famille successorale en devenant l'agnat de tous ses agnats.

La femme pouvait entrer dans la famille de son mari en tombant *sous sa main*. La *manus* ou puissance maritale faisait de la femme en quelque sorte une fille du mari, agnate de ses propres enfants.

Le mari n'acquiesait pas la *manus* par le seul effet du mariage. Il fallait, sous le nom de *confarreatio* une cérémonie religieuse consistant principalement dans la rupture d'un gâteau sacré, ou, sous le nom de *coemptio* une opération juridique consistant en une sorte de vente de la femme. Si aucune de ces cérémonies n'était intervenue, le mari pouvait encore acquiesir la *manus* par l'usage, *usu* : au bout d'une année passée sans que la femme eut, pendant cette année, découché trois nuits consécutives, la femme sortait de la *patria potestas* de son chef de famille pour tomber sous la *manus* du mari.

Il faut dire que la *manus* disparut dans les premiers siècles de l'Empire.

Le concubinat différait profondément du mariage par ses effets : les enfants qui en naissaient avaient sans doute un père connu, mais il n'étaient pas sous sa puissance paternelle et ne pouvaient être ses héritiers par conséquent ; dans le pur droit civil ils ne faisaient pas partie de la famille successorale, car ils n'avaient avec leur père et ses parents civils que le lien de la cognation. Le concubin et sa concubine n'avaient besoin d'aucun motif légal pour se séparer l'un de l'autre, chacun d'eux ayant conservé une liberté absolue. Le concubinat, quoiqu'il resta longtemps licite, était une sorte de mariage d'un degré inférieur qui n'avait rien d'honorable pour la femme. Les fils de famille qui ne pouvaient sans le consentement du chef de famille se marier pouvaient au contraire librement prendre une concubine.

Par ces raisons et bien d'autres le concubinat était dans les mœurs. Il y entra peut-être encore davantage, lorsque les lois caducaires établirent ou maintinrent des empêchements au mariage fondés sur l'inégalité des conditions, de telle façon par exemple qu'un sénateur ne pouvait se marier avec une femme qu'il avait le droit de prendre comme concubine. Aussi l'empereur Léon, en prohibant le concubinat par une de ses Nouvelles, disait-il pour justifier sa défense : « il n'est pas difficile pour qui veut se marier de trouver « une femme d'une condition égale à la sienne ».

7.

Le mariage romain était un contrat privé et consensuel, comme il pouvait se conclure sans formalités la preuve en était souvent difficile.

Quand un homme et une femme, capables d'ailleurs

de se marier ensemble, s'unissaient et vivaient sous un même toit, pour savoir s'il y avait mariage ou concubinat, il fallait rechercher ce qu'ils avaient voulu en mettant leur vie en commun.

Le mariage en effet, aussi bien que le concubinat, pouvait se faire sans aucune formalité extérieure, par le seul échange des volontés, le consentement. En ce sens, on a pu dire que le mariage différait du concubinat, *solo affectu*, par l'intention.

Cette intention était révélée par les circonstances qui précédaient, accompagnaient ou suivaient la formation de l'union : c'étaient elles qui permettaient de prouver qu'il y avait mariage.

Souvent, le plus souvent au moins dans les temps primitifs il y avait un cérémonial qui ne permettait aucun doute. A l'origine ce fut des fêtes religieuses sans doute, plus tard des cérémonies symboliques, qui sans être une condition légale de la validité du mariage l'accompagnaient ordinairement.

Mais aucune loi ne les exigeait à peine de nullité du mariage. Quand elles n'avaient pas eu lieu, quand aucun écrit n'avait été rédigé, alors il fallait bien chercher dans les circonstances dont nous parlions la volonté des parties.

Ainsi la preuve du mariage résultait de la constitution d'une dot faite à la femme, puisque l'épouse seule pouvait en avoir et non la concubine.

Lorsqu'une femme était ingénue, il y avait présomption de mariage si elle vivait avec un homme.

Au contraire, le concubinat était présumé, quelquefois prouvé, parce qu'il ne pouvait y avoir d'autre union entre les parties. Courtisanes, comédiennes, femmes condamnées pour adultère..., quand elles voulaient

s'unir à un ingénu, ou seulement affranchies si c'était avec un sénateur ou un descendant de sénateur, toutes ces femmes ne pouvaient être que concubines : jamais entre de telles personnes le mariage n'était permis.

Si une de ces femmes vivait avec un autre personnage, avec qui d'ailleurs elle aurait pu se marier, il fallait qu'une preuve résultant des circonstances, des cérémonies, un écrit, un pacte dotal... établît la volonté de l'homme de la prendre pour épouse. Un texte va même jusqu'à dire qu'il suffisait qu'une femme fut de condition obscure pour qu'elle fut réputée prise à titre de concubine.

Dans le droit canon actuel, le mariage se forme et existe quand les deux fiancés ont échangé leurs consentements devant le prêtre témoin nécessaire : dans le droit civil, il est célébré, quand le maire après avoir reçu de chaque partie qu'il interroge l'une après l'autre la déclaration qu'elles veulent se prendre pour mari et femme, a prononcé au nom de la loi qu'elles étaient unies par le mariage. A Rome, le défaut d'une formalité analogue nécessaire à la célébration du mariage et permettant d'établir une preuve facile et de sa célébration et de sa date donnait lieu à des procès. Même quand les cérémonies habituelles, quoique non légales, avaient accompagné la célébration, les jurisconsultes, étaient encore forcés de les analyser, et ils le faisaient avec leur sagacité ordinaire pour rechercher le moment précis où, par l'échange des volontés, le mariage s'était formé.

Voici un exemple curieux. Les donations entre époux étaient défendues à Rome : si un mari en faisait une à sa femme, il avait le droit plus tard de lui reprendre les biens donnés ; si c'était un promis qui avait donné

à sa fiancée, celle-ci après le mariage gardait la donation, elle était valable. Un consultant exposait au jurisconsulte les faits suivants :

« Un mariage devait être célébré, trois jours avant, la fiancée avait été conduite dans les jardins de Sempronius, son futur mari ; elle y habitait un pavillon séparé. Enfin le jour des noces arrive, le cortège va prendre la jeune fille dans son pavillon : avant le départ, elle reçoit dix sous d'or de Sempronius. On se met en marche, on arrive à la maison de Sempronius, on présente à l'épousée sur le seuil l'eau et le feu, elle les reçoit.... et la cérémonie s'achève auprès du foyer, en face des dieux domestiques et des images des ancêtres. »

On demandait au jurisconsulte après lui avoir ainsi exposé les faits si la donation était valable. Il répondit qu'elle était valable parce qu'elle avait eu lieu avant le mariage puisqu'elle s'était faite avant la réception de l'eau et du feu qui constituait la formation du contrat par l'échange des volontés.

8.

Le chef de famille est maître et souvent seul maître du mariage des enfants qu'il a sous sa puissance paternelle.

Voyons ce qu'était la liberté du mariage dans cette société romaine qui avait d'abord regardé l'étranger comme un ennemi, mis la femme libre en perpétuelle tutelle, vécu d'esclavage et fait de la puissance paternelle le meilleur moyen de constituer une famille aristocratique.

Le mariage était possible à 12 ans pour la femme, à 14 ans pour l'homme.

Outre le consentement des époux, il fallait, à peine de nullité, nous dit encore Justinien au cinquième siècle, le consentement de celui sous la puissance duquel se trouve le fils ou la fille de famille à marier : « ainsi l'exigent la raison naturelle et la raison civile. »

Il semblerait résulter de là que comme la puissance paternelle n'appartient dans une famille qu'à un seul et à un homme, le consentement de l'ascendant qui en est investi suffit seul. Il n'en est rien ; pour comprendre ces règles du mariage, il faut prendre un exemple.

MARCUS FABIVS

CASSIA = EMILIUS

LENTULA = MÆVIUS FABIVS

EMILIA † = PAULUS FABIVS

LUCIVS FABIVS (ou LUCIA FABIA)

Lucius Fabius (ou sa sœur Lucia Fabia) a encore vivant dans sa ligne paternelle son père, Paulus Fabius (mari d'Emilia) son grand père paternel, Mævius Fabius, et sa grand'mère paternelle Lentula ; enfin son bisaïeul Marcus Fabius.

Dans la ligne maternelle, Lucius Fabius a son grand père maternel Emilius et sa grand'mère maternelle Cassia ; sa mère Emilia est morte.

La famille Fabius dans ses trois générations n'a qu'un seul pater-familias, Marcus, le bisaïeul (*proavus*)

Lucius, pour se marier, n'aurait pas eu besoin du consentement de sa mère Emilia, si elle eut vécu au moment du mariage, ni du consentement de ses aïeul et aïeule maternels Emilius et Cassia, ni de sa grand'mère paternelle Lentula : on ne demande rien aux femmes, ni aux ascendants maternels.

Il fallait à Lucius le consentement de Marcus Fabius, son bisaïeul paternel, car il était sous sa puissance paternelle. Il lui fallait aussi le consentement de son aïeul paternel Mævius et celui de son père Paulus.

Voici pourquoi.

La mort du bisaïeul Marcus faisait passer la puissance paternelle à Mævius : or, si Paulus et Lucius étaient morts avant Marcus, lors du décès postérieur de Mævius, les enfants nés du mariage de Lucius auraient été héritiers siens de Mævius. De même en cas de mort de Mævius, Paulus aurait eu la puissance paternelle et, à sa mort, il aurait eu comme héritiers siens, en cas de prédécès de Lucius, ses petits enfants, enfants de Lucius. Or, le droit romain n'admettait pas qu'un citoyen put avoir des héritiers malgré lui : voilà pourquoi il exigeait que Lucius pour se marier eut le consentement de chacun de ses ascendants paternels vivants : Marcus, Mævius et Paulus.

Alors la formule exacte était celle-ci : il fallait au fils de famille qui se mariait le consentement des ascendants sous la puissance desquels pouvaient tomber les enfants à naître du mariage qu'on voulait former.

Cela est si vrai que lorsque le bisaïeul, Marcus, avait émancipé c'est-à-dire fait sortir de sa puissance et de sa famille Mævius, en retenant sous sa puissance son petit-fils Paulus, Lucius n'aurait pas eu à demander le consentement de son aïeul Mævius.

Si au lieu d'un filius familias, nous supposons avec les mêmes conditions, une filia familias Lucia Fabia : pour se marier, il ne lui fallait que le consentement de son bisaïeul paternel, Marcus Fabius. Elle ne pouvait en effet donner à son père Paulus et à son aïeul

paternel Mævius d'héritiers siens puisque ses enfants ne pouvaient jamais tomber en leur puissance.

Quoiqu'en dise Justinien cette législation pouvait être conforme au droit civil toujours plus ou moins arbitraire; en tout cas, elle était étrangère au droit naturel et ne ressemblait guère à notre Code. Chez nous, le bisaïeul est le dernier auquel on aurait à demander un consentement, tandis qu'à Rome c'était le premier et quelquefois le seul duquel il fallait l'obtenir.

Mais voici une règle encore plus étrangère à nos lois : dans le droit rigoureux des romains, le futur qui n'était pas fils de famille, soit parce qu'il avait été émancipé, soit parce qu'il était né hors de mariage et n'avait jamais été en puissance paternelle, pouvait dès l'âge de 14 ans se marier sans le consentement de personne.

Il semblerait que la femme qui n'était pas en puissance paternelle, pouvait dès qu'elle était nubile c'est-à-dire à l'âge de 12 ans se marier sans le consentement de personne. Mais la condition de la femme ne fut jamais égale à celle de l'homme. Libre de toute puissance, elle était, dans le vieux droit, sous la tutelle perpétuelle de ses agnats et ne pouvaient par conséquent se marier sans leur consentement.

La tutelle disparut, ou, comme il a été plaisamment dit, ce furent les tuteurs qui tombèrent en tutelle des femmes. Plus tard, des constitutions impériales exigèrent pour le mariage de la jeune fille, jusqu'à 25 ans, le consentement de son père naturel et à défaut de sa mère et de ses proches.

Nous n'avons pas à rechercher les difficultés ou les détails d'application de ces règles. Il est difficile de se

faire une idée de ce qu'était dans les mœurs cette énergique puissance paternelle : elle dut souvent être excessive, car un jurisconsulte, commentant les lois caducaires, nous dit que les magistrats pouvaient intervenir et forcer le père à marier son fils ou sa fille. Mais nous ne pouvons savoir comment *cette* intervention s'exerçait dans la pratique.

9.

Persistance de l'influence de son droit après la disparition du peuple romain.

La belle ordonnance de ce droit, sa logique, son esprit pratique ne frappèrent pas seulement d'admiration les jurisconsultes de tous les temps, ils cherchèrent à l'adapter aux institutions des nouvelles sociétés européennes. Ils en regrettent même ce que la raison condamne : ainsi quand il montre Justinien supprimant le reste des lois caducaires c'est-à-dire les empêchements au mariage fondés sur l'inégalité des conditions Montesquieu ne peut s'empêcher de dire : « c'est par là que nous avons acquis une liberté si triste », apparemment celle de se marier avec qui on veut. D'Aguesseau dans un procès en nullité de mariage d'un notable avec une servante exprime un regret semblable.

On ne sera pas étonné quand on verra les hommes de loi introduire dans les ordonnances royales un moyen d'empêcher autant que possible ces mariages inégaux en rendant au père un pouvoir que le droit canon avait supprimé.

Il ne s'agit pas de savoir si de pareils mariages sont bons, si deux personnes qui diffèrent par l'origine, l'éducation, les habitudes ou les besoins que donnent

la pauvreté et la richesse, l'ignorance et le savoir, la maladie et la santé, font bien de se marier dans l'intérêt de leur bonheur : il s'agit de savoir si la loi directement ou indirectement doit entraver leur liberté.

Or, à ce sujet, la lutte existe toujours entre le droit naturel qui supprime tout ce qui entrave la liberté fondée sur la raison et le droit positif qui s'en écarte plus au moins pour des causes infiniment variables, les unes bonnes, les autres mauvaises. Le progrès consiste à revenir, non pas au droit naturel dont l'objet est de rendre exactement ce qui est dû à chacun, mais à y arriver c'est-à-dire à simplifier le droit positif nécessairement compliqué par l'ignorance, l'égoïsme, la brutalité, l'inexpérience des sociétés primitives. Le progrès consiste à trouver les institutions et les lois qui donnent à chaque homme une liberté de plus en plus grande de faire son devoir et de défendre ses intérêts légitimes en respectant cette même liberté chez son semblable.

La comparaison de l'influence du droit naturel et de celle du droit positif dans la réglementation des deux éléments principaux de cette étude, la puissance paternelle et le mariage, permet de mieux comprendre la lutte pour le progrès.

La puissance paternelle d'abord.

Le droit naturel la définit et la limite en se plaçant au point de vue des obligations du père : c'est l'ensemble des moyens que le père possède pour accomplir le devoir par lui contracté vis-à-vis de l'enfant qu'il a volontairement mis au monde. Il doit le nourrir, l'entretenir, l'élever : pour cela, il a sa garde, le pouvoir de le corriger, le gouvernement de sa personne et l'administration de ses biens.

Si la puissance paternelle est cela, elle prend fin

avec son objet. Quand l'enfant a été conduit à cet âge où il peut se suffire et se conduire, la puissance paternelle doit cesser. La loi positive n'a à intervenir que pour protéger la liberté de l'enfant en fixant l'âge où elle présume qu'il a atteint le développement physique, moral et intellectuel qui le rend maître de sa personne et responsable de ses actes.

Le père et la mère doivent théoriquement exercer cette puissance en commun ; à défaut de l'un, c'est à l'autre qu'elle appartient.

Tout droit positif s'écarte plus ou moins de cette loi rationnelle suivant qu'il est plus ou moins compliqué. Le principe du droit romain a été de faire de la puissance paternelle une magistrature. La famille est un élément de la cité. La cité qui se compose de familles a le droit d'assurer leur existence : elle l'a fait en donnant un chef à chaque famille, c'est le père, ou l'aïeul, ou le bisaïeul...., il aura la direction absolue de tous ses descendants tant qu'il vivra, nul n'entrera, nul se sortira de la famille par mariage, adoption ou émancipation sans sa permission : il sera seul propriétaire de la fortune de tous, des biens de la famille. D'autres peuples ont également fait de la famille une unité dans l'Etat et du père un magistrat ; aucun n'a poussé la logique des choses aussi loin que le peuple romain.

Les historiens font des hypothèses sur l'origine de cette magistrature. Ils invoquent une division qui aurait partagé le premier peuple romain en trois tribus, chaque tribu en dix curies, chaque curie en *gentes* ; la *gens* ne serait que la réunion de tous ceux qui portent le même nom, divisée elle-même en familles dont les chefs seuls votaient dans l'assemblée du peuple. Et ainsi le gouvernement de la famille se rattachait,

comme cause ou comme effet, au gouvernement de la Cité.

Qu'importe ces conjectures et d'autres, la puissance paternelle à Rome était une magistrature ; pour tous les jurisconsultes de l'Ecole romaine, pour les rédacteurs même du code quoique quelques uns répudient l'idée, elle restera cela et ils sont dans l'impossibilité d'expliquer autrement le pouvoir que dans l'intérêt de l'Etat le législateur donne au père sur le mariage de ses enfants majeurs.

Il faut faire les mêmes remarques sur le mariage.

Dans le droit naturel ou rationnel, le mariage est une union choisie par l'homme et la femme entre toutes les unions qu'ils peuvent former ensemble, elle a trois caractères : l'unité, la dignité, l'indissolubilité. L'unité, un seul avec une seule ; la dignité, la femme sera l'égale de l'homme et non sa servante ; l'indissolubilité, elle sera voulue au moins au moment de la formation du lien et la séparation de corps ou le divorce n'auront lieu que pour des causes déterminées par la loi. Le mariage est quelque chose d'indivisible, une mise en commun de deux existences ; il se forme par un simple contrat, auquel peut consentir tout pubère parvenu à un développement suffisant de son intelligence et de sa volonté et pour lequel le consentement d'une tierce personne, fut-ce le père, est inutile.

Mais il y a d'autres conceptions du mariage. Ainsi les romains avaient bien admis la définition du mariage caractérisé par l'unité, la dignité et l'indissolubilité qui chez eux distinguait aussi cette union de toutes les autres ; mais ils avaient transformé l'institution en en faisant le fondement principal de la famille. Le contrat avait en effet cessé d'être libre pour les membres de

cette famille, car aucun d'eux ne pouvait se marier sans le consentement de son chef, et même, pour mieux assurer l'intégrité de la famille, ils avaient prohibé le mariage d'un homme honorable avec une femme de certaines conditions inférieures.

C'est ce mariage romain remarquable par l'austérité de la vie domestique, par l'économie à laquelle le régime dotal condamnait le mari, par l'énergique discipline que le père de famille imposait à tous ses descendants, qui était déserté par les classes riches, malgré les faveurs dont la loi l'entourait dans leur intérêt. L'union libre qui n'était autre chose que le concubinat tendait à remplacer le mariage.

III

DU DROIT CANON

10.

Comment le mariage religieux remplaça dans la pratique toutes les unions, légales ou tolérées.

Les éléments du mariage chrétien se trouvaient dans le Nouveau Testament : c'était un sacrement, il était indissoluble et sans divorce possible.

Les chrétiens firent de ce mariage la seule union légitime de l'homme et de la femme. Comme sacrement il était accessible à tous : le concubinatus et le contubernium dissolubles soit au gré des parties, soit au gré des maîtres, devenaient des unions immorales et coupables.

La nouvelle doctrine entraînait en conflit avec le droit civil et païen.

Un sénateur voulait-il s'unir à une affranchie ; la loi romaine ne leur permettait que le concubinat, la loi chrétienne que le mariage sacrament avec son indissolubilité, mais elle avait dû pour cela admettre que l'inégalité des conditions n'était point un obstacle au sacrament.

Un maître unissait-il deux esclaves, c'était civilement un *contubernium* dissoluble à son gré. Si les esclaves étaient chrétiens et avaient reçu le sacrament, l'Eglise imposait au maître le respect de ce lien indissoluble.

Personne ne peut s'opposer à la réception du sacrament par autrui : l'Eglise n'admettait la nécessité ni du consentement d'un maître au mariage de son esclave, ni de celui d'un père ou d'une mère au mariage de leur enfant.

Mais l'Eglise n'avait d'abord de règles que pour la conscience ; c'était sans le concours du pouvoir civil et quelquefois en opposition avec ses lois qu'elle pénétra peu à peu dans les mœurs et que toutes les unions inférieures disparurent au fur et à mesure de ses progrès dans le peuple. Cette révolution était très avancée, quand le pouvoir temporel accepta comme sienne la loi de l'Eglise et punit de peines diverses toutes les unions autres que le mariage. L'unité de la parenté et de la famille en résultait et incontestablement aussi la dignité de la femme : il n'y en eut plus à qui on pouvait légalement proposer ou imposer une union où elle n'eut pas été l'égale de son mari.

Les unions morganatiques, véritables mariages d'ailleurs, mais dont les effets civils différaient des

effets légaux du mariage, ne furent que des exceptions à l'usage des princes souverains.

11.

Comment l'Eglise adopta, modifia, supprima ou compléta les lois romaines avant le concile de Trente.

Il résulte de ce qui précède que l'Eglise n'eut pas dès le début une législation sur le mariage organisée de toutes pièces, savamment élaborée et organisée par des théologiens et des jurisconsultes. Elle se soumit pratiquement aux lois existantes et en prêcha l'obéissance à ses fidèles dans la mesure où elle pouvait le faire sans violer les devoirs qu'elle imposait à leur conscience.

Si un homme de naissance illustre voulait prendre en concubinat une femme chrétienne que la loi ne lui permettait pas d'épouser à cause de sa condition inférieure, elle disait à la femme de refuser toute union autre que celle du mariage indissoluble.

Si un fils de famille chrétien voulait se marier, elle lui imposait le devoir de demander le consentement de son père ; mais s'il s'était marié, pour de graves motifs, malgré le refus du père, elle lui ordonnait de respecter le lien formé quoiqu'il fut nul d'après la loi romaine et de se refuser à tout autre mariage que son père pouvait lui proposer.

Si une esclave chrétienne déjà mariée religieusement ou encore libre était contrainte par son maître à toute union plus ou moins durable autre que ce mariage elle devait subir le martyre plutôt que d'obéir.

Si un mari, usant de la loi civile, divorçait avec sa

femme chrétienne, celle-ci ne devait pas se regarder comme libre de contracter un autre mariage tant que son mari vivait.

On voit comment l'Eglise, restant et d'ailleurs forcée de rester dans le domaine de la conscience, agit fortement sur les mœurs. Elle accepta la plupart des règles du droit romain, en modifia quelques unes, en supprima d'autres et en ajouta de nouvelles.

Elle maintint, par exemple, l'âge de la puberté, modifia en les étendant et en pratiquant un système de dispenses les empêchements fondés sur la parenté et l'alliance, elle admit la validité du mariage contracté sans le consentement des parents, introduisit de nouveaux empêchements fondés sur les vœux solennels et l'engagement dans les ordres sacrés.

Une des plus importantes innovations fut le devoir imposé par l'Eglise à ses fidèles de faire bénir leur union par un prêtre et la défense de pratiquer les cérémonies païennes, au moins l'abstention de toutes celles qui constituaient une adhésion au culte des idoles. Mais la bénédiction et les cérémonies nouvelles plus ou moins imitées des anciennes n'étaient point nécessaires à la validité du mariage qui resta un contrat consensuel.

Ainsi se forma peu à peu un ensemble de règles que l'église compléta plus tard par la publication préalable du projet de mariage au moyen des bans.

Pendant longtemps, l'observation des règles particulières à l'Eglise ne fut sanctionnée que par des peines religieuses : remontrances, pénitences, excommunications. Mais il arriva un jour où la loi civile adopta le droit matrimonial de l'église, il arriva un jour où dans toute l'Europe ses tribunaux, les officialités, jugèrent

toutes les questions relatives au sacrement de mariage tenant désormais lieu de mariage civil.

Malgré le respect et l'obéissance qu'obtenait l'Eglise, tous les mariages n'étaient pas célébrés avec la bénédiction du prêtre : il y en était qui avaient lieu sans prêtre et sans témoins, quelquefois devant un notaire qui dressait acte du mariage conclu devant lui comme il faisait pour tout autre contrat. On appelait cette union « mariage clandestin » : il était d'ailleurs parfaitement valable. Nous verrons au contraire qu'après le Concile de Trente le mariage clandestin était nul, cela tient à un changement de législation.

Parmi les motifs divers qui poussaient les parties à un mariage clandestin, le principal et le plus fréquent était le refus de consentement des parents. Sans doute, cette approbation n'était plus nécessaire à la validité du mariage, mais les enfants n'osaient pas braver la colère d'une famille puissante : ils se mariaient clandestinement et, le mariage ainsi célébré, ils le tenaient secret jusqu'au moment où ils pouvaient le révéler impunément

Un pareil mariage était souvent fort difficile à prouver : le temps faisant disparaître les témoins et les écrits ; Les uns et les autres d'ailleurs manquaient souvent. L'indissolubilité de l'union était menacée en fait : comment l'époux abandonné aurait-il pu prouver son mariage ? Réellement formé, mais non prouvé, il n'existait pas en réalité. Le mariage a des effets vis-à-vis des tiers puisque les enfants qui en naissent font partie de la famille successorale de leurs parents : comment prouver leurs droits héréditaires ?

12.

*En quoi consiste la réforme faite par le
Concile de Trente.*

Frappé des inconvénients du mariage célébré clandestinement et tenu secret ou simplement clandestin et ensuite déclaré, le Concile exigea pour la validité du mariage sa célébration dans une forme extérieure qui ne laissa aucun doute sur la volonté des parties et permit de la prouver facilement.

Le contrat resta toujours la matière du sacrement, il résulta des consentements échangés des deux promis, mais il devait se former par devant l'église : le sacrement n'existait pas désormais sans cette célébration ; pas de sacrement, pas de mariage même civil puisque c'était alors une seule et même chose.

Voici le texte du décret voté dans la 24^e session du Concile le 11 Novembre 1563, il nous apprend ce que veut dire l'expression : mariage célébré en face l'église.

« Qui aliter quam præsentè parochò vel alio sacerdote
« de ipsius parochi seu ordinarii licentia, et duobus vel
« tribus testibus matrimonium contrahere attentabunt,
« eos Sancta Synodus ad sic contrahendum matrimo-
« nium omnino inhabiles reddit et hujus modi contrac-
« tus irritos et nullos esse decernit. »

« Le Saint Synode rend absolument inhabiles ceux
« qui essaieraient de contracter mariage autrement
« qu'en présence du curé ou d'un autre prêtre muni
« de la licence (délégation, permission) de ce même
« curé ou de l'Ordinaire et il décrète que de
« semblables contrats soient nuls et invalides. »

L'Eglise est représentée par le curé de la paroisse

des futurs , avec deux ou trois témoins , ou par l'Ordinaire c'est - à - dire l'Evêque dans le diocèse duquel se trouvait la paroisse.

L'Evêque et le curé, également capables de consacrer par leur présence le mariage, peuvent déléguer leur pouvoir à un autre prêtre même étranger à la paroisse ou au diocèse (1).

La présence du curé, telle que nous venons de l'expliquer était désormais et est encore une condition essentielle de la validité du sacrement.

L'assistance de deux ou trois témoins rendra le mariage inattaquable ; mais il y a là des questions de détail dans l'examen desquels nous n'avons pas à entrer : ainsi dans le cas où le curé compétent a béni le mariage, quel est le rôle des témoins , quelles conséquences peuvent entraîner leur absence, leur nombre incomplet ou leur incapacité ?

(1) Un procès célèbre nous a montré une curieuse application de cette règle sous l'Empire. Un banquier de Paris, voulant légitimer une union déjà existante, s'était marié dans l'église d'un petit village espagnol, voisin de la frontière, devant le curé. L'archevêque de Paris et l'archevêque de Bordeaux, dans les diocèses desquels le banquier et sa campagne avaient le domicile ou la résidence exigés par le concile de Trente,... les deux Ordinaires en un mot avaient délégué leur pouvoir de recevoir et de bénir le mariage au curé espagnol. En Espagne, il n'y avait pas alors d'autre manière de se marier, le mariage religieux était en même temps le mariage civil. La question était de savoir si le mariage, dont personne ne contestait la validité comme sacrement, était valable comme mariage civil en France : valable, la femme commune en biens avait la moitié de l'immense fortune mobilière de son mari ; nul, elle n'avait rien qu'un legs.

13.

Les parties sont ministres du sacrement et le curé en est un témoin nécessaire ; cette formule explique son rôle dans la célébration.

Suivant l'opinion la plus généralement admise, surtout aujourd'hui, le curé ne joue dans la célébration que le rôle d'un témoin, mais d'un témoin d'une nature particulière.

Dans tout sacrement, il y a un ministre qui le confère : celui qui verse l'eau et prononce les paroles du baptême, l'Evêque dans l'ordre, le Prêtre dans la pénitence, etc. Le ministre joue un rôle actif, mais volontaire : il peut refuser son concours et alors il n'y a pas de sacrement. Sans doute, en refusant son ministère, il peut manquer à son devoir ; mais s'il ne veut pas le donner aucune force ne peut l'y contraindre.

Il n'en est pas de même dans le mariage. Le contrat est la matière du sacrement et la forme est l'expression extérieure de la volonté des promis avec les cérémonies requises, l'homme et la femme qui se marient sont les ministres du sacrement. Le Concile de Trente a ajouté une formalité essentielle sans laquelle il n'y aurait pas de sacrement, elle consiste dans la présence du curé à l'échange des consentements. Le curé représente l'Eglise, le sacrement n'existe que si le contrat se forme en présence de l'Eglise.

Cela ne veut pas dire qu'il soit nécessaire pour la validité que le mariage soit célébré dans un édifice consacré au culte : il suffit que le consentement soit donné devant le prêtre compétent en quelque lieu qu'il soit.

Que le curé veuille ou non recevoir cet échange des consentements, qu'il approuve ou condamne le mariage, qu'il lui donne ou lui refuse sa bénédiction, qu'il proteste ou qu'il adhère, qu'il donne une preuve écrite du mariage ainsi célébré ou qu'il n'en délivre aucun acte... le mariage est valable quelle que soit la difficulté de la preuve. D'ailleurs cette preuve ne sera jamais aussi difficile que lorsque le mariage pouvait être célébré sans aucun témoin.

En d'autres termes, la présence du curé peut ne pas être volontaire : n'est pas témoin qui veut ; on est même presque toujours témoin sans le vouloir.

14.

Comment un roman peut apprendre mieux le droit qu'un exposé scientifique.

Manzoni, dans son roman des fiancés, a montré pratique et vivante la règle nouvelle du Concile de Trente. La scène se passe en l'année 1583.

Le curé don Abbondio a promis de célébrer solennellement le mariage de ses deux paroissiens, Renzo et Lucia ; un puissant seigneur, épris de Lucia, a fait défendre à don Abbondio de prêter son concours et le curé tremblant de peur ne veut plus bénir le mariage : il cherche et trouve toutes sortes de défaites. C'est Agnesa, la mère de Lucia, qui apprend aux fiancés comment il faut faire pour être mariés malgré le curé et avec son concours cependant.

Le mariage est facile « en sachant bien s'y prendre » dit Agnesa aux deux gens. « Ecoutez moi bien, je « tacherai de vous le faire comprendre. J'ai ouï dire « par des gens qui s'y entendaient, et j'en ai même vu

« dans ce cas, que, pour faire un mariage il faut bien
« un curé, mais il n'est pas nécessaire qu'il y consente.
« mais qu'il y soit.

« Comment cela, demanda Renzo.

« Ecoutez et vous comprendrez. Il faut deux témoins
« bien agiles et bien d'accord. On va vers le prêtre.
« L'esssentiel, c'est de le prendre à temps, qu'il n'ait
« pas le temps d'échapper. L'homme dit : Seigneur
« curé, je prends celle-ci pour femme ; la femme dit :
« Seigneur curé, je prends celui-ci pour mari.... Il faut
« seulement que le curé entende, que les témoins
« entendent, et le mariage est bel et bon, et sacré
« comme s'il avait été béni par le pape. Quand ces
« mots sont dits, le curé peut enrager, trépigner, faire
« le diable ; tout cela n'y fait rien : vous êtes mari
« et femme.

« Est-ce possible....? s'écria Lucia.

« Comment ! dit Agnesa, ne serait-ce pas une chose
« à voir que, dans les trente ans que je suis venue au
« monde avant vous, je n'eusse rien appris ? La chose
« est comme je vous le dis. A telle enseigne qu'une
« amie à moi, qui voulait épouser quelqu'un contre la
« volonté de ses parents, en faisant ainsi obtint ce
« qu'elle désirait. Le curé, qui en avait vent, se tenait
« sur ses gardes ; mais les deux témoins surent si bien
« mener leur barque, que les futurs arrivèrent dans un
« moment favorable, dirent les paroles, furent mari et
« femme, bien que la pauvre petite s'en soit repentie au
« bout de trois mois. »

On arrêta le projet de surprendre le curé, don
Abbondio, Ces gens ignorants arrangèrent une
scène « qui aurait fait honneur à un jurisconsulte. » Deux
témoins furent choisis, deux frères, l'un devait un

fermage au curé et ne pouvait payer, Lorenzo donna l'argent.

Le curé lisait, c'était le soir : mais on reçoit toujours l'argent d'un débiteur. Les deux frères sont introduits pendant que le curé écrit la quittance.

« Comme par un coup de théâtre, on vit Renzo et
« Lucia paraître au milieu. Don Abbondio entrevit, vit
« clairement, s'alarma, resta muet de surprise, entra en
« fureur, réfléchit, prit une résolution, tout cela dans le
« temps que Renzo mit à dire les paroles sacramentelles :
« — « Seigneur curé, en présence de ces témoins, je
« prends celle-ci pour femme. » — Ses lèvres n'avaient
« pas encore cessé d'être agitées que don Abbondio
« avait déjà laissé tomber la quittance pris et soulevé
« la lampe avec la main gauche, saisi avec la droite le
« tapis qui couvrait la table, et le tirant à lui, avec
« rage, fait tomber à terre livre, papier, cornet et
« poussière ; puis se glissant entre le fauteuil et la
« table, il s'était approché de Lucia. La pauvrete, avec
« sa voix douce, et alors toute tremblante avait à peine
« pu dire : « Et voici..... » que don Abbondio lui avait
« brusquement jeté le tapis sur la figure pour
« l'empêcher de prononcer la formule toute entière. »

Lucia ne put en effet achever la formule, le curé avait éteint la lumière, gagné la porte et disparu avant qu'elle fût dégagée et put parler : le mariage n'était pas conclu.

15.

Le concile de Trente n'admet pas que le consentement des parents soit nécessaire à la validité du mariage.

Manzoni dans son roman historique constate que la masse de la population ignorait les règles de la célébra-

tion du mariage ; il semble même que le clergé, prêtres et moines, travaillait fort peu à éclairer les fidèles.

La raison de cette abstention est indiquée par Agnesa : elle se serait bien gardée en effet, si elle avait désapprouvé le mariage de sa fille, d'indiquer la manière de se marier malgré le curé et aussi malgré ses parents. Le clergé qui savait très bien que le consentement des parents n'était pas exigé par l'Eglise, n'approuvait pas, et il avait raison, les enfants qui, sans motifs très graves, se passaient de ce consentement, ne le demandaient même pas : de là une tendance naturelle à ne pas vulgariser, avec la connaissance du droit, le moyen de se marier facilement sans le consentement des parents.

D'après l'opinion générale, le prêtre mariait, était le ministre du sacrement, avait le droit de refuser la célébration et on croyait qu'il la refuserait toujours quand les enfants la demanderaient sans prouver le consentement des parents. Cette opinion reposait sur une erreur qui du reste n'est pas encore dissipée aujourd'hui.

Le curé est témoin malgré lui, mais c'est volontairement qu'il ouvre son église, offre le sacrifice de la messe, donne sa bénédiction aux fiancés, prononce les paroles d'union et accomplit ou fait accomplir toutes les cérémonies que nous connaissons. Aucune de ces solennités n'est nécessaire à la célébration valable du mariage : le curé peut les refuser et alors il les refusait presque toujours quand les futurs, surtout mineurs, ne lui apportaient pas le consentement des parents. Ce refus était évidemment insurmontable et quand les futurs ignoraient qu'ils pouvaient passer outre et se marier valablement malgré le curé, on s'inclinait et

comme le résultat était qu'on ne se mariait pas sans le consentement des parents, le but était atteint.

Mais il était atteint parce que les fidèles étaient dans l'ignorance : aussi ceux qui connaissaient, comme Agnesa, la manière de s'y prendre parvenaient très bien à se marier.

Les princes temporels, notamment les rois de France et d'Espagne, représentés au concile par leurs ambassadeurs avaient fait une double demande au concile de Trente : d'abord que le mariage ne fut valable que s'il était célébré par devant l'Eglise et ensuite que le consentement des parents devint une condition de validité du mariage au moins jusqu'à un certain âge, 20 ans pour les garçons et 18 ans pour les filles.

Le concile, qui accorda la première demande, refusa absolument la seconde et le droit matrimonial de l'église n'a jamais changé depuis : le mariage du pubère, mineur ou non, célébré sans le consentement de ses père et mère est valable.

Voici d'ailleurs le texte du décret du Concile :

« Tametsi dubitandum non est clandestina matrimonia libero consensu contrahentium facta rata et vera esse matrimonia, quamdiu ecclesia irrita non fecit. Proinde jura damnandi sint, ut eos Sancta Synodus anathemate damnat, qui ea vera et rata esse negant ; quique falso affirmant matrimonia a filiis familias sine consensu parentum contracta irrita esse et parentes ea rata et irrita facere posse ; nihilominus sancta Dei Ecclesia, ea justissimis causis illa semper detestata est atque prohibuit ».

« Quoiqu'il ne faille pas douter que les mariages
« clandestins faits du libre consentement des contrac-
« tants ne soient des mariages valables et véritables



« que l'Eglise ne les a pas déclarés nuls et qu'il
« par conséquent condamner, comme le Saint
« Concile les condamne d'anathème, les gens qui nient
« que ces mariages soient vrais et valides et ceux
« aussi qui affirment à tort que les mariages célébrés
« par les fils de famille sans le consentement des
« parents sont nuls, et que les parents ont le pouvoir
« soit de les tenir pour valables (les ratifier) et pour
« nuls ; néanmoins la Sainte Eglise de Dieu par les
« plus justes raisons a toujours blâmé et prohibé ces
« mariages. »

16.

Ce que prouvait un mariage par devant notaire.

Pour le comprendre, il faut dégager du texte du Concile ce qui y est contenu.

Il distingue les mariages clandestins de ceux contractés sans le consentement des parents. Comme le plus souvent on ne recourait à un mariage clandestin, c'est-à-dire célébré sans publicité aucune, hors de l'église et sans prêtre, que parce que les deux futurs ou au moins l'un d'eux se mariaient malgré les parents, le Concile formula trois propositions qui peuvent être ainsi résumées :

1° Les mariages clandestins actuellement célébrés étaient et restent valables :

2° Ceux qui seront clandestins à l'avenir, c'est-à-dire célébrés sans la présence du curé seront nuls ;

3° Le mariage célébré par un fils de famille sans le consentement des parents est valable ; les père et mère n'ont le pouvoir ni de le ratifier, ni de l'annuler. Cependant l'Eglise n'a jamais approuvé de

pareils mariages et a toujours défendu de les bénir, mais à l'avenir ils ne seront valables que s'ils sont célébrés en présence d'Eglise.

Avant le Concile de Trente, les parties qui voulaient tenir leur mariage secret, qui ne recouraient pas à un prêtre parce qu'il les eut blâmées de s'unir malgré leurs parents, se mariaient quelquefois devant un notaire.

Le notaire recevait ce contrat comme il eut reçu une vente ou une société : il constatait dans son acte les paroles par lesquelles, devant lui, les parties se prenaient *présentement* pour mari et femme.

Le notaire ne mariait pas, pas plus qu'il ne faisait la vente ou la société : c'étaient les parties qui contractaient, qui se mariaient, comme elles se fussent associées ou se fussent vendu ou acheté. L'acte rédigé dans les formes légales n'était pas non plus nécessaire à la validité du mariage : il en était une preuve authentique et durable.

Le mariage ainsi prouvé était parfaitement valable et dans l'ordre religieux et dans l'ordre civil. A cette époque, avant 1563, la comédie pouvait faire célébrer des mariages devant notaire.

A partir du Concile de Trente, le notaire dressant l'acte d'un mariage fait devant lui, mais hors la présence du curé, constatait un mariage absolument nul. Mais lui fut-il au moins possible de faire un acte utile dans le cas où des futurs s'appelaient pour constater le mariage qu'ils allaient célébrer devant leur curé malgré lui ? Ce curé refuserait sans doute d'inscrire un pareil mariage sur ses registres ; le notaire prévenu et assistant à la cérémonie, pouvait-il rédiger un acte valable de ce qu'il avait vu et entendu ? L'ordonnance de Blois (art. 44) de 1579, postérieure au Concile de Trente, défendit au

notaire, sous des peines corporelles, de dresser acte du mariage que les parties auraient célébré devant lui et des arrêts du Parlement de 1650, 1676, revouvèlèrent la défense et prononcèrent la nullité de ces mariages.

Ces mariages durent souvent se célébrer en pratique, malgré ces défenses. M. le Premier Président Daussy a raconté l'histoire d'un mariage ainsi célébré dans l'église de Millencourt, le 30 janvier 1692, un jour d'office, devant le curé de la paroisse. Faisant cause commune avec les parents du futur repoussant ce qu'ils appelaient une mésalliance, le curé avait refusé de publier les bans. Les jeunes gens avaient deux témoins, en dehors des fidèles, et un notaire d'Albert, Maître Jean François Devielhe, dressa l'acte constatant la célébration à laquelle il assistait après l'avoir préparée. (Mémoires de l'Académie d'Amiens, année 1894).

IV.

DES ORDONNANCES ROYALES ET DE LA PRATIQUE DES PARLEMENTS

17.

Les ordonnances, combinées avec la jurisprudence des Parlements constituèrent un droit civil matrimonial

Les Parlements refusèrent l'enregistrement des décrets du concile de Trente au point de vue disciplinaire. Le roi, s'appuyant sur eux, n'admettait pas que l'Eglise put définir et déterminer les conditions de validité et les causes de nullité du mariage. Pothier le constate ainsi : « Le décret du Concile ne pouvait pas

« remédier aux abus des mariages clandestins en
« France, où ce concile n'était pas reçu et où ses décrets
« ne pouvaient par conséquent avoir aucune autorité ».

Au point de vue civil, le roi seul, disaient les juriconsultes gallicans, pouvait fixer les conditions de validité du mariage, en introduire, s'il le voulait : les conditions définies par le droit canon n'étaient obligatoires que si le roi les avait adoptées et édictées par ordonnance.

Le roi dut donc intervenir et par diverses ordonnances il adopta et prescrivit les règles très sages du Concile de Trente sur la célébration, en les modifiant cependant et en les étendant un peu.

Le concile est de 1563, la première ordonnance de Blois est de 1579, une des dernières ordonnances est de 1697.

Le roi ordonna de faire des publications ou bans du projet de mariage, imposa la publicité de la célébration, prescrivit l'assistance de quatre témoins avec le curé qui recevra le consentement des parties et les conjoiindra en mariage suivant la forme pratiquée dans l'Église.

« Les Saints Conciles ayant prescrit comme une des
« solennités essentielles au sacrement de mariage, la
« présence du propre curé de ceux qui contractent, les
« rois, nos prédécesseurs ont autorisé par plusieurs
« ordonnances l'exécution d'un règlement si sage » ;
dit Louis XIV dans le préambule de l'ordonnance de 1639, et dans le dispositif, il édicte : « voulons que les
« dispositions des saints canons et les ordonnances des
« rois nos prédécesseurs, concernant la célébration des
« mariages, et notamment celles qui regardent la né-

« cessité de la présence du propre curé de ceux qui contractent, soient exactement observées. »

Henri IV (décembre 1606) donna aux juges d'église la connaissance des causes concernant le mariage, mais à la condition d'appliquer les ordonnances et notamment celles de Blois sur les formes et solennités de la célébration publique par le curé en présence de quatre témoins.

Il résulte de cette ordonnance qu'il y avait un droit civil distinct du droit canon et que les ecclésiastiques devaient l'appliquer.

Il était distinct, parce qu'il modifiait certaines règles de la célébration et parce qu'il introduisait au moins une nouvelle condition, le consentement des parents, comme nous allons le voir plus en détail.

Dans le cas où les tribunaux ecclésiastiques refusaient d'appliquer le droit des ordonnances, les parties avaient la procédure de l'appel comme d'abus par laquelle, elles s'adressaient directement au Parlement ou lui demandaient la réformation des décisions des juges d'église.

18.

La Royauté modifie le rôle que le Concile de Trente avait donné au curé.

L'étude du texte des ordonnances que la jurisprudence éclaire prouve que la royauté, en faisant siennes les prescriptions du concile de Trente, avait cependant introduit une modification considérable dans le mode de célébration.

D'après le concile, nous ne saurions trop insister sur ce point, le curé de la paroisse des parties n'est

qu'un témoin de leur mariage. Sans doute, il est essentiel, car s'il fait défaut, le mariage n'existe pas ; tandis que l'absence des autres témoins vicie seulement le mariage, qui existe et pourra, suivant les circonstances, n'être pas annulé.

Si important, si nécessaire, si essentiel que soit le rôle du curé dans la célébration, il n'est que témoin, et nous avons montré qu'il n'est pas indispensable qu'il joue un rôle actif. Les paroles qu'il peut prononcer et qui varient suivant les rites, la bénédiction qu'il donne, peuvent faire défaut sans que le mariage célébré en sa présence soit nul : eût-il protesté contre le mariage dont il a été témoin malgré lui, celui-ci est valable.

Mais si un pareil mariage est valable d'après le concile de Trente, il est nul d'après les ordonnances, et le Parlement en prononcera la nullité, si l'officialité refuse de le faire. En effet, le curé dans le droit des ordonnances est un officier, chargé d'une fonction active, devant prononcer les paroles d'union sans lesquelles il n'y a pas de mariage.

Ce ne sont plus les parties qui sont les ministres du sacrement, c'est le curé.

Pothier explique très bien le rôle nouveau du curé qui résulte de la lettre et de l'esprit des ordonnances :

« Cette présence du curé requise par nos lois pour
« la validité des mariages, n'est pas une présence
« purement passive : c'est un fait et un ministère du
« curé qui doit recevoir le consentement des parties
« et leur donner la bénédiction nuptiale. »

« Cela résulte des termes de la déclaration de 1639,
« où il est dit, que *le curé recevra le consentement des*

« parties et les conjoindra en mariage, suivant la
« forme pratiquée en l'église. »

« Il ne suffirait donc pas, pour la validité du
« mariage, que les parties allassent trouver à l'église
« leur curé, et qu'ils lui déclarassent qu'ils se prennent
« pour mari et femme : il faut que le curé célèbre le
« mariage. »

Et Pothier cite un arrêt de 1676, auquel nous avons déjà fait allusion, et qui déclare nul « un mariage dont les parties s'étaient fait, dans l'église, donner acte par un notaire sur le refus fait par un curé de le célébrer », et un autre arrêt du 10 mai 1713, qui déclare bâtard un enfant né de ce mariage.

La royauté avait un but en changeant le rôle que le curé avait reçu du concile de Trente, elle voulait faire de lui un fonctionnaire à qui elle pouvait donner des ordres dans un intérêt civil.

L'union de l'Eglise et de l'Etat permettait cette fusion ou cette confusion.

La première obligation imposée en effet aux curés fut la défense de célébrer un mariage si les futurs, mineurs, n'avaient pas le consentement de leurs parents.

19.

Exposé sommaire des règles du consentement des parents au mariage de leurs enfants dans l'ancien régime.

La fille depuis l'âge de 12 ans et le garçon depuis l'âge de 14 ans jusqu'à l'âge de 25 ans étaient réputés mineurs quant au mariage.

La minorité en cette matière fut partout la même, quelles que fussent les coutumes locales avançant ou retardant l'âge de la minorité ordinaire. C'était un de

ces cas assez rares où la royauté avait fait l'unité législative.

Quand le père donnait ou refusait son consentement, en principe l'avis de la mère était indifférent. Si le père était mort, il fallait au mineur de 25 ans le consentement de sa mère.

Le mineur sans père, ni mère, devait avoir jusqu'à 25 ans le consentement de son tuteur ou de son curateur, qui devaient prendre l'avis des plus proches parents.

Au cas de refus du tuteur, le mineur pouvait s'adresser au juge. Celui-ci faisait comparaître devant lui les plus proches parents paternels et maternels du mineur et faisait rédiger leurs réponses par écrit ; il renvoyait ensuite les parties à l'audience et le Tribunal décidait si le mineur pouvait se marier.

On ne voit nulle part, qu'à défaut du père ou de la mère, le consentement des ascendants ait été requis, mais ils étaient de ces proches parents que le tuteur ou le juge consultait.

Après l'âge de 25 ans accomplis, l'enfant quoique devenu majeur devait encore demander le consentement de ses père et mère. S'il manquait à cette obligation, le père ou la mère pouvait exhérer l'enfant qui n'avait pas demandé leur consentement, mais le mariage était valable.

Cette demande d'un consentement qui n'était plus indispensable s'appelait couramment, même chez les jurisconsultes, *sommutations respectueuses*.

La forme en était déterminée. L'enfant adressait une requête au juge royal du domicile de son père et lui demandait la permission de faire à ce père une sommation respectueuse. Le juge donnait la permission au bas de la requête et l'enfant se rendait en personne

chez son père ou chez sa mère avec deux notaires ou avec un notaire et deux témoins, il requièrait son père de consentir à son mariage avec telle personne et le notaire dressait l'acte.

Il fallait au moins deux sommations : on en faisait trois.

On n'avait jamais à en faire aux autres ascendants.

En pratique, on se passait le plus souvent de l'ordonnance du juge et le notaire signifiait les trois sommations à un ou deux jours d'intervalle, par exemple le 5, le 6 et le 7 août et le mariage pouvait être célébré le 8.

Si le majeur n'avait pas fait les sommations respectueuses et trouvait un curé pour le marier, ou se mariait malgré lui en procédant comme nous l'avons vu, son mariage ne pouvait être annulé par défaut de consentement des parents, mais les père et mère avaient le droit d'exhérer leur enfant.

Il y avait, mais pour le fils seulement, une exception curieuse qui a fait croire à certains jurisconsultes que la majorité était reculée pour lui jusqu'à 30 ans, tandis qu'elle restait fixée à 25 ans pour la fille : de 25 ans à 30 ans, qu'il eût fait ou non des sommations respectueuses, le fils de famille s'il n'avait pas obtenu le consentement de ses père et mère se mariait valablement mais pouvait être exhérédé.

20.

La nullité du mariage contracté par un mineur sans le consentement de ses parents n'est pas prononcée nettement dans le texte des ordonnances.

Le décret de réformation du mariage par le concile

de Trente est de 1563, or en février 1556, Henri II rendait un édit dont voici le préambule : « Comme sur
« la plainte à nous faite des mariages qui journellement,
« par une volonté charnelle, indiscreète et désordonnée
« se contractaient en notre royaume par des enfants
« de famille, contre le vouloir et consentement de
« leurs père et mère, n'y ayant aucunement devant les
« yeux la crainte de Dieu, l'honneur, révérence et
« obéissance qu'ils devaient à leurs dits parents.....,
« nous eussions longtemps conclu et arrêté, sur ce
« faire une bonne loi et ordonnance par le moyen de
« laquelle ceux qui, pour la crainte de Dieu, l'honneur
« et révérence paternelle et maternelle, ne seraient
« détournés et retirés de mal faire, fussent, par la
« sévérité de la peine temporelle révoqués et arrêtés, »

On ne savait ce que ferait le Concile, le roi n'osa donc pas prononcer la nullité du mariage contracté par le mineur sans le consentement des parents, il donna aux père et mère le droit : 1° d'exhérer l'enfant qui s'était marié ainsi ; 2° de révoquer toutes les donations qu'ils lui auraient faites ; 3° et dans le cas, mais dans le cas seulement où les parents ont exhéré l'enfant, le roi le déclare déchu de toutes les conventions matrimoniales et des bénéfices des coutumes.

Il y a là des peines dont les père et mère ont le droit d'user ou de ne pas user à leur gré. Qu'on rapproche cela du texte du Concile condamnant ceux qui prétendent que les père et mère peuvent valider ou annuler un pareil mariage et on constatera que le roi a donné un tout autre pouvoir aux parents.

L'ordonnance de Blois, de mai 1579, donc postérieure au Concile, par l'article 41 confirma l'ordonnance d'Henri II et par l'article 40 enjoignit au curé

transformé en fonctionnaire chargé de l'Etat-Civil, de s'enquérir de la qualité de ceux qui voulaient se marier : l'article lui défend si les futurs étaient enfants de famille ou en puissance d'autrui de célébrer leur mariage « s'il ne lui apparaissait du consentement des « pères, mères, tuteurs ou curateurs sous peine d'être « puni comme fauteur du crime de rapt ».

La peine du rapt était la mort.

L'Edit de Melun d'Henri III confirma cet article 40.

Ces peines diverses n'avaient pas empêché la célébration des mariages sans le consentement des père et mère. Louis XIII, par la déclaration du 26 novembre 1639, confirma les édits précédents et y ajouta de nouvelles peines. Il déclare que les conjoints coupables et leurs enfants seraient à jamais exclus des successions directes et collatérales auxquelles leur degré de parenté avec le défunt pourrait leur donner droit ; il les prive de tout avantage qui résulterait du contrat de mariage, de testament, des coutumes et des lois du royaume, même il leur ôte la légitime ; toute disposition contraire faite au profit d'un de ces incapables était confisquée au profit du fisc royal.

Aucun de ces textes ne prononce la nullité du mariage et surtout ne dit que chaque partie pourra contracter un nouveau mariage avec une autre personne sans être bigame.

Pothier constate aussi que la nullité du mariage d'un mineur contracté sans le consentement de ses père et mère n'est prononcée par aucune ordonnance, mais il s'applique à démontrer qu'elle est bien dans leur esprit. D'Aguesseau le constate aussi, en ajoutant que les arrêts ont toujours interprété et appliqué avec ce sens l'ordonnance de 1639 et il ajoute cette explication :

« Si elle ne s'est pas expliquée plus clairement, on
« doit attribuer cette obscurité au respect que nos rois
« ont toujours eu pour l'Eglise : à la crainte qu'ils ont
« eu de paraître entreprendre sur son droit ». (Oeuvres
complètes 7^e plaidoyer.).

C'était reconnaître que l'Eglise n'avait pas prononcé
cette nullité.

21.

*Le conflit était incontestable entre le droit civil et le
droit canon sur la condition du consentement des
parents au mariage du mineur.*

La vérité en effet que voulaient nier Pothier et D'Agues-
seau était qu'il y avait conflit : le roi voulait, mais
n'osait pas déclarer formellement nuls des mariages que
l'Eglise déclarait valables.

Les deux législations avaient des différences bien
tranchées.

Droit canon.

1° L'Eglise déclare que les pubères se marient vala-
blement sans le consentement des parents dès qu'il
n'y a pas d'empêchements dirimants ecclésiastiques,
comme le bigamie, l'engagement dans les ordres
sacrés... etc.

Elle ne conseille pas aux enfants de se passer de ce
consentement, elle les blâme et les condamne en prin-
cipe lorsqu'ils le font. De plus elle accepte ou approuve
les lois civiles lorsqu'elles frappent de pénalités les
enfants qui se marient malgré leurs parents.

2° L'Eglise fait du curé son représentant nécessaire
dans la célébration du mariage. Sans le curé de la pa-
roisse ou le prêtre délégué soit par lui, soit par l'Ordi-

naire, pas de sacrement, pas de mariage valable par conséquent. Le prêtre bénit sans doute les futurs, après avoir reçu leur consentement il les unit en disant : *ego vos in matrimonium conjungo, in nomine Patris et Filii et Spiritui Sancti*. Mais bénédiction, prononcé de l'union par cette formule ou par une autre, célébration dans une église..., aucune de ces cérémonies n'est nécessaire à la validité du mariage ; la présence du curé seule est une condition de son existence.

Législation civile :

Elle présente deux règles contraires :

1° Sans le consentement des parents, les pubères, mineurs de 25 ans ne peuvent se marier valablement devant leur curé. Si un pareil mariage est célébré, les juges royaux doivent le déclarer nul, quand même les tribunaux ecclésiastiques pourraient le déclarer ou l'auraient déclaré valable.

2° Le droit civil a fait du mariage un contrat solennel : les formes nécessaires à la validité sont empruntées au concile de Trente, mais modifiées.

Au lieu de deux ou trois témoins, les Ordonnances en exigent quatre : mais il peut, comme en droit canon, y avoir des circonstances de fait qui empêcheront de déclarer nul un mariage où ils auraient fait défaut.

Le curé a un rôle actif dans la célébration : s'il ne prononce pas les paroles de l'union entre les parties dont il a reçu le consentement, il n'y a pas de mariage. C'est le rôle de l'officier de l'état civil moderne.

Et en effet les ordonnances le regardent comme un fonctionnaire royal à qui elles défendent sous des peines très sévères de célébrer un mariage de mineur sans le consentement des parents.

On voit bien la différence des deux législations, il

devait en résulter plus tard en cette matière la séparation de l'Eglise et de l'Etat, puisque chacun des deux pouvoirs temporel et spirituel affirmait avoir le droit exclusif de créer des empêchements dirimants. Mais à cette époque, leur union donnait au curé une fonction dont l'exercice était parfois embarrassant.

Prêtre, il ne pouvait empêcher un mineur de se présenter devant lui avec le nombre de témoins voulus par les canons et de se marier valablement sans le consentement des parents.

Officier du roi, il avait l'obligation de refuser son concours à toute célébration d'un pareil mariage ; Ainsi il devait refuser de prononcer les paroles du mariage, de bénir, d'être témoin volontaire ; il fallait qu'il se dérobat, sinon il était poursuivi comme fauteur d'un rapt.

Le clergé français n'avait pas de répugnance à cette réunion dans la personne de ses curés de deux fonctions distinctes ; il n'était point hostile à l'application des ordonnances. Elles lui permettaient après tout d'accomplir la plupart des prescriptions du concile de Trente et puisqu'il prêchait à l'enfant l'obéissance à ses père et mère jusqu'au sacrifice des inclinations permises et à plus forte raison de ses passions désordonnées, il prêtait volontiers son concours à l'Etat qui exigeait une soumission absolue.

Courageux étaient les prêtres qui, se conformant aux ordres du concile de Trente, expliquaient aux fidèles les règles du décret de réformation du mariage et leur apprenaient comment on se mariait en face d'Eglise et comment le consentement des parents n'était pas nécessaire.

22.

Détours ingénieux par lesquels on fit accepter à la masse du clergé la nullité du mariage contracté par un mineur sans le consentement de ses parents.

L'Eglise admettait que le roi avait le droit de régler les effets temporels du mariage, de punir le mineur qui se mariait sans le consentement de ses parents, mais le lien religieux devait être respecté, la nullité ne devait pas en être prononcée.

Les jurisconsultes disaient avec raison qu'un mariage privé de tout effet était un mariage nul.

C'était vrai. Mais les ordonnances énuméraient les effets dont elles dépouillaient le mariage du mineur, c'étaient des effets successoraux, des avantages de l'ordre pécuniaire. Jamais elles ne prononcèrent, ce qui eût été plus simple, la nullité du mariage; jamais elles n'osèrent dire explicitement que le mineur, après la nullité de son mariage prononcée par le Parlement, pourrait, avec le consentement de ses père et mère, demander au curé de sa paroisse de bénir son mariage avec une autre femme que la première.

Le prêtre s'y fut refusé. Le conflit eut été inextricable.

Quand on étudie dans son ensemble la thèse de Pothier, qui était celle des jurisconsultes gallicans, on admire l'ingéniosité de sa dialectique pour arriver à prouver que le droit canon aussi bien que le droit civil prononçait la nullité du mariage d'un mineur célébré sans le consentement de ses parents.

Le contrat, disait-il, est la matière du sacrement ;

mais le contrat est chose temporelle, donc le roi a le droit de régler les conditions de sa formation, et quand il a décidé que le consentement des parents est une de ces conditions, si le mineur se marie sans l'avoir, il fait un contrat nul ; s'il n'y a pas de contrat, il ne peut y avoir de sacrement. « La loi civile, en déclarant nul
« un mariage fait contre sa disposition, ne touche pas
« au sacrement de mariage, puisque ce contrat de
« mariage, qu'elle rend nul, n'est pas sacrement : elle
« empêche seulement, en le déclarant nul, qu'il ne
« puisse être la matière du sacrement de mariage.
« Jésus-Christ, en élevant le contrat de mariage entre
« les fidèles, à la dignité de son sacrement, n'a entendu
« élever à cette dignité que les mariages légitimes. »

Mais Pothier veut établir directement la nullité et pour cela, entre autres raisonnements, fait celui-ci : les ordonnances punissent le curé qui a marié un mineur sans le consentement de ses parents comme un fauteur de rapt. Or, le rapt, d'après le concile de Trente, est certainement un empêchement dirimant rendant nul le mariage célébré pendant le rapt. Si la même peine punit le ravisseur qui se marie avec sa victime et le curé qui les marie malgré les parents, c'est que chacun des mariages est aussi répréhensible ; donc si l'un est nul, l'autre l'est aussi.

Pothier va trop loin en disant que le concile de Trente annulait le mariage pour tout rapt.

Il y en avait deux sortes :

1° Le rapt de violence. L'ordonnance de 1639 (art. 3) aussi bien que le concile de Trente annulait le mariage contracté par le ravisseur avec sa victime tant qu'elle était en sa puissance. Le concile excommuniait le coupable, l'ordonnance le punissait de mort.

2° Le rapt de séduction. Le concile ne le connaissait pas, il n'avait pu en parler.

Dans l'ordre pénal, c'était un crime que les ordonnances punissaient de mort.

Dans l'ordre civil c'était un vice du consentement rendant nul le mariage contracté par le mineur réputé séduit et ayant perdu sa liberté par cela seul qu'il s'était marié sans le consentement de ses parents.

En résumé, il est bien certain que le mariage du mineur malgré ses parents était annulé par les Parlements. La thèse du vice du consentement était plausible : elle fut acceptée facilement par le clergé gallican (Gousset, Théologie morale 2 p. 542).

23.

Comment avec la fiction d'une séduction destructive de la liberté du consentement, on parvint à faire prononcer la nullité du mariage contracté par un mineur malgré ses parents.

La liberté du consentement des parties était nécessaire pour la validité du mariage. Deux vices du consentement suppriment cette liberté et donnent une action en nullité : la violence et la séduction.

Les moyens étaient contraires, le but était le même.

Était violentée la personne qui, sous la pression de voies de fait ou de menaces pour la contraindre à un mariage qui lui répugnait, aimait mieux subir le mariage que le mal considérable dont on la faisait souffrir ou dont on la menaçait.

La victime de cette violence pouvait demander la nullité de ce mariage forcé : il lui fallait prouver les faits d'une violence telle qu'eu égard à son âge, à son

sexe, à sa santé, à sa profession, elle avait été affolée de peur et perdu toute volonté de résister.

C'était un procès difficile. Le succès était incertain.

Dans un cas particulier de violence, le rapt, le droit ancien avait facilité la preuve. Nous avons vu en effet que le mariage célébré par le ravisseur avec sa victime tant qu'elle n'avait pas été rendue à la liberté était nul; il était défendu de prouver que la personne enlevée avait réellement et spontanément consenti au mariage. Il y avait une présomption de défaut de consentement qui ne pouvait être détruite.

La séduction, disaient Pothier et les gallicans, n'était pas moins contraire à la liberté que la violence : elle a lieu lorsque, sans employer la violence, « mais par de mauvaises voies et de mauvais artifices » une personne est engagée à consentir au mariage.

Une différence radicale séparait la séduction de la violence. Le père, qui demandait la nullité du mariage de son enfant pour séduction, n'avait à prouver ni les mauvaises voies, ni les mauvais artifices qui l'avaient séduit, il n'avait à prouver que deux choses : 1° que son enfant était mineur lors de la célébration ; 2° qu'il lui avait refusé son consentement. Il y avait en effet rapt de séduction, donc présomption de séduction par mauvaises voies et mauvais artifices.

Il n'y avait pas de séduction quand avant le mariage le père avait consenti ; elle était effacée et la nullité ne pouvait avoir lieu quand il consentait après.

Au contraire, si le mariage a lieu pendant le rapt de violence, le consentement postérieur du père ne ratifie pas le mariage.

Deux faits prouvent combien ces règles étaient arbitraires et reposaient sur des fictions.

1° Si le mineur s'était marié sans le consentement de son tuteur : le mariage n'est plus présumé entaché du vice de séduction ; pour en obtenir la nullité il fallait prouver que le mineur avait été réellement « surpris et que le mariage est désavantageux au « mineur par une inégalité de condition ou de « biens ». (Pothier. n° 336).

2° On ne voit pas que jamais le mariage de deux majeurs ait été annulé pour cause de séduction, si ce n'est lorsque la séduction commencée pendant la minorité avait continué d'exister après la majorité de l'enfant marié à l'insu de son père et malgré lui.

On comprend maintenant ce qu'était la séduction, prétendu vice du consentement, en réalité détour ou fiction que les jurisconsultes, les théologiens et les praticiens employèrent pour annuler le mariage contracté par le mineur sans le consentement paternel.

Le moyen de séduction fut encore invoqué dans un mémoire présenté à Pie VII à qui Napoléon demandait de prononcer la nullité du mariage de son frère Jérôme Bonaparte. Le Cardinal Gousset cite la lettre du 25 juin 1805 où le Pape répondait : « L'Eglise, « bien loin de déclarer nul, quant au lien, les « mariages faits sans le consentement des parents et « des tuteurs, les a, même en les blâmant, déclarés « valables dans tous les temps et surtout dans le « Concile de Trente. Il est également contraire aux « maximes de l'Eglise de déduire la nullité du *rapt* « ou *séduction* : l'empêchement du rapt n'a lieu que « lorsque le mariage est contractée entre le *ravisser* et la « personne *enlevée*, avant que celle-ci soit remise en sa « pleine liberté. Or, comme il n'y a pas *d'enlèvement* « dans le cas dont il s'agit, ce qu'on désigne dans le

« mémoire par le mot *rapt de séduction* signifie la même
« chose que le défaut de consentement des parents,
« duquel on déduit la séduction du mineur, et ne
« peut en conséquence former un empêchement
« dirimant *quant au lien* ».

La séduction, que nous retrouverons dans la jurisprudence moderne des Cours et Tribunaux ne ressemble en rien à un vice du consentement qui est aboli : elle est pratiquée par un séducteur qui poursuit le déshonneur de sa victime en lui promettant un mariage qu'il n'a pas l'intention de réaliser.

24.

Contradictions et puérités dans lesquels la fiction de la séduction faisait tomber jurisconsultes et magistrats.

Les exemples sont nombreux ; ils se classent en deux ordres de faits toujours les mêmes :

Tantôt c'est un fils de famille, mineur, qui, sans le consentement de son père, épouse une jeune personne mineure aussi ou majeure, servante ou d'une condition réputée seulement inférieure, riche ou pauvre, de bonnes mœurs ou de conduite légère ;

Tantôt c'est au contraire un majeur, noble ou bourgeois, honnête ou fripon, laquais ou grand seigneur, misérable ou fortuné, qui s'unit à une jeune mineure à l'insu des parents de celle-ci et sans leur consentement.

Le mariage a été célébré devant le curé de la Paroisse, suivant les règles des Ordonnances ou suivant celles du droit canon. Il est bien évident qu'en pratique les faits sont toujours complexes et que parfois dans un même cas il y a plusieurs nullités : c'est

ce qu'il ne faut jamais oublier en étudiant surtout l'ancienne législation.

Les parents du mineur ou de la mineure demandaient la nullité du mariage, et s'il n'y avait que cette cause de nullité, la demandaient en invoquant le rapt de séduction : ils l'obtenaient en prouvant l'absence de leur consentement, la minorité de leur enfant à l'époque de la célébration.

Logiquement, le mariage annulé, il eut fallu poursuivre criminellement le séducteur.... ou la séductrice, puisque les ordonnances punissaient de mort le rapt de séduction.

C'était bien dur. Alors les jurisconsultes firent la distinction suivante : il y a présomption de séduction au point de vue civil pour faire prononcer la nullité du mariage ; mais s'il y a poursuite criminelle la présomption n'existe plus ; ainsi on trouvera un arrêt où un fils de famille de 24 ans avait épousé une servante de 16 ans, le père obtient la nullité du mariage de son fils, car il y a présomption de séduction, mais non seulement on ne condamne pas, mais on ne poursuit pas criminellement la jeune fille parce qu'il est impossible de prouver des actes mauvais, voulus, dolosifs, des artifices de séduction qu'elle aurait commis ; elle a cédé au fils de son maître.

Mais alors il y a une séduction sans séductrice ? Oh non ! Il faut lire le grave Pothier pour montrer à quels raisonnements un jurisconsulte est obligé de recourir pour prouver ce qui est manifestement faux : « quand
« même, dit-il, ce serait le mineur qui s'est marié
« sans le consentement de ses père et mère, qui se
« serait séduit lui-même par sa passion ; quand même
« celle qu'il a épousée n'y aurait contribué que par

« le malheur qu'elle a eu de lui plaire, la séduction ne
« laisserait pas d'être, en ce cas, présumée et le maria-
« ge en conséquent déclaré nul, comme l'observe
« M. d'Aguesseau. » (Pothier p. 175.)

Ainsi on était arrivé à ne rien trouver de mieux que de dire que le jeune homme s'était séduit et avait été séduit ; sa passion pour un objet innocent et sensible, suivant le langage qui allait être à la mode, l'avait égaré, troublé, violenté, il n'était plus maître de lui-même, il n'avait plus la liberté de son consentement.

Protéger l'homme contre sa passion, serait en effet la raison véritable du consentement paternel pour la validité du mariage du mineur : « Que les familles
« seraient bien plus heureuses, les fortunes bien plus
« assurées, les mariages plus exempts des sacrilèges
« qui les déshonorent, s'écriait D'Aguesseau, si les
« canonistes de ces derniers temps avaient été aussi
« sévères dans leurs maximes, aussi jaloux de la juste
« autorité du père de famille que les jurisconsultes
« romains.

« Les uns étaient persuadés que bien loin que la
« puissance paternelle rendit le consentement des
« enfants moins volontaire, elle lui donnait une liberté,
« une perfection dont il n'aurait pas été capable par
« lui-même.

« Les autres au contraire abandonnent les enfants
« à leurs propres volontés et, croyant les affranchir
« d'un pouvoir injuste, les rendent esclaves de leurs
« passions et de leurs inclinations corrompues. »
(7^e plaidoyer). D'Aguesseau se trompe.

Jamais les jurisconsultes romains ne se sont placés à ce point de vue et n'ont fait du consentement des parents une mesure de protection pour l'enfant : la

puissance paternelle y était organisée dans l'intérêt du chef de famille.

Jamais non plus, l'Eglise n'a dit que la puissance paternelle fût un pouvoir injuste, elle n'a point songé à rendre les fils et les filles de famille esclaves de leurs passions ; elle reconnaît des limites à la puissance paternelle et prêche leurs devoirs aux enfants comme aux pères.

Aux pères, elle dit de ne pas obéir à des pensées d'orgueil, d'avarice ou d'égoïsme quand il s'agit de l'établissement et du bonheur de leurs enfants. A ceux-ci, elle dit de lutter contre la passion troublante et aveugle, de demander et d'écouter les conseils de leurs parents, avec simplicité, s'ils sont désintéressés et, s'ils ne le sont pas, dans un esprit de sacrifice qu'elle ne leur impose pas. Un enfant peut toujours, même quand il croit injuste l'opposition d'un père ou d'une mère, faire à leurs préjugés l'abandon d'un mariage qui les rendra malheureux-

La vérité était que la Royauté était poussée à introduire la nécessité du consentement des parents par la noblesse et la haute bourgeoisie qui craignaient l'avilissement de leurs familles par des mésalliances. C'est le motif qu'avant tout les Ordonnances donnent dans leurs préambules.

La vérité était que l'Eglise et l'Etat se trouvaient ici en désaccord. En vain les Ordonnances défendaient sous des peines sévères aux curés de célébrer les mariages des mineurs sans le consentement de leurs parents : bien des curés préféraient l'obéissance à la loi de l'Eglise et se prêtaient à la célébration des mariages quand ils jugeaient que leur concours était moral et juste, bien des mineurs aussi connaissaient et employaient les

moyens de se passer de ce concours volontaire s'il leur était refusé.

Le mariage célébré, beaucoup de parents acceptaient le fait accompli ; il fallait être influent et riche d'ailleurs pour recourir à la procédure longue et coûteuse de l'appel comme d'abus afin d'obtenir du Parlement la nullité du mariage.

25.

D'un procès en nullité de trois mariages contractés par un même individu : on y trouve toutes les incohérences du droit ancien.

Ce procès, objet du 7^e plaidoyer de D'Aguesseau, présente un cas de polygamie célèbre : un homme épousa successivement trois femmes ; la nullité des trois mariages fut demandée par la procédure de l'appel comme d'abus devant le Parlement de Paris. Avant le plaidoyer de D'Aguesseau, avocat général, la procédure avait déjà duré dix ans. L'arrêt qui intervint alors décréta une prise de corps contre l'homme coupable de trois mariages et ordonna une enquête. Nous n'avons pu découvrir quand et comment se termina le procès.

Voici les faits.

En 1662 Simon Lescuyer, âgé de 24 ans, fils d'un riche contrôleur des rentes, épousa devant le curé de St-Sulpice, sans le consentement de ses père et mère, leur servante, une fille Anne Pousse, à peu près de même âge ; ils se marièrent sous de faux noms et eurent deux filles, l'une en 1668, l'autre en 1671.

En 1673, Lescuyer, alors âgé de 35 ans, épousa à Dreux, dans l'église paroissiale une fille mineure, Elisabeth de la Sanserie. Il refusa de signer l'acte de

mariage, on l'emprisonna comme auteur d'un rapt. Pour échapper aux poursuites criminelles, il reconnut la validité de son mariage et la légitimité de deux enfants qui en étaient nés. On le remit en liberté en 1675.

En 1676, de retour à Paris, il obtenait la rectification de son premier acte de mariage avec Anne Pousse : c'était plutôt un rétablissement, une régularisation des preuves qu'une ratification de ce mariage célébré sous de faux noms.

En 1678, âgé alors de quarante ans, mais cette fois, avec le consentement de ses père et mère, Lescuyer épousa Anne de Cormeil : le mariage fut célébré à St-Roch, devant le curé de la paroisse, dans les formes légales.

Quelques temps après la conclusion de ce troisième mariage, Lescuyer était revenu avec sa première femme Anne Pousse, lorsque vers la Saint-Martin de l'année 1679 tout son passé fut découvert.

Une procédure compliquée commença alors, chacune des femmes demandait la validité de son propre mariage et la nullité des deux autres. Le père de Lescuyer, après sa mort, sa femme, conjointement avec son fils, s'étaient joints à la demande de la troisième femme, Anne de Cormeil. On voit d'après cela et par toutes les circonstances de l'affaire que Lescuyer était un débauché capable de tout.

Les contradictions des diverses sources du droit rendaient presque impossible une solution qui échappât à toute critique.

D'après le concile de Trente, le premier mariage avec la servante était valable; d'après les ordonnances, il était nul, à moins que le père ne l'eut ratifié par un consentement postérieur, soit exprès, soit tacite.

Si ce mariage était annulé en vertu des ordonnances, par cela même elles rendaient le second mariage valable en droit civil ; mais il était nul d'après le droit canon qui maintenait le premier mariage.

Le troisième mariage semblait nul dans les deux législations ; mais l'affaire fut compliquée ou simplifiée parce que la seconde femme, Elisabeth de la Sanserie, se désista de sa demande et D'Aguesseau accepta cette transaction qu'il ne trouvait contraire ni à l'ordre public, ni à la morale, quoiqu'elle rendit bâtards les deux enfants nés du mariage.

D'Aguesseau estimait qu'il y avait trois causes de nullité du premier mariage : la séduction, le défaut de consentement des parents, la clandestinité. Il n'osa cependant aller jusque là et se prononça pour la ratification par le silence du père, qui, le connaissant, attendit dix-huit ans avant de l'attaquer.

Mais c'était à regret. On voit dans les contradictions, avec les idées et les mœurs du temps, la véritable pensée de D'Aguesseau. Il emprunta à l'avocat de Lescuyer et de sa mère les arguments et les reproduisit. C'était sans recourir à la présomption légale, selon lui, qu'on pouvait par les preuves les plus fortes établir directement que Lescuyer à vingt-quatre ans avait été séduit par Anne Pousse et que son consentement au mariage n'avait pas été plus libre que s'il avait été victime de la violence au lieu de l'être de la séduction.

« Vit-on jamais une preuve si forte, si sensible, si convaincante de la séduction ?

« D'un côté, un fils de famille mineur, de l'autre, une personne libre (c'est-à-dire sans père, ni mère), mineure à la vérité, mais qui par les malheurs et les engagements inévitables de la condition servile avait

« acquis une expérience anticipée et une malice qui
« dépassait son âge.

« Un jeune homme d'une naissance honnête, riche,
« plein de grandes espérances; une fillenée dans la der-
« nière misère, sans biens, sans espérance d'en avoir.

« Une servante domestique et le fils de son maître.

« En un mot, inégalité dans la personne et dans le
« bien, artifices et séductions d'un côté, faiblesse et
« simplicité de l'autre : il n'y eut jamais de rapt plus
« qualifié. »

Ce ne sont certes pas là des preuves distinctes et directes et ce que D'Aguesseau ajoute à ces arguments qu'il approuve montre les préjugés qui alors dominaient tant d'esprits : « Si l'inégalité des conditions ne peut plus (comme à Rome) donner atteinte
« à l'essence du mariage, elle sert toujours à faire
« présumer qu'un homme qui contracte un engagement indigne de sa naissance n'a pas été libre. »

« Mais lorsque ce moyen se trouve soutenu par celui
« que l'on tire de la domesticité; lorsque le mariage
« n'est pas seulement contracté avec une personne
« inégale, mais encore avec une servante; ces deux
« circonstances ne forment-elles pas une preuve invincible de séduction et n'attirent-elles pas sur la
« coupable toute la sévérité des lois?

« Quel père sera en sûreté, s'il doit tout craindre de
« ses propres domestiques; si la maison paternelle
« n'est pas un asile suffisant pour mettre à couvert
« son honneur et celui de ses enfants; si l'on abuse
« de toutes les facilités que la domesticité peut donner
« pour corrompre le cœur d'un jeune homme, pour lui
« inspirer un mariage illégal, pour l'enlever à son
« père, et le plonger dans la débauche et le libertinage? »

Cette manière de raisonner, ce mépris des inférieurs, ces regrets du droit romain, montrent bien qu'elle a été la vraie cause qui a fait mettre les enfants à un âge si avancé sous la dépendance de leurs parents.

En fait cependant, il y avait de fréquentes violations de la loi, et jusqu'aux derniers temps de la monarchie on voit des Ordonnances rendues « pour empêcher que
« les alliances indignes par la corruption des mœurs
« encore plus que par l'inégalité des conditions ne flétrissent l'honneur de plusieurs familles illustres et
« ne deviennent la cause de leur ruine. »

Voici ce qui était arrivé dans le ressort de certains Parlements pour éluder la loi. La fille qui se prétendait séduite se plaignait; le prétendu suborneur était condamné à mort; la fille pouvait le faire gracier en demandant à l'épouser, ce qu'elle ne manquait pas de faire. Un commissaire du Parlement conduisait le condamné, les fers aux pieds, à l'église et la fille y arrivait libre. Là, sans bans préalables, sans le consentement du curé, sans la permission de l'évêque, le mariage se concluait en vertu de la seule autorité du juge séculier. Les juges s'arrogeaient un droit que le roi n'avait pas, dit la déclaration du 21 novembre 1730, le mariage a lieu entre deux coupables, malgré la famille, « la séduction et la débauche qui devraient être un obstacle au mariage, deviennent des degrés pour y arriver. »

On avait pris pour prétexte la sévérité excessive des peines qui atteignaient le séducteur, le roi ordonne de nouveau l'exécution de ces règles si rigoureuses :

« Comme la subornation peut venir également de
« l'un et de l'autre côté et que celle qui vient de la
« part du sexe le plus faible est souvent la plus dan-

« gereuse, les ordonnances n'ont mis aucune distinction à cet égard entre les fils et les filles et les ont assujétis également à la peine de mort selon que les uns ou les autres seraient convaincus « d'avoir été les auteurs de la subornation. »

V.

RÉVOLUTION FRANÇAISE.

26.

Elle avait à régler les conditions du mariage en conciliant les deux principes nouveaux de sa Constitution : la liberté de conscience et l'unité de législation.

La liberté de conscience voulait que tout Français pût aspirer au mariage et à ses effets civils quelle que fût sa religion et l'on sait, qu'au moins jusqu'à Louis XVI les seuls catholiques pouvaient contracter un mariage valable avec tous les droits et faveurs qui en découlaient.

L'unité de législation défendait, sous prétexte de liberté de conscience, de permettre autant de mariages différents par leurs règles, leurs conditions et leur célébration qu'il y avait de religions pratiquées, tolérées ou possibles ayant chacune une législation matrimoniale particulière.

Le législateur de la Révolution imposa à tous les règles d'un mariage unique dans sa formation, ses conditions et ses effets ; mais il permet à chacun de ne pas se contenter de la célébration laïque du mariage et de célébrer le mariage de la religion à laquelle il appar-

tenait. Il ne connaissait pas ce mariage religieux, il le tolérait, il le laissait célébrer : le mariage laïque ou civil, avec ses conditions et avec ses effets, était seul légal, toute autre union était laissée au libre arbitre de la conscience individuelle.

C'est ainsi que l'unité de la législation fut conciliée avec la liberté de conscience. Dans l'ancien régime, la liberté de conscience avait été sacrifiée à la religion catholique. L'unité de législation eut dû être le profit du sacrifice, mais nous avons vu qu'elle était plus apparente que réelle.

Les législateurs de la Révolution firent des emprunts au droit canon et aux ordonnances royales, ils supprimèrent un très grand nombre d'empêchements spéciaux au droit canon : les vœux solennels, l'engagement dans les ordres sacrés, la parenté et l'alliance à des degrés assez éloignés, certaines parentés spirituelles, la différence de culte, le rapt de séduction qu'admettaient les théologiens gallicans, le défaut d'actes respectueux si le futur est majeur... etc.

Rien ne forçait les catholiques à se marier au mépris de ces empêchements prohibitifs ou dirimants en se conformant à la loi nouvelle qui les supprimait ; mais les fidèles d'une autre religion qui ne les admettait pas recevaient la liberté de se marier.

La première chose à faire était d'ôter la célébration du mariage aux curés, dont les ordonnances avaient fait de véritables officiers de l'Etat-Civil, mais qui en tant que prêtres devaient refuser de marier ceux qui ne remplissaient pas les conditions du droit canon.

L'Assemblée Constituante proclama ce que dans le style de l'époque on appelait la séparation de l'établissement religieux et de l'autorité publique. Le principe

de la séparation de l'Eglise et de l'Etat est une formule agressive, stérile et vaine si on ne la réalise pas dans toutes les institutions où la confusion a lieu.

La Constitution du 3 septembre 1791 portait dans un de ses articles : « la loi ne considère le mariage que comme un contrat civil ».

Un décret du 20-25 septembre 1792, intitulé « loi sur le mode de constater l'Etat-Civil des citoyens » institua un régime laïque de la tenue des registre destinés à recevoir les actes de naissance, de mariage, de décès, de divorce et d'adoption ; elle régla les conditions du mariage et du divorce.

Les municipalités des Communes devaient désormais recevoir et conserver les actes de l'Etat civil. L'officier public chargé dans chaque commune de les dresser et particulièrement d'y célébrer les mariages était choisi par le conseil général de la commune parmi ses membres. On sait que le maire est devenu l'officier ordinaire de l'Etat-civil.

Nous allons exposer sommairement les règles de la loi de 1792 sur les objets que nous étudions ; c'est ensuite seulement qu'il sera utile d'examiner comment elle fut discutée.

27.

Ce qui caractérise la loi de 1792, c'est, avec la simplicité et la clarté, son esprit libéral que fait ressortir le petit nombre de ses règles.

L'âge de la puberté est reculé d'un an : 15 ans pour les hommes, 13 ans pour les femmes.

A l'âge de vingt et un ans accomplis, l'homme aussi bien que la femme sont majeurs quant au mariage ; ils

ont une liberté complète, la loi n'exige d'eux l'accomplissement d'aucune procédure par laquelle ils établiraient qu'ils ont demandé le consentement de leurs père et mère : par cela même que la loi n'en parle pas les sommations respectueuses d'autrefois sont abolies.

Le pubère encore mineur, de 13 ou de 15 ans, suivant le sexe, jusqu'à 21 ans accomplis doit avoir pour se marier valablement le consentement de certaines personnes.

D'abord de son père et il est suffisant ;

S'il est mort ou interdit, celui de la mère, il suffira également.

Si le père et la mère sont tous deux morts ou interdits, le mineur devra avoir le consentement de ses cinq plus proches parents paternels et maternels.

Lorsque le mineur n'a pas de parents ou n'en a pas au nombre de cinq dans le district, on y suppléera par des voisins pris dans le lieu où le mineur est domicilié. Les aieuls n'ont pas plus de droits que sous l'ancienne législation, ils font seulement partie de cette assemblée de famille et, évidemment, on croyait qu'ils y auraient une influence très grande et sans aucun doute ils l'eurent.

Cette assemblée de famille, composée de parents et de voisins se tenait dans la maison commune du domicile du mineur, devant le maire et en présence du procureur de la commune.

Le droit d'opposition au mariage, mal réglé dans l'ancien droit et qu'on confondait souvent avec le droit d'avertir le curé de l'existence d'un empêchement, est mieux organisé par la loi de 1792 et d'ailleurs il est limité à trois cas :

1° Le futur est mineur, il va contracter mariage, les

personnes dont le consentement est requis pour sa validité peuvent s'y opposer ;

2° Un des futurs, majeur ou mineur, est, au moment de contracter un nouveau mariage, encore engagé dans les liens d'un mariage qui n'est pas dissous ou annulé : une seule personne peut former opposition, c'est l'époux au mépris des droits duquel le second mariage va être célébré ;

3° Dans le dernier cas, c'est un majeur en état de démence qui veut se marier : l'opposition peut alors être faite par deux parents du dément et si la démence est prouvée, le mariage est impossible, parce que ceux qui sont incapables de consentement ne peuvent se marier.

La loi annule les oppositions formées hors ces cas ou par personnes autres que celles que nous venons d'indiquer ; elle tient également pour non avenue toute opposition qui ne contiendrait pas de motifs ou ne serait pas signée sur l'original et sur la copie par l'opposant : l'officier public devra alors célébrer le mariage.

La main levée de l'opposition si elle n'est pas donnée par l'opposant sera prononcée par la justice. Le législateur impose des délais très courts ; il défend de les proroger : en première instance, le juge de paix doit statuer dans les trois jours, en appel, le tribunal de district jugera dans la huitaine.

Nous verrons que le code civil est loin de cette simplicité et combien il a rendu dangereuse pour la liberté du mariage, la procédure de l'opposition.

Les conditions de forme furent aussi simplifiées. Au lieu des trois bans, il n'y a plus qu'une seule publication du projet de mariage : elle se fait pour les majeurs dans

le lieu du domicile actuel de chacune des parties ; pour les mineurs dans le lieu du domicile du père, ou de la mère, ou de l'assemblée suivant les distinctions que nous avons vues.

Huit jours après la publication, le mariage peut être célébré. La célébration a lieu dans la maison commune du domicile de l'une des parties : les parties fixent le jour, l'officier de l'Etat-Civil indique l'heure.

Cette loi de 1792 ne contient relativement au mariage que 35 articles, le code civil en a 73, presque le double pour régler les mêmes matières.

En général, s'il y a plusieurs lois différentes sur un même objet, on peut affirmer que la plus courte, et il faut entendre par là celle qui contient le moins de règles, est la plus libérable. On donne souvent une liberté en supprimant une loi ou un article.

Ainsi les canons interdisaient les mariages entre oncle et nièce, tante et neveu, beau-frère et belle-sœur et ils les autorisaient cependant avec dispense de l'Eglise dans les deux premiers cas. La loi de 1792 ne reproduit pas ces règles, donc elle donnait la liberté de contracter de pareils mariages sans dispense.

La volonté du législateur, pendant la Révolution, de faciliter le mariage, est encore accentuée par un décret de la Convention du 7 septembre 1793 : le mineur, dont les père et mère sont morts, interdits ou mis dans l'impossibilité par une absence légitime de consentir au mariage, pouvait, sauf dans deux cas exceptionnels, se marier malgré le refus d'un conseil de famille composé de manière à n'être pas intéressé au célibat du pubère. Des propositions d'abolir ce décret et de rétablir la disposition de la loi de 1792 sur les mineurs furent plus tard

faites au Conseil des Cinq Cents et au Conseil des Anciens et rejetées.

La liberté du mariage, car on peut appeler ainsi le résultat de la loi que nous venons d'analyser, exista de 1792 à 1804. Elle avait même existé en fait depuis la Constitution du 3 septembre 1791, puisqu'un article de notre loi permet de régulariser les mariages contractés antérieurement devant des officiers publics.

Si elle a dû produire une influence sur la population il est certain que cette influence se prolongea même après la promulgation du Code : elle coïncidait avec la liberté du travail et avec le développement de l'industrie et du commerce qui suivit la suppression des corporations.

On ne voit pas qu'aucune plainte se soit élevée contre ce régime de liberté qui dura plus de douze ans.

Nous croyons utile d'analyser les débats qui ont eu lieu et les opinions qui y furent émises ; on y trouvera les motifs de la loi et de ses dispositions les plus importantes : la fixation de l'âge de la puberté et le consentement des parents, ce sont les seules qui doivent nous occuper.

28.

Ce que fut la délibération sur la fixation de l'âge de la puberté.

Nous n'avons pas les discussions complètes de l'assemblée nationale : la Gazette Nationale qui devint plus tard le Moniteur Universel n'en donne que des analyses.

On sait comment se faisait une loi : l'assemblée en votait le principe, mais l'organisation de l'institution dans ses détails ou la mise en articles était l'œuvre

d'un comité. Un membre, nous dirions le rapporteur aujourd'hui, ce fut le citoyen Murair pour notre loi, présentait la rédaction arrêtée ; on discutait, on votait ou on renvoyait au comité pour une nouvelle rédaction.

Les débats eurent lieu dans un assez grand nombre de séances, du mois de février au mois de septembre 1792. Il y avait souvent entre deux délibérations un intervalle de plusieurs semaines ; dans une même séance, on traitait souvent plusieurs objets ; quelquefois la discussion était interrompue par un incident pour reprendre après : ainsi Lafayette apportait une adresse de son armée, M. Pastoret entra et embrassait solennellement Condorcet qui l'avait maltraité dans son journal ; c'était encore Louis XVI venant assister à la séance sur l'invitation d'une députation qui lui apportait la proposition Lamourette.

Rien de suivi : des discours pleins de bon sens, d'autres déclamatoires ou ridicules, des préjugés et des vues larges, des hardiesses avec un ardent amour de la liberté, un vif sentiment des besoins sociaux et la manie des combinaisons artificielles. Et pourtant de tout cela est sortie une loi bien faite, claire et simple et qui malgré ses imperfections est moins compliquée et plus libérale que le code.

La fixation de l'âge de la puberté souleva des objections : le comité avait admis l'âge de quinze ans pour les hommes et de treize ans pour les femmes.

Voici les raisonnements du représentant François pour retarder l'âge de la puberté : « Je vous demande
« quel spectacle offre à la raison humaine, un mari de
« quinze ans qui passe la journée au collège et qui
« vient exercer le soir sa risible autorité dans son
« ménage ; ce que c'est qu'un père, un magistrat de

« seize ans, car la paternité est aussi une magistrature.
« Celle-là, pour se faire obéir, n'a pas besoin d'être
« entourée de baïonnettes. Le regard d'un père sur un
« fils vertueux est la plus puissante de toutes les
« autorités ». Il croit que l'homme trop jeune est
plus capable de passion que de sentiment et il finit
par chanter l'air si connu : avant de se marier, le
mieux est de vivre un peu : il faut donc retarder le
mariage.

Le citoyen Taillefer, médecin, veut qu'on retarde
l'âge du mariage pour avoir une population plus
vigoureuse. A quoi un autre médecin, Duhem, répond
que si dans le Nord les hommes et les femmes ont un
développement plus lent, ce n'est pas une raison pour
défendre aux habitants du Midi, plus précoces, de se
marier. Le mariage vaut mieux que le désordre que
vous imposerez par la défense. Les habitants du Nord
n'abuseront pas du droit de se marier.

Condorcet soutenait l'opinion qui voulait un âge plus
avancé : les parents abuseraient selon lui de la faiblesse
et du manque de raison de leurs enfants trop jeunes,
ils se hâteraient de marier leurs enfants d'après des
préjugés de fortune et de naissance.

A ces motifs de circonstances, Bazire répond qu'une
loi sur le mariage ne doit pas être une loi révolution-
naire et il demande « la question préalable contre ce
« veto d'un nouveau genre qu'on (*on* c'est Condorcet)
« propose sur la nature, la raison, le sentiment et la
« liberté ».

Si une jeune fille devient enceinte à treize ans, atten-
drez vous jusqu'à seize ans pour la marier, dit-
Ducastel. Il faut s'en rapporter à la prudence et à la
tendresse des parents. Si certains habitants peuvent en

vertu des lois de la nature se marier à treize ou quinze ans, il ne faut pas que leur liberté soit entravée parce que l'âge de la puberté arrive plus tardivement pour d'autres.

Lacépède demandait l'âge admis par le comité, treize et quinze ans accomplis: « Sans doute, disait-il, si vous
« ordonniez que l'on se mariât à cet âge, vous feriez
« une loi mauvaise; mais vous ne faites que fixer
« l'âge auquel il sera permis aux parents de marier
« leurs enfants, vous devez nécessairement faire une
« loi qui s'applique à tous les cas. »

« A l'égard de l'âge de la puberté, rien n'est si
« variable, selon les individus, les climats et un très
« grand nombre de circonstances. Les exemples de
« l'antiquité sur lesquels on s'est fondé (pour reculer
« l'âge) ne doivent aucunement influencer sur votre
« délibération. Les lois lacédémoniennes que l'on a
« citées étaient bonnes chez un peuple chez qui l'on
« avait voulu tout régler, pour ne pas dire tout
« dénaturer. »

« Mais ce ne sont pas de pareilles lois qui peuvent
« convenir à un peuple qui a une constitution fondée
« sur les droits naturels de l'homme et sur le respect
« pour la liberté individuelle.

« Si vous génez ainsi et les convenances particulières
« et les lois de la nature, il en résultera une foule
« d'inconvénients pour la Société et de maux pour les
« particuliers. »

« Si la tribune où je parle était une chaire de Lycée,
« et qu'au lieu de m'exprimer en représentant du
« peuple, il me fut permis d'entrer dans des détails
« d'histoire naturelle, il me serait facile de prouver
« combien il serait inutile et même dangereux de fixer

« un âge au-dessus de 13 ans pour les femmes et de
« 15 ans pour les hommes. »

« Votre loi ne sera bonne qu'autant qu'elle se
« rapprochera du moment où la nature permet et
« commande. J'appuie donc la proposition du comité. »

L'Assemblée Législative vota la proposition du comité.

29.

Analyse de la discussion sur le consentement des parents.

Le discours qui dut exercer la plus grande influence fut celui de Gohier. En voici le résumé mêlé de citations : « Je demande, disait-il, qu'on borne à
« vingt ans l'âge où le consentement des père et mère
« sera nécessaire et la question préalable sur l'article
« qui exige des soumissions respectueuses. »

La question préalable, c'était le rejet, qui fut voté en effet.

Il ne faut pas, ajoutait-il, confondre les devoirs, celui du respect envers les parents, avec les droits comme celui de la puissance paternelle.

Le devoir dure toujours, le droit cesse avec son objet. Quel est l'objet, la cause de la puissance paternelle ? Elle est fondée sur les besoins qu'ont les enfants des soins et de l'assistance de leurs auteurs.

Dès que les parents ont rempli leur mission, fait de l'enfant un être sociable, connaissant les nécessités auxquelles l'astreint la vie sociale et les moyens d'y pourvoir, la puissance paternelle prend fin : l'enfant a le sentiment de ses devoirs et la notion de ses droits.

Comment enchaîner sa capacité pour le mariage jusqu'à l'âge de trente ans comme le fait l'ancienne loi ?

A Dieu ne plaise que j'entende dégager les enfants de tout respect et les excuser quand ils négligent de consulter leurs parents sur un pareil acte ! Mais ceux-ci doivent guider et jamais contrarier la volonté de l'enfant.

De vingt à trente ans, c'est l'âge où l'homme aura le plus de générosité, d'esprit de sacrifice, de sentiment pur et désintéressé.

Le calcul, le marchandage, les préjugés ne sont pas de cet âge.

« Telle famille noble aurait regardé comme une
« mésalliance l'union d'un de ses membres avec une
« famille qui aurait compté quelques années de moins
« d'établissement. Les mêmes nuances divisaient les
« familles bourgeoises ; la même fausse délicatesse
« régnait parmi les artisans, et les modestes habitants
« des campagnes n'étaient pas eux-mêmes exempts de
« cette vanité ridicule ».

De là tant de scandales et de procès ! Mais Gohier est convaincu que l'ordre nouveau a mis fin à ce préjugé, « et qu'il n'y a plus de distinctions, que celles
« des talents et de la vertu. Notre heureuse Révolution doit nécessairement opérer la réformation de
« nos lois relatives à la liberté de contracter
« mariage ». On n'entravait la liberté, pensait Gohier, que parce qu'on craignait que le désintéressement du sentiment chez les jeunes gens ne leur fit faire des mésalliances.

L'égalité règne, il n'y a plus de raison pour enchaîner la liberté. « Pour qu'en puisse s'en rapporter au
« choix des enfants, il faut sans doute qu'ils soient
« capables de choisir ». Gohier pense qu'à l'âge de vingt ans cette capacité existe. C'est l'âge où le

cœur choisit et où le choix est dépouillé de tout vil intérêt.

Que si on nous reproche, ajoute-t-il, d'attenter à l'autorité des parents, nous répondrons par les réflexions du comité ecclésiastique de l'Assemblée Constituante pour calmer vos craintes : on a peur que la séduction ne fasse échec à la sagesse prévoyante des parents. On a tort, « il n'est pas de séduction dangereuse, ni « autrement funeste à la société quand elle n'a que le « mariage pour terme et pour objet. C'est alors un « bien et pour le public et pour la personne que l'on « aurait séduite à si bonnes fins. Il en est presque au- « tant des garçons qu'un trop long célibat engage « quelquefois dans des écarts dont le mariage les « aurait sauvés ».

Si à vingt et un ans l'homme peut être séduit, à quel âge sera-t-il à l'abri de la séduction ? A quel âge, l'homme n'a-t-il plus de passions ? Le célibat forcé en préserve-t-il !

Et Gohier essaie de tracer un tableau des femmes qui ne se sont jamais mariées parce qu'on agénéré leur première inclination et qui eussent été de bonnes mères. Il parle de la débauche et des désordres causés par les hommes dont le mariage a été empêché ou reculé.

L'enfant tient le droit de se marier, non de ses parents, mais de la nature qui l'a formé pour le mariage. Logiquement il serait plus conforme au droit naturel de lui permettre de se marier aussitôt qu'il est apte au mariage.

C'est donc assez faire pour l'autorité paternelle et trop peut-être pour la nature que de faire dépendre le mariage des parents jusqu'à vingt ans lorsqu'il est apte à se marier à quinze ans.

En tout cas « il ne doit plus être question de ces « formalités insensées qui ne servent qu'à constater « l'opposition des parents et ne peuvent suppléer à « un consentement qui doit être l'expression d'une « volonté libre ».

Le représentant Lasource prétendit que l'intervalle entre treize ou quinze ans et l'âge de vingt et un ans était trop grand. Il demanda que l'âge de la majorité fut fixée à dix-huit ans pour les filles. Comme on lui objectait qu'il y aurait des unions malheureuses et des mésalliances, il répondit qu'il fallait mieux que deux personnes fussent malheureuses par leur propre volonté que par celle des parents aidés de la loi.

Ici M. Pastoret court embrasser Condorcet qui entre et la séance continue. Ducastel dit qu'il y a l'état de nature, mais aussi l'état civil : que le mariage dans l'état de nature est une union corporelle, mais que dans l'état-civil il est un contract entraînant beaucoup d'obligations et nécessitant des conventions. Le consentement des parents est nécessaire pour la validité de ces conventions et ainsi la liberté du mariage se trouve entravée, puisqu'il ne peut avoir lieu sans ces pactes.

Sa conclusion est de fixer la majorité, quant au mariage, non à vingt et un ans, mais à vingt-cinq ans.

M. Lasource prétendait qu'on aurait tort de comprimer les passions : si jusqu'à vingt-cinq ans, un homme ne peut se marier, il deviendra nécessairement un séducteur : « Si les Français ont été jusqu'ici incons-
« tants, légers, volages, c'est à votre législation
« ancienne que vous devez ce défaut de caractère dans
« la nation : lorsqu'un homme ne pouvait disposer
« de lui-même, avoir de propriété, ni être citoyen, il
« se livrait à toute l'effervescence de ses passions, il

« était léger, parce qu'il était dispensé de réfléchir et
« de pensersérieusement à ses affaires pendant le tiers
« de sa vie ».

Muraire, le rapporteur, demandait à rétablir les motifs de la loi, lorsque le roi arriva : c'était toujours le baiser Lamourette, il y eut une scène d'attendrissement et la séance fut levée.

Enfin la loi, qu'on peut appeler la loi de liberté du mariage fut votée avec les règles que nous avons résumées.

VI.

LE CODE CIVIL

30.

*Il retarde l'âge de la puberté pour les deux sexes,
et l'âge de la majorité pour l'homme*

En le comparant à la loi de 1792, le Code Civil fut dans presque toutes, sinon dans toutes ses dispositions, une loi rétrograde ; à la liberté, il substitua un système peut-être moins libéral que celui de l'ancien régime.

D'abord, il retarda l'âge de la puberté : dix-huit ans pour l'homme, qui put seulement se marier quatre ans plus tard que sous l'ancien droit et trois ans plus tard que sous la révolution. Pour la femme l'âge fut fixé à quinze ans, avec un retard de deux ou de trois ans.

Mais le Code donna au gouvernement le droit d'accorder des dispenses.

Après la puberté, la minorité continue, période pendant laquelle le mariage n'est valable qu'avec le consentement des parents. C'est une minorité spéciale.

Pour la femme, elle garde la même durée que sous l'empire de la loi de 1792, et finit à vingt-et-un ans accomplis.

Pour l'homme, elle est prolongée jusqu'à vingt-cinq ans, mais seulement dans le cas où il a encore un ou plusieurs ascendants. S'il n'en a plus, soit lorsqu'il a atteint sa vingt-et-unième année, soit à un moment quelconque de la période entre vingt-et-un et vingt-cinq ans, il peut se marier avec la plus complète liberté.

Voici les règles qui régissent le consentement de la famille nécessaire aux mineurs qui se marient.

1° D'abord il faut le consentement du père et de la mère. En cas de dissentiment, la volonté du père l'emporte, le mariage aura lieu ou n'aura pas lieu suivant qu'il le permettra ou le défendra.

2° Le consentement de la mère doit être demandé, mais la loi n'ayant pas déterminé dans quelle forme, ni quelle preuve on apporterait de cette demande, la pratique a établi des règles arbitraires; on a été jusqu'à exiger qu'un acte respectueux fût adressé à la mère, si elle ne consentait pas.

3° Si l'un des père ou mère est mort, ou dans l'impossibilité de manifester sa volonté, le consentement de l'autre suffit,

4° Si l'enfant n'a plus ni père, ni mère, ou s'ils sont tous deux dans l'impossibilité de manifester leur volonté, les aïeuls et aïeules les remplacent.

La nécessité du consentement des aïeuls et aïeules est une innovation du Code : elle n'existait ni dans la loi de 1792, ni dans l'ancien droit. Le système est un peu compliqué, voici ses règles les plus admises.

Dans chaque ligne, la présence de l'aïeul ou de l'aïeule suffit pour qu'on ne consulte aucun des bisaïeuls de la ligne. Ainsi la mineure qui se marie a encore par extraordinaire sa grand'mère maternelle et ses quatre bisaïeux maternels. La volonté de la grand'mère décide seule si le mariage aura lieu ou n'aura pas lieu.

En cas de dissentiment entre deux grands parents mariés ensemble, la volonté du mari l'emporte.

Lorsqu'il y a des aïeuls dans les deux lignes, on demande le consentement de tous : ainsi il y a le grand père maternel et la bisaïeule paternelle, le consentement de l'un et de l'autre sera demandé.

S'il y a dissentiment entre les deux lignes, ce partage emporte consentement, n'y eut il qu'un ascendant qui consente, plusieurs autres refusant ; exemple :

M. LEFÈVRE =	M ^{me} LEFÈVRE	M. SIMONIN =	M ^{me} SIMONIN
aïeul pat.	aïeule pat.	aïeul mat.	aïeule mat.

père mort: LEFÈVRE SIMONIN = mère morte: M^{me} LEFÈVRE SIMONIN

Jean LEFÈVRE.

Le futur, Jean Lefèvre, a perdu son père et sa mère, mais il a encore ses grands pères et grand'mères paternels et maternels : M. Simonin consentant au mariage, il aurait lieu même si les trois autres ascendants refusaient. M. et Mme Simonin étant en désaccord,

le mari l'emporte: donc il y a consentement de la ligne maternelle et par conséquent partage entre les deux lignes et le mariage est encore possible.

Pour le dire en passant, on voit que ce système ne ressemble ni à l'ancien droit où on n'eut demandé que le consentement du tuteur après avis de l'assemblée des parents, ni au droit romain où on n'eut consulté que l'ascendant paternel, seul chef de famille.

5° Lorsqu'il n'y a ni père, ni mère, ni autre ascendant, ou si tous sont dans l'impossibilité de manifester leur volonté, on consulte le conseil de famille du mineur: la majorité l'emporte; s'il y a partage, si trois parents d'une ligne sont favorables au mariage que l'autre repousse, c'est la voix du juge de paix qui fera la majorité..... et s'il se joint à ceux qui refusent, le mariage n'aura pas lieu.

C'est un étranger, un magistrat il est vrai, qui fait la loi. La jurisprudence belge admet, ce qui n'a pas lieu chez nous, que l'on peut appeler de la décision du conseil de famille au tribunal.

31.

Le Code civil a rétabli, avec aggravation, la procédure des actes respectueux.

L'acte respectueux suppose que le futur ou la future sont majeurs et peuvent se marier malgré leurs père, mère ou autres ascendants. La loi veut qu'ils demandent conseil à l'ascendant dont le consentement leur serait indispensable s'ils étaient encore mineurs.

L'acte respectueux, est l'acte authentique constatant

que l'enfant a demandé respectueusement ce conseil à son ascendant et la réponse qu'il en a reçue.

Pour bien juger une loi, il faut connaître ce qu'elle peut être en pratique : nous allons essayer de le montrer en exposant les faits et en donnant le texte des actes.

C'est une jeune fille qui veut, qui se croit obligée de recourir à cette procédure, elle va trouver un notaire, car la loi n'a pas voulu de l'huissier, agent trop belliqueux. Elle expose au notaire ce qu'elle désire. lui donne les renseignements nécessaires. Le notaire, dans la forme ordinaire des actes notariés, rédige l'acte en ces termes :

« Par devant Maître un tel et son collègue a comparu mademoiselle Jeanne Lefèvre, sans profession, demeurant à... rue... n° ... âgée de vingt-deux ans, fille de monsieur et madame Lefèvre-Simonin, cultivateurs, demeurant à..., laquelle déclare avoir supplié et supplie respectueusement les sieurs et dame Lefèvre-Simonin, ses père et mère, de lui donner conseil sur le mariage qu'elle se propose de contracter avec le sieur Georges Batteux instituteur, demeurant à..... fils du sieur Jean-Baptiste Batteux et de la dame Georgette Férand, sa femme, demeurant à... »

« Reqnérant qu'il soit procédé par lesdits notaires à la notification du présent acte respectueux conformément à la loi ».

« Dont acte... à... le 31 mai 1889 ».

Snivent les signatures de la requérante et des deux notaires (ou du notaire et des deux témoins).

Le notaire, accompagné du second notaire ou des deux témoins, se transporte au domicile des parents. L'enfant ne doit pas nécessairement les accompagner,

comme le voulait l'ancien droit. Sa présence en effet pourrait irriter les parents ; car on a beau y mettre toutes les formes, l'acte est resté dans le langage populaire une *sommation*.

Le notaire a là, il le sait bien, une mission désagréable. Le mieux qu'ils puisse lui arriver est de n'être pas reçu par les parents, il notifie alors l'acte qui précède à la personne qu'il trouve ou à un voisin comme font les huissiers.

En tous cas, il doit enregistrer la réponse qui lui est faite. Quelquefois l'ascendant donne le motif de son refus en termes extrêmement blessants pour la personne que veut épouser son enfant ; la plus souvent il refuse de répondre. Le notaire doit dresser procès verbal de sa mission et de son résultat, après la notification faite de l'acte respectueux.

« Et le 1^{er} juin 1889, heure de trois heures du soir, les
« dits notaires soussignés ont notifié au sieur Paul Gas-
« ton Lefèvre, propriétaire cultivateur, demeurant à ...
« et à la dame Lucie Simonin, son épouse demeurant
« avec lui, en leur domicile, parlant à leur personne,
« l'acte respectueux en date du ... enregistré, dont la
« minute précède.

« Les dits dame et sieur Lefèvre-Simonin invités à
« donner le conseil demandé par leur fille ont répon-
« du.... et ont signé (*ou* ont refusé de signer leur
« déclaration).

« A l'instant les notaires sous-signés, après avoir
« donné au sieur et à la dame Lefèvre lecture du pré-
« sent procès-verbal, rédigé les jours, an et lieu
« dessus indiqués leur en ont laissé copie, précédée
« de celle de l'acte respectueux ».

Suivant les signatures des notaires.

De vingt-et-un à vingt-cinq ans la fille, de vingt-cinq à trente ans le fils doit faire trois actes respectueux. Entre chaque acte, il doit y avoir un mois d'intervalle. Après vingt-cinq ans la fille, après trente ans le fils n'ont qu'un seul acte respectueux à faire.

Le mariage peut être célébré un mois seulement après l'unique ou le troisième acte respectueux. L'enfant a donc un mois ou trois mois pour réfléchir. On sait que ces délais sont ajoutés par le Code et n'existaient pas dans l'ancien régime.

Chacun des actes respectueux doit être fait à tout ascendant dont le consentement eut été nécessaire au mariage de l'enfant mineur, à tout ascendant ayant un domicile distinct.

Il est difficile qu'un majeur échappe à l'obligation de l'acte respectueux et se marie à l'insu de l'ascendant dont il dépend. En effet, deux publications de mariage doivent être faites dans les diverses communes distinctes où chacun des futurs et chacun des ascendants ont un domicile.

Pour que l'officier de l'Etat civil célèbre le mariage, il faut lui apporter 1° un certificat émanant des maires de diverses communes et constatant que les publications y ont été faites, 2° le consentement par acte notarié des ascendants qui n'assisteront pas à la célébration ; à défaut de ce consentement la preuve qu'ils ont reçu les actes respectueux voulus par la loi ou les actes de décès de ces ascendants. En général, on n'exige la preuve du décès que des père et mère et des aïeuls et aïeules. On ne remonte pas plus haut : c'est déjà bien assez, on voit combien il y a d'actes à recueillir en certains cas, combien ils sont souvent difficiles à trouver avec la

dispersion des familles modernes, quelles lenteurs et quels frais il en résulte pour les pauvres.

Ce système dont la complication et les difficultés pratiques sont évidentes est vivement attaqué. La Chambre des députés a voté un projet de loi supprimant toute obligation d'adresser des actes respectueux aux aïeuls et aïeules et n'en exigeant plus qu'un seul pour le futur et la future majeurs s'ils ont encore leur père ou leur mère.

32.

Le droit d'opposition arbitraire au mariage des majeurs est rendu aux père et mère et étendu aux grands parents.

Lorsque la procédure des actes respectueux a été accomplie les ascendants peuvent faire opposition au mariage.

Chacun peut avertir l'officier de l'état-civil de l'existence d'un empêchement prohibitif ou dirimant à la célébration. Les publications ont pour objet de provoquer ces avertissements, l'officier de l'état-civil est juge de la question de savoir s'il passera outre : il a le plus souvent entre les mains les pièces qui lui apprendront que l'avertissement est ou n'est pas fondé.

L'opposition est tout autre chose, c'est un acte d'huissier par lequel une personne fait défense à l'officier de l'état-civil de procéder à la célébration de tel mariage.

L'officier de l'état-civil qui procéderait à un mariage malgré une opposition régulière dont il a reçu notification avant qu'il y ait eu main-levée s'exposerait à une amende de trois cents francs, et, s'il y a lieu, à des dommages-intérêts.

Le mariage célébré malgré l'existence d'une opposition ne serait pas annulé par ce seul motif. La nullité ne peut être prononcée que si celui qui la demande établit qu'il y avait un empêchement dirimant : ainsi la parenté à un degré prohibé entre les époux, la bigamie de l'un d'eux, etc.

L'effet de l'opposition est d'arrêter la célébration du mariage. Il est atteint en pratique, car, nous le verrons, il est presque sans exemple qu'un officier de l'état-civil célèbre le mariage, non seulement malgré l'existence d'une opposition régulière, mais même lorsqu'il n'a reçu qu'une opposition irrégulière.

L'opposition est donc une arme redoutable. Le proverbe est souvent vrai : mariage retardé, mariage manqué. On comprend en présence d'un pareil danger que le législateur ait, pour éviter les abus, déterminé avec soin les conditions de l'opposition qui doivent être observées à peine de nullité.

Voici les principales :

1° L'acte d'opposition doit être signé sur l'original que garde l'huissier et sur chaque copie par l'opposant ou par son fondé de procuration notariée.

2° L'huissier signifie l'acte et laisse une copie à la personne ou au domicile de chacun des futurs, une autre à l'officier de l'état-civil qui doit mettre son visa sur l'original gardé par l'huissier.

3° Tout acte d'opposition énoncera la qualité qui donne à l'opposant le droit de la former.

4° L'acte contiendra élection de domicile de l'opposant dans le lieu où le mariage devra être célébré.

5° Tout acte d'opposition, sauf s'il est fait par un ascendant, doit indiquer le motif de l'opposition.

Et pour montrer l'importance que la loi attache à ces

règles, non seulement elle les prescrit à peine de nullité de l'acte, mais elle prononce l'interdiction de l'huissier qui ne les a pas remplies et qui a ainsi fait un acte irrégulier.

Le nombre des personnes qui peuvent faire opposition est extrêmement limité, il y en a trois classes : l'époux, les collatéraux et le tuteur, les ascendants.

D'abord l'époux dont le conjoint veut célébrer un mariage avant la dissolution du premier : le motif est évident.

Certains collatéraux : le frère ou la sœur, l'oncle ou la tante, les cousins germains, le tuteur ou le curateur mais avec l'avis conforme du conseil de famille. L'opposition n'est possible de leur part que : 1° s'ils sont majeurs, 2° s'il n'y a aucun ascendant, 3° pour deux motifs seulement, le défaut de consentement du conseil de famille et l'état de démence du futur ; mais dans ce dernier cas à la charge de provoquer l'interdiction dans le délai fixé par le tribunal.

Jamais un descendant, jamais un autre collatéral, neveu, nièce, cousin au delà du 4° degré, jamais un allié et à plus forte raison un étranger, ne peuvent faire opposition.

Jusqu'à présent le code reproduit la loi de 1792 ; il l'aurait reproduite s'il avait ajouté que le père et la mère ont aussi le droit de former opposition au mariage de leur fils mineur : mais le code a fait toute autre chose.

Il a donné à tout ascendant un droit d'opposition spécial au mariage de son descendant : ce pouvoir a deux caractères : 1° il existe contre tout enfant, quel que soit son âge, majeur ou mineur ; 2° L'ascendant n'est pas obligé dans l'acte de motiver son opposition.

Ainsi le père peut faire opposition au mariage que son fils âgé de 50 ans, que sa fille majeure et veuve veut contracter ; un grand-père peut faire opposition au mariage de son petit-fils ou de sa petite-fille majeure. Et ce pouvoir est absolu, arbitraire : l'opposition non motivée de l'ascendant arrêtera la célébration.

Il y a un ordre cependant. Tous les ascendants ne peuvent faire simultanément opposition : le père seul, y eut-il d'autres ascendants, peut faire opposition ; à son défaut la mère ; à défaut des père et mère, les aïeuls et aïeules et il faut comprendre sous cette dénomination les bisaïeuls et bisaïeules.

Nous verrons pourquoi, en présence de la pratique et de la jurisprudence, il est inutile d'établir si les grands parents ont ou non simultanément le droit d'opposition.

L'officier de l'Etat-civil qui a reçu une opposition, nous devrions ajouter régulière, ne célébrera désormais le mariage que s'il y a une main levée volontaire ou judiciaire.

C'est quand l'enfant demandera au tribunal la main levée de l'opposition, qu'on connaîtra le motif de l'opposition.

Si devant le tribunal, l'ascendant invoque et prouve l'existence d'un empêchement prohibitif : l'opposition sera maintenue, tant que l'empêchement existera. Ainsi l'ascendant prouve que les actes respectueux qui devaient lui être adressés n'ont pas été faits, le tribunal n'accordera pas la main levée. Il y a des empêchements prohibitifs permanents : si l'ascendant fait opposition au mariage que sa fille majeure et divorcée veut contracter avec le complice désigné, dans le jugement

prononçant le divorce, de l'adultère qui en a été la cause, le tribunal n'accordera pas la main levée.

Si l'ascendant invoque un empêchement dirimant, il en sera de même. Par exemple, il a fait opposition au mariage du frère et de la sœur: le fils est un enfant légitime, la sœur était enfant naturel non reconnu par l'opposant, il la reconnaît légalement et repousse en vertu de cette reconnaissance la main levée ; le tribunal maintiendra l'opposition. Si l'ascendant s'était opposé au mariage que son fils majeur veut contracter avec sa tante sans dispense du gouvernement: le tribunal maintiendra l'opposition tant que le deux futurs n'auront pas de dispense.

Si l'opposition n'est fondée sur aucun empêchement légal, le tribunal la lèvera et ordonnera à l'officier de l'Etat-civil de célébrer le mariage. Ainsi l'ascendant donne comme motif de son opposition au mariage que veut contrater son fils que la future est trop jeune, ou d'une mauvaise santé, ou trop pauvre, ou de mauvaise vie, ou flétrie, à tort ou à raison, dans sa réputation, qu'elle est fille d'un failli, ou d'une condition qui lui paraît inférieure, c'est une ouvrière, une institutrice..... Aucun de ces motifs produits dans la pratique n'est légal: main levée sera nécessairement prononcée, sinon l'arrêt serait cassé.

En somme le pouvoir d'opposition non motivée est une dernière arme que les rédacteurs du Code ont voulu donner à l'ascendant pour retarder, arrêter, empêcher la célébration et, s'il se peut, faire manquer le mariage de leur enfant.

Malgré les enveloppements de leur pensée, ils se rendaient bien compte de ce qu'ils faisaient, de l'atteinte qu'ils apportaient à la liberté du mariage et

pour ne pas paraître moins libéraux que la loi de 1792, ils ont déclaré que la question de main levée devait être rapidement tranchée.

Le tribunal de première instance devra prononcer dans les dix jours à partir de celui où la demande en main levée a été signifiée à l'opposant. S'il y a appel il y sera statué dans les dix jours de la citation.

Cette rapidité de solution était peut-être possible avec la loi de 1792 qui avait fait du juge de paix le juge de première instance, elle ne donnait d'ailleurs en principe le droit d'opposition qu'au mariage des mineurs. Mais la pratique du Code de Procédure postérieure au Code civil et la jurisprudence ont démontré, nous le verrons, que, par la procédure de l'acte respectueux combinée avec celle de l'opposition, la liberté de mariage du majeur qui a encore des ascendants est réduite presque à rien.

33.

Des motifs qu'ont eus les rédacteurs du Code Civil pour retarder l'âge légal de la puberté, pour établir les actes respectueux, et donner aux grands parents des droits qu'ils n'avaient jamais eus.

Personne ne se plaignait de la loi de 1792. Cependant elle devait être bien mauvaise si on croit cette phrase prétentieuse du discours préliminaire qui accompagne l'envoi du projet de Code à l'examen des Tribunaux : « Ce n'est que dans ces derniers temps qu'on a eu des idées précises sur le mariage ».

— De l'âge de la puberté : —

Le projet envoyé respectait l'âge fixé par la loi de 1792 pour la puberté légale : treize ans pour la femme, quinze ans pour l'homme. La très grande majorité admet cet âge : seuls, les tribunaux de Paris, de Lyon, de Bourges et un seul membre de la commission nommé par le tribunal de cassation pour l'examen du projet proposèrent l'âge adopté par le Code, quinze et dix-huit ans : c'est plus près de la nature et de la raison, disait M. Réal.

Au conseil d'Etat, on trouve l'âge de la loi de 1792 et surtout celui de l'ancien droit bon pour d'autres climats. Le premier consul, probablement à l'occasion des mariages trop précoces, aurait dit brutalement : à Jérusalem une fille est nubile à dix ans, vieille à seize, pas touchable à vingt ; il trouvait que le plus sage aurait été de n'autoriser le mariage qu'à vingt-et-un an pour les hommes et quinze ans pour les femmes. Il vaut mieux, disait-on, ne permettre que ce qui est conforme à l'intérêt général : s'il y a des exceptions, l'autorité publique donnera des dispenses.

Portalès résuma, en les fondant dans les vagues considérations qu'il aimait, les idées qui avaient prévalu et qui étaient plus durement précises dans le Code que dans son style : « Dans la fixation de l'âge qui « rend propre au mariage, il est des considérations qui « naissent de la situation du pays que l'on gouverne et « qu'aucun législateur ne peut raisonnablement « méconnaître. Mais partout on peut jusqu'à un « certain point reculer plus au moins cet âge. L'expérience prouve qu'une bonne éducation peut étendre « jusqu'à un âge très avancé l'ignorance des désirs et « il est encore certain d'après l'expérience, que les « peuples qui n'ont pas précipité l'époque à laquelle on

« pouvait devenir époux et père, ont été redevables à
« la sagesse de leur lois de la vigueur de leur consti-
« tution et de la multitude de leurs enfants.

« Dans les temps qui ont précédé la Révolution, les
« filles pouvaient se marier à douze ans et les garçons
« à quatorze ans. Un tel usage semblait donner un
« démenti à la nature qui ne précipite jamais ses opéra-
« tions et qui est bonne ménagère de ses forces et de
« ses moyens ; il n'y avait pas de jeunesse pour ceux
« qui usaient du dangereux privilège que la loi leur
« donnait ; ils tombaient dans la caducité au sortir de
« l'enfance ».

« Cependant comme des circonstances rares, il est
« vrai, mais impérieuses, peuvent exiger des exceptions,
« nous avons cru que la loi devait laisser au gouverne-
« ment la faculté d'accorder des dispenses ».

Portalis semble oublier que si l'ancien droit avançait l'âge de la liberté, on se mariait rarement à l'âge permis. Il semble oublier que la Révolution n'avait guère retardé cet âge et que la majorité des Tribunaux n'allait pas plus loin. Il semble oublier que la nature précipite quelquefois ses opérations et que les dispenses accordées par un administrateur indifférent, représentant l'Etat-Providence, seraient utilement remplacées par le consentement du père ou de la mère. Mais ce qu'il semble surtout avoir oublié c'est de nous dire dans quel milieu social l'éducation pouvait reculer jusqu'à un âge très avancé « l'ignorance des désirs et la pureté des sens ».

Il ne faut pas d'ailleurs confondre l'action des lois avec l'action des mœurs, et faire une loi avec cette idée que les mœurs s'y accommoderont.

— Du consentement des parents : —

Portalis justifie la loi nouvelle qui permet à la fille de se marier plus tôt que l'homme sans le consentement paternel : elle est majeure à vingt-et-un ans, il ne l'est qu'à vingt-cinq.

Il est curieux de voir comment ces grandes questions sont traitées par l'homme du Consulat, de comparer son langage, parfois léger comme celui de Montesquieu, avec le langage plus grave des orateurs de la révolution : « La nature se développe plus rapidement dans un « sexe que dans l'autre. Une fille qui languirait péniblement dans une trop longue attente, perdrait « une partie des attraits qui peuvent favoriser son « établissement, et souvent même elle se trouverait « exposée à des dangers qui pourraient compromettre « sa vertu : car une fille ne voit dans le mariage que la « conquête de sa liberté. Elle est trop pressée et « l'homme l'est moins ».

Portalis ajoute : « on ne peut avoir les mêmes « craintes pour notre sexe qui n'est que trop disposé « au célibat, et à qui on peut malheureusement « adresser le reproche de fuir le mariage, comme on « fuit la servitude ».

Voilà sans doute pourquoi, afin que le mariage ne soit pas déserté, les rédacteurs du Code le rendaient plus difficile, moins libre pour l'homme que pour la femme.

Le droit donné aux père et mère et à leur défaut aux autres ascendants n'est plus fondé sur la puissance ou sur le droit de propriété que donnerait la paternité, d'après Montesquieu : il est fondé sur la tendresse qui protège ; or elle existe aussi bien chez les ascendants maternels quoiqu'ils ne soient pas chefs de famille.

« Les idées de puissance, dit Portalis, ont été rem-

« placées par d'autres. On a plus d'égard à l'amour
« des père et à leur prudence qu'à leur autorité. De là ce
« concours simultané des parents au même degré pour
« remplir les mêmes devoirs et exercer la même
« surveillance. Un tel système adoucit et étend la
« magistrature domestique sans l'énervier, il commu-
« nique les mêmes droits à ceux qui sont présumés
« avoir le même intérêt. Il ne relâche pas les liens de
« famille, il les multiplie et les ennoblit ».

Que tout cela est vague, je n'ose dire creux. C'est une confusion incessante de l'affection et de l'intérêt, du devoir et du droit, des mœurs et de la loi.

— Des actes respectueux : —

Pour justifier le rétablissement des actes respectueux, voici ce que dit Portalis : « Il nous a paru
« utile de faire revivre cette espèce de culte rendu par
« la piété filiale au caractère de dignité et j'ose dire de
« majesté que la nature elle-même semble avoir imprimé sur ceux qui sont pour nous sur la terre l'image
« et même les ministres du Créateur ».

La procédure des actes respectueux transformée en culte ! Il ne manquait plus que de comparer l'opposition au mariage à un sacrifice.

34.

Contradictions et illusions des rédacteurs du Code civil.
Ils rétablissent la magistrature du père des anciennes ordonnances quoiqu'ils disent le contraire.

Celui qui veut chercher sous la pompe du langage de Portalis les idées pour les préciser, fera bien de lire les articles du Code civil dans leur

simplicité brutale. En vain, Portalis affirme qu'il n'est plus question de puissance et de magistrature, mais de tendresse et de prudence ; en vain, au Tribunat et au Corps législatif, les orateurs paraphraseront le discours de Portalis, la vérité échappe : c'est le système des ordonnances royales que le Code civil a rétabli et aggravé.

Ce n'est pas la loi de 1792 que le Tribun Boudeville, qui porte au corps législatif l'opinion du Tribunal, défend ou regrette. La législation nouvelle ne pouvait pas moins, selon lui, que nos anciennes ordonnances qui avaient gradué l'usage de la liberté suivant les progrès de l'âge. Le projet de loi ne leur a pas cédé en sagesse : « on l'a dit heureusement : les pères « entrent en partage d'autorité avec les législateurs « dans un pays où les législateurs sont des pères ».

« La puissance paternelle qui va reprendre sa place « au sein des familles, qui surtout ne tiendra point « à l'idée d'un droit de propriété dans la personne du « père sur celle du fils, sera bien plus pour le bonheur « des enfants que pour l'intérêt de ceux qui l'exercent ; elle n'aura rien que de juste, de doux, de vraiment paternel ».

La loi de 1792 n'avait point aboli la puissance paternelle sur le mariage des enfants, mais elle l'avait limitée en la faisant cesser à l'âge de la majorité générale de vingt-et-un ans.

Quant à cette opinion ou à cette illusion de Boudeville que le règne du Code sera celui de la morale et de la justice et que les droits concédés au père ne donneront plus lieu aux abus de l'ancien régime, Portalis la partage. Il justifie le droit absolu d'opposition rendu non seulement aux père et mère, mais étendu aux

grands parents : « Il y a eu un temps et ce temps
« n'est pas loin de nous où, sous le prétexte de la
« plus égère inégalité dans la fortune ou la condition,
« on osait former opposition à un mariage honnête et
« raisonnable. Mais aujourd'hui où l'égalité est établie
« par nos lois, deux époux pourront céder aux douces
« inspirations de la nature et n'auront plus à lutter
« contre les préjugés de l'orgueil, contre toutes ces
« vanités sociales qui mettaient dans les alliances et
« dans les mariages la gêne, la nécessité et, nous osons
« le dire, la fatalité du destin même. On a moins à
« craindre ces oppositions bizarres qui étaient inspirées
« par l'ambition ou commandées par l'avarice. On ne
« craint plus ces spéculations combinées avec tant
« d'art, dans lesquelles en fait de mariage, on s'occu-
« pait de tout excepté du bonheur. Toutes les classes
« de la société étaient plus ou moins dominées par les
« mêmes préjugés ; les vanités étaient graduées
« comme les conditions : un caractère sûr, des vertus
« éprouvées, les grâces de la jeunesse, les charmes
« même de la beauté, tout était sacrifié à des idées
« ridicules et misérables qui faisaient le malheur des
« générations présentes, et qui étouffaient d'avance
« les générations à venir ».

S'il en était ainsi, si le code civil avait à jamais
fermé la foire aux vanités et inauguré le règne de la
vertu désintéressée à quoi bon rétablir l'opposition qui
avait été un instrument d'orgueil et d'avarice ? Portalis
n'est pas embarrassé pour si peu : « Chacun est devenu
« plus maître de sa destinée, dit-il, mais il ne faut pas
« tomber dans un excès contraire. Le souvenir des
« abus que l'on faisait des oppositions aux mariages
« des fils de famille ou des citoyens (*des citoyens !* dans

« l'ancien régime) n'a pas dû nous déterminer à pros-
« crire toute opposition. Nous eussions favorisé le jeu
« des passions et la licence des mœurs en croyant ne
« protéger que la liberté des mariages ».

Voilà donc qu'en réalité, d'après l'orateur du gou-
vernement, le droit d'opposition aurait été rendu ou
donné aux ascendants seulement pour empêcher la
séduction d'une fille majeure, la captation d'un homme
de plus de vingt-cinq ans qui voudraient contracter
mariage sous l'empire d'une passion malsaine.

En tous cas, c'était une illusion de croire en 1801
que le règne de l'égalité définitive était arrivé. Beau-
coup d'étrangers disent que si l'égalité est dans nos
lois, elle n'est pas dans nos mœurs. Il est certain que
les préjugés signalés par les orateurs du gouvernement
comme étant le caractère de l'ancien régime ont reparu
sous d'autres formes ; les distinctions de classes, de
fortune, d'éducation existent toujours malgré l'égalité
politique, ce sont les préjugés qu'elles engendrent fata-
lement qui depuis près d'un siècle ont surtout et pres-
qu'exclusivement provoqué l'exercice du droit d'oppo-
sition. La loi vantée par Portalis a plutôt entretenu et
favorisé les préjugés qu'il disait anéantis.

35.

*Il était facile de constater que les procédures combinées
de l'acte respectueux et de l'opposition diminuaient,
presque jusqu'à la supprimer, la liberté du mariage
pour les majeurs en puissance d'ascendants.*

Les rédacteurs du code Civil avaient la prétention de
donner aux majeurs ayant des ascendants une liberté

de se marier bien plus grande que celle qu'ils avaient sous l'ancien régime.

Nous verrons plus loin si la pratique et la jurisprudence justifient cette prétention. Son exactitude est déjà démentie par ce seul fait de la puissance paternelle conférée aux grands parents qui ne l'avaient point autrefois.

Mais en dehors de ce fait, la seule combinaison de la procédure des actes respectueux avec celle de l'opposition démontre que les auteurs de la loi se sont fait illusion, si réellement, ce dont il est permis de douter, ils ont voulu rendre l'enfant majeur plus maître de son mariage.

D'abord, il résulte de la nature des choses que les dispositions du Code en faveur des ascendants doivent être plus respectées, plus efficaces, mieux appliquées que celles des anciennes ordonnances.

Pour la première fois, il y avait une forte unité législative. L'officier de l'Etat-Civil, magistrat laïque, obéissait sans arrière-pensée à la loi laïque ; tandis que dans l'ancien régime, le curé dans sa paroisse était soumis au pouvoir civil qui lui confiait la tenue des actes de l'État civil, comme pouvait y être soumis un homme à qui un devoir supérieur commandait d'obéir avant tout aux lois de l'Eglise.

Ensuite, à la différence de notre Code, les ordonnances et les Parlements n'avaient guère de règles précises sur le droit d'opposition, il était mal défini : on le confondait avec le droit d'avertir le curé de l'existence d'un empêchement au mariage. Le père, la mère et le tuteur l'avaient seuls, disaient des auteurs. En fait l'exerçait qui voulait et le curé fatalement se faisait juge. Les ordonnances lui disaient bien de s'arrêter

devant une ordonnance et d'exiger une main levée volontaire ou judiciaire avant de célébrer le mariage ; mais il y avait deux juges : les officialités si l'opposition était fondée sur une cause ecclésiastique ; le juge royal par l'appel comme d'abus, s'il s'agissait d'un empêchement fondé sur les ordonnances.

Ajoutez enfin qu'en fait, l'opposition de l'ancien droit était une arme à toute fin, elle se faisait par huissier ou par sergent et servait surtout à avertir le curé de l'existence d'un empêchement prohibitif ou dirimant.

Le caractère essentiel de l'opposition permise à l'ascendant, la seule dont il soit ici question est de n'avoir pas besoin d'être motivée dans l'acte qui, signifié à l'officier de l'Etat-Civil, arrêtera la célébration. Le droit de l'ascendant de retarder ainsi le mariage de son descendant est entre ses mains arbitraire et absolu ; l'exerçât-il d'une façon blâmable, avec une mauvaise foi avouée ou prouvée, jamais il ne peut être condamné à des dommages-intérêts.

Sans doute dans le procès en main levée, l'ascendant pourra révéler l'existence d'un empêchement prohibitif ou dirimant. C'est un accident. Il a presque toujours formé son opposition sans avoir aucun motif légal ; le tribunal alors prononcera la main levée, mais l'opposition n'aura pas moins arrêté la célébration.

L'ascendant a le droit d'opposition uniquement parce que, père ou aïeul, il est magistrat familial, ayant un pouvoir de surveillance et de contrôle sur le mariage de ses enfants, majeurs aussi bien que mineurs.

Quand l'enfant est majeur, si l'ascendant n'a aucun motif légal d'empêcher le mariage, il est clair que le législateur a voulu lui donner moyen de le retarder par un dernier délai. Le père et l'enfant se verront pendant

ce répit procuré par l'opposition, ils réfléchiront, des démarches suprêmes seront tentées, la réconciliation se fera peut être par l'abandon d'un mariage plus ou moins prudent, plus ou moins honorable.

Mais si les auteurs du code avaient voulu seulement un délai, leur loi est mal faite. Ils auraient dû faire de l'opposition de l'ascendant sans motif légal une classe à part, dire qu'après dix jours, le jugement, après dix autres jours à partir du jugement, l'arrêt prononceraient la main levée à peine de déni de justice, sans admettre qu'en pareille matière l'ascendant put prolonger la procédure en faisant défaut.

Ils ont d'ailleurs eu tort parce qu'un délai nouveau était inutile. Mais on peut dire que ces contradictions tiennent à la précipitation de l'œuvre. Le premier consul hâtait le travail. Le titre du mariage était terminé quand la procédure des actes respectueux fut faite, elle retardait le mariage d'un mois ou de trois mois au moins suivant le nombre d'actes à faire. Le Code de procédure acheva le mal, en permettant d'obtenir de nouveaux délais en faisant défaut dans les procès en première instance et en appel.

La jurisprudence révèle que le droit d'opposition non motivée des ascendants, qui paraît si anodin dans le Code Civil, est devenu une arme terrible. Les praticiens ont trouvé par des combinaisons de procédure et par des délais multipliés le moyen en prolongeant le scandale d'un procès odieux entre ascendant et descendant de faire souvent manquer le mariage arrêté.

Ce que des praticiens peuvent tirer du Code de Procédure pour retarder la main levée judiciaire d'une opposition.

La loi reconnaît à la fille majeure de vingt-et-un ans, au fils majeur de vingt-cinq ans le droit de se marier sans le consentement des ascendants ; il est clair que dans la pratique avant qu'il ait recours aux voies légales l'enfant a fait connaître ses intentions à son père. C'est quand il est certain que le refus est définitif qu'il se résout à faire les actes respectueux.

Le premier acte respectueux est signifié au père le 1^{er} février 1895 ; le second acte sera signifié le 1^{er} mars, le troisième, le 1^{er} avril ; le mariage pourra être célébré le 1^{er} mai.

Voilà trois mois, quelquefois un mois au moins, si l'enfant a plus de vingt-cinq ans, donnés pour réfléchir.

A la veille du 1^{er} mai, le 30 avril le père fait opposition au mariage.

1^{er} mai, le fils sans perdre de temps assigne son père en main levée devant le tribunal de première instance.

11 mai, il obtient un jugement, mais un jugement par défaut prononçant contre le père la main levée, parce que l'avoué de celui-ci n'a pas conclu.

Le fils se hâte, obtient une expédition du jugement, 15 mai : il le signifie à son père et à l'avoué de celui-ci.

La loi défend au fils d'exécuter ce jugement par

défaut dans la huitaine qui suit la signification à l'avoué c'est-à-dire avant le 23 mai (art. 155 Code Pr.). Le 23 mai arrive, ce jour même opposition au jugement par défaut est signifiée par l'avoué du père à l'avoué du fils.

En même temps, cet avoué du père fait mention sommaire de cet acte sur un registre spécial que le greffier du tribunal de première instance est tenu d'avoir pour les oppositions à jugement par défaut. (art. 163 C. Pr.).

S'il n'y avait pas eu cette opposition au jugement dans la huitaine c'est-à-dire, au plus tard le 23 mai, le fils n'aurait pas pu forcer l'officier de l'Etat-civil à célébrer son mariage ; car si l'opposition n'est plus recevable l'appel est encore possible pendant deux mois après l'expiration du délai d'opposition expiré le 23 mai.

En tout cas, la célébration du mariage est rendue impossible par l'opposition au défaut du 23 mai. Le fils est obligé de continuer la procédure. Son avoué va aussi vite qu'il peut, et comme le tribunal est toujours obligé d'après l'article 177 du Code civil, comme la première fois, à statuer dans les dix jours à partir du 23 mai, il rend le 5 juin un jugement contradictoire prononçant la main levée demandée.

Aussi vite que possible, l'avoué du fils, par prudence, signifie le jugement à l'avoué du père et à son père en personne ou à domicile le 12 juin 1895.

A partir de cette date, le père a un délai de deux mois pour faire appel (443 C. de Pr.). Ce délai expirera le 12 août 1895.

D'après les articles 548, 549 et 550 du code de Procé-

ture, le fils ne peut contraindre le maire à célébrer son mariage qu'en produisant les pièces suivantes :

- 1° L'expédition du jugement contradictoire ;
- 2° Le certificat de l'avoué du fils indiquant la date de la signification à personne ou à domicile ;
- 3° L'acte d'appel inscrit par cet avoué sur le registre du greffier du tribunal qui a rendu le jugement ;
- 4° L'attestation par ce greffier qu'à la date du 12 août, il n'y avait sur son registre ni opposition, ni appel.

Le greffier ne peut délivrer ce dernier certificat qu'après l'expiration du délai d'appel, c'est-à-dire au plus tôt le lendemain, 13 août 1895.

Mais le père qui veut retarder la célébration n'attendra pas évidemment l'expiration du délai, il fera donc appel le dernier jour, le 12 août.

Le fils poursuivra l'audience, nous supposons qu'il obtienne fixation pour le 23 août, dans les dix jours fixées par l'article 178 du Code Civil.

Le 24 août, la Cour rend l'arrêt qui prononce main levée de l'opposition au mariage.

Mais cet arrêt est encore par défaut, si le père a persisté dans sa tactique.

Le fils fait la levée de l'arrêt par défaut, le signifie le 28 août à l'avoué du père. En se hâtant et en supposant que les choses marchent au mieux, c'est le 5 septembre que l'arrêt définitif pourra être rendu. Il faudra le lever, le signifier au maire ; le mariage sera possible le 10 septembre.

Ainsi l'opposition au mariage a eu lieu le 30 avril et le mariage n'est possible qu'après plus de 4 mois, le 10 septembre. Il faut joindre à ce délai celui de trois mois ou d'un mois suivant qu'il y a eu trois actes

respectueux ou un seul : cela fait un temps de sept ou de cinq mois.

Nous avons supposé qu'il n'y avait de retard ni du greffe, ni de l'enregistrement, surtout qu'il n'y avait pas d'incident, par exemple, à l'occasion d'une nullité alléguée de signification d'acte, d'assignation.... etc. En pratique, on trouve des exemples dans lesquels la procédure a duré plus d'une année.

C'est dans ces longs délais, dans ces procédures fatalement irritantes que les rédacteurs du Code ont imaginé de trouver un terrain pour la conciliation entre un père et sa fille, entre une mère et son fils, entre grands parents et petits enfants ! Il faut dire, si c'est à leur décharge, que les rédacteurs des Codes n'ont pas eu le temps de chercher et de voir que, de la combinaison de lois faites en des temps et pour des objets différents, il devait sortir une institution toute autre que le mariage plus libre qu'ils annonçaient.

Nous allons voir après la loi théorique ce qu'a été la loi vivante.

VII

JURISPRUDENCE MODERNE

37.

Comparaison de la Jurisprudence appliquant le Code avec la Jurisprudence des Parlements.

Ce qui constitue une différence essentielle entre l'application des ordonnances royales et celle du Code civil sur le mariage, c'est la rigueur de l'exécution.

Dans l'ancien régime le nombre des sources du droit, les privilèges conservés par certaines provinces, réunies à la France, la diversité des Parlements, le conflit avec les tribunaux ecclésiastiques, tout concourait à empêcher la loi civile des ordonnances de régner avec cette unité et cette inflexibilité qui permettent à la loi respectée d'avoir une forte action sur les mœurs.

Au contraire, les tribunaux modernes, avec le contrôle de la Cour de Cassation, ont appliqué constamment avec suite et énergie le droit inauguré par le Code civil ; peut-être même, je n'ose dire certainement, au moins dans le début, y a-t-il eu quelque exagération de l'esprit qui animait le législateur plutôt que faiblesse dans l'application.

Autrefois on constatait de nombreux mariages célébrés sans le consentement des parents ; le clergé dans un intérêt moral et religieux, s'y prêtait quelque peu. Une fois le mariage célébré, la plupart des parents se réconciliaient avec leurs enfants : les jurisconsultes se plaignaient qu'ils pardonnaient trop souvent et n'usaient pas assez de leurs droits d'exhérédation. Aussi les ordonnances étaient souvent renouvelées et, dans le préambule, toujours l'auteur blâme la violation trop fréquente des règles qu'il modifie par des sanctions plus rigoureuses. La pratique atténuait donc et dissimulait la rigueur des ordonnances.

Au contraire l'application littérale du Code par les Cours et Tribunaux ont révélé ce qu'il y avait d'excessif dans ses dispositions et ont produit cette réforme trop timide, selon nous, votée par la Chambre des députés et soumise au Sénat.

Nous n'avons pas le dessein de tracer un tableau général de la jurisprudence. Il s'agit du degré de

liberté du mariage conservée par le Code qui fixe l'âge du mariage et le fait plus ou moins dépendre de la volonté des parents. Parmi tant d'exemples qui montrent plus saisissantes les conséquences d'une liberté diminuée et l'abus presque fatal d'institutions dangereuses comme l'opposition, nous n'en choisissons qu'un certain nombre. On y verra, non plus la loi théorique et idéalisée par Portalis, mais la loi vivante dans la procédure maniée par les parents et les enfants.

Ce caractère de la jurisprudence moderne est très important, car, si la loi sur le mariage est restée la loi aristocratique de l'ancien régime, on peut affirmer qu'elle a eu d'autant plus d'action sur les mœurs après près d'un siècle que l'application en a été inflexible.

38.

Comment on peut jouer la comédie du mariage.

Un Monsieur Jules V. P., âgé de 21 ans et trois mois, se maria à Londres, le 15 juin 1886, avec une demoiselle Emma M. Le mariage fut contracté sans consentement de la mère du jeune homme, sans publication en France et sans inscription du mariage sur les registres de l'Etat civil français au retour des époux.

La nullité demandée par la mère fut prononcée par le tribunal et par la Cour de Besançon. Elle devait l'être pour plusieurs motifs : le principal était l'absence du consentement de la mère nécessaire au fils mineur.

Mais on lit ce motif dans le jugement : « ce mariage « célébré précipitamment, à l'insu de la famille, n'a « jamais était considéré par Jules V. P. comme un

« contrat véritable et sérieux. » (4 janv. 1888 Dall. 1889, 2 p. 29).

Ce n'est donc pas malgré lui, séduit comme le présumaient les anciennes ordonnances, que ce jeune homme avait été entraîné à Londres : il savait qu'il ne faisait pas et ne voulait pas faire un mariage valable. Des magistrats croient devoir constater cette comédie du mariage : que la jeune fille soit honnête ou non, trompée ou non, il n'importe.

L'exemple suivant va nous montrer pourtant que le jeu peut être dangereux.

39.

Où la comédie du mariage coûte cher à l'acteur et montre des contradictions bizarres dans les effets de la loi.

Le sieur D. n'avait pas 25 ans, il avait noué des relations intimes avec la demoiselle L. C'était une fille d'ouvriers : les parents de D. n'auraient pas consenti au mariage de leur fils.

Cependant la jeune fille était devenue enceinte et D., mû par un beau sentiment, imagina une savante combinaison.

Il obtint de l'Archevêque de Lyon, après les bans publiés par le curé de sa paroisse, les délégations nécessaires pour le mariage devant un prêtre étranger.

Le prêtre choisi était l'Evêque de Bethléem, curé de Saint-Maurice en Valais ; il bénit le mariage qu'il célébra en présence des parents de la jeune fille qui habitaient la Suisse.

Dans le Valais, le curé est officier de l'Etat-civil

Mais la loi fédérale de la Suisse exige, pour le mariage des étrangers qui n'ont pas le droit de Bourgeoisie en Suisse, l'accomplissement de certaines conditions : les mariés ne les avaient pas remplies.

Le mariage était donc frappé de deux nullités bien certaines :

La première pour défaut de consentement des parents au mariage de leur fils âgé de moins de vingt-cinq ans.

La seconde pour clandestinité. La clandestinité résultait à la fois du défaut des publications en France voulues par l'art. 170 du Code civil et de l'incompétence de l'évêque Suisse, qui était bien officier de l'Etat-civil, mais n'avait pas accompli les formalités de la loi suisse.

Les deux jeunes mariés étaient revenus en France et y avaient vécu comme époux pendant plusieurs années, ils avaient eu deux enfants. Le père et la mère de D. avaient eu connaissance du mariage et n'en n'avaient pas demandé la nullité dans le délai légal.

En fait, il était donc établi que D. et la demoiselle E. avaient la possession d'état d'époux légitimes dans les deux familles et dans la société.

C'est dans ces circonstances, que D. auteur des combinaisons du mariage, après avoir abandonné sa femme et ses enfants osa demander la nullité du mariage pour les motifs que j'ai indiqués.

Le Tribunal de Lyon, le 15 juillet 1880, et la Cour de Lyon, le 24 février 1881, refusèrent de prononcer la nullité du mariage pour défaut de consentement des parents de D. parce qu'ils avaient ratifié tacitement le mariage par leur silence pendant le délai de la loi ; mais ils annulèrent le mariage pour clandestinité : pas

de publicité en France, ni d'observation des formalités par le Curé de St-Maurice.

La nullité pour défaut de consentement des parents était la principale. La clandestinité n'est qu'un moyen d'échapper au consentement des parents, ce qui est impossible avec un mariage régulier en France. Quand ce consentement intervient, même après, tout est réparé.

La clandestinité est aussi un vice qui s'efface par le laps de temps au moyen d'une possession d'état suffisante dont la loi n'a pas fixé le délai, laissant cette fixation à l'appréciation des tribunaux.

Ici, une possession de cinq ans, avec cette circonstance capitale de la ratification des parents, paraissait bien suffisante pour faire repousser la demande en nullité, mais ce moyen ne fut peut-être pas invoqué et peut-être la Cour d'appel n'a pas cru devoir l'appliquer d'office.

En tout cas, la nullité de son mariage prononcée, D parait n'avoir pas fait impunément toutes ses combinaisons : l'arrêt déclare que le mariage annulé sera un mariage putatif, mais pour la femme seulement dont la bonne foi a été aussi évidente que l'était la mauvaise foi de D.

Cela veut dire que la femme et l'enfant survivant peuvent réclamer et peuvent seuls réclamer les effets du mariage valable pour eux.

Ainsi le mari D. n'héritera ni de sa femme, ni de son fils ; ils auront au contraire sur lui, et le fils dans sa famille paternelle, les droits successoraux que la loi donne à la femme vis-à-vis de son mari, au fils légitime sur ceux dont il est parent légitime.

Ainsi encore D. n'aura pas la puissance paternelle

sur son fils ; car comment refuser cette puissance à la mère légitime, alors qu'il est seulement père naturel ?

Ces effets légaux sont choquants. On les éviterait au moins dans notre hypothèse, si la loi réformée disait que quand la nullité principale pour défaut de consentement des parents n'existe plus, la nullité pour inaccomplissement de formalités, dont le but est d'assurer l'existence de ce consentement, disparaît aussi comme accessoire.

40.

*Des retards qu'une procédure d'opposition bien dirigée
peut apporter au mariage d'un majeur.*

Les délais légaux imposés par le Code civil montrent que le législateur ne veut pas que la célébration soit longtemps retardée ; nous avons vu comment en multipliant les défauts, mais en allant aussi vite que possible et sans incident, on arrivait à un retard d'environ quatre mois : le premier exemple venu va nous montrer que ce délai peut être dépassé, même sans recourir aux défauts.

Le 20 juin 1878, une dame Th. fait opposition au mariage que son fils âgé de vingt-sept ans veut contracter. Il assigna sa mère en main levée et le tribunal prononça la main levée par jugement du 16 août 1878. Appel par la mère, arrêt de la Cour de Paris (14 novembre 1878) confirmant le jugement.

Le fils a donc pu se marier quelques jours après, car il a fallu lever l'arrêt et le signifier à l'officier de l'Etat-civil : en supposant qu'il puisse y arriver après cinq ou six jours vers le 20 ou 21 novembre, c'est un

retard de cinq mois après l'acte d'opposition. Vraisemblablement, il avait dû d'abord faire trois actes respectueux ce qui porte le retard à huit mois..... pour réfléchir.

Il ne faut pas oublier qu'avant de recourir à cette lamentable extrémité de l'acte respectueux, un fils attend longuement, essaie à plusieurs reprises de vaincre la résistance de ses parents. Lorsqu'il se décide à agir et à réclamer sa liberté, sa résolution est inébranlable. C'est alors que le législateur lui impose des procédures cruelles et des délais légaux qui deviennent en pratique ce qu'en voit.

Chose curieuse ! Le fils, dans un procès en main levée, a un intérêt à perdre son procès en première instance : car il fait immédiatement appel. Tandis que s'il gagne, l'ascendant attendra le dernier jour du délai de deux mois, donné pour appeler, à partir de la signification du jugement au fils. Autant de retard apporté à la célébration.

Des hommes d'affaires habiles trouvent facilement dans la loi des moyens qui permettent à l'ascendant de décourager son enfant, de fatiguer la famille dans laquelle il veut entrer par des procédures qu'ils multiplient avec des incidents et des défauts.

Les incidents sont des pièges. On a vu des enfants mal dirigés, au lieu de demander au fond la main levée de l'opposition, en demander la nullité pour vice de forme. La procédure des décisions par défaut et contradictoires est immédiatement acceptée et entretenue par les hommes d'affaires de l'ascendant sur cet unique objet : l'opposition est-elle valable en la forme.

Aussitôt qu'un arrêt définitif a déclaré nulle en la

forme l'opposition, l'ascendant fait une opposition à mariage régulière en la forme. Il n'y a pas moyen d'empêcher cela et de dire qu'il y a chose jugée. Il n'y a pas chose jugée : l'objet du premier procès n'était pas de savoir si la première opposition était bien fondée au fond, l'ascendant n'a jamais, ni dans son acte, ni dans la procédure, formulé le motif qui constituait le fond, il s'en est bien gardé. C'est quand l'opposition irrégulière aura été rejetée, qu'il formera une opposition régulière et, dans le procès en main levée, il sera obligé d'indiquer le motif de l'opposition : alors s'engagera un nouveau procès de main levée où on jugera si le motif donné par l'ascendant constitue un empêchement légal au mariage : c'est la question de fond, elle n'a jamais été tranchée.

Rien n'est exagéré dans ce qui précède. Ce qui empêche la pratique de révéler combien la liberté du mariage est gênée par les dispositions contradictoires de la loi, c'est l'ignorance, et plus souvent, il faut le dire, la probité des hommes d'affaires qui la connaissent mais répugnent à s'en servir pour attiser ou satisfaire les passions violentes qu'excitent ces sortes de procès.

Mais enfin de temps à autre, on trouve cependant des gens qui se servent de toutes les ressources qu'offre la procédure. Ainsi on a vu des ascendants demander la nullité d'un ou de plusieurs actes respectueux, engager un premier et long procès sur cet objet, faire recommencer les actes s'ils le gagnaient, et en tous cas, le procès terminé, mettre opposition au mariage, et alors se déroulaient toutes les péripéties du procès en main levée.

Si l'ascendant qui a fait opposition vient à mourir, toute la procédure faite devient inutile, l'enfant doit

demander le consentement de l'ascendant qui succède au droit du défunt, la mère si le père opposant meurt ; puis les aïeuls et aïeules, si c'est la mère... Si l'ascendant qui est revêtu de la puissance paternelle refuse, il faut lui adresser les actes respectueux et le reste suit. C'est la loi.

41.

Des combinaisons de procédure rendant impossible à un majeur le mariage qu'il a projeté.

Un majeur de vingt-cinq ans, fut-il pourvu d'un conseil judiciaire pour cause de prodigalité, a le droit de se marier sans le consentement de ses parents.

C'est dans ces conditions que, le 4 juin 1880, M. Desc, fit opposition au mariage de son fils Georges.

Le 23 août 1880, Georges, assigna son père en main-levée et son conseil judiciaire, le sieur C., pour l'assister en son procès.

Devant le tribunal, c'était à Lille, le conseil déclara refuser son assistance et en tous cas s'en rapporter à la justice.

Le 14 janvier 1881, le tribunal autorisa le fils prodigue à plaider sans l'assistance de son conseil, et, statuant sur l'oppositon, en donna main-levée.

Le père fit appel devant la Cour de Douai, mais le jour de l'audience, il fit défaut. Il voulait évidemment gagner du temps. Il réussit au-delà de ses espérances, car la Cour de Douai prit en main l'intérêt du père défaillant. Elle déclara qu'il n'était pas suffisant que le conseil judiciaire comparût devant le tribunal ou devant la Cour pour dire qu'il s'en rapportait à

justice, ce qui voulait dire qu'il demandait aux magistrats de ne pas accorder la main-levée : il fallait plus, l'assistance c'est l'approbation du procès, le prodigue n'est pas assisté par le conseil puisque celui-ci blâme son action.

En conséquence, la Cour de Douai annulait le jugement et déclarait la demande du fils non recevable.

En sorte que dix mois après l'acte d'opposition le fils n'était pas plus avancé qu'avant le procès.

Que pouvait-il faire ? Commencer une procédure pour demander un autre conseil ? C'était risquer d'en avoir encore un qui refuserait l'assistance. Se pourvoir en cassation et montrer, ce qui est peut-être la vérité, qu'il suffisait que par assignation du prodigue le conseil judiciaire fut appelé devant le tribunal pour dire ce qu'il pensait du bien fondé de l'opposition, qu'en s'en rapportant à justice le conseil avait en réalité satisfait à la loi et assisté son prodigue dans la mesure où il pouvait le faire.

Mais c'était une série de procès et de retards indéterminés : il est probable que le fils renonça au mariage projeté. Et ainsi par la combinaison des lois, un conseil judiciaire d'accord avec le père a, pour empêcher le mariage du prodigue, un pouvoir que le législateur n'a pas osé donner au père.

Que de contradictions ! quel gâchis ! qu'est-ce qu'une loi qui n'exige pas l'assistance c'est-à-dire l'approbation du conseil judiciaire pour la célébration du mariage du prodigue, qui ne lui permet pas à plus forte raison d'y faire opposition, mais qui lui permettrait de rendre invincible l'opposition d'autrui ?

Les actes respectueux sont des mines à procès.

La nullité des actes respectueux, d'après la jurisprudence, est d'ordre public et peut être demandée en tout état de cause. (Paris. 27 nov. 1876).

S'il y a de nombreux procès, ce n'est pas que les questions de droit soulevées à l'occasion d'un acte respectueux soient difficiles à résoudre : c'est que tout prétexte à procès est bon à saisir pour retarder le mariage.

On va en juger. La nullité des actes respectueux a été demandée :

Parce que la présence des deux notaires n'était pas constatée dans l'acte de réquisition ;

Parce qu'il y avait une différence de rédaction entre deux actes respectueux ;

Parce que les notaires n'avaient pas signifié l'acte respectueux à l'ascendant en personne ;

Parce qu'en tout cas, s'il pouvait être signifié à un autre personne trouvée au domicile, ce ne pouvait pas être à un domestique mineur ;

Parce que l'acte était irrespectueux pour l'ascendant attendu qu'il constatait que son fils demeurait avec la personne qu'il voulait épouser ; (Paris 26 sept. 1878).

Une jeune fille avait fait les trois actes respectueux, les parents demandaient la nullité : du premier parce qu'il était daté de la maison habitée par le père et la mère du futur ; du troisième parce qu'en l'absence des parents de la future, la copie en avait été notifiée au

maire de la commune au lieu de l'être à un voisin. (Amiens 8 juin 1869).

Dans un autre cas, la nullité était prononcée parce que l'acte respectueux, en l'absence des parents, avait été notifié au maire sans que le notaire se fut enquis si un voisin pouvait le recevoir. La Cour de Nancy, il est vrai, reformait cette décision : le Code civil, disait-elle, n'avait point indiqué en l'absence des parents (ici de la mère) comment on leur ferait connaître l'acte respectueux ; le notaire avait fait ce qu'il avait pu, l'acte respectueux n'était pas un acte ordinaire gouverné par le Code de Procédure fait plusieurs années après. (Nancy 11 juillet 1885).

Voici un autre exemple qui montre jusqu'où va la puérilité des moyens employés pour retarder un mariage. Un fils avait adressé les trois actes respectueux à ses parents, l'un d'eux était séparé du suivant par un intervalle de plus d'un mois. Il semblait bien que l'ascendant ne dût pas s'en plaindre, plus son fils mettait de lenteur dans sa procédure, plus il avait le temps de réfléchir : c'est le vœu de la loi. L'ascendant au contraire, se plaignit au lieu de se réjouir et demanda la nullité des actes respectueux parce que le premier n'avait pas été suivi dans le délai d'un mois par le second.

C'était absurde, mais il fallut un jugement pour le dire. (Tribunal de la Seine, 12 août 1879).

On pourrait citer bien d'autres exemples, surtout plus anciens. Il ne suffit pas de répondre qu'il y a eu de tout temps des procès téméraires : ce qui constitue le danger ici, c'est la force des choses. D'une part, la facilité du procès ; d'autre part, une situation où les passions les plus vives sont en jeu et un intérêt très grand à user de procédures qui retardent au moins le mariage

même quand celui qui les commence doit perdre son procès. Pour les ascendants c'est le jeu connu : qui perd gagne.

43.

En pratique, jamais un officier de l'état civil n'ose célébrer un mariage si évidente que soit la nullité de l'opposition.

Les auteurs se livrent à de longues discussions pour savoir si oui ou non un officier de l'État civil qui reçoit une opposition nulle doit passer outre et célébrer le mariage.

Discussions bien inutiles ! En pratique, un officier de l'Etat-civil ne se fait jamais juge de la nullité : il n'y a pas d'opposition si contraire qu'elle soit à la loi qui ne l'arrête : il exige toujours qu'une main levée volontaire ou judiciaire lui soit signifiée. La peur de la responsabilité semble paralyser l'initiative et la raison des Maires.

Voici parmi tant d'autres un exemple de nullité dont l'évidence ne peut guère être dépassée : l'officier a cependant refusé la célébration.

Un homme veuf, M V., voulait se marier avec une dame A., veuve aussi. Toutes les formalités étaient accomplies, mais l'officier de l'Etat-Civil, maire de Pontoise, déclara qu'il ne célébrerait pas le mariage : le 12 février 1868, il venait de recevoir un acte privé contenant opposition et signée par la fille et le gendre de Monsieur V.

Jamais une fille, jamais son mari ne peuvent faire une opposition au mariage de leur père, même en provoquant

son interdiction. La fille avait voulu faire signifier par un huissier son opposition, elle n'avait pu en trouver qui voulut se prêter à un acte illégal ; alors elle s'était adressée au procureur impérial qui avait cru devoir, on ne voit pas pourquoi, désigner un huissier : celui-ci avait refusé de prêter son concours à une violation de la loi.

C'était alors que les opposants avaient eu recours à un écrit privé. Il est difficile de trouver une opposition d'une nullité plus radicale : elle n'était pas faite par huissier, elle était faite par personnes qui n'avaient pas le droit de la faire. Forme et fond, tout était illégal. Néanmoins, elle paralysa le maire de Pontoise.

V. ne perdit pas de temps et demanda au tribunal de Pontoise la nullité de l'opposition. Celui-ci la déclara nulle en la forme et au fond par jugement du 12 mars 1868.

La fille et son mari appelèrent du jugement : l'arrêt de la Cour de Paris confirmant le jugement, et par conséquent permettant le mariage, ne fut rendu que plus de dix mois après, le 18 décembre 1868.

Ce qui est encore plus inexplicable que ce délai de dix mois, alors que la loi veut qu'un arrêt soit rendu dans les dix jours de l'acte d'appel, c'est le recours en cassation que firent les perdants. Leur pourvoi fut rejeté le 21 août 1872..., leur père et beau père devait être marié depuis longtemps.

44.

Tout est prétexte à prolonger la procédure en main-levée, même les moyens donnés par la loi pour l'abréger.

L'ascendant peut avoir un domicile réel éloigné du

lieu où le mariage doit être célébré, à peine de nullité son opposition devra contenir élection de domicile dans le lieu de la célébration. La loi veut en effet faciliter et hâter la solution du procès en main-levée : elle permet au futur qui habite Versailles, où le mariage doit être célébré, d'assigner l'ascendant devant le tribunal de cette ville lieu du domicile d'élection plutôt que devant le tribunal de Pau, lieu de son domicile réel.

On a vu en pratique l'apposant, assigné à son domicile d'élection, élever la prétention de ne plaider que devant son domicile réel. Il soulève donc une exception d'incompétence et refuse de plaider au fond sur le bien fondé de l'opposition.

Le procès est absurde. Un jugement déclare le tribunal saisi compétent, il est contradictoire, et sur le fond, dont la solution est réclamée par le futur, le même tribunal rend contre l'ascendant un jugement par défaut prononçant la main-levée de l'opposition à mariage.

L'ascendant fait alors appel du jugement contradictoire qui a repoussé son exception d'incompétence et il fait opposition au jugement par défaut qui a prononcé la main-levée.

Voilà deux procédures greffées en réalité sur un seul objet, elles vont marcher parallèlement, avec des complications nouvelles de défaut en appel..... Dans d'autres matières, on a vu arriver par là à des contradictions de décisions, à des conflits inextricables. (Tribunal de la Seine, 10 Janvier 1872).

C'est la procédure ordinaire, dit-on ! C'est précisément en quoi la loi est mal faite. Si réellement, ses auteurs voulaient la solution prompte de ces questions de main-levée, il fallait, comme l'avait fait la loi de

1792, organiser une procédure spéciale et fixer des délais que les tribunaux ne pussent prolonger ni directement, ni indirectement à peine de déni de justice; il fallait supprimer le droit de faire défaut.

45.

Contradictions de la loi relativement à l'urgence de la main-levée d'une opposition.

Le pourvoi en cassation contre un arrêt qui a donné main-levée d'une opposition n'est pas suspensif de l'exécution : le mariage peut donc être célébré. Cependant le nombre relativement grand des pourvois en cette matière semble prouver que le mariage est encore trop souvent retardé; autrement pourquoi l'ascendant se pourvoierait-il en cassation contre un arrêt de Cour d'appel prononçant la main-levée de son opposition.

Voici comment ce fait peut se produire.

L'arrêt ordonnant la main-levée est passé en force de chose jugée, mais au fils qui va se marier l'officier de l'état civil répond : je ne peux vous marier, votre ascendant m'a fait signifier sous le nom de défense une nouvelle opposition à votre mariage fondée sur un pourvoi en cassation formé contre l'arrêt qui m'ordonnait de procéder à la célébration.

— Mais le pourvoi n'est pas suspensif!

— C'est possible : mais je n'en sais rien, dit l'officier de l'état civil.

Comme c'est urgent, le fils va solliciter du président du tribunal une ordonnance de référé commandant au maire de marier. Il l'obtient. L'ascendant fait appel et

la cour confirme l'ordonnance (Rouen 7 Décembre 1859).

Au contraire, souvent des enfants pour mettre fin au lenteurs de la procédure ont demandé à une Cour qu'elle ordonnât l'exécution provisoire d'un arrêt par défaut prononçant la main-levée d'une opposition. La jurisprudence a toujours décidé qu'il n'y avait ni urgence, ni péril en la demeure : qu'un jugement pareil ne pouvait être exécuté tant qu'il n'avait pas acquis autorité de chose jugée. (Cass. 17 fév. 1872.)

Ces décisions contradictoires sont exactes : le référé est justifié par l'urgence qui résulte de l'esprit du code civil ; l'exécution provisoire d'une décision par défaut ne rentre pas dans les cas délimités de célérité prévus par le code de procédure ; ils ne comprennent pas la main levée d'une opposition à mariage.

Cependant le retard dans la célébration du mariage faite en vertu de l'exécution du jugement ou de l'arrêt cause souvent des préjudices qui souvent ne pourront jamais être réparés.

46.

Mal irréparable causé par une opposition mal fondée.

Les exemples ne manquent pas : le suivant a donné lieu à un procès.

Un majeur, ayant deux enfants naturels, qu'il voulait légitimer parce qu'il était malade et en danger, demanda à son père de consentir à son mariage avec la mère de ces enfants.

Le père refusa. Longue procédure des actes respectueux, suivie de celle de l'opposition. Celle-ci ne repo-

sait sur aucun empêchement légal, mais sur l'opinion que l'ascendant se faisait à tort ou à raison de la maîtresse de son fils.

Au moment où un arrêt définitif donnait main-levée, le fils mourut empêché par son père de faire son devoir d'honnête homme. La mère en son nom personnel, et surtout au nom de ses enfants mineurs demanda des dommages-intérêts à l'ascendant pour une opposition mal fondée et prolongée de mauvaise foi, avec calcul sur la santé du fils. Elle ne put en obtenir : le père ayant usé d'un droit que la loi lui donnait et pour l'exercice duquel il ne pouvait jamais être condamné à aucune réparation envers son fils et à plus forte raison envers des tiers ayant souffert de l'opposition.

47.

Du seul progrès réalisé par la jurisprudence en matière d'opposition.

Lorsque l'ascendant indique le motif de son opposition dans le procès en main-levée, le tribunal est obligé, si ce motif n'est pas un empêchement légal, soit prohibitif, soit dirimant, de prononcer la main-levée pure et simple.

Cette obligation du juge ne fait plus question aujourd'hui. Mais cela n'a pas été admis sans difficulté. Beaucoup de décisions de justice prouvent que des magistrats, plus royalistes que le roi, exagérant l'esprit que Portalis déguisait sous sa phraséologie, croyaient devoir encore fortifier l'autorité paternelle.

Ainsi on trouve des décisions déclarant qu'avant son mariage l'enfant attendrait un délai de plusieurs mois,

ou qu'il aurait tel nombre d'entrevues avec ses parents dans des conditions déterminées, ou qu'une jeune fille qui avait quitté le domicile paternel pour faire les actes respectueux y rentrerait avant que l'opposition fût levée.... etc.

La Cour de cassation a été obligée de déclarer énergiquement que toute opposition devait être levée si elle n'avait pour motif un empêchement légal prouvé.... et la pauvreté, la différence de condition, la réputation, les mœurs, la maladie.... etc, ne constituaient pas un pareil empêchement.

C'est bien là l'égalité théorique que les rédacteurs du Code civil avaient proclamée dans leurs discours. Il reste à savoir, si pour la faire pénétrer dans les mœurs il fallait maintenir une institution aristocratique de l'ancien régime ; mais il nous paraît utile avant d'étudier les effets de la loi française d'en rapprocher les lois étrangères : la différence des législations doit produire des mœurs différentes.

VIII.

LEGISLATIONS ÉTRANGERES

47.

La loi française forme une exception dans le monde civilisé.

Dans la plupart des nations étrangères les actes respectueux et le droit d'opposition, ou n'existent pas, ou

ont été supprimés ; si le consentement des parents y est exigé jusqu'à un âge qui en général n'excède pas 25 ans, il est permis à l'enfant d'appeler du refus des parents aux tribunaux qui peuvent, suivant les cas, permettre le mariage.

Nous constaterons que chez ces peuples, la liberté du mariage est incomparablement plus grande que chez nous ; et, il faut ajouter cette remarque que les lois qui établissent cette liberté sont souvent récentes.

ALLEMAGNE.

Il y a une loi d'Empire du 6 février 1875 et une loi pour la Prusse du 9 mars 1874.

Le mariage civil est obligatoire dans tout l'Empire. Les fonctions d'officier de l'Etat civil ne peuvent plus être confiées à des ecclésiastiques et le mariage civil doit précéder le mariage religieux sous peine d'une amende de 300 marks au plus ou de 3 mois de prison contre l'ecclésiastique qui viole cette loi.

L'homme ne peut se marier avant 20 ans ; la femme, avant 18 ans.

Jusqu'à 25 ans pour le fils, jusqu'à 24 ans pour la fille, le consentement du père, et, à défaut du père, celui de la mère est nécessaire. Mais il y a une double restriction : en cas de refus, l'enfant majeur peut se pourvoir devant les tribunaux pour obtenir la permission de se marier et en tous cas, le défaut de consentement n'est pas une cause de nullité du mariage célébré.

ANGLETERRE.

L'homme à 14 ans, la femme à 12 ans, peuvent se marier : c'est encore le vieux droit canon.

Jusqu'à 21 ans, âge de majorité générale, l'enfant

doit avoir le consentement de son père, ou, à défaut de son père, celui de sa mère ou de son tuteur.

Il n'est cependant pas tenu de justifier qu'il a ce consentement, il doit seulement jurer qu'il l'a obtenu.

L'ascendant ou le tuteur qui n'a pas consenti peut former opposition au mariage du mineur ; si celui-ci juge l'opposition mal fondée, il en appellera à la Cour de la chancellerie.

Le mariage religieux, pour valoir comme civil, doit être, à peine de nullité, célébré devant l'Eglise anglicane et suivant les rites de cette religion : il est alors célébré dans l'église paroissiale et devant le ministre compétent qui en dresse acte.

Il ya aussi le mariage civil valable : il est contracté en présence d'un fonctionnaire civil, appelé *supérintendant registrar*, avec deux témoins. Le *registrar* dresse acte des consentements échangés. La célébration a lieu : soit dans le bureau du registrar, soit dans un des édifices enregistrés du district ; c'est-à dire dans une des églises dissidentes où le registrar se transporte sur la demande des parties. Dans le dernier cas, le registrar constate la célébration du mariage dont les cérémonies s'accomplissent dans l'église comme nous avons vu le notaire le faire dans notre ancien droit.

ÉCOSSE.

Aucun consentement des parents n'est exigé.

Le mariage régulier est celui qui, précédé de publications, est célébré par le ministre du culte.

Le mariage irrégulier est le mariage purement consensuel.

Il existe si les paroles exprimant le consentement montre qu'il est voulu actuel : je te prends pour femme,

— je te prends pour mari, le mariage a lieu *per verba de præsenti*. Mais le mariage est nul si avant le moment où s'échangent les paroles du consentement, les parties ne résident pas en Ecosse depuis 21 jours au moins.

Quand les parties échangent des paroles de promesse, *verba de futuro*, « je te prendrai pour mari », « je te prendrai pour femme », il y a seulement fiançailles : elles se transforment en mariage par la cohabitation des fiancés.

Il y a un registrar-général pour toute l'Ecosse ; un sous-registrar par paroisse.

La présence du registrar à la célébration du mariage n'est pas exigée comme en Angleterre. Il délivre aux parties une formule que remplit le ministre ou prêtre quelconque qui célèbre le mariage : elle est alors portée au sous-registrar qui la transcrit sur son registre de paroisse. Le registrar-général centralise tous les registres de paroisse.

L'Irlande a aussi le système des registres avec quelques différences dans les détails.

BELGIQUE.

On y suit notre Code Civil. Cependant une loi du 16 août 1882 n'exige plus qu'un acte respectueux pour le père et la mère, et a supprimé ceux qu'il fallait adresser aux autres ascendants.

SUISSE.

Une loi du 24 décembre 1874, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1876, régit les mariages dans tous les cantons.

L'homme peut se marier à 18 ans ; la femme, à 16 ans ; mais jusqu'à 20 ans, il leur faut le consentement

de celui qui exerce sur eux la puissance paternelle, le père, la mère ou le tuteur.

Après 20 ans, ni consentement, ni conseil des parents ne sont requis.

La nullité du mariage pour défaut de consentement ne peut-être demandée que par celui dont le consentement était requis et seulement lorsque l'époux à qui il était nécessaire n'a pas encore atteint l'âge de 20 ans. Cet âge depuis la loi fédérale du 22 juillet 1881 est aussi celui de la majorité civile pour tous, hommes et femmes.

ESPAGNE.

Le nouveau Code Civil depuis 1884 a admis comme également possibles et valables :

1° Le mariage religieux que doivent célébrer les Catholiques :

2° Le mariage civil introduit par une loi du 18 juin 1880.

Un fonctionnaire civil assiste au mariage religieux qui est conforme au Concile de Trente et il inscrit immédiatement sur ses registres ce mariage canonique célébré en sa présence.

Le mineur ne peut se marier sans le consentement de ses ascendants ou du conseil de famille.

Le majeur doit demander le conseil de ses père et mère.

Mais la sanction ne ressemble pas à la sanction qui frappe en France celui qui viole ces mêmes devoirs : chez nous le majeur et le mineur ne peuvent se marier, le défaut de consentement est pour le premier un empêchement dirimant à son mariage ; pour le second le défaut d'actes respectueux est un empêchement

prohibitif. L'officier de l'état civil refusera le mariage et si par surprise il mariait un mineur sans le consentement de ses parents le mariage serait nul.

En Espagne, sous l'empire du droit canon qui est le droit civil ici, le mariage est possible; célébré, il n'est jamais nul: le défaut de consentement ou de conseil est seulement puni d'un emprisonnement de six mois et un jour à six ans prononcé contre le majeur ou le mineur coupable; la personne dont l'autorité a été méconnue peut arrêter l'effet de la condamnation.

ÉTATS-UNIS.

Il ne paraît y avoir de loi générale que pour la preuve du mariage: preuve qui a une importance particulière à cause du mormonisme qui a essayé d'introduire la polygamie prohibée par la loi fédérale.

Toute cérémonie de mariage, ou de nature semblable, célébrée dans un territoire des États-Unis, entre personnes légalement capables ou non, doit être constatée par un certificat attestant la nature de cette cérémonie, le nom des parties et celui de l'officiant ou célébrant.

Ce certificat est signé par les parties et par le célébrant. Ce dernier le dépose au rang des actes publics de la *Cour de probate* de la circonscription. Jusqu'à preuve contraire, ce certificat fait foi en toute matière civile ou criminelle.

Du reste toute autre preuve de la célébration du mariage est admise.

Quant aux conditions, notamment celles relatives au consentement des parents, et à la liberté du mariage, en général, on suit le droit Anglais.

HOLLANDE.

Le mariage civil doit précéder le mariage religieux.

Le consentement des parents est nécessaire pour la validité du mariage des mineurs.

Le majeur jusqu'à trente ans doit demander le consentement de ses père et mère. S'il ne l'obtient pas, il appelle son père et sa mère devant le juge de canton, et, si le parent cité ne comparait pas, le mariage peut avoir lieu immédiatement. S'il comparait et persiste dans son refus, le mariage est retardé pendant un délai de trois mois.

Ce résumé permet de constater que la liberté du mariage est beaucoup plus grande à l'étranger que chez nous.

Le détail des législations montrerait aussi que sa célébration y est beaucoup plus facile : cela se comprend, on a retranché nombre de formalités qui chez nous ont pour objet d'assurer le respect des règles relatives au consentement des parents ou de porter à leur connaissance le projet de mariage. Par exemple, le consentement des grands parents n'étant jamais demandé, au moins pour le majeur, celui-ci n'est jamais obligé, ce qui souvent lui est très difficile, de produire d'autres actes de décès que celui de ses père et mère.

IX

DES MŒURS

49.

*De la famille de l'ancien régime et de la
famille actuelle.*

La crainte des mésalliances est bien l'idée aristocratique qui a introduit ou rétabli dans l'ancienne France la nécessité du consentement des parents au mariage de leurs enfants : le préambule des ordonnances le dit nettement, l'histoire la démontre.

Cette institution peu à peu organisée et complétée par la procédure des actes respectueux et de l'opposition fut avec d'autres, comme le droit d'aînesse et les substitutions... des moyens de maintenir et de fortifier la famille aristocratique.

Montesquieu, si imbu des préjugés de son temps, donne de ce fait une démonstration un peu compliquée. Presque partout, nous dit-il, la femme passe dans la famille de son mari. Ce n'est pas sur elle qu'est fondée la famille. La propagation de l'espèce humaine est favorisée, entre autres causes, par la loi qui fixe la famille dans une série de personnes du même sexe :
« La famille est une sorte de propriété, un homme qui
« a des enfants du sexe qui ne la perpétue pas n'est
« jamais content qu'il n'en ait de celui qui la perpétue. »
La famille est donc l'ensemble des personnes qui portent le même nom.

Si on substitue le mot *nom* au mot *famille* on comprend mieux la pensée de Montesquieu, ce n'est pas la famille, c'est le nom qui est une sorte de propriété et l'homme désire avoir des enfants du sexe masculin parce qu'ils portent et transmettent son nom, le nom familial.

Et alors Montesquieu arrive à dire que le consentement des pères au mariage est fondé sur leur puissance, c'est-à-dire sur le droit de propriété. Un nom aristocratique n'est-il pas en effet une richesse, puisqu'on lui voit conserver une valeur dans les démocraties.

Montesquieu ajoute bien encore que le droit de consentir des pères est fondé sur leur amour, sur leur raison supérieure à celle de leurs enfants rendue faible, chancelante, incertaine tantôt par l'âge qui ne lui a pas encore donné son plein développement, tantôt par les passions qui enivrent et troublent cette raison.

Le véritable motif pour Montesquieu, homme politique, c'est la puissance ou, comme il le dit énergiquement, la propriété : l'homme est propriétaire de son nom, de son fils qui le reçoit, de sa famille qui le perpétue.

Les rédacteurs du Code, tout en affirmant qu'ils ne faisaient pas dériver la nécessité du consentement de la puissance du père, tout en disant au contraire, avec le style sentimental de l'époque, qu'elle avait sa justification dans l'affection des parents et le besoin de protection des enfants, imitèrent les ordonnances et, comme elles, firent une loi pour les riches et non pour les pauvres. Ils partageaient les idées de Montesquieu, ce sont ses idées démarquées qui donnent un corps à leurs discours ; et au fait l'Empire allait fonder une nouvelle noblesse, la restauration devait ramener l'ancienne, la monarchie

de Juillet allaient tenter de les fondre dans la Haute Bougeoisie.

C'est dans ces conditions que le code fut appliqué par la jurisprudence avec la puissance paternelle sur le mariage plutôt augmentée que diminuée.

Les effets de cette pratique n'ont pas été de faire disparaître la famille aristocratique de la démocratie grandissante.

Sans doute nous n'avons plus la famille aristocratique de l'ancien régime, mais le code appliqué a formé, avec les éléments plus ou moins fondus qu'ont successivement soumis à son action les classes élevées, une famille qui est devenue une unité politique dans la commune et dans l'Etat, riche, influente, noble, ou quand elle ne l'était pas cherchant à s'anoblir et y arrivant souvent grâce à la complicité de l'opinion qu'elle gouverne.

Sans doute cette famille artificielle, expression modifiée d'une nouvelle aristocratie n'a plus la constitution, la puissance, la cohésion, ni peut-être la fécondité de celle de l'ancien régime ; elle n'en a pas non plus la stabilité parce qu'elle s'appuie plus sur le capital mobile que sur la propriété foncière : mais elle se maintient, comme elle s'est formée, grâce aux lois sur le mariage et les successions.

Il ne faut donc pas accepter sans réserve ce que nous disent les amis du passé lorsqu'ils se plaignent que les familles tombent en poussière.

Ce n'est pas vrai pour les familles de ce milieu riche dans lesquels on vit de revenus sans travail, ou bien, dans lequel, s'il y a travail, l'industrie, le commerce, les professions libérales et les spéculations financières, ne font qu'augmenter une fortune acquise, déjà plus que suffisante pour tenir un grand état sans ces ressources

Mais c'est vrai pour cette masse profonde de la nation où le travail est une nécessité parce que personne n'y a, et que l'immense majorité n'y peut jamais avoir une fortune suffisante pour vivre sans une profession ou un métier lucratifs. Dans cette masse, il n'y a rien de la consistance aristocratique de la famille, ancienne ou moderne. Le progrès économique y a changé toutes les conditions de la vie. Là, le même toit n'abrite plus que pour un instant le père et la mère retenant à grand peine leurs enfants autour d'un foyer mobile. Ceux-ci, l'âge de la virilité sonnée, se hâtent de former des groupes aussi peu durables ; dispersés par le combat pour la vie, ils n'ont plus guère de lien après que le père et la mère ont disparu, et l'ensemble de ces descendants d'un même auteur mérite de moins en moins d'être appelé une famille au sens antique du mot.

50

*Du concubinage remplaçant le mariage précoce
empêché par la loi*

L'observation de l'effet sur les mœurs des lois du mariage montre bien qu'elles ne sont pas faites pour les membres de l'immense majorité de la nation dont nous venons de parler, qu'ils restent en dehors de leur application.

L'opinion générale, acceptée par les meilleurs esprits, condamne les mariages précoces : politiques et savants disent qu'il vaut mieux que la femme ne se marie qu'à 18 ans et l'homme à 20 ans accomplis.

La loi permet cependant le mariage avant cette époque. Le législateur n'était certainement pas pour cela partisan des mariages précoces, mais il estimait avec raison que s'il était impossible de forcer l'homme de garder jusqu'à une continence favorable au plein développement de ses forces physiques, il fallait encore mieux lui permettre le mariage que de lui laisser prendre les mauvaises habitudes de l'union libre. Il a compté sur les parents pour, non seulement lui permettre, mais pour favoriser un mariage nécessité par la nature.

Pourquoi n'a-t-il pas été logique et n'a-t-il pas maintenu au moins la loi de 1792 qui permettait le mariage à la femme dès l'âge de treize ans et à l'homme dès l'âge de quinze ans ? Le mariage, s'il est nécessaire dès cette époque n'est-il pas meilleur, ou si l'on veut moins mauvais, que la débauche et le concubinage, dans lesquels l'homme arrêtera aussi le développement de sa force en la dépensant trop tôt et trop souvent aussi compromettre sa santé ?

Des unions se forment avant l'âge légal, mariages souvent si la loi le permet, et si elle le défend, concubinages.

Le climat, la constitution sociale, les mêmes conditions de la vie permettent d'invoquer ce qui se passe chez nos voisins. Je trouve dans un journal de février 1895 une statistique ou plutôt un fragment de statistique qu'on peut accepter comme exact, sans autre vérification, car il n'est point cité à l'appui d'une thèse, mais comme fait divers : « Les mariages « précoces sont extrêmement fréquents chez nos « voisins, surtout dans les districts manufacturiers. « C'est ainsi qu'à Boston, 45 jeunes gens et 175 jeunes

« filles furent mariés dès l'âge de 15 ans. A Stochport, il
« y avait même 57 maris et 179 jeunes femmes n'ayant
« pas 15 ans. En général, on se marie dans la classe
« ouvrière anglaise entre 15 et 20 ans et le plus
« souvent sans le consentement des parents. »

De pareils mariages sont impossibles chez nous. Le mariage n'y a lieu chez les ouvriers qu'à 18 ans pour la femme et à 23 ou même 25 ans pour l'homme. Cependant les mêmes passions, les mêmes conditions extérieures, la même précocité peuvent se rencontrer et se rencontrent certainement en France autant qu'en Angleterre.

Il faut bien se rendre à l'évidence des faits. Le pauvre arrive plus tôt que le riche à l'indépendance, plus tôt il a l'expérience de la vie. Dans les villes au moins, dès que son salaire est suffisant, l'homme veut en garder exclusivement le profit et au lieu de rester chez ses parents en payant pension, il prend souvent un domicile distinct qui lui donne la liberté dont il entend se servir. Un nombre considérable d'hommes et de femmes entrent en service ; d'autres à des titres divers, souvent comme employés, résident chez leurs patrons. Il y a, à raison de ces faits et de bien d'autres analogues et qui vont se développant, une différence profonde entre la vie économique moderne et celle d'autrefois.

Les pauvres d'ailleurs forcés de vivre dès leur naissance et pendant la période de leur première formation physique et morale dans un logis étroit, forcés bientôt à en sortir pour être livrés à tous les hasards de l'atelier, des champs, des courses forcées et isolées, sont fatalement initiés plus tôt que les riches aux ordres de la nature comme aux duretés de la vie.

Notre législateur a si bien cru à la nécessité, au moins accidentelle, du mariage avant l'âge de la puberté qu'il avait retardée, qu'il permet ce mariage avec une dispense du gouvernement.

La dispense du gouvernement laisse subsister la nécessité du consentement des parents. Voilà des parents qui disent : notre fille âgée de treize ans est devenue grosse, ou elle est si précocce qu'il nous paraît bon de la marier pour éviter un scandale, notre fils... mais qu'importe ? Il faut que ces parents adressent une pétition au Garde des sceaux, par l'intermédiaire du procureur de la République qui fera une enquête sur le motif de dispense allégué dans la pétition, il envoie son avis avec la pétition, les pièces nécessaires et la preuve du consentement des parents, les bureaux examineront et le ministre, qui se croira éclairé, donnera ou refusera la dispense.

Tout cela est bien administratif, bien long, bien coûteux. Une pareille loi n'est pas faite pour les pauvres, quand une grossesse précocce arrive dans une de leurs familles, le concubinage continue ; on attend l'âge du mariage avec le consentement des parents qui ne le refusent pas et souvent l'âge où l'amoureux revient du service militaire.

Portalès dit encore en faveur du retard de la puberté légale qu'en tout cas « on peut partout jusqu'à un « certain point, avancer ou reculer cet âge de la puberté, « l'expérience prouve qu'une bonne éducation peut « étendre jusqu'à un âge très avancé l'ignorance des « désirs et la pureté des sens. »

Oui, dans ce milieu où la fortune acquise donne les moyens de retenir au foyer la fille sous les yeux de la mère, le fils à l'école ou dans le stage prolongé de la

plupart des carrières ; où les pères maintiennent les enfants dans une longue dépendance, leur présentant le mariage comme irréalisable sans la dot qu'ils amassent ou recherchent pour eux, poursuivant en tout l'augmentation de l'influence et du pouvoir, du capital et de la fortune de la famille.

Dans ce milieu seulement on peut surveiller la nature, on pourrait en prévoir les écarts, on la guide, on la contient, on la forme pour le but commun. Y réussit-on ?

Portalès et les membres des assemblées législatives qui devinrent les rédacteurs du Code civil appartenaient à ce Tiers-Etat devenu plus tard la Bourgeoisie. Ils n'ont su ni pratiquer, ni défendre, ni conserver la loi libérale du mariage de la Révolution parce qu'ils ne la comprirent pas. Ils lui substituèrent le rétablissement des règles faites pour une constitution aristocratique de la famille ; ils lui enlevèrent la seule des dispositions du droit canon qui convenaient aux familles populaires et qu'avaient respectée les ordonnances royales : la précocité des mariages, la nécessité du consentement des parents les rendant sans danger aussi bien et mieux qu'une dispense.

Furent-ils une chose favorable à la morale ? C'est ce que nous allons voir en étudiant les mœurs dans un milieu où les mariages précoces ne sont certes pas à craindre.

51.

Rendre le mariage tardif, difficile et quelquefois impossible c'est pousser l'homme au concubinage.

Il faut voir dans les mœurs, les effets de la partie la plus importante de la loi, celle relative au consentement

des ascendants donné au mariage de leurs enfants majeurs, en n'oubliant pas que la majorité pour l'homme est alors retardée jusqu'à 25 ans.

Ici nous n'avons plus à craindre la précocité des mariages, il s'agit de la nécessité du consentement à peine de nullité pour le mariage des fils jusqu'à 25 ans, des actes respectueux et de la main-levée de l'opposition pour ceux qui ont dépassé cet âge et pour les filles majeures de 21 ans.

Voyons d'abord les conséquences de la loi pour les fils, nous verrons plus tard pour les filles.

Elle est inutile pour le pauvre et pousse le riche au célibat.

Portalès et les rédacteurs du Code se vantaient d'avoir fait une loi libérale : en fait elle ne l'est pas pour le riche, mais ses exigences ne gênent pas le pauvre. Celui-ci refuse rarement à ses enfants son consentement, il ne les force guère de recourir aux actes respectueux et il ne met guère opposition à leur mariage : c'est trop compliqué et surtout trop coûteux. Si on l'empêche de se marier, le pauvre ne fait pas de mariage légal : voilà le plus clair résultat de la loi.

Dans un milieu plus riche, elle a une influence réelle et directe. Elle pousse au célibat pour lequel Portalès trouvait que l'homme en France avait trop de goût.

Parmi les causes du célibat, elle en est une principale.

A l'âge de 21 ans, quand l'esprit a plus de désintéressement parce qu'il se laisse guider davantage par le cœur, au moment où les orateurs de la Révolution disaient avec raison qu'il fallait laisser l'homme libre de se marier, le code donne aux ascendants les moyens efficaces de retarder, sinon d'empêcher le mariage.

On dit : mais le fils, au moins après 25 ans, est libre de faire des actes respectueux, libre de demander la main-levée de l'opposition !

C'est une erreur profonde.

Même quand son mariage serait raisonnable, même quand il est un devoir et constitue une réparation, la pratique démontre que l'ascendant refuse souvent son consentement à cause de la différence de naissance, de condition, de fortune, d'éducation.... L'enfant pourrait vaincre cette résistance ! Sans doute, mais il lui faudrait l'énergie résolue que donne le sentiment du devoir, ou une passion à redouter par sa violence même, pour recourir aux armes détestées que la loi lui donne.

Aussi n'en use-t-il guère. Quand il en use, il en subit les conséquences ; une privation de la quotité disponible, des brouilles de famille, des haines, des soupçons, une tristesse que rien n'effacera. Et pour le faire reculer davantage, par une création ingénieuse, mais cruelle, le législateur théoricien de 1804 a voulu que l'acte de l'état civil constatât, en même temps que la célébration du mariage, toutes les péripéties de cette procédure : les actes respectueux, les délais, les oppositions, les jugements et les arrêts de main-levée. Le souvenir du refus paternel est à jamais conservé. Si un jour, l'enfant né de ce mariage, en voit l'acte et demande à ses parents la cause de cette sorte de flétrissure que l'aïeul a infligée à leur union, il sera content s'il apprend et croit que c'est seulement l'intérêt ou le préjugé, la pauvreté de sa mère ou l'infériorité prétendue de sa condition.

Voilà l'effet des actes respectueux et des oppositions quand ils se produisent et n'empêchent pas le mariage.

Mais le plus souvent l'enfant se soumet, il s'arrête

devant le refus que le père oppose à sa première demande. Il redoute, et avec raison, la lutte, ces violentes procédures, leurs conséquences qu'il devine ou dont l'inconnu l'effraie.

Il est impossible de savoir combien de jeunes gens et de jeunes filles ayant le goût et la volonté de se marier ont été condamnés au célibat parce que le respect, l'affection, la crainte du scandale, leur éducation, peut-être la timidité et trop souvent l'intérêt les empêchaient de faire ce qu'il faut bien appeler de leur vrai nom « des sommations ».

L'influence de la loi sur les mœurs vient ici de la peur : c'est elle qui empêche un certain nombre de mariages et fait des célibataires définitifs ; c'est elle qui plus souvent prolonge le célibat des fils jusqu'à ce qu'il se présente un parti que les parents lui font agréer.

Si lorsque l'enfant, garçon ou fille, a atteint l'âge de vingt et un ans, les actes respectueux et le droit arbitraire d'opposition des ascendants étaient supprimés, si au moins à cet âge il y avait vraiment, loyalement la liberté du mariage, les hommes et les femmes obéiraient davantage aux instincts du cœur, qui aussi, là comme ailleurs, a ses raisons que la raison ne connaît pas. Il y a alors plus de générosité, de désintéressement, d'illusions si l'on veut, dans l'âme humaine.

Bien des mariages, qualifiés d'imprudents, et souvent en effet réellement imprudents, auraient lieu : le mal ne serait pas plus grand, il n'y aurait ni plus ni moins de malheureux. Il n'est pas certain que les calculs de l'orgueil ou de l'avarice soient plus favorables au bonheur que les hasards qui font les mariages d'inclination.

La famille formée par le Code prépare mal au bonheur dans le mariage.

L'expérience de la vie prouve que le bonheur relatif qu'on peut se promettre repose sur la volonté : il est dans la bonté, dans le devoir, dans la modération, dans le sacrifice, dans le travail, dans la discipline.

Si deux époux n'ont pas ces fortes habitudes, filles de la volonté et du cœur, c'en est fait, qu'ils soient entrés dans le mariage par amour ou par raison, qu'ils soient riches ou pauvres, ignorants ou instruits, de bonne ou de mauvaise santé, plus rudes ou plus polis. de conditions égales ou différentes, il est infiniment probable que leur union sera malheureuse ; tout au plus se supporteront-ils comme deux associés que réunit l'intérêt et qui, en dehors de leur commerce, vivent indépendants et vont chacun à leurs plaisirs. C'est encore, même au prix du sacrifice, en essayant de rendre autrui heureux qu'on a plus de chance d'être heureux soi-même.

Rarement on acquiert pendant le mariage les qualités nécessaires au bonheur : il faut les avoir, au moins en germe, avant d'y entrer.

Or l'éducation en général dans la famille, telle que le Code l'a faite, ne prépare pas les enfants au mariage

L'entretien de l'ignorance chez la jeune fille en parait le but principal : on développe ainsi chez celles qui ne sont pas bien douées une fausse pudeur à laquelle les brutalités de la vie, sans en changer les apparences, ajouteront souvent l'hypocrisie. La jeune

filles connaît le calcul avant que son cœur ait parlé ; elle a appris qu'avant tout il ne fallait pas déchoir et que le malheur consisterait à ne plus trouver après son mariage le bien-être de la maison paternelle, à être dans une condition inférieure à celle de ses sœurs ou de ses amies richement mariées.

On dit que les jeunes gens pèsent les dots. Ils en sont pas seuls à faire cette pesée : tous les enfants reçoivent le même enseignement.

Tous ou presque tous, garçons et filles, entendent dire que la fortune est nécessaire pour vivre, que la privation, et par là, on entend l'absence du luxe, rend la vie misérable. S'ils ne l'entendent pas dire, ils voient la mise en pratique de ces maximes, elles sont dans l'air qu'ils respirent. Ils savent très bien, s'ils pensent à un mariage sans fortune, fussent-ils relativement pauvres eux-mêmes, qu'ils rencontreront une vive opposition de leurs parents. Trop de pères et de mères ne se font aucun scrupule, pour ce motif et d'autres analogues, de laisser ignorer à leurs enfants les propositions de mariage qu'on leur fait pour eux.

Les mêmes lois engendrent les mêmes mœurs. Montesquieu a tracé de celles qu'il voyait le tableau suivant : « Les filles que l'on conduit par le mariage « aux plaisirs et à la liberté, qui ont un esprit qui « n'ose penser, un cœur qui n'ose sentir, des yeux qui « n'osent voir, des oreilles qui n'osent entendre, qui « ne se présentent que pour se montrer stupides, « condamnées sans relâche à des bagatelles et à des « préceptes, sont assez portées au mariage » : « ce sont les garçons qu'il faut encourager » ajoute-t-il. (Esprit des lois. L. 23 ch. 29).

Trop de surveillance, de protection et de direction

n'apprend pas à la fille riche, à se rendre maîtresse d'elle-même, à devenir plus digne de respect que d'adulation, à se voir traiter en femme libre et responsable plutôt qu'en enfant capricieux et gâté. On cherche, sans toujours y réussir, par une fausse piété à la tenir dans une ignorance de la nature qui est loin d'être une sauvegarde sûre de l'innocence. Saura-t-elle se défendre quand son mari qui ne la connaît guère, et que les préjugés d'une même éducation endort dans une sécurité trompeuse la livrera imprudemment au monde ? Saura-t-elle faire l'éducation morale de ses enfants d'accord avec son mari, s'il pense autrement qu'elle, et sans introduire au foyer une direction étrangère ?

Des enfants, garçons ou filles, ainsi élevés, ne songent même pas à vaincre la résistance de leurs parents, quand ils savent que leur triomphe ruinerait à jamais l'avenir rêvé. Ils ne se marient pas, on les marie. Le choix du fiancé de leur fille, de la fiancée de leur fils appartient aux parents : à eux de chercher un parti, c'est-à-dire d'après la naïve et peu élégante définition du dictionnaire, la personne à marier considérée par rapport à son bien ou à sa naissance.

Je parle de fiancés et de fiançailles ! Mais il n'y en a point en France. Un mariage est célébré aussitôt que conclu..., aussitôt au moins que le permettent les délais légaux et les combinaisons de toilette. Il semble qu'on ait peur du peu de durée du sentiment factice, qui naît ordinairement des entrevues ménagées avec soin et qui semble nécessaire pour les convenances.

La loi ôte à la jeune fille pauvre la sauvegarde de la liberté du mariage qu'elle tient du droit naturel.

Dans d'autres pays, en Angleterre, aux Etats-Unis, dans l'Allemagne en général, la jeune fille, riche ou pauvre, a la liberté de se marier qu'elle n'a pas chez nous et elle peut en conséquence avant le mariage aller et venir sans être gardée. La possibilité du mariage suffit à sa défense, les fiançailles durent souvent des années, on n'est pressé de conclure le mariage projeté. Chez nous, la jeune fille pauvre est obligée de sortir seule. De là une grande différence avec la jeune fille riche : tandis que celle-ci ne quitte jamais sa mère sans être accompagnée par son père, par un frère, une gouvernante ou une domestique, la fille pauvre est livrée dans ses sorties solitaires à toutes les entreprises de la séduction.

Tout s'enchaîne. L'égoïsme, achevant l'œuvre de la loi, prolonge le célibat du jeune riche. Que fera-t-il dans cette période de pleine virilité qui précède un mariage tardif, si même il se marie ? Il ne s'adressera pas à la jeune fille de son monde ; elle est si bien gardée et des avances imprudentes pourraient amener un conflit entre deux familles égales. Il ira trouver la jeune fille pauvre dans la liberté forcée que lui impose sa vie de travail ; il a, pour triompher, son rang, sa fortune, son élégance, sa politesse ; il a, pour excuse l'indulgence calculatrice de ceux qui l'aiment mieux célibataire usant de la vie que marié pauvrement.

Il y a sans doute des filles pauvres que le plaisir, le goût de la toilette, l'amour de l'argent trouvent déjà

corrompues : celles-là vont trop souvent au devant de l'occasion ; en tout cas, elles succombent très volontairement. Il s'agit seulement ici de celles qui ne demandent qu'à rester honnêtes en gagnant plus ou moins péniblement leur vie : chez elles aussi la nature et le cœur favorisent autant un amant sincère qu'un hypocrite sans scrupules.

Un seul moyen serait un secours efficace, désarmerait la séduction et ferait fuir l'homme de mauvaise foi, avant que la passion un instant écoutée devienne irrésistible, c'est la liberté du mariage, la liberté sans obstacle venant d'autrui.

Supprimez en effet la nécessité du consentement des parents, les actes respectueux et le droit d'opposition, alors toute jeune fille pourra dire à l'homme qui la poursuit de ses assiduités ce que disait Juliette à Roméo : « Si ton amour est honorable, si tes vœux ont le « mariage pour but, fais-moi savoir demain, par la « personne que je t'enverrai, en quel endroit, quel jour « et à quelle heure tu veux que la cérémonie nuptiale « ait lieu : alors je mettrai à tes pieds ma destinée, et « je te suivrai, ô mon seigneur ! aux extrémités du « monde ».

En effet, dit Tocqueville, étudiant les mœurs de la démocratie américaine : « quelle que soit la crédulité « des passions, il n'y a guère moyen qu'une femme se « persuade qu'on l'aime lorsqu'on est parfaitement « libre de l'épouser et qu'on ne le fait pas. » (De la Démocratie en Amérique 3 p. 332.)

La femme en France n'a pas cette protection ; si malgré sa résistance, elle finit par succomber, elle en est cruellement punie. On ne vit pas impunément dans une intimité que condamne la morale sociale. La

corruption vient, quelquefois l'abandon la devance et la provoque ; la malheureuse roule de chute en chute. Elle est parfois préservée de ce dernier degré d'infamie par un enfant que la loi met à sa charge en lui défendant d'en désigner le père. Si alors le travail la sauve, elle et son enfant, elle redoutera le jour où il lui demandera compte de sa bâtardise.

54.

La jeune fille pauvre, victime d'une séduction; est encore sans protection parce que la loi défend de rechercher la paternité naturelle.

Quand une jeune fille, après la vie commune qu'elle a consenti à partager avec un célibataire, devient enceinte, souvent abandonnée, perdue de réputation et sans ressources, elle n'a rien à demander à celui qui l'a quittée après l'avoir perdue.

Le Code ne lui accorde aucune ressource.

Avant la chute, elle savait ou devait savoir que son amant ne pouvait se marier sans le consentement de ses parents ou sans leur faire des actes respectueux : elle savait ou devait savoir qu'une promesse de mariage était absolument nulle ; elle savait ou devait savoir que la recherche de la paternité était interdite et que par conséquent elle ne pourrait pas faire participer le père de l'enfant commun aux charges de l'entretien. Elle est réputée s'être livrée volontairement et en connaissance de cause ; si elle a subi un préjudice, c'est qu'elle l'a voulu.

On sent qu'il y a là une injustice. On a beau répéter

que l'interdiction de rechercher la paternité naturelle est une nécessité sociale, les résultats n'en sont pas moins désastreux. Sur mille enfants naturels, non légitimés et reconnus par la mère, combien y en a-t-il reconnus par le père naturel ? Une infime minorité, le père ne reconnaît guère que lorsqu'il veut légitimer.

Quoiqu'il en soit, cette défense de la recherche de la paternité naturelle, est chez nous regardée comme une nécessité sociale : pour beaucoup c'est un axiome. C'est simplement une idée française ; et encore n'a-t-elle été formulée que par une loi de Brumaire, an II, dans laquelle le Code l'a prise : elle était inconnue à l'ancienne France.

Autrefois il y avait deux sortes de séductions : la séduction sans volonté de mariage et la séduction pour arriver au mariage.

La première, comme aujourd'hui, avait pour victime la jeune fille pauvre ; mais celle-ci au moins était protégée par la loi qui permettait de rechercher la paternité naturelle par tous les moyens possibles, même par de simples présomptions.

La séduction pour arriver au mariage nous est surtout révélée par la jurisprudence : elle nous montre toujours que le plus souvent la prétendue victime était un fils de famille, séduit ou présumé séduit par la fille pauvre ou de condition inférieure qu'il avait épousée malgré ses parents.

Aujourd'hui, c'est toujours la femme qui est séduite, mais elle n'est pas épousée. Elle ne peut comme autrefois rechercher la paternité et même faire punir son séducteur. Le plus souvent, même quand il aurait pu l'épouser en faisant à ses parents des actes respectueux, il ne le fait pas.

Qu'il soit difficile, impossible même, je le veux sans le croire, d'organiser la preuve et la recherche de la paternité naturelle, c'est une raison de plus pour protéger la fille pauvre contre la séduction : on le peut en permettant au moins à partir de 21 ans le mariage sans que personne puisse y mettre un obstacle quelconque.

En ne le faisant pas, on la livre sans défense à la séduction : avant la chute, puis qu'elle ne peut l'empêcher en se mariant ; après, parce qu'elle ne peut faire participer le père à la charge d'élever l'enfant commun.

55.

Les mœurs, plus puissantes que la loi, font pratiquer la recherche de la paternité naturelle par les tribunaux.

L'abandon d'une fille séduite est un fait d'autant plus révoltant que pendant longtemps il a été et que souvent encore il reste impuni.

Dès les premiers temps de la mise en pratique du Code, on a en effet demandé, au nom des victimes, des dommages-intérêts, seule réparation possible. Les tribunaux les refusèrent d'abord.

La difficulté était grande en effet.

Le mal causé était la réputation d'une jeune fille, jusque-là honnête, à jamais détruite, son avenir brisé. Mais c'est là un préjudice moral. On n'évalue pas, disait-on, de pareils préjudices. Et puis ne devait elle pas s'y attendre ? Ne savait elle pas que le séducteur dépendait de ses parents ? Qu'il ne pouvait lui faire une promesse valable de mariage ?

Sans doute, il y avait le plus souvent, un dommage plus facilement évaluable : un enfant était né de cette union, la mère, qui l'avait seule reconnu, devait seule supporter tous les frais de son entretien et de son éducation. Il y avait là un préjudice appréciable, mais pour en demander réparation au séducteur, encore fallait-il prouver qu'il en était l'auteur, c'est à dire qu'il était le père. Or, il ne voulait pas reconnaître sa paternité naturelle et on ne pouvait la rechercher.

Malgré ces objections, peu à peu la jurisprudence s'est prononcée en accordant des dommages-intérêts : elle ne l'a pas fait sans hésitation, ni avec netteté, ni surtout avec unité.

Voici cependant les conditions générales qu'elle a exigées au nombre de trois :

1° Il faut qu'il y ait séduction d'une fille honnête, restée fidèle à son séducteur, et abandonnée sans motifs sérieux.

2° Il faut de la part du séducteur, non pas seulement une promesse de mariage, mais quelque chose d'immoral, d'illicite, qui ait les caractères d'un délit ou d'un quasi délit civil : des mensonges, des manœuvres frauduleuses, ou des menaces, ou à plus forte raison des voies de fait. L'âge de la personne séduite, son état de dépendance... et tous les faits se rattachant à la séduction pourront aider à former la preuve et à entraîner la conviction du juge.

3° Il faut enfin et surtout qu'il y ait préjudice : nous avons dit que la perte de la réputation et de l'avenir de la jeune fille, la naissance d'un ou de plusieurs enfants laissés à sa charge, étaient les principaux éléments de ce préjudice.

Il faut reconnaître que quand la jurisprudence

constate comme préjudice la charge d'un ou de plusieurs enfants nés de l'union, elle admet implicitement que ce préjudice est l'œuvre du séducteur, qu'il est le père : sans quoi elle ne pourrait le condamner à des dommages-intérêts, elle le fait donc en évitant tout ce qui ressemblerait à une recherche directe de la parenté naturelle. En conséquence, le rédacteur du jugement ou de l'arrêt s'ingénie à trouver des formules, une rédaction, des raisonnements pour éviter cet écueil.

On a beau faire, toutes les fois que le préjudice invoqué comme cause des dommages-intérêts, et surtout de la fixation de leur montant, est la grossesse, la naissance, les charges d'un enfant né de la séduction la jurisprudence qui accorde des dommages-intérêts fait la loi, elle organise un mode indirect de rechercher la paternité qui ne lui paraît pas dangereux.

Voici quelques exemples donnés par les mœurs qui ont en quelque sorte imposé aux tribunaux la jurisprudence contre l'impunité de la séduction.

1° Un personnage, du nom de B., avait malgré ses parents, recherché en mariage une honnête fille, la demoiselle L.. Elle repoussa ses avances et ses promesses de mariage ; il alla jusqu'aux menaces de mort : la jeune fille succomba, elle devint mère et B. l'abandonna. Les juges accordèrent des dommages-intérêts à la victime, ils virent dans toutes les circonstances que nous avons relatées une faute obligeant celui qui en était l'auteur à réparer le préjudice causé. « Ledit B., disait l'arrêt, a délaissé
« la demoiselle L. sans autres motifs que les
« convenances de ses parents auxquelles il a fini par
« se rendre. » (Req. 25 février 1890).

2° En 1884, des relations se nouèrent entre une

demoiselle N. et Remy C., en garnison à Belfort. Il y avait eu promesse de mariage. Les relations rompues après la naissance d'un enfant suivi de sa mort furent reprises à la suite de nouvelles promesses faites par Remy C.. Il devait épouser, après son service militaire, M^{lle} N. qu'il traitait vis à vis de tous en femme légitime. Un second enfant naquit le 27 avril 1887.

Des lettres produites au Tribunal montrent Remy, avant les nouvelles relations, renouvelant et multipliant ses promesses. « Tu sais que je suis loin de t'oublier et « d'avoir seulement une seule minute l'intention de te « laisser, comme beaucoup de personnes avaient la « prétention de le croire et le croient encore. » On devine qu'il fait allusion à ses parents peu favorables à ce mariage.

Il n'a aucun reproche à faire à la jeune femme ; il ne peut l'abandonner, « j'aurais pour la vie entière la conscience chargée, » lui écrit-il. Il avait fait croire à la femme qu'il s'était ainsi fiancée, qu'il était sans fortune et lui avait caché sa véritable situation.

Libéré du service militaire, il oublie tout et se marie avec une autre femme. Mademoiselle N. malade, sans autre ressource, pour elle et son enfant, que son maigre travail, s'adresse aux tribunaux et demande des dommages-intérêts. Les juges estimèrent qu'indépendamment de ce que la conduite de Remy « a d'odieux, elle engageait incontestablement sa responsabilité. »

Sans doute, la promesse de mariage ne produit aucun lien juridique et celui qui la rompt, en principe, ne doit aucune indemnité : mais quand sur la foi de cette promesse une jeune fille succombe, quand les faits démontrent qu'elle était faite de mauvaise foi, sans aucune intention de la tenir par un homme qui se

disait libre et cachait sa véritable situation de famille, c'est alors une manœuvre frauduleuse, une faute obligeant son auteur à réparer le préjudice qui en a été la suite. Remy fut condamné à payer à sa victime la somme de 8.000 francs. (Orléans 5 novembre 1820).

3° La même Cour d'Orléans, réformant un jugement qui les avait refusés, accorda encore des dommages à la victime d'une séduction et motiva énergiquement sa décision : « B. a fréquemment renouvelé ses
« promesses avant et après la naissance d'un enfant,
« dans les termes les plus affectueux pour la demoiselle
« Cl. et cet enfant ; il n'a jamais élevé de griefs contre
« sa conduite, au contraire il a formellement rendu
« hommage à sa moralité. »

Pour justifier sa conduite B. se bornait « à prétendre
« qu'il ne pouvait épouser la demoiselle Cl. par suite
« du refus de ses parents de consentir à son union avec
« elle. ». « Mais, disait l'arrêt, son âge lui donnait le
« droit de tenir une promesse dont l'exécution
« était pour lui un devoir impérieux. » (Orléans
12 janvier 1893).

C'est-à-dire qu'il avait plus de 25 ans et qu'il pouvait faire des actes respectueux et après si ses parents persistaient dans leur refus, se marier : c'était, semble dire la Cour, un devoir de justice absolue un devoir plus impérieux que la soumission à ses parents. Est-ce d'ailleurs respecter ses parents que de leur obéir quand ils s'opposent à l'accomplissement d'un devoir ?

4° Dans ces exemples et bien d'autres, on voit que l'existence d'un enfant est un élément du préjudice, que sa présence augmente les charges de la mère séduite, et qu'il est logique de forcer le séducteur, que toutes les circonstances démontrent être le père, à aider sa

victime dans l'acquittement de cette charge dont il est la cause. Mais il y a dans la condamnation une affirmation indirecte de la paternité naturelle du séducteur.

Quels que soient les détours et l'enveloppement de la pensée, cela est certain et un dernier exemple assez curieux le démontre.

Adèle Q., âgée de 17 ans, avait eu des relations avec un sieur T., elle accoucha en 1892 d'une petite fille qu'elle reconnut. Le 20 octobre 1894, elle intenta contre T. devant le tribunal de Compiègne, une double demande en dommages-intérêts :

Personnellement, comme ayant été séduite par une promesse mensongère de mariage : elle fut repoussée ;

Comme tutrice de l'enfant qu'elle avait reconnue : le tribunal fit droit à cette dernière demande et condamna T. à payer à la demoiselle Q. une somme de 20 francs par mois, jusqu'à ce que l'enfant eut atteint l'âge de 18 ans ou jusqu'à sa mort arrivée avant cet âge.

Malgré cette forme des dommages-intérêts qui semblait bien affirmer que l'existence de l'enfant était le seul élément du préjudice, imputable au séducteur qui ne pouvait en être responsable que s'il était père, le jugement base sa condamnation sur une sorte de reconnaissance par T. d'une obligation naturelle : T. avait avoué ses relations intimes avec la demoiselle Q. : il l'avait aidée pécuniairement, avait choisi la nourrice, il avait lui même placé chez elle et pendant deux mois avait volontairement payé une pension pour l'entretien de l'enfant. Il y avait là, non l'aveu d'une paternité naturelle, mais d'une obligation très licite d'entretenir l'enfant : obligation que le tribunal définissait et limitait dans les termes indiqués.

Tous ces beaux raisonnements furent renversés. Après le jugement, la demoiselle Q, se maria avec un sieur B. qui reconnut et légitiba son enfant.

T. appela immédiatement pour se voir décharger de l'obligation de payer une pension pour un enfant qui lui était étranger. Si B. en est père légitime, disait-il, et je me garde bien de contester sa paternité, je n'en suis pas père naturel : dès lors, pourquoi devrais-je des aliments ?

La Cour d'Amiens n'avait évidemment qu'à réformer le jugement en supprimant la pension. C'est ce qu'elle fit. (Amiens 7 novembre 1895.)

X.

DES RÉFORMES

56.

Il importe de bien préciser les réformes dans un texte qui permet d'en voir les conséquences.

La loi votée par la Chambre des Députés sur la proposition de M. l'abbé Lemire est certainement une amélioration de notre législation matrimoniale. Nous la regardons cependant comme un minimum insuffisant. Elle facilitera sans doute la célébration des mariages, mais elle n'améliorera pas les mœurs. La loi restera à ce qu'elle est : une institution aristocratique maintenant des idées et les préjugés développés depuis plusieurs siècles dans notre nation par la même législation.

Nous continuons notre étude. Elle est désintéressée, les observations qui nous ont amené à la faire sont anciennes : il nous est permis d'être plus radical qu'un député qui adapte ses propositions à ce qu'il croit pouvoir attendre de la majorité de ses collègues.

Pour qu'un projet de réforme ait chance de succès, on doit d'abord accepter pour base la législation civile et il y a alors à se demander jusqu'où peut aller la réforme.

Nous croyons sage de prendre comme minimum le retour plus au moins complet à la loi de 1792. Elle réalisait sur le droit ancien, un progrès considérable dans le sens de la liberté, et à plus forte raison peut-être sur le code civil moins libéral en certains points que les ordonnances royales.

L'esprit qui l'avait inspirée était d'ailleurs profondément démocratique.

C'est elle enfin dont l'esprit libéral se rapprocherait le plus de l'ensemble des législations étrangères si on faisait en quelque sorte la résultante de ces législations.

Voici les principales dispositions d'une réforme désirable, limitée à ce que nous avons appelé la liberté proprement dite du mariage.

1° « L'homme avant quinze ans révolus, la femme
« avant treize ans révolus ne peuvent contracter mariage.
« Cependant le mariage de la femme devenue grosse
« avant cet âge est permis avec le consentement de ses
« parents. » (Art. 144 Code civil).

« 2° Les pubères, au-dessous de 21 ans accomplis, ne
« peuvent se marier sans le consentement de leur père,
« de leur mère ou de leur conseil de famille ainsi qu'il
« va être dit. »

« 3° Le consentement du père est suffisant. Si le

« père est mort, interdit ou dans l'impossibilité de
« manifester sa volonté, le consentement de la mère
« suffira. »

« 4° Si le père et la mère sont tous deux morts,
« interdits, ou dans l'impossibilité de manifester leur
« volonté, le consentement du conseil de famille suffira. »

« Toutes les fois qu'il n'y aura pas unanimité des
« votants, il pourra être fait appel de la délibération
« du conseil de famille au tribunal qui décidera en
« chambre du conseil si le mariage aura lieu ou n'aura
« pas lieu.

« 5° Le divorce ou la séparation de corps met celui
« des père et mère contre lequel l'un des deux a été
« prononcé dans l'impossibilité de consentir ou de
« refuser. S'ils ont été prononcés aux torts des deux
« époux, c'est au conseil de famille que le consentement
« sera demandé comme il a été dit plus haut.

« Il en est de même au cas de déchéance prononcée
« de la puissance paternelle.

« 6° La majorité pour se marier librement est pour
« toute personne la majorité ordinaire de 21 ans révo-
« lus.

« Les actes respectueux et les oppositions sont abolis ».

L'âge de la puberté avancé,

Pendant la minorité, le consentement du père, de la
mère ou du conseil de famille exigé,

Les grands parents n'ayant plus que les droits
de membres légaux du conseil de famille,

A 21 ans révolus la liberté absolue de se marier pour
l'homme et la femme, l'obstacle à peu près infranchis-
sables des actes respectueux et de l'opposition aboli :

Telle est dans son ensemble la réforme qui entraîne-
rait la diminution des formalités et des délais et facili-

terait la célébration des mariages. Un grand nombre d'articles du Code civil sont supprimés ou modifiés. (art. 66, 67, 68, 69, 145, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 169, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179 supprimés. Si l'opposition est maintenue par exception, procédure à refaire. Art. 63, 64, 65, 73, 76, 144, 160, 166, 182, 183, 192 à modifier.)

Examinons les motifs de justification de ces réformes et les objections qui y sont faites (1).

57.

L'époque où le mariage est possible doit être avancée.

Les rédacteurs du code ont retardé l'âge de la puberté de trois ans pour les femmes, de quatre ans pour les hommes : les premières ne peuvent se marier qu'à 15 ans au lieu de 12 ans ; les seconds qu'à 18 ans au lieu de 14 ans.

Déjà la loi de 1792 avait retardé cet âge, mais d'une année seulement pour les hommes aussi bien que pour les femmes.

Qu'on rétablisse l'âge du droit canon ou l'âge de la loi de 1792, il importe peu.

C'est une erreur de croire qu'avec la possibilité de se marier plus tôt, toutes les femmes vont se marier à douze ans ou à treize ans, et tous les hommes à quatorze ou à quinze ans. La pratique d'autrefois avait démontré que ces mariages précoces étaient rares. S'il y en avait c'était dans la noblesse : on voulait s'assurer d'alliances considérables.

(1) Voir plus loin le projet complété par le remaniement des articles qui se rattachent aux articles réformés.

Le législateur dans une loi sur le mariage surtout n'a pas le droit, comme les philosophes, créateurs de républiques idéales, de croire que les lois de la nature peuvent être modifiées et d'oublier que les sociétés artificielles favorisent la débauche en comprimant la nature, Celle-ci commande souvent le mariage avant l'âge légal de 15 ou de 18 ans.

Nous l'avons dit et nous avons montré l'insuffisance des dispenses et de l'éducation retardant l'éveil des sens. Ces remèdes sont au plus bons pour les riches. Le père et la mère sont les meilleurs juges de la question de savoir s'ils doivent consentir au mariage précoce de leur enfant.

La loi qui avancerait l'âge du mariage et supprimerait la nécessité d'une dispense administrative serait une bonne réforme. A la fin de chaque modification demandée, on pourrait dire : il faut la voter, à moins qu'on ne préfère au mariage l'union libre avec ses conséquences démoralisantes et son infécondité plus grande encore.

58.

Pourquoi il est bon, pour consentir au mariage des mineurs orphelins, de substituer le conseil de famille aux grands parents.

La réforme proposée divise comme toutes les lois du mariage, sauf celle du droit canon, la vie humaine en trois périodes :

- 1° Celle où le mariage n'est pas encore possible.
- 2° Celle de la minorité où le mariage est possible avec le consentement de certaines personnes.

3° Celle de la majorité ou de la liberté du mariage.

Nous sommes maintenant dans la deuxième période, celle de la minorité ; peu importe ici sa durée entre l'impuberté et la majorité, nous avons à déterminer les personnes dont le consentement sera nécessaire au mineur pour se marier.

Il est certain que la logique est avec le droit canon qui admet la validité du mariage contracté par un pubère, fut-il mineur, sans le consentement de ses parents.

Mais des canonistes mêmes reconnaissent que le consentement des parents est au moins nécessaire pour valider les conventions pécuniaires du contrat de mariage ; leur participation à ces conventions seule rend possible le mariage. Dès lors il n'y a pas tant d'illogisme à dire que le consentement des parents doit être demandé puisque, indirectement au moins, il est nécessaire.

M'est avis que ces canonistes raisonneurs n'ont pas le beau bout, car les logiciens pourraient leur dire que dans la très grande majorité des mariages, il n'y a pas de conventions pécuniaires à faire, car il n'y a pas de dot donnée par les parents, et souvent les pauvres qui se marient n'ont d'autres économies que celles qui leur permettent d'acheter les meubles nécessaires pour entrer en ménage.

Mieux vaut dire, ce qui est vrai, qu'il n'est pas possible, surtout en avançant l'âge de la puberté, de faire admettre au législateur français que le mineur pourra se marier seul, sans le consentement de personne.

Cela reviendrait à la suppression de la minorité pour le mariage : la puberté entraînerait la majorité.

Donc il y a une période de minorité, et nous disons qu'il faut au mineur le consentement de ses père et mère et, à leur défaut, le consentement du conseil de famille : nous supprimons le consentement des grands-parents.

Le consentement du père suffira, s'il est capable de le donner.

Le code actuel exige le consentement du père et de la mère en ajoutant qu'en cas de dissentiment le consentement du père l'emportera. Mais s'il faut demander le consentement de la mère, comment saura-t-on qu'il a été demandé ? Nous avons indiqué cette difficulté : des auteurs exigent un acte respectueux, d'autres admettent le droit d'opposition pour la mère non consultée.

Puisque pendant le mariage, le père a seul l'autorité, il doit l'exercer seul. A quoi bon faire du sentimentalisme, qu'inaboutit d'ailleurs qu'à faire ressortir la désunion des époux et souvent à l'augmenter avec des procédures ? Il ne faut pas croire que la mère soit sans influence sur son mari et qu'il ne la consulte pas parce qu'elle ne figure pas en nom dans les actes juridiques qui intéressent la famille.

Nous admettons que le père ou la mère sont incapables de consentir : par l'interdiction, le divorce ou la séparation de corps prononcée contre l'un d'eux, la déchéance de la puissance paternelle ou l'impossibilité, de fait de donner un consentement, comme par exemple, par l'absence.

Quand les deux époux sont morts ou incapables, le conseil de famille intervient seul. Les grands parents en font partie de droit et ils exerceront dans cette assemblée une légitime influence. Nous pensons que si

le consentement ou le refus de consentement n'est pas voté par l'unanimité des membres présents, l'un des membres de la minorité doit pouvoir déférer la délibération au tribunal de 1^{re} Instance, qui la confirmera ou la réformera.

A quoi bon donner aux grands parents un pouvoir qu'ils n'avaient, ni dans l'ancien régime, ni dans la loi de 1792 ? Ils font de droit partie du conseil de famille et au point de vue du consentement au mariage, leur influence sera d'autant plus grande qu'ils peuvent doter l'enfant.

Lorsqu'il y aura désaccord dans le conseil, ce sera le tribunal de première instance qui décidera si le mariage aura lieu ou n'aura pas lieu.

Cela vaut mieux que le système du code. D'après ce système, s'il y a partage entre les membres du conseil de famille, la voix du juge de paix est prépondérante, et s'il se rallie aux trois membres qui ont voté contre le mariage, le mariage n'a pas lieu.

Au contraire, s'il y a des ascendants des deux lignes, le dissentiment entre les deux lignes emporte consentement. Exemple ; le grand-père et la grand'mère paternels refusent ; une bisaïeule maternelle consent : il y a partage, par faveur pour le mariage, la volonté de la bisaïeule l'emporte. Autre exemple : l'enfant a sa grand'mère paternelle, sa grand'mère et sa bisaïeule maternelles ; cette dernière ne sera pas même consultée.

Avec la réforme, comme tous les grands parents, quel que soit leur degré, font de droit partie du conseil de famille, en cas de dissentiment, si la minorité n'accepte pas l'avis de la majorité, le tribunal décidera : il est au dessus des influences locales et d'ailleurs il connaîtra l'avis du juge de paix qui a présidé le conseil.

La loi actuelle, lorsque la personne qui consent au mariage ne peut y assister, exige que le consentement soit prouvé par un acte notarié. Il est bon comme dans le projet voté, sans supprimer la faculté de consentir par acte notarié, de permettre de consentir par devant l'officier de l'état civil du domicile du père ou de la mère ; il délivrerait une copie sans frais de l'acte de consentement qu'il a reçu.

59.

Il faut fixer au plus tard à 21 ans, l'âge de la majorité pour l'homme et la femme.

Faire dépendre le plus longtemps possible le mariage du consentement paternel, c'est aider à la prolongation du célibat des enfants puisqu'on affirme qu'ils se marieraient plus tôt et contracteraient des mariages imprudents s'ils n'étaient pas obligés de le demander.

Les meilleures raisons contre le célibat sont données par Portalis lorsque en contradiction avec la logique et en opposition avec les bonnes mœurs, il vantait toutes les procédures qui n'avaient pas d'autre but que de retarder ou d'empêcher les mariages des enfants de famille.

Que fait l'homme pendant ce célibat, prolongé légalement d'abord, plus tard gardé trop souvent par habitude, par paresse ou par égoïsme ? Montesquieu le disait déjà : « c'est une règle tirée de la nature que, plus
« on diminue le nombre des mariages qui pourraient se
« faire, plus on corrompt ceux qui sont faits : moins il
« y a de gens mariés, moins il y a de fidélité dans les

« mariages, comme, lorsqu'il y a plus de voleurs, il y a plus de vols. » Aux jeunes filles pauvres en danger, il faut donc joindre les jeunes femmes mariées et ajouter que peut-être la sécurité de ces dernières est encore plus menacée.

La majorité matrimoniale de l'homme est retardée jusqu'à 25 ans s'il a encore un ascendant : si ce dernier ascendant meurt avant que l'enfant ait cet âge l'enfant devient immédiatement capable.

C'est au moins bizarre.

Si la nécessité du consentement de l'ascendant comme condition de validité du mariage a pour cause le respect qui lui est dû, il faut prolonger la minorité de l'enfant, garçon ou fille, indéfiniment, eut-il 30 ou 40 ans et plus, car à tout âge le respect est dû aux parents.

Si la nécessité du consentement vient de ce que l'intelligence des garçons n'est pas développée suffisamment, quelle grâce d'état, toute prête, leur donne cette pleine capacité dès que leur dernier ascendant a fermé les yeux avant qu'ils aient atteint 25 ans ? Celui ci devient intelligent à 21 ans parce qu'il n'a plus d'ascendant, celui là le devient à 22 ans, cet autre à 23 ans... suivant le moment où la mort frappera le dernier ascendant.

La vérité est que les rédacteurs du Code, le sachant ou l'ignorant, ont reproduit une règle qu'avait inspirée à l'ancien régime la constitution aristocratique de la société. Le père, seul chef de famille, était maître du mariage de ses enfants.

Aujourd'hui, il n'y a plus de raison pour maintenir aussi longtemps un pareil pouvoir dans notre société démocratique : il faut fixer à 21 ans l'âge de la majorité pour les deux sexes.

A 21 ans, l'homme peut être député, tester, passer les contrats les plus complexes, émigrer, changer de religion, exercer la puissance paternelle sur l'enfant qu'il a le droit de reconnaître : il peut en effet avoir des batards et ne peut sans permission avoir des enfants légitimes ; son ascendant ne peut l'empêcher de vivre en concubinage, mais il peut l'empêcher de se marier.

La majorité de 21 ans pour l'homme, voilà la réforme nécessaire. Peut-être serait-il bon d'aller plus loin et d'avancer aussi la majorité pour la femme en la fixant à 18 ans. Mais il ne faut pas trop demander.

60

Nécessité de supprimer pour le majeur l'obligation des actes respectueux et le droit d'opposition à son mariage.

La liberté du mariage doit donc exister à partir de la majorité fixée au plus tard à 21 ans accomplis.

Les mœurs et la pratique ont de plus en plus démontré que cette liberté n'existe qu'en théorie pour le majeur, s'il a encore un ou plusieurs ascendants armés du droit, au moins indirect, d'empêcher son mariage. Une seule réforme peut l'établir loyale et réelle, c'est la suppression du droit d'opposition et des actes respectueux.

La loi de 1792 avait déjà réalisé ce progrès considérable, le code l'a détruit pour revenir à l'ancien régime en l'aggravant même sur certains points.

Maintenir la nécessité d'un seul acte respectueux comme le fait le projet voté est chose insuffisante, surtout si on conserve le droit d'opposition non

seulement au père ou à la mère à qui l'enfant doit adresser cet acte, mais encore aux grands parents tout en supprimant les actes respectueux qui devaient être adressés à ces derniers.

L'obligation d'un acte respectueux est inspirée par le respect dû à tout ascendant, dit le code ; dû au père et à la mère seuls, dit le projet de loi déjà voté.

On a raison quand on dit que le respect est dû à tout ascendant. Mais c'est la morale qui commande le respect ; la loi commande l'obéissance. Le respect est illimité dans sa durée, il est dû au grand-père, au bisaïeul même si le père vit ; l'obéissance n'est dû qu'au père et cesse avec la majorité.

A la majorité l'obéissance légale cesse ; si l'enfant majeur veut encore obéir au père, c'est pour lui une affaire de conscience, il est désormais seul juge, la loi ne peut plus le soumettre au père.

Or la nécessité d'un acte respectueux maintient indirectement l'obligation d'obéir, non plus absolument, mais au moyen d'armes légales dont le maniement appartient au père.

L'acte respectueux dans sa forme est mensonger. La formule, par laquelle l'enfant déclare avoir supplié et supplie respectueusement ses père et mère de lui donner leur conseil sur le mariage qu'il veut contracter, est niaise. L'acte respectueux est le commencement d'une triste comédie, indigne du législateur qui l'impose.

Le droit d'opposition au mariage doit également disparaître de la loi.

Il y a deux sortes d'oppositions bien distinctes : l'une qui appartient exclusivement aux ascendants ; l'autre qui appartient encore à d'autres, mais dont les ascendants peuvent se servir.

1° Le droit spécial aux ascendants est l'arme dangereuse que nous connaissons, qui leur permet, sans alléguer aucun motif, d'arrêter, de retarder et souvent d'empêcher le mariage que veut contracter leur descendant majeur. Nous en avons vu les abus : elle n'a aucune raison d'être si on veut, nous le répétons, loyalement et réellement rendre au majeur la liberté du mariage.

2° L'autre droit d'opposition ne peut s'exercer que si l'acte d'opposition est motivé, et cela à peine de nullité.

Il n'y a que trois motifs légaux : 1° La bigamie, le droit d'opposition appartient au conjoint engagé par mariage avec l'une des parties contractantes ; 2° le défaut de consentement du conseil de famille, il s'agit d'un mineur ; 3° l'état de démence du futur, mineur ou majeur.

Dans ces deux derniers cas qui soulèvent autant de difficultés pratiques et théoriques qu'il est possible d'imaginer, la loi donne le droit d'opposition :

Aux ascendants d'abord dans le cas de démence,

Aux frères et aux sœurs,

A l'oncle et à la tante,

Aux cousins majeurs et enfin aux tuteurs et curateurs autorisés par le conseil de famille à faire opposition.

Il est clair que si on maintient le droit d'opposition pour cause motivée de démence ou autre, les ascendants y auront toujours recours, sauf à voir prononcer la main levée s'ils ne peuvent établir le bien fondé de leur opposition. Que leur importe : ils seront arrivés à leur but, retarder le mariage.

L'opposition même réduite à ces deux ou trois motifs

reste ce qu'elle est : une arme préventive et détestable. Nous avons démontré en effet avec la jurisprudence que si nulle que soit l'opposition, et par le motif, et par la qualité de celui qui l'intente, et par la forme, elle arrêterait l'officier de l'Etat civil comme si elle était valable.

Il suffit d'ailleurs d'examiner les deux ou trois motifs d'oppositions pour constater que cette procédure peut-être supprimé sans inconvénient.

1° Le défaut de consentement du conseil de famille. Il s'agit du mariage d'un mineur qui se présente avec les actes de décès de ses père et mère et de ses grands parents et au moyen d'un acte de naissance falsifié se fait passer pour majeur. Il suffit pour remédier au mal d'avertir l'officier de l'Etat Civil et de produire le véritable acte de naissance du mineur.

2° La bigamie... La production de l'acte de mariage suffit. Mais pourquoi un droit d'opposition pour cet empêchement quand il y en a bien d'autres pour lesquels on l'a jugée inutile : la parenté ou l'alliance à un degré prohibé, l'impuberté, l'incompétence de l'officier de l'état civil, l'adoption, le défaut de publication... On n'a pas jugé avec raison que pour prévenir des mariages nuls, ou annulables, ou célébrés sans les formalités requises, il fallut armer la famille d'un droit d'opposition.

3° Reste la démence d'un futur... on connaît les précautions prises par la loi pour empêcher l'abus de cette cause d'opposition : c'est avec raison, car la jurisprudence montre que les moyens d'empêcher l'abus sont assez inutiles.

Mais en supprimant toute opposition, faut-il au moins trouver un autre moyen d'empêcher le mariage d'une

personne en état de démence? Un examen attentif des faits, tels qu'ils sont décrits par des arrêts assez nombreux conduit à penser qu'il n'y a rien à faire.

Tout au plus serait-il désirable qu'on tranchât une question célèbre : l'interdit peut-il se marier dans un intervalle lucide?

Quant à celui qui n'est pas interdit, il doit pouvoir se marier.

Rien n'est plus difficile en effet que de déterminer la quantité d'intelligence et le degré de développement de la volonté libre qui sont nécessaires pour donner au mariage un consentement valable. Ce sujet n'entre dans notre étude qu'indirectement et parce que nous croyons qu'il faut pour la liberté du mariage supprimer absolument la procédure préventive d'opposition dont l'abus est fatal.

Pourtant en France, mais surtout dans certaines contrées où la maladie du goître accompagne plus ou moins le crétinisme, des mariages ont été célébrés avec le consentement du père et de la mère ; la raison d'un des futurs était aussi faible que possible. Des nullités de mariages ont été demandées ; elle ont été rarement prononcées : il fallait en effet prouver que lors de la célébration le consentement de l'époux avait fait absolument défaut et on le prouvait par ce qui s'était passé avant le mariage et par ce qui s'était passé après.

La nullité du mariage est une sanction suffisante. Le moyen préventif de l'opposition est dangereux. Si on le maintenait dans ce cas unique, on verrait les ascendants s'en servir pour retarder le mariage désapprouvé de leur descendant. La jurisprudence montre qu'ils le font déjà : ils le feraient encore plus souvent, s'ils n'avaient plus que ce moyen.

61.

Est-il vrai que le nombre des mariages n'augmentera pas avec la liberté.

Prétendre qu'on se mariera davantage parce qu'on aura plus de liberté de le faire, c'est dit-on, faire de la théorie.

Sans doute, nous ne pouvons invoquer l'expérience chez nous. Aucune statistique, croyons nous, ne prouve que de 1792 à 1803 la liberté, que nous réclamons et qui existait, ait augmenté le nombre des mariages ; cependant c'est très probable.

Chez tous les peuples qui jouissent de la liberté, les mariages sont plus nombreux ou la population s'accroît plus vite que chez nous.

Pour citer quelque exemples qui peuvent nous toucher, sur mille habitants des deux sexes, âgés de plus de quinze ans, il y a dans :

L'empire Allemand.	53	mariages
L'Angleterre.	52, 6	»
L'Italie	50, 1	»
En France, il n'y en a que	45, 8	»

Mille femmes mariées de 15 à 50 ans ont dans :

L'empire Allemand.	270	enfants légitimes
L'Italie	251	
L'Angleterre	250	
En France	163	seulement (1)

Mais, dit-on, chez nous, c'est le besoin de luxe, le

(1) M. Chervin Revue Scientifique, (25 mai 1895).

goût du bien être, l'égoïsme qui redoute le sacrifice et la souffrance, la peur des devoirs qu'il entraîne qui font fuir le mariage et, quand il est contracté, y limitent le nombre des enfants. La liberté du mariage changera-t-elle ces mœurs ? A quoi bon une réforme qui troublerait inutilement nos habitudes qu'on n'ose appeler nationales, qui diminuerait en tout cas, sans profit pour la société, la puissance paternelle dont le maintien lui est si nécessaire ?

On peut répondre qu'on a créé ou qu'on a favorisé ces mœurs mauvaises en combattant la nature, le remède est donc plutôt dans la nature que dans le raisonnement. Les hommes de la Révolution l'avaient bien vu, eux qui pour vaincre les basses tendances, avaient compté sur la seule passion qui a un moment de la vie est plus désintéressée que les autres, qui alors aussi oppose la plus grande force à des préjugés encore sans racines profondes.

Cette période, qui commence avec la majorité de 21 ans chez l'homme, de 18 ans peut-être chez la femme, est courte : la passion, dont nous parlons, perd peu à peu de sa pureté et de son énergie pour se transformer en une passion moins généreuse, l'esprit d'initiative diminue, les préjugés augmentent, la foi dans la vertu s'affaiblit, les calculs intéressés dominent de plus en plus tous les actes de la vie.

Il y a un moment de pleine jeunesse, où la raison de l'homme d'accord avec la nature qui l'y pousse, lui dit qu'il a le droit, peut-être le devoir de fonder une famille avec la femme qu'il a choisie et par laquelle il a été choisi : à ce moment, le Code accumule aux mains des ascendants les moyens de retarder le mariage par le consentement nécessaire jusqu'à 25 ans, par les actes

respectueux et par l'opposition toujours. La passion qui serait contenue, purifiée dans le mariage s'en va désordonnée, au hasard de la débauche, corrompant les jeunes filles pauvres ou les jeunes femmes et laissant toujours après elle des ruines et des hontes.

S'il y a plus de mariages, le danger est qu'il y en ait plus aussi contractés sans prudence et alors ils seraient malheureux ! La qualité vaut mieux que la quantité. Cette objection est-elle bien fondée ? L'expérience ne prouve pas que nous ayons la qualité avec notre loi actuelle. Si, en effet, les mariages qui ne sont pas libres étaient heureux, pourquoi le nombre en diminuerait-il ? Pourquoi les divorces se multiplieraient-ils de plus en plus ? Et puis, on ne peut pas dire qu'ils soient favorables à la patrie, ces mariages qui lui donnent de moins en moins d'enfants.

62

La liberté du mariage n'affaiblira pas la puissance paternelle et ne détruira pas l'esprit de famille.

Pendant de longues années, on a regardé le Code comme une loi inviolable. L'expérience et l'exemple des peuples voisins a démontré qu'il y avait à y introduire des réformes nécessaires.

L'une des plus importantes chez nous a été la loi qui prononce ou permet au juge dans des cas nombreux de prononcer la déchéance de la puissance paternelle et de tous les droits qui s'y rattachent comme celui de consentir au mariage des enfants. Personne n'a songé à dire que, parce qu'on enlevait à un père ou à une mère

indignes un pouvoir dont ils avaient abusé ou pouvaient abuser, on affaiblissait la puissance paternelle.

Les Tribunaux n'affaiblissent pas non plus la puissance paternelle, lorsqu'ils condamnent à des peines sévères des parents dénaturés qui sous prétexte qu'ils ont le droit de correction et de garde commettent de véritables délits, mutilent leurs enfants, les privent de nourriture ou les séquestrent dans une cave.

La question est de limiter la durée de la puissance paternelle; on ne l'affaiblit pas en le faisant, pourvu que, dans ces limites nouvelles, on lui conserve tous les pouvoirs nécessaires au père pour l'accomplissement de ses obligations.

Ces obligations du père et de la mère sont de nourrir, d'élever et d'entretenir leurs enfants. La loi ne leur impose nullement l'obligation de les marier : elle refuse à l'enfant toute action pour un établissement par mariage ou autrement , par conséquent pour réclamer une dot.

Un père qui ne peut nourrir son fils mineur l'autorise souvent à exercer un métier : l'autorisation donnée, il ne peut plus user de sa puissance paternelle pour forcer son fils à rompre ses engagements et à revenir chez lui. Le Code, en proclamant la validité des engagements que le mineur « a pris à raison de son art » n'affaiblit pas la puissance paternelle, il conserve la limite que le père lui a tracée lui-même. Il en est de même quand il émancipe son enfant, la puissance paternelle proprement dite disparaît par la volonté même du père, cependant l'enfant peut n'avoir que quinze ans.

Lorsque l'enfant par son développement physique et intellectuel est arrivé à l'âge du mariage raisonnable, j'appelle ainsi l'âge de la majorité, ce n'est pas affaiblir

la puissance paternelle que dire qu'elle doit cesser : la nature commande, le père n'a plus de devoirs ; s'il est juste qu'il ait le droit de ne pas doter, il est juste que le fils ait celui de se marier à son gré. Le droit romain admettait la perpétuité de la puissance paternelle, mais il donnait au fils une action contre son père pour que celui-ci le mariât.

Le père a le devoir d'éducation vis à vis de son fils mineur, cela implique l'obéissance de celui-ci : le pouvoir de correction est là pour l'obtenir. J'aime assez, en cette matière d'éducation, les préceptes de morale religieuse de Saint-Paul . « Enfants, obéissez à vos parents dans le Seigneur, car cela est juste. » « Pères, n'exaspérez pas vos enfants, mais élevez les en les corrigeant et en les avertissant dans le Seigneur. »

Le devoir de correction cesse légalement avec le devoir d'éducation à la majorité : mais les fruits d'une éducation saine et forte sont durables. Il parlait d'or cet orateur de la Révolution, qui disait que le père en élevant bien ses enfants, n'avait point à craindre la liberté du mariage qu'ils acquéraient à leur majorité.

Quand l'éducation n'a pas déposé dans l'âme de l'enfant le sentiment du respect filial, la loi ne le lui donnera pas en le laissant indéfiniment dans la dépendance non seulement de son père, mais de tous ses ascendants, s'il veut se marier et seulement pour ce seul acte.

A quoi bon se payer de mots et répéter les phrases sentimentales de Portalis. On a armé l'ascendant d'un pouvoir redoutable sur le mariage de ses enfants, non pour lui assurer le respect filial ou pour protéger ses descendants majeurs contre les entraînements de la passion, mais uniquement pour que le père restât

maître, tant qu'il vivrait, des alliances qui allaient faire entrer de nouveaux membres dans sa famille.

Et alors on dit : si vous ôtez au père le droit de diriger ses enfants majeurs dans leur mariage, vous supprimez la famille, vous lui portez au moins une grave atteinte.

On ne peut supprimer la famille, ni lui porter une atteinte équivalente à la suppression. Le groupement en une association formant une sorte d'être moral des parents, c'est-à-dire des descendants d'un auteur commun constitue la notion essentielle de la famille. Il n'y a pas de peuple où la famille fasse défaut. La famille réelle chez la nation et à l'époque de l'histoire où on l'observe apparaît sous une forme qui varie, avec la constitution politique, le droit, les mœurs et les idées, par le nombre des parents associés, par le lien qui les réunit, par leurs droits réciproques, par la durée, la force et le mode d'exercice du pouvoir paternel qui la dirige.

Nous avons, au cours de cette étude, et sans les suivre, bien entendu, dans leurs lentes évolutions, rencontré trois types de famille. D'abord c'était l'énergique et dure famille romaine qui grâce à sa discipline permit au peuple roi de gouverner le monde par ses lois et aussi de le piller. Plus tard est venue cette grande famille aristocratique de l'ancien régime qui eut ses jours de gloire parmi d'autres jours à oublier. Enfin leur a succédé la famille du Code Civil, conçue par ses auteurs, empreinte de leur esprit de transaction et formée avec les éléments que lui ont fournis les régimes divers qui se sont succédés chez nous depuis l'année 1800.

Cette famille du Code est restée aristocratique dans la mesure où ses auteurs ont pu lui en donner le carac-

tère. Il n'est pas douteux que la liberté du mariage du fils de famille majeur ne hâtera sa transformation ou son évolution dans un sens démocratique.

L'évolution se complétera au fur et à mesure que le législateur acceptera avec bonne volonté dans ce qu'elles ont de juste la démocratie, ses mœurs qui se forment et ses idées qui se dégagent et s'éclaircissent.

La liberté du mariage est une de ces idées. La suppression de tout ou de partie des successions collatérales en est une autre, elle commence à être à l'ordre du jour et trouvera sa formule dans ce qu'on pourra appeler la liberté testamentaire. Plus tard apparaitront d'autres idées dans l'ordre du droit privé...; mais à chaque jour suffit sa tâche.

63.

Pourquoi la liberté du mariage n'est pas au nombre des revendications de la démocratie.

Il est facile en lisant les débats soulevés par la discussion de la loi ayant pour objet de faciliter la célébration du mariage, de constater la répugnance de beaucoup de Députés à voter la loi. Le contre-projet pour donner plus de liberté a été repoussé. Cette répugnance à accepter des réformes d'ailleurs très insuffisantes tient à des mœurs dérivées d'une pratique plusieurs fois séculaires de la législation du mariage. Il y a des habitudes d'esprit, des manières de comprendre la vie qui font trouver utiles et commodes les pouvoirs donnés aux ascendants : on ne veut pas les en dessaisir, ni s'en dessaisir soi-même.

On pourrait trouver plus étonnant que les classes pauvres, dont les filles sont les premières victimes du Code ne mettent pas la réforme sérieuse du mariage au nombre de leurs revendications.

C'est que les revendications ouvrières, comme on les appelle en diminuant ainsi le nombre de ceux qui les formulent, ont avant tout pour objet la répartition des profits agricoles, industriels, commerciaux et autres. Ils sont aujourd'hui partagés entre celui qui fournit la main d'œuvre, celui qui fournit les instruments ou le capital et celui qui conçoit et dirige la production par le concours de ces éléments qu'il groupe : le travailleur, le capitaliste et l'entrepreneur.

La répartition, telle qu'elle est faite, est combattue par des écoles multiples : socialiste, communiste, collectiviste, possibiliste, etc. Beaucoup veulent conquérir le Pouvoir parce qu'ils pensent obtenir de la loi qu'ils feraient une plus équitable répartition, et ils qualifient ainsi celle qu'ils rêvent.

Que le problème qu'on veut soumettre au Législateur soit possible, difficile ou simple à résoudre, la tentation est grande et légitime de chercher à donner plus de bien être au foyer, de sécurité à la famille en en écartant la misère.

Mais la pauvreté, ni même la misère ne sont pas seules des causes de corruption et de dégradation. Les victimes de la séduction, n'ont pas toutes cédé à la cupidité sordide ou au besoin d'avoir du pain. C'est peut-être l'exception. Du reste, qu'elles soient livrées aux suggestions de la misère, du plaisir, de la coquetterie ou de l'imagination, c'est par centaines de mille qu'à Paris et dans les grandes villes, que dans les campagnes même, les jeunes filles sont exposées à la séduc-

tion par les relations forcées que leur créent tant de professions variées. Quand le poursuivant est un homme marié, la fille en succombant sait à quoi elle s'expose. Il en est autrement quand c'est un jeune homme : et c'est dans ce cas de la passion sans calcul et souvent si généreuse, que la loi, non seulement ne donne pas, mais ôte à la jeune fille le droit qu'elle tient de la nature de ne céder qu'en se mariant.

Il n'est pas bon de voir le nombre des enfants naturels croître, atteindre et dépasser le dixième du nombre des enfants légitimes, de les laisser presque toujours à la charge de la mère seule qui ne peut bien les élever et trop souvent est forcée de les abandonner ; de voir ces enfants, dans une proportion plus grande que les enfants légitimes, destinés à remplir les prisons.

Il n'est pas sain de voir l'homme, auteur ou complice impuni de tant de maux, devenir, dans un célibat prolongé ou définitif, un habitué des amours faciles ; de le voir arriver au mariage blasé et sceptique, plus sensible que bon, plus poli que respectueux, désireux de garder sa liberté et pour cela faisant de sa femme la maîtresse au logis si elle est riche, une divinité qu'il pare et dont il se pare si elle est belle, rarement la compagne de sa vie intellectuelle et morale, plus rarement encore l'associée, l'inspiratrice de son dévouement à la chose publique qu'elle ne voit qu'à travers l'intérêt du ménage, trop souvent l'initiant aux calculs qui limitent la famille, propageant la corruption par la pratique de cet égoïsme familial qui sacrifie tout à des intérêts qui ne sont ni nobles, ni élevés.

Conclusions

La réforme faite, il ne faut pas croire que les mœurs formées, développées, enracinées depuis si longtemps en France, s'adaptant d'ailleurs aux lentes méthodes de notre enseignement, au retard qui en est la conséquence pour l'entrée dans tant de carrières, vont s'améliorer du jour au lendemain. La loi modifiée ne fera que donner ou rendre à l'homme une plus grande liberté.

Mais la loi s'arrête là : elle donne le droit de se marier, ce qui n'entraîne pas l'obligation de le faire sans prudence ; elle supprime les obstacles artificiels qui empêchent le bien, elle ne fait pas pratiquer le bien. Il n'y aura pas plus de mariages ou ils ne seront pas meilleurs si ceux qui les contractent, l'homme aussi bien que la femme, la femme aussi bien que l'homme, pour la préparation avant, pour la pratique après, ne deviennent pas sages dans leur conduite, modérés dans le plaisir, fidèles dans leurs affections, travailleurs, économes, simples, amoureux de la règle et du sacrifice. C'est la morale du mariage, ce n'est pas celle des amours faciles et des unions sans solidité. C'est la seule en tout cas qui purifiera nos mœurs et assainira nos idées dans la famille plus démocratique.

APPENDICE

Projet de loi sur le mariage.

Il nous paraît utile au point de vue de la précision des idées de formuler en articles les modifications à introduire dans le Code civil. Les réformes proposées entraînent d'autres modifications : ainsi l'action en nullité pour défaut de consentement des parents devra être réglée conformément aux changements introduits dans le Code sur ce consentement.

Il nous a paru plus simple et plus clair d'exposer un projet d'ensemble comprenant en quatre chapitres la législation du mariage : les qualités requises pour célébrer le mariage, les formalités, la preuve et l'action en nullité et ses conséquences.

Nous réunissons ainsi dans le titre du mariage les dispositions qui en font déjà parties et les dispositions qui sont au titre des actes de l'Etat civil. Nous n'avons que 48 articles ; le Code en contient 74 : 60 du Titre du mariage, 14 de celui des actes de l'état civil. Il y a donc 26 articles supprimés. Cette suppression, à elle seule, fait présumer que la réforme donne une loi de liberté : ce qui est généralement vraie, de toute suppression, puisqu'on devient libre de faire comme on veut ce que la règle supprimée défendait ou ordonnait de faire.

Nous indiquons en italique les modifications faites.

Chaque disposition est suivie des numéros des articles du Code civil modifiés ou maintenus.

Nous n'avons pas à donner les motifs des changements qui nous semblent utiles si la modification est une conséquence des idées que nous avons exposées. Quant à ceux qui ne s'y rattachent pas on peut constater que le plus souvent ils sont des modifications de l'expression ou de la classification des matières ; s'il en est de plus profonds, nous ne les avons introduits qu'après nous être inspirés des solutions données par la jurisprudence.

CHAPITRE PREMIER

Qualités et conditions requises pour contracter mariage.

1. — L'homme avant *quinze révolus*, la femme *avant treize ans*, ne peuvent contracter mariage. *Cependant le mariage de la femme devenue grosse avant cet âge est permis.* (144).

2. — Nul ne peut contracter un second mariage avant la dissolution du premier. (147).

3. — En ligne directe, le mariage est prohibé entre ascendants et descendants légitimes ou naturels et les alliés dans la même ligne. (161).

4. — En ligne collatérale le mariage est prohibé entre le frère et la sœur légitimes ou naturels et les alliés au même degré. (162).

5. — *Les pubères, au dessus de vingt et un ans accomplis, ne peuvent se marier sans le consentement de leur père, de leur mère, ou de leur conseil de famille, suivant les distinctions qui suivent. (148).*

6. — *Le consentement du père est suffisant.*

Si le père est mort, déchu de la puissance paternelle, interdit ou dans l'impossibilité de manifester sa volonté, le consentement de la mère suffira. (149).

7. — *Si le père et la mère sont morts, déchus de la puissance paternelle, interdits ou dans l'impossibilité de manifester leur volonté, le consentement du conseil de famille suffira.*

Toutes les fois qu'il n'y aura pas unanimité des membres votants, il pourra être fait appel de la délibération du conseil au tribunal qui décidera, en chambre du conseil, si le mariage aura lieu ou n'aura pas lieu. L'appel peut être fait par le mineur. (149).

8. — *Le divorce ou la séparation de corps met celui des père et mère contre lequel il a été prononcé dans l'impossibilité de consentir au mariage. S'ils ont été prononcés aux torts des deux époux, c'est au conseil de famille que le consentement sera demandé comme il est dit en l'art. 7.*

9. — *Si le mineur est enfant naturel, il lui faudra le consentement de celui de ses père et mère qui l'aura reconnu le premier.*

S'ils l'ont tous deux reconnu en même temps, le consentement du père suffira. Ils sont réputés l'avoir reconnu en même temps, si le délai qui sépare les deux reconnaissances n'excède pas un an.

A défaut du père ou de la mère morts, interdits, déchus de la puissance paternelle ou dans l'impossibilité de manifester leur volonté, il faudra le consentement du conseil de famille comme il est dit en l'art. 7. (159).

10. — *La preuve du consentement résultera, soit de la déclaration faite par le père ou la mère présents à la célébration, soit d'un acte.*

L'acte contenant le consentement du père ou de la mère sera reçu par un notaire ou par le maire de leur résidence.

L'acte contenant le consentement du conseil de famille consistera dans un certificat délivré par le greffier de la justice de paix et signé par le juge de paix président du conseil.

Si le consentement émane du tribunal, le certificat sera délivré par le greffier du tribunal et sera signé par le Président.

Cet acte ou ce certificat contiendra le nom des deux futurs, leurs prénoms, professions et domicile. (73).

11. — *Pour se marier il faut donner un consentement valable. (146).*

Il n'est pas valable :

1^{re} S'il y a eu erreur dans la personne résultant d'une substitution d'une personne à une autre personne ;

2^o S'il a été obtenu par violence. (180) ;

3^o Si à l'époque de la célébration, la partie était dans l'impossibilité de manifester sa volonté par suite d'une maladie mentale.

12. — *La majorité pour se marier librement est fixée à vingt et un ans révolus. (148).*

Les actes respectueux et les oppositions au mariage sont abolis. (suppressions des art. 151 à 159, 172 à 179, 66 à 69).

CHAPITRE II

Formalités et célébration du mariage

13. — Le mariage sera célébré, au choix des parties : soit dans la commune du domicile réel de l'un ou de l'autre des futurs ; soit dans la commune où l'un des futurs au moins a une habitation continue pendant six mois avant le mariage. (74 et 157).

14. — Tout officier de l'Etat civil doit avoir un registre des publications de mariage, tenu simple, coté et paraphé comme les autres registres de l'Etat civil. A la fin de chaque année, ce registre sera déposé au greffe du tribunal de l'arrondissement. *La publication résulte de l'acte inscrit sur ce registre public.* (63).

15. — Le majeur qui voudra se marier sera tenu de faire publier son projet de mariage dans le registre des publications de la commune ou des communes où il a le droit de se marier. (166 et 167).

16. — *La publication du mariage d'un mineur sera faite dans la commune du domicile de ses père et mère, dans celui de la commune où s'assemble le conseil de famille.* (168).

17. — L'acte contiendra les noms, prénoms, professions et domiciles des futurs époux, ceux de leurs pères et mères et le jour où a été faite la publication. L'acte sera signé par l'officier de l'Etat civil. (63).

18. — Cet officier fera afficher une copie de l'acte de publication à la porte de la maison commune dans un tableau à ce destiné. Elle y restera affichée pendant huit jours, d'un dimanche à l'autre. (64).

19. — *Le mariage pourra être célébré le deuxième lundi qui suivra le jour de la publication.* (64).

20. — Si le mariage n'a pas été célébré dans l'année qui suivra la date de l'acte de publication, il ne pourra être célébré qu'après qu'une nouvelle publication aura été faite dans la forme ci-dessus prescrite (65).

21. — *Dans le cas d'un mariage in extremis ou dans celui où il y a urgence, le président du tribunal d'arrondissement pourra autoriser la célébration du mariage le jour même de la publication.*

22. — Les pièces à produire à l'officier civil par le futur ou par la future sont :

1° Leur acte de naissance, ou, s'il n'existe pas, l'acte de notoriété dont il sera ci-après parlé :

2° *Les certificats constatant que la publication légale a été faite, signée par les officiers de l'Etat civil des communes où elle a été faite.*

3° *L'acte du consentement des personnes auxquelles le mineur est soumis, si elles ne doivent pas assister à la célébration.*

4° *Si le futur ou la future sont étrangers, un certificat du consul de la nation à laquelle ils appartiennent, constatant qu'ils ont capacité de se marier.*

5° *La partie qui a déjà été mariée produit l'acte de décès de son conjoint ou l'acte de l'Etat civil prouvant le divorce.* (70).

23. — Le futur qui est dans l'impossibilité de se procurer son acte de naissance pourra y suppléer par un acte de notoriété délivré par le juge de paix du lieu de sa naissance ou par celui de son domicile (70).

24. — L'acte de notoriété contiendra la déclaration faite par sept témoins de l'un ou de l'autre sexe, parents ou non parents, des prénoms, nom, profession

et domicile du futur époux et ceux de ses père et mère, s'ils sont connus, le lieu et autant que possible l'époque de sa naissance et les causes qui empêchent d'en rapporter l'acte.

Les témoins signeront l'acte de notoriété avec le juge de paix, et s'il en est qui ne puissent ou ne sachent signer, il en sera fait mention. (71).

25. — L'acte de notoriété sera présenté au tribunal de première instance du lieu où doit se célébrer le mariage. Le Tribunal, après avoir entendu le Procureur de la République, donnera ou refusera son homologation suivant qu'il trouvera insuffisantes les déclarations des témoins et les causes qui empêchent de rapporter l'acte de naissance. (71).

26. — Le jour désigné par les parties, l'officier de l'Etat civil, *dans une salle publique* de la maison commune, en présence de quatre témoins, fera la lecture aux parties des pièces relatives à leur état et aux formalités du mariage, *il leur lira les articles 212, 213 et 214 du Code civil.*

Il interpellera les futurs époux ainsi que les personnes qui autorisent le mariage, si elles sont présentes, d'avoir à déclarer s'il a été fait un contrat de mariage et dans le cas de l'affirmative la date de ce contrat ainsi que les noms et lieux de résidence du notaire qui l'aura reçu.

Il recevra de chaque partie, l'une après l'autre, la déclaration qu'elles veulent se prendre pour mari et femme et il prononcera au nom de la loi qu'elles sont unies par le mariage.

27. — *Tout officier de l'Etat civil, averti verbalement ou par un acte quelconque de l'absence de l'une des conditions nécessaires à la célébration ou à la validité du*

mariage, n'encourt aucune responsabilité en célébrant le mariage, pourvu qu'il ait entre les mains toutes les pièces exigées par la loi.

Quand il est muni de ces pièces, il est passible d'une amende de 300 francs et de dommages-intérêts s'il y a lieu, au cas où il refuserait de célébrer le mariage.

CHAPITRE III.

Les preuves du mariage

28. — La célébration achevée, l'acte de mariage sera dressé de suite par l'officier de l'Etat civil, conformément aux prescriptions de la loi sur les actes de l'Etat civil.

Il y sera énoncé :

1° Les prénoms, noms, professions, âges, lieux de naissance et domiciles des époux ;

2° Les prénoms, noms, professions et domiciles des père et mère ;

3° *Le consentement des personnes nécessaire au mineur pour se marier ;*

4° Les publications dans les divers lieux indiqués par la loi.

5° La déclaration des contractants de se prendre pour époux et le prononcé de leur union par l'officier public.

6° Les prénoms, noms, âges, professions, et domiciles des témoins et leur déclaration s'ils sont parents

7° La déclaration faite sur l'interpellation prescrite par l'art. 26, qu'il a été ou qu'il n'a pas été fait de con-

trat de mariage, et, autant que possible la date de ce contrat, s'il existe, ainsi que les noms et lieux de résidence du notaire qui l'aura reçu ; le tout à peine contre l'officier de l'Etat civil d'une amende qui ne peut excéder cent francs.

Dans le cas où la déclaration aurait été omise ou serait erronée, la rectification de l'acte, en ce qui touche l'omission ou l'erreur, pourra être demandée par le Procureur de la République sans préjudice du droit des parties intéressées, conformément à l'art. 99 (76).

29. — Toute personne réclamant soit le titre d'époux, soit des effets civils d'un mariage doit prouver ce mariage par un acte inscrit sur les registres de l'Etat civil, sauf les cas prévus par l'art. 46 du Code civil (194).

30. — *La possession d'état d'époux ne peut servir à prouver un mariage ; elle n'a que les effets indiqués par les art. 31, 32, 33, 37 et 45. (195).*

31. — *Si l'acte de mariage dressé après la célébration et inscrit sur les registres contient des irrégularités, il servira de preuve du mariage comme s'il contenait toutes les mentions voulues par la loi, pourvu qu'il soit appuyé de la possession d'état d'époux légitimes des personnes désignées comme mari et femme par l'acte. (196).*

32. — Lorsque deux individus ont vécu publiquement comme mari et femme et ont une possession d'état d'époux,

qu'ils sont décédés tous deux,

que leurs enfants ont une possession d'état d'enfants légitimes,

que cette possession d'état n'est pas contredite par les actes de naissance :

On ne peut contester la légitimité des enfants sous le

seul prétexte qu'ils ne peuvent représenter l'acte de mariage de leurs parents. (197).

33. — *Si un officier de l'Etat civil, en changeant frauduleusement sur l'acte de célébration qu'il est chargé de rédiger les noms des parties, commet le faux prévu par l'art. 147 du Code Pénal, s'il inscrit l'acte de mariage sur une feuille volante et supprime ainsi la preuve du mariage, il peut être poursuivi par le Procureur de la République exerçant l'action publique, soit avant, soit après le décès des époux.*

Lorsque la preuve d'une célébration légale du mariage se trouve ainsi acquise par le résultat de l'action publique, l'inscription du jugement sur les registres de l'Etat civil assure au mariage à compter de sa célébration, tous les effets civils tant à l'égard des époux qu'à l'égard des enfants issus de ce mariage. (198, 199).

34. — *Toute personne ayant intérêt à l'existence du mariage peut se porter partie civile soit dans le procès criminel intenté par le ministère public, soit directement devant le tribunal correctionnel si le ministère public n'agit pas.* (198).

35. — Lorsque l'officier de l'Etat civil est décédé sans avoir été poursuivi, l'action civile peut-être intentée par les parties intéressées pour réclamer, en même temps que des dommages-intérêts contre les héritiers de l'officier, la preuve du mariage ; elle est subordonnée à l'action du ministère public qui dirigera et surveillera la procédure. (200).

CHAPITRE IV

Des nullités du mariage et des conséquences

36. — La nullité résultant de ce que le consentement d'un des époux n'a pas été libre ne peut être demandée que par l'époux qui a été victime de la violence.

La nullité pour erreur dans la personne ne peut être demandée que par l'époux induit en erreur. (200).

La nullité pour maladie mentale existant lors de la célébration ne peut être demandée que par le père, ou la mère, ou le tuteur. (180).

37. — Dans le cas de violence ou d'erreur la demande en nullité n'est plus recevable toutes les fois qu'il y a eu cohabitation continuée pendant six mois depuis que l'époux a acquis sa pleine liberté ou a reconnu son erreur. (181).

La nullité pour maladie mentale n'est plus recevable après deux ans de possession d'état. (181).

38. — Le mariage du mineur contracté sans le consentement du père, de la mère, ou du conseil de famille ne peut être attaqué que par les personnes dont le consentement était requis. (182).

39. — *L'action en nullité de l'article précédent n'est plus recevable dès que l'époux a atteint sa majorité.*

Elle ne peut être intentée par les parents dont le consentement était requis, toutes les fois que le mariage a été approuvé expressément ou tacitement par ceux dont le consentement était nécessaire ou lorsqu'il s'est écoulé une année sans réclamation de leur part depuis

qu'ils ont eu connaissance du mariage *du mineur*. (183).

40. — La nullité du mariage contracté par un homme avant quinze ans. par une femme avant treize ans peut être demandée soit par les époux eux-mêmes, soit par tous ceux qui ont un intérêt né et actuel, soit par le ministère public.

La demande en nullité n'est plus recevable :

1° Lorsque l'époux ou les époux qui n'avaient pas l'âge compétent l'ont atteint.

2° Lorsque la femme qui n'avait pas cet âge a conçu avant de l'avoir atteint.

Le père, la mère, ou la famille qui ont consenti au mariage ne peuvent en demander la nullité (184, 185, 186.).

41. — La nullité d'un mariage contracté par une personne avant la dissolution de son premier mariage peut être demandée par le premier époux de cette personne, par les époux du second mariage, par tous ceux qui y ont un intérêt né et actuel et par le ministère public. (184, 188).

Si les époux opposent la nullité du premier mariage, la validité ou la nullité de ce mariage doit être jugée préalablement. (189).

42. — La nullité d'un mariage pour cause de parenté ou d'alliance à un degré prohibé peut être demandée soit par les époux eux-mêmes, soit par tous ceux qui y ont un intérêt né et actuel, soit par le ministère public. (184).

43. — Le Procureur de la République, sous les modifications prévues par l'article 40, peut et doit demander la nullité des articles 40, 41 et 42 du vivant des époux et les faire condamner à se séparer. (184, 190).

44. — *La nullité du mariage célébré par un autre*

officier de l'état civil que celui qui était compétent ou célébré sans l'accomplissement des formalités de publicité peut être demandée par les époux, par ceux qui ont un intérêt né et actuel, par le ministère public. (191).

Les tribunaux ont la faculté d'apprécier si la violation des règles de la publicité et de la compétence est suffisante pour faire prononcer la nullité. Cependant le seul défaut de publication, s'il n'y a pas d'autre violation des règles de la publicité et de la compétence, ne peut jamais être suffisant pour faire prononcer la nullité. (192, 193).

45. — *Après deux ans de possession d'état d'époux légitimes, la nullité du mariage pour défaut de publicité et de compétence ne peut plus être demandée.*

46. — *Toutes les fois qu'une nullité est prononcée sur la demande du ministère public, agissant ou pouvant agir comme partie principale, ou sur la demande des deux conjoints, ou seulement de l'un deux, le jugement q autorité de chose jugée vis-à-vis de tous : il doit être inscrit sur les registres de l'Etat civil avec mention en marge de l'acte de mariage.*

47. — *Le mariage qui a été déclaré nul produit néanmoins les effets civils, tant à l'égard des époux, qu'à l'égard des enfants lorsqu'il a été contracté de bonne foi. (201).*

48. — *Si la bonne foi n'existe que de la part de l'un des époux, le mariage ne produit les effets civils qu'en faveur de cet époux et des enfants issus du mariage. (202.)*

TABLE

I. INTRODUCTION.

1.

La nécessité d'une réforme du Code civil prouvée par l'expérience	164
---	-----

2.

Pourquoi la liberté du mariage doit être étudiée dans le passé autant que dans le présent	167
---	-----

II. DROIT ROMAIN.

3.

Tous les pouvoirs sont réunis dans les mains du chef de famille romain	171
--	-----

4.

Rappel sommaire des caractères de la famille contemporaine en France.	172
---	-----

5.

La puissance paternelle était le fondement de la famille romaine	174
--	-----

6.

Le mariage était la seule union qui produisait la puissance paternelle.	178
---	-----

7.

Le mariage romain était un contrat privé et consensuel. Comme il pouvait se conclure sans formalités, la preuve en était quelquefois difficile.	180
---	-----

8.

Le chef de famille est maître et souvent le seul maître du mariage de ses descendants qu'il a sous sa puissance naturelle	183
---	-----

9.

Persistance de l'influence de son droit après la disparition du peuple romain	187
---	-----

III. DU DROIT CANON.

10.	
Comment le mariage religieux, remplaça dans la pratique toutes les unions légales ou tolérées	191
11.	
Comment l'Église adopta, supprima et compléta les lois romaines avant le Concile de Trente.	193
12.	
En quoi consiste la réforme faite par le Concile de Trente. .	196
13.	
Les parties sont ministres du sacrement et le curé en est un témoin nécessaire : cette formule explique son rôle dans la célébration	198
14.	
Comment un roman peut apprendre mieux le droit qu'un exposé scientifique.	199
15.	
Le Concile de Trente n'admet pas que le consentement des parents soit nécessaire à la validité du mariage	201
16.	
Ce que prouvait un mariage par devant notaire	204

IV. DES ORDONNANCES ROYALES ET DE LA PRATIQUE DES PARLEMENTS.

17.	
Les ordonnances combinées avec la jurisprudence des parlements constituèrent un droit civil du mariage.	206
18.	
La Royauté modifie le rôle que le Concile de Trente avait donné au curé	208
19.	
Exposé sommaire des règles du consentement des parents au mariage de leurs enfants sous l'ancien régime	210
20.	
La nullité du mariage contracté par un mineur sans le consentement de ses parents n'est pas prononcée nettement dans le texte des ordonnances.	212

21.

Le conflit était incontestable entre le droit civil et le droit canon sur la condition du consentement des parents 215

22.

Détours ingénieux par lesquels on fit accepter à la masse du clergé la nullité du mariage contracté par un mineur sans le consentement de ses parents. 218

23.

Comment avec la fiction d'une séduction destructive de la liberté du consentement, on parvint à faire prononcer la nullité du mariage contracté par un mineur malgré ses parents. 220

24.

Contradictions et puérilités dans lesquelles la présomption de séduction faisait tomber jurisconsultes et magistrats. 223

25.

D'un procès en nullité de trois mariages contractés par un même individu : on y trouve toutes les incohérences du droit ancien qui subsistent jusqu'à la fin. 227

V. RÉVOLUTION FRANÇAISE.

26.

La Révolution avait à régler les conditions du mariage en conciliant les deux principes nouveaux de sa Constitution : la liberté de conscience et l'unité de législation. 232

27.

Ce qui caractérise la loi de 1792, c'est, avec la simplicité et la clarté, son esprit libéral que fait ressortir le petit nombre de ses règles. 234

28.

Ce que fut la délibération de l'Assemblée législative sur le projet de loi et sur la fixation de l'âge de la puberté. 238

29.

Analyse de la discussion sur le consentement des parents. 242

VI. LE CODE CIVIL.

30.

Il retarde l'âge de la puberté pour les deux sexes et l'âge de la majorité pour l'homme. 246

31.	
Le Code a reproduit, avec aggravation, la procédure des actes respectueux.	249
32.	
Le droit d'opposition arbitraire au mariage des majeurs est rendu aux pères et étendu aux grands parents.	253
33.	
Des motifs qu'ont eus les rédacteurs du Code pour retarder l'âge légal de la puberté, pour rétablir les actes respectueux et donner aux grands parents des droits qu'ils n'avaient jamais eus.	258
34.	
Contradictions et illusions des rédacteurs du Code. Ils rétablissent la magistrature du père des anciennes ordonnances, quoiqu'ils disent le contraire	262
35.	
Il était facile de constater que les procédures combinées de l'acte respectueux et de l'opposition diminueraient, presque jusqu'à la supprimer, la liberté de mariage pour les majeurs en puissance d'ascendants.	265
36.	
Ce que des praticiens peuvent tirer du Code de Procédure pour retarder la main levée judiciaire d'une opposition.	269

VII. JURISPRUDENCE MODERNE

37.	
Comparaison de la jurisprudence appliquant le Code avec la jurisprudence des Parlements.	272
38.	
Comment on peut jouer la comédie du mariage.	274
39.	
Où la comédie du mariage coûte cher à l'acteur et montre des contradictions bizarres dans les effets de la loi.	275
40.	
Des retards qu'une procédure d'opposition bien dirigée peut apporter au mariage d'un majeur.	278
41.	
Des combinaisons de procédure rendant impossible à un majeur le mariage qu'il a projeté.	281

42.	
Les actes respectueux sont des mines à procès.	283
43.	
En pratique, jamais un officier de l'état civil n'ose célébrer un mariage si évidente que soit la nullité de l'opposition.	285
44.	
Tout est prétexte à prolonger la procédure en main-levée, même les moyens donnés par la loi pour l'abrégér.	286
45.	
Contradictions de la loi relativement à l'urgence de la main-levée d'une opposition	288
46.	
Mal irréparable que peut causer une opposition mal fondée	289
47.	
Du seul progrès réalisé par la jurisprudence en matière d'opposition	290

VIII. LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES.

48.	
La loi française forme une exception dans le monde civilisé.	291

IX. DES MŒURS.

49.	
De la famille de l'ancien Régime et de la famille actuelle	298
50.	
Du concubinage remplaçant le mariage précoce empêché par la loi	301
51.	
Rendre le mariage tardif, difficile et quelquefois impossible, c'est pousser l'homme au concubinage	305
52.	
La famille formée par le code prépare mal au bonheur dans le mariage	309
53.	
La loi ôte à la jeune fille pauvre la sauvegarde du mariage qu'elle tient du droit naturel	312

54.

La jeune fille pauvre, victime d'une séduction, est encore sans protection parce que la loi défend de rechercher la paternité naturelle 314

55.

Les mœurs, plus puissantes que la loi, font pratiquer la recherche de la paternité naturelle par les tribunaux 316

X. DES REFORMES.

56.

Il importe de bien préciser les réformes dans un texte qui permet d'en voir les conséquences 322

57.

L'époque où le mariage est possible doit être avancée . . . 325

58.

Pourquoi il est bon, pour consentir au mariage des mineurs orphelins, de substituer un conseil de famille aux grands parents 326

59.

Il faut fixer l'âge de la majorité au plus tard à 21 ans pour l'homme et pour la femme 330

60.

Nécessité de supprimer pour le majeur l'obligation des actes respectueux et le droit d'opposition à son mariage 332

61.

Est-il vrai que le nombre des mariages n'augmentera pas avec la liberté ? 337

62.

La liberté du mariage n'affaiblira pas la puissance paternelle et ne détruira pas l'esprit de famille 339

63.

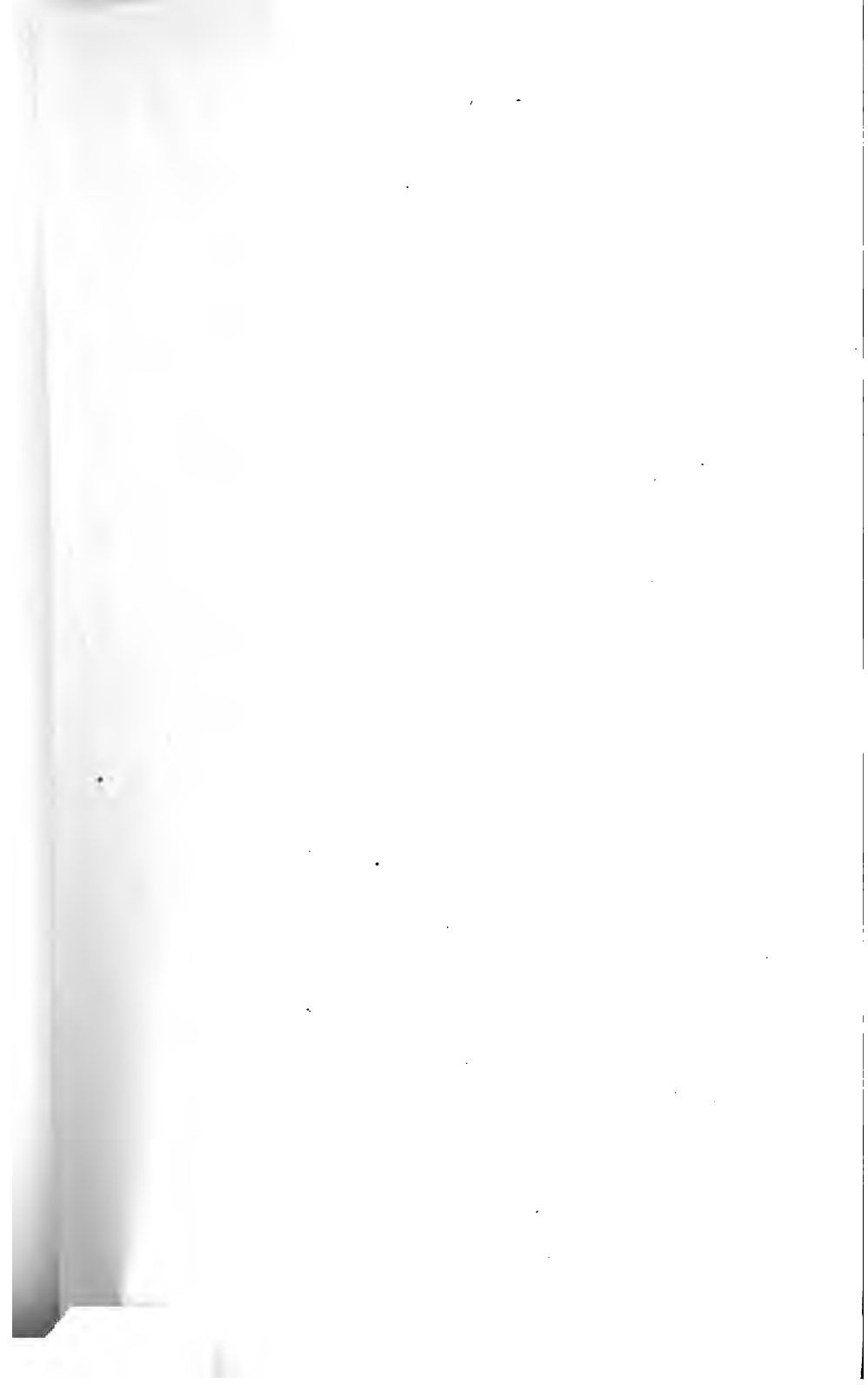
Pourquoi la liberté du mariage n'est pas au nombre des revendications de la démocratie 343

64.

Conclusions. 346

Appendice : projet de loi 347

Table 360



UN COIN D'AUVERGNE

Séance annuelle publique du 29 Décembre 1895.

MESDAMES, MESSIEURS,

Voltaire a dit, je ne sais où, que la nécessité de parler, l'embarras de n'avoir rien à dire et l'envie d'avoir de l'esprit sont trois choses capables de rendre ridicule le plus grand homme.

Si Voltaire avait raison, jugez un peu de l'état d'âme dans lequel je me dois trouver aujourd'hui, — moi qui suis loin d'être un grand homme.

Ce n'est pas, mon Dieu ! que j'éprouve une envie immodérée d'avoir de l'esprit, — sachant bien que l'esprit que l'on veut avoir, gâte celui qu'on a, si tant est qu'on en ait ; mais ce titre de Directeur dont vous m'avez trop gracieusement investi, mes chers confrères, m'oblige à prendre, malgré moi, la parole en cette séance annuelle et je n'ai à vous offrir, au lieu du grave et savant discours auquel vous auriez droit que les rapides impressions d'un touriste auvergnat.

C'est bien peu de chose en vérité et vous m'en voyez tout confus ; mais je vous ai trop laissé entendre dans une étude qui fit, jadis, plus de bruit qu'elle n'en méritait et me valut même quelques ennuis, combien m'étaient restés chers les souvenirs du Pays natal,

pour que vous ne me pardonniez pas de les évoquer, une fois encore, auprès de vous.

C'est, d'une simple excursion faite en famille, les vacances dernières, que je veux entretenir.

Je serai court pour que vous soyez indulgents.

Donc, par une très-brumeuse matinée des premiers jours d'août, à la suite du violent orage qui éclatait simultanément sur divers points de la France, nous nous acheminions, des rives de l'Allier vers les hauts plateaux qui, à l'est, séparent son bassin de celui de la Dore. — Notre but était une visite au monastère de la *Chaise-Dieu*,

Une cheveauchée de nuages fouettés par le vent du Nord courait rapide devant nous, tantôt nous dérochant, tantôt laissant apercevoir, en haut, les noirs sapins de la montagne aux formes fantastiques, en bas, les vallées profondes semblables à des lacs aux eaux immobiles et ouatées.

Vers onze heures, le ciel se rassérénait et nous atteignions, à une altitude de 900 mètres environ, le vieux manoir de Berbezit, accroché, comme un nid d'aigle, aux fleurs d'une coulée basaltique, dominé par de sombres forêts qui vont s'abaissant jusqu'aux bords d'un étang et encadré de tilleuls plusieurs fois séculaires.

Un de mes vieux camarades d'enfance pour lequel la vie a déjà eu bien des amertumes, est venu abriter, derrière les épaisses murailles du Castel féodal, sa tristesse un peu sauvage. — C'est l'asile d'un cœur blessé, mais que n'a pu aigrir le malheur. — Chaque jour, qu'il pleuve, qu'il vente ou qu'il neige, on voit un

homme de haute taille, aux longs cheveux sous un bonnet de loutre, parcourir les hameaux d'alentour pour y porter les ressources de son art et y prodiguer les trésors d'une charité qui s'ignore elle même. — On le nomme l'ermite-médecin.

Au retour, il se délasse de ses rudes fatigues dans le commerce des grands consolateurs de la souffrance humaine. — Compagne de sa solitude, l'Harmonie qu'un poète exquis a nommée : « Fille de la Douleur », vient verser, dans cette âme à la fois farouche et tendre, l'apaisement et la sérénité.

Et, c'est une chose saisissante et étrange que d'entendre, sous les voûtes du vieux manoir, la voix tantôt douce, tantôt puissante de l'orgue, moduler les plus suaves mélodies des Haydn, des Beethoven, des Mozart ou des maîtres modernes.

Le Docteur T... et moi, nous ne nous étions plus vus depuis près de vingt ans et je vous laisse à penser qu'elle émotion ce nous fut, quand nos vieilles moustaches se rencontrèrent. Quelques mots échangés, de muets serremments de main, racontèrent ce *longum ævi spatium* qui nous avait blanchis tous les deux.

Bientôt après, nous étions assis à sa table hospitalière dont les honneurs nous furent faits par une charmante jeune fille, grandie loin de lui, et qui partage seule, aujourd'hui, le volontaire exil de son père,

Cependant le soleil avait alors dissipé jusqu'aux dernières vapeurs du matin et ses rayons, inondant les campagnes lointaines, nous conviaient à reprendre notre route,

Nous partîmes. — Attelés, tant bien que mal, aux tarentass du pays, de légers chevaux endiablés, nous

firent, tantôt gravir, tantôt descendre au petit galop, les pentes raides des vallons. — Le chemin, déroulant ses capricieux lacets, par les prairies et les bois, franchit, — ici, sur des ponts rustiques, les torrents qui s'échappent des cîmes voisines, — là, s'engage entre deux murailles de granit, pour traverser, ensuite, de modestes hameaux où, sur le seuil des chaumières, vieilles femmes et jeunes filles babillent à qui mieux mieux, en remuant, de leurs doigts agiles, de menus fuseaux, autour desquels s'enroulent le lin, la laine ou la soie.

Saluez-les, mesdames, ce sont les pauvres dentellières du Velay, celles dont l'industrie, bien peu lucrative cependant, lutte, avec quelque succès encore, contre l'invasion des Malines, des points d'Angleterre et de Venise.

Coiffées de petits feutres plats, ornés de jais et pareils à des assiettes creuses, renversées, les genoux ramenés à la hauteur de la poitrine, elles inclinent leur tête chenue ou leur chevelure blonde sur le carreau (c'est le nom de l'appareil) où naît, de milliers de fils enchevêtrés, l'écharpe aérienne que, frileuses et coquettes, vous jetterez plus tard, en une nuit de bal, sur vos blanches épaul'es.

Nous considérons, d'un œil curieux, ces ouvroirs en plein air et les voyant, si chétifs et si ignorés, produire de telles œuvres de patience, d'habileté et de goût, je songeais à cette loi mystérieuse des choses qui veut que, de coquillages perdus dans le sein des mers, sortent et la pourpre impériale et la perle des Cléopâtre ; des entrailles d'un insecte rampant, les plus brillants tissus, du limon de la terre, les fleurs éclatantes, comme aussi d'une gangue grossière, l'or et le diamant et des flancs d'une nuée livide, l'éclair qui illumine l'espace.

J'en étais là de cette rêverie, lorsque, soudain, au

détour de la route, se dressèrent, devant nous, dominant de leur masse la contrée tout entière, deux hautes tours carrées au pied desquelles s'agenouillaient confuses, pressées et timides, de petites maisons aux toits rouges.

Ces tours que surmontaient autrefois des flèches hardies, ce sont celles de la Basilique que fit édifier en 1344, sur les plans de l'architecte Provençal, Hugues Morel, un pape français, non l'un des moins glorieux qui aient régné sur la chrétienté,

Je vous le nommerai bientôt, quand nous remonterons ensemble le cours des âges, pour suivre, dans ses destinées orageuses, ce qui fut autrefois la riche et puissante Abbaye de la Chaise-Dieu.

Pendant plus d'une demi-heure, le colosse que ne quittaient plus nos regards, sembla, par cette sorte de mirage des montagnes, fuir devant nous et nous échapper, quand nous y croyions toucher.

Nous l'atteignîmes enfin et bientôt nous gravissions les cinquante-huit marches conduisant sous la porte ogivale, à triple voussure, divisée par un trumeau où, sous un dais mutilé, se présente S^t-Robert, fondateur et premier abbé du monastère.

Il a souffert certainement des injures du Temps ; mais bien plus encore de celles des hommes : *Tempus edax, homo edacior*, — et son lamentable aspect, en préparant l'esprit du visiteur aux ruines qu'il va trouver semées sous ses pas, redit cette navrante et éternelle démente de l'humanité qui semble n'enfanter que pour se donner, un jour, le criminel plaisir de détruire.

Dans les niches du Tympan, se voyaient trois autres personnages. — Ils ont disparu. — Leurs pieds reposaient sur un bandeau où se devinent les traces

d'un bas-relief représentant l'entrée de Jésus à Jérusalem, le jour des Rameaux : « Une guirlande de feuilles court le long des crêtes et les angles des portes sont adoucis par des écoinçons également travaillés.

Les trois voussures qui divisent l'arcade sont ornées de groupes : un chœur d'anges, tenant des lyres et des cithares, se blottit sous la voussure de gauche ; les patriarches et les prophètes peuplent celle de droite ; tandis que les apôtres et les Docteurs occupent celle du milieu. Et, toutes trois reposent sur des dais richement sculptés, abritant autrefois aussi des statues. Nous savons que c'étaient celles de Clément VI et des cardinaux ses parents.

Le 1^{er} août 1562, lors des guerres de religion qui ensanglantèrent la contrée, elles furent brisées par les Huguenots.

Je ne veux pas pousser plus loin cette aride description, ni risquer de fatiguer, dès maintenant, par de trop menus détails, vos oreilles et votre imagination ; ceux dans lesquels je me suis cru obligé d'entrer vous doivent donner une suffisante idée de la physionomie extérieure du monument.

J'ai hâte de vous en faire franchir le seuil.

Il mesure 76 mètres de longueur sur 24 de largeur et 18 de hauteur et se termine par cinq chapelles absidales

Vingt-deux piliers de forme octogonale supportent les voûtes et séparent, de ses collatéraux, le vaisseau central dont le vaste cintre surbaissé est d'une grande hardiesse architecturale.

Les trois nefs sont d'égale hauteur et leur ensemble revêt, par la pénétration des nervures dans les colonnes privées de chapiteaux, un caractère de correction, de gravité et d'ampleur que tempèrent, seules, la richesse

ornementale et les peintures polychrômes des clefs de voûte, presque toutes aux armes de Clément VI.

Un demi-jour mystérieux pénètre sous ces noirs arceaux par les verrières de l'abside et les fenêtres à un seul meneau, très hautes et très étroites imposées par la multiplicité des contre-forts. Cela est sombre comme un caveau funéraire et une sorte de religieuse terreur semble sortir de ces murs qui ont vu, durant des siècles, s'incliner sous le vent des cantiques, tant de fronts qui se sont relevés ensuite, ceints de la mitre ou de la tiare.

Tel est, à l'intérieur, dans ses grandes lignes, l'aspect de l'édifice.

Pénétrons maintenant dans le Chœur, sur le pourtour duquel se développent 156 stalles, œuvre d'un sculpteur flamand. — Le goût et la richesse de leurs ornements les ont placées au rang des boiseries les plus vantées, — si bien, — et ce sera en faire le plus bel éloge, — qu'on a pu les comparer à celles d'Amiens. L'artiste qui, d'un savant et spirituel ciseau en a fouillé le chêne, a donné libre carrière à cette verve caustique et naïve à la fois, qui caractérise l'esprit du XII^e siècle. On y voit des têtes d'hommes aux oreilles de chauve-souris, des bustes humains avec un arrière-train de pourceau, des enfants à califourchon sur des animaux fantastiques, un auvergnat conduisant un âne, etc.

Pourquoi faut-il qu'un vandalisme aveugle ait déshonoré, par d'inutiles mutilations, ces chefs-d'œuvres d'ingéniosité et de goût ?

La hache et le marteau ne lui ont même pas suffi. — Vous cherchiez vainement, en effet, à sa place, près de l'autel, le trône de Jacques de Saint-Nectaire, morceau capital de ce vaste travail. — Il n'est plus ; — on

en fit, il y a 100 ans, du bois à brûler pour chauffer des chaudières à salpêtre.

Ces fureurs iconoclastes ont toutefois épargné les magnifiques tapisseries que fit suspendre, au-dessus des stalles, le 17 août 1518, ce même Jacques de Saint-Nectaire, dernier abbé régulier du Monastère, surnommé, un peu ambitieusement sans doute, le Léon X de la Chaise-Dieu.

Les chroniques de l'abbaye que conserve, avec un soin jaloux, la Bibliothèque de Brioude, portent qu'elles furent exécutées à Arras, sur les dessins de Taddeo Gadi, peintre italien, envoyé par Clément VI pour dissimuler, sous des fresques élégantes, la nudité trop austère des hautes murailles.

Mais cette mention des chroniques est contestée par des critiques compétents qui croient reconnaître, dans les tapisseries, dites *historiées*, le caractère et le dessin très-marqués de l'Ecole flamande.

Ourdies, à haute lisse, comme toutes les tentures, en moyenne, de 6 à 8 mètres de largeur, et trois de hauteur. Elles représentent la vie entière de J. Christ : le Messie promis.

Les Prophéties et leur accomplissement sont mis en présence ; — la figure et la réalité sont réunis dans le même tableau, richement encadré de feuilles, de fleurs et de pampres chargés de fruits, d'un vif coloris.

L'Académie d'Amiens compte, dans ses rangs, d'érudits antiquaires qu'intéresserait vivement l'étude de ces œuvres d'art et que je voudrais — (présomptueux que je suis !) — décider à faire un voyage qu'ils ne regretteraient peut-être pas.

Jamais plus suggestive évocation des âges disparus

ne se put rencontrer qu'en ces lieux où, dans son éternel silence, la mort parle si haut encore.

Voici, en effet, devant nous, au centre de ce chœur, une large dalle de marbre noir sur laquelle repose, taillée dans un bloc dont la blancheur, en dépit des ans, rappelle le plus pur Carrare, une statue de haut relief. C'est celle de Clément VI, quatrième pape d'Avignon qui, de son vivant, en avait fait ciseler les traits sous ses yeux, pour léguer aux générations à venir sa ressemblante image. Vaine et chimérique précaution !

Quand les passions politiques ou religieuses sont déchainées, ni la majesté de la mort, ni le culte de l'art ne sauraient arrêter leur rage dévastatrice.

Deux siècles, en effet, ne s'étaient pas écoulés que les Huguenots, en 1562, envahissant le monastère, brisaient, sans pitié, le visage, les pieds et les mains du Pontife, jusqu'aux draperies flottantes brodées d'or de son royal manteau et renversaient l'ensemble du monument.

Déplorons tous, Mesdames et Messieurs, ces irréparables destructions. Qu'elles soient écrites sur le vélin, ou gravée sur l'airain et le marbre, rien ne saurait remplacer les pages arrachées au livre de l'histoire, aux annales du Génie humain.

Les archives du Vatican — et nos regrets n'en peuvent être qu'avivés, — nous apprennent que l'effigie de Clément VI n'avait pas été jetée solitaire sur son mausolée. Ce pape avait voulu que le sculpteur du nom de Pierre Roye rangeât, autour de lui, comme une garde d'honneur, ses deux frères, ses neveux, au nombre de 15, tous cardinaux ou évêques (le népotisme est de tous les temps), de nobles dames et de puissants

seigneurs, leurs maris, en tout, quarante-quatre personnages.

Vous m'en voudriez, sans doute, Mesdames et Messieurs, si je vous conduisais hors de cet édifice où je ne vous ai que trop longtemps retenus, à votre gré, avant d'avoir, quelques instants, arrêté vos regards sur l'un des plus saisissants témoignages de ce que fut l'esprit du moyen-âge.

L'école réaliste moderne n'a rien osé rêver, j'en suis sûr, d'aussi impitoyablement railleur, d'aussi féroce-ment ironique et libre que les fresques s'étalant en traits rouges, jaunes et gris sur le mur du collatéral nord. L'humidité glaciale qui ronge cette partie de l'édifice, donne déjà le frisson de la tombe et c'est merveille comme cela s'harmonise avec la pensée du peintre inconnu qui conçut et exécuta, d'un pinceau mordant et hardi, cette sarabande du Trépas.

Approchons-nous! — Sur une longueur de 26 mètres, plus de 60 personnages, mesurant 1 mètre de hauteur, se déroulent en une ronde funèbre.

Vous avez devant vous la danse macabre! Papes, abbés mitrés, princes, belles jeunes filles et vieillards décrépits, riches seigneurs et mendiants sordides, hommes d'armes et marchands, poursuivis par des squelettes au rictus moqueur, y figurent confondus et suppliants, — et la mort donne le branle!

L'idée d'une telle danse est juste et vraie, écrivait Saint-Marc Girardin, à la suite d'une visite qu'il fit, en 1854, à l'église, selon lui, admirable, de la Chaise-Dieu.

« Le monde, — c'est lui qui parle, — le monde est
« un grand bal, c'est toujours la Mort qui le mène. —
« Ces danseurs de tous rangs et tous états, que sont-ils?
« Des mourants, — à plus ou moins long terme. —

« Voici un enfant qui vient au monde, bien désiré, bien
« attendu, bien chéri. — Vous appelez cela *naître*, mot
« charmant aux oreilles maternelles. — Si vous com-
« prenez la poésie de la danse des morts, il *ne naît pas* ;
« il entre dans cette longue chaîne de danse qui
« traverse le monde d'un abîme à l'autre ; — de l'abîme
« qui précède la vie à l'abîme qui la suit : chœur
« immense qui s'agite, qui tourbillonne, qui se replie
« sur lui-même, sans pouvoir échapper, quels que
« soient ses replis et à quoi qu'il se cramponne en
« passant, — à l'élan terrible et inexorable que son
« conducteur lui imprime.

« Dansez donc, qui que vous soyez, rois, capitaines,
« prêtres, courtisanes, savants, vous irez à l'abîme et
« le monde n'en sera pas changé. »

Saint Saëns s'était-il inspiré de ces lignes ou bien le génie amer d'Holbein avait-il soufflé sur lui, quand il composa, à son tour, cette danse macabre que vous connaissez tous ? Je ne sais ; mais je considère comme l'une des plus originales et des plus douloureusement pénétrantes de la musique contemporaine, cette mélodie d'un rythme ricanant, où la cadence semble marquée par le cliquetis des squelettes, entraînant dans un vertigineux tourbillon, vers leur suprême asile, les victimes désolées qu'ils ont touchées de leur doigt décharné.

Si la pensée de nos fins dernières, est chose salutaire, dirait un prédicateur, ce n'est point une raison pour en abuser. Aussi dussiez vous me reprocher de n'avoir point, au passage, assez appelé votre attention sur le monumental buffet d'orgues qui, soutenu par deux cariatides géantes et couronné par deux anges

dont les ailes éployées effleurent le sommet même de la voûte centrale, est l'une des plus étonnantes productions de la statuaire, je ne vous en arracherais pas moins à la hantise de la mort qui règne ici en souveraine, pour vous faire retrouver, au dehors, la vie et la lumière, le ciel bleu et les verdoyants horizons.

D'ailleurs, par la porte entrouverte, les rayons, déjà très obliques, du soleil, pénétrant sous les voûtes sombres du Temple, nous avertissent de la fuite rapide des heures. Il est temps de descendre, si nous voulons traverser, l'esprit encore plein des visions du passé, les ruines du cloître, splendide construction de la fin du ^{xiv}^e siècle où se marient, dans une grâce robuste, le roman et l'ogive.

C'était un vaste parallélogramme dont deux côtés seulement subsistent encore. Le reste a lentement cédé à la pioche, enfin lassée, des démolisseurs, et vous retrouveriez, dans les plus pauvres demeures, formant la dalles du foyer, l'arceau de la fenêtre ou la margelle du puits, des pierres finement taillées, arrachées à ce qui fut autrefois la demeure des Bénédictins.

Le souffle des idées nouvelles, attisant les colères vengeresses d'une nation énivrée de s'être reconquise et assoiffée d'égalité, avait plus fait, en une année, pour déraciner ces monastères, séculaire asile de la piété et de la science, que les assauts répétés des bandes pillardes, que le feu du ciel ou l'âpre et continue morsure des frimas et des vents.

Secouée par la tempête ou incendiée par la foudre, l'abbaye Casadienne avait toujours su renaître de ses cendres ou cicatriser ses plaies et, quand c'était la guerre civile qui grondait, les moines, s'il le fallait, opposaient à l'ennemi, la résistance des armes. Ils

soutenaient des sièges et la *Tour Clémentine*, que nous apercevons adossée au chevet de l'Eglise, semble raconter les exploits de ces fils de Preux, héritiers de leur vaillance et s'improvisant chevaliers pour défendre leur couvent. Sorte de donjon formidable, avec ses créneaux et ses machicoulis obtenus, comme ceux du Palais des Papes à Avignon, au moyen de grands arcs reposant sur les contre-forts, cette tour s'ouvre par une porte en accolade sur la troisième chapelle de l'abside.

Haute de 70 mètres. comme ses sœurs aînées de la façade, elle servait de grenier d'abondance ; — elle avait son puits, son four et l'on montre encore le moulin à bras qui servait en cas de siège. — Le Trésor Abbatial y était aussi conservé.

Ce que fut, dans son ensemble, l'abbaye de la Chaise-Dieu, vous le savez, Mesdames et Messieurs.

Et maintenant, hâtons-nous ! — Ragaillardis par un repos mérité, le rustique attelage qui nous a conduits, piaffe, d'impatience, sur la place du couvent.

Lorsque nous aurons, à travers une série d'ondulations boisées, atteint les crêtes voisines, à partir desquelles la route va s'incliner rapide vers Brioude, laissant à gauche, le castel de Berbezit, vous voudrez bien faire avec nous. une halte de quelques instants.

Alors, de la vaste clairière d'où se peut, une dernière fois, apercevoir la vieille et fière Eglise que n'éclairera plus qu'une lueur crépusculaire confondue avec la naissante clarté de la lune, — nous lui adresserons de mélancoliques adieux. — L'heure et le lieu seront bien choisis.

Contemplez-la, en effet, et dites-moi si ce n'est point l'un des plus impressionnants spectacles qu'il soit donné au touriste de rencontrer sur notre terre de France,

que celui de cette cathédrale (car c'en est une par les proportions) se dressant, avec la majesté triste des royautes déchues, au milieu de ces mornes solitudes, comme pour commander aux monts d'alentour et porter, vers le ciel, la constante et muette prière de ceux qui reposent sous ses dalles.

Certes, les magnifiques merveilles d'architecture romane ou gothique que nos aïeux ont semées, d'une main prodigue, sur le sol de la Patrie à Paris, à Reims, à Amiens, à Bourges, à Toulouse sont encore de plus sublimes symphonies de pierre et elles proclament plus haut, sans doute, la puissance du génie humain ; mais le cadre en est moins solennel.

Autour d'elles en effet, c'est la vie prosaïque et bruyante des cités populeuses qui s'agite ; sceptiques et affairées, les foules emplissent leurs parvis de mesquines clameurs et ils sont bien rares, ceux qui, passant tout petits, auprès d'elles si grandes, savent y voir, avec Victor Hugo, « une sorte de création « humaine puissante et féconde comme la création « divine dont elle semble avoir dérobé le caractère : « Variété et Eternité. »

Sur les hauteurs que nous quittons, tout est, au contraire, majestueux et calme. Si des voix se font entendre, ce sont celles du vent qui se lamente dans les forêts voisines, du torrent qui mugit en roulant sur son lit de rochers ou des cloches appelant les fidèles à la prière. Au loin, c'est une noire ceinture de sapins, et, tout près, la poésie qui se dégage des débris du passé.

Là, rien ne dispute, à l'âme, l'indépendance de son vol et c'est d'un large coup d'aile que, gagnant les hauteurs sereines de la pensée, elle plane au dessus des vulgaires intérêts de ce monde et aperçoit, dans la

vieille basilique, comme un héroïque défi jeté au temps et à la nature par la Foi du moyen-âge.

L'histoire de l'abbaye de la Chaise-Dieu est l'une de celles où se révèle le mieux la puissance créatrice de cette gigantesque époque.

Qu'il me soit permis, ici, de la résumer à grands traits.

Il existait, autrefois, dans une petite ville d'Auvergne gracieusement assise en terrasse sur les bords de l'Allier, une institution remontant au ^{vi}^e siècle et que 89 a emportée comme l'un des derniers vestiges de la féodalité. C'était celle des comtes de Brioude.

Se recrutant exclusivement dans les rangs de la noblesse, ils avaient, à l'origine, pour mission de protéger par la prière et l'épée, l'Eglise bâtie, en 780, telle qu'on la voit aujourd'hui, par Béranger d'Aquitaine en l'honneur de Saint-Julien soldat martyr de la Légion Thébaine, décapité non loin de là.

Ces comtes de Brioude constituaient donc un ordre religieux et militaire à la fois, le plus ancien, dit-on, de la chrétienté et qui aurait même servi de type aux Templiers et aux Chevaliers de Malte.

Leurs privilèges et leurs prérogatives étaient immenses. Louis-le-Débonnaire, par une Charte de Juin 825, les déclara à perpétuité, exempts de toute juridiction royale et de toutes charges. Le droit de battre monnaie leur fut même conféré.

Plus tard, l'ordre prit le nom de « *Chapitre de Brioude* » et il put s'enorgueillir d'avoir compté, parmi ses membres, des hommes tels que Grégoire de Tours, Pierre le Vénérable abbé à Cluny, les papes Clément VI et Grégoire XI, puis plus près de nous, Segonzac, évêque de Luçon, ami de votre Gresset qui lui a dédié son

Carême impromptu. et le cardinal de Bernis qui, aux reproches que lui faisait Madame de Pompadour de l'avoir tiré de la poussière, répondit qu'on ne tirait pas de la poussière, un comte de Brioude.

J'ai, à dessein, omis Mesdames et Messieurs, parmi ces illustrations très-inégales et très-diverses, celle dont l'aristocratique Chapitre eût pu être, à bon droit, le plus fier, si la renommée, comme la reconnaissance se mesuraient toujours à l'héroïsme des sacrifices, à la grandeur des difficultés vaincues et des services rendus à l'humanité.

Le 28 décembre 1043, il y a juste aujourd'hui 852 ans, un homme jeune encore, Robert d'Aurillac, issu des comtes de Poitiers, quittait le Chapitre de Saint-Julien, dont il était Chanoine-Trésorier pour se retirer, épris d'idéal divin, emporté par l'ardeur de l'apostolat, dans l'inhospitalière région à laquelle il devait bientôt donner le nom de *Casa Dei*, Maison de Dieu.

Deux anciens compagnons d'armes de son père, Etienne et Delmos, fatigués, dit la Chronique, de guerre et de débauche, voulurent partager sa retraite.

Les trois nouveaux ermites ne rencontrèrent pour tout refuge, sur ces plateaux couverts d'impénétrables forêts, qu'un petit oratoire délabré, consacré par l'Evêque Numace aux Martyrs Vital et Agricole.

Ils s'y abritèrent jusqu'à ce que des cellules d'argile et de feuillage se fussent élevées tout autour.

Des disciples survinrent, tous d'illustre naissance, qui peuplèrent ce monastère embryonnaire, défrichèrent les vastes étendues, généreusement abandonnées par deux chanoines du Puy et répandirent, au sein de populations à demi-sauvages, encore attachées au culte des Druides, la semence de l'Évangile.

Autorisée par Rencon, évêque de Clermont, favorisée des bulles du pape Léon IX, enrichie, de privilèges royaux, par Henri I^{er}, Philippe I^{er} et Philippe III, l'Abbaye était fondée. — Elle allait obéir à la règle de Saint-Benoit dont Robert, avant d'exécuter son violent dessein, était allé étudier l'esprit et la discipline au Mont-Cassin dans les Abruzzes.

Le 16 août 1067, il mourait et son corps fut inhumé dans la chapelle romane qu'il avait fondée.

Vingt-quatre ans lui avaient suffi pour édifier ou restaurer, dans la province, plus de 50 églises et assembler autour de lui, 300 moines Bénédictins.

L'église devait compter, un jour, parmi ses saints; le premier abbé de la Chaise-Dieu. — Les miracles, en effet, se multiplièrent sur sa tombe et les chroniques, avec une naïveté charmante, racontent « que les anciens « du couvent, soucieux de la ferveur des moines, « prièrent Robert de ne plus faire de prodiges à l'heure « des offices ».

Ce renom de sainteté continué par les huit premiers abbés qui succédèrent au fondateur, appelèrent sur l'Abbaye les faveurs des grands de la terre. Les villes épiscopales lui demandèrent ses moines pour en faire des évêques, les plus puissants seigneurs se déclarèrent ses vassaux et sa domination, franchissant nos frontières, s'étendait jusqu'aux prieurés de Burgos, de Castille et d'Aragon qui, jusqu'en 1436, lui restèrent soumis. — Elle reçut la visite d'Urbain II — et, Innocent II proscrit et errant à travers la France, y vint chercher un refuge.

Ce fut une ère de prospérité glorieuse dont bénéficia l'Auvergne dotée, vers la fin du xii^e siècle, des belles

églises romanes d'Orcival, de Chantenghes, d'Auzon, etc.

Eh bien ! Cette splendeur n'était, pour ainsi dire, que l'aurore de destinées plus brillantes encore. .

Voici venir, en effet, un enfant qui, à l'âge de 10 ans, frappe à la porte du couvent et demande à revêtir la bure du religieux. — On l'accueille. — Son nom est Pierre Roger de Beaufort. — Il sera plus tard, le 7 mai 1342, le pape Clément VI, après avoir, tour à tour, été abbé de Fécamps, évêque d'Arras, cardinal-archevêque de Sens et de Rouen, Proviseur de Sorbonne, Garde des sceaux de France et conseiller du roi Philippe VI de Valois.

Politique habile autant que hardi, il se vit, un moment, l'arbitre des peuples et des rois et sa cour qu'illustra Pétrarque, devint le foyer des lettres et des arts.

Parvenu au faite des honneurs Pierre Roger n'avait point perdu de vue le berceau de sa vocation monastique. — Le grand pape se souvint du petit novice et il voulut revoir les murs à l'ombre desquels il avait grandi.

Trois siècles avaient passé sur l'humble édifice qui avait servi d'abri à Saint-Robert et à ses disciples.

Battue en brèche par les ans, les intempéries et la main des hommes, trop étroite pour les désabusés de la vie qui venaient y chercher le repos et l'oubli, la première Abbaye avait fait craquer son enceinte.

Clément VI ordonna qu'elle serait reconstruite et, dès 1343, un an après sa promotion au pontificat, il fit, sur l'emplacement de la chapelle romane de Saint-Robert, jeter les fondements de la Basilique actuelle.

Les travaux en furent poussés avec une activité telle qu'en 1350, elle était achevée, décorée de fresques et ornée de tableaux exécutés par le peintre ordinaire du Pape dont les libéralités ne s'élevèrent pas à moins de 30.000 florins, c'est-à-dire à près de 2 millions de francs de notre monnaie.

Deux ans après, le 6 décembre 1352 Clément VI mourait à Avignon et ses dépouilles mortelles étaient déposées dans le mausolée, à demi détruit, que nous admirions, il y a quelques instants.

Après lui, Grégoire IX, son neveu, terminait son œuvre. Par son testament du 13 mai 1374 il demanda à être, lui aussi, inhumé à la Chaise-Dieu.

Moins heureuse que les peuples qui n'ont pas d'histoire, l'Abbaye Casadienne eut la sienne dont les pages sont ensanglantées par les guerres de religion.

Jetons, en passant, un voile sur ces tristesses pour retrouver les Bénédictins de la Chaise-Dieu sous la main despotique de Richelieu qui se nomma, lui-même, leur abbé, afin de les mieux dépouiller au profit de la congrégation de Saint-Maur.

Dès lors, privilèges, chartes, titres de souveraineté, vieux souvenirs de gloire, tout fut effacé et la vie cénotique des Casadiens se poursuivit sans éclat dans le recueillement de la prière et de l'étude, — jusqu'au jour où la tourmente révolutionnaire vint chasser, comme une poussière, les moines de leurs cellules, arracher les statues de leur socle de granit, mutiler les tombeaux et renverser le cloître.

Six ans auparavant, le 9 juin 1786, le héros de la scandaleuse affaire du Collier était venu expier à la Chaise-Dieu, sa stupéfiante audace, l'impertinente

dépravation de ses mœurs et ses criminelles prodigalités.

Ce personnage, en qui se résumaient les abus et les vices de son temps, vous l'avez tous nommé : c'était Louis de Rohan-Guéménée, cardinal-évêque de Strasbourg dès l'âge de dix-sept ans, Proviseur de Sorbonne, ancien ambassadeur à Vienne, grand aumônier de France !

Peu fiers du nouvel hôte que leur imposait la dignité royale offensée, les religieux, sans se laisser éblouir par l'éclat de son nom, refusèrent de le recevoir dans l'enceinte même de l'Abbaye. — Ils lui firent bâtir, en toute hâte, près de la façade de l'église, à droite, une maison de très bourgeoise mine que l'on voit encore.

L'Ermite improvisé subsistait là dedans. — Il y devint gros et gras, si bien qu'il ne montait plus qu'avec efforts, les cinquante-six marches qui, de son humble logis, conduisaient sous le porche.

Un jour que l'ascension semblait lui être particulièrement pénible, le père Prieur, qui ne manquait point d'esprit, paraît-il, lui cria plaissamment : Allons ! allons ! courage ! Monseigneur ! encore un coup de *collier* !

Que répondit le Monseigneur à cette mordante allusion ? L'histoire ne le dit pas et demeure muette d'ailleurs, à compter de ce jour, sur l'Abbaye Casadienne.

Vous n'en serez point fâchés, Mesdames et Messieurs, car son silence va marquer la fin de cette lecture que je vous avais promise très courte (serment d'académicien) et qui a dû vous paraître très longue.

Découronnée aujourd'hui, lasse des agitations d'antan et comme fatiguée de renommée, la Chaise-Dieu semble se recueillir et il la faut voir, à travers les brûmes dorées

du souvenir, à l'ombre de son antique basilique, pour que sa physionomie échappe à la banalité des bourgades ordinaires.

L'hiver, elle sommeille sous les neiges pour s'éveiller, sans trop de bruit, l'été, au passage des touristes, admirateurs de la belle nature ou archéologues convaincus.

Ces visites d'étrangers sont autant de bonnes fortunes pour les indigènes et les modestes fonctionnaires du chef-lieu de canton qui, n'éprouvant pas pour la solitude, la vocation de Robert, n'ont, pour se consoler de leur exil, que les lointaines excursions et les profanes plaisirs de la table. — Car, l'on fait bonne chère à la Chaise-Dien ; les clairières des bois abondent en morilles et en cèpes savoureux, les genévriers y nourrissent, de leurs baies parfumées, des légions de grives, le vol capricieux des bécassines anime les humides prairies d'alentour et les eaux claires des torrents sont peuplées d'écrevisses et de truites.

Dans un voyage qu'il fit, il y peu d'années, en cette partie de l'Auvergne, l'un de nos plus aimables et spirituels confrères eut très agréablement lieu de s'en convaincre.

Comme c'est, en même temps, un érudit, je gage qu'il n'eût pas craint de rencontrer errant, à travers les cloîtres déserts, l'un des doctes disciples de Saint-Benoit et de s'entretenir, avec lui, des choses du passé qu'il connaît si bien.

Mais, hélas ! les Bénédictins ont, pour toujours, déserté ces après régions qu'ils avaient fertilisées de leurs bras et appelées à la vie intellectuelle.

Et si, là, comme ailleurs, auprès du vulgaire ignorant, leur nom survit à leur grandeur évanouie, ils le doivent,

croyez-moi, bien moins aux savants in-folios d'autrefois ou au moderne spécilège de Solesmes, qu'à l'exquis témoignage qu'ont laissé, de leur sollicitude pour le bonheur de l'humanité, les *moines de Fécamps*.

L'hygiénique liqueur, qui porte leur nom, ne posséderait-elle pas, en effet, prise après le repas, ce don merveilleux, d'incliner, par une digestion facile, l'esprit à la bienveillance, le cœur aux généreux sentiments et de nous prédisposer ainsi à l'optimisme? — Or, quel temps eut jamais, plus que le nôtre, besoin d'optimisme, c'est-à-dire de confiance en l'avenir, d'indulgence pour le présent?

J'ai parlé d'indulgence! Vous voudrez bien, Mesdames et Messieurs, m'en réserver une large part, quand vous reverrez, par l'imagination, ce coin d'Auvergne où je vous ai conduits.



COMPTE RENDU
DES
TRAVAUX DE L'ANNÉE

Par le Secrétaire Perpétuel

MESDAMES,
MESSIEURS,

Un homme d'esprit, familier de la reine Elisabeth, interrogé un jour par elle sur ce qui s'était passé dans une séance du Parlement Anglais, répondit : « Ce qui s'est passé, Madame? Trois heures ». Nous donnerions une idée non seulement imparfaite, mais très injuste de notre Société, si, à qui nous demanderait ce que nous avons fait cette année dans notre Académie, nous répondions : Une douzaine de séances. La quantité de ces séances importe peu. La qualité seule offre de l'intérêt, et vous allez être en mesure de juger de la valeur des nôtres par le compte rendu des diverses études auxquelles nous avons consacré notre temps.

L'une d'elles porte sur la question qui de nos jours préoccupe vivement et à juste titre les meilleurs esprits : les moyens d'améliorer le sort des ouvriers. M. Oudin nous a lu sur ce sujet, à trois reprises différentes, un travail très documenté. Il y apprécie un ouvrage de M. Béchaux, professeur d'Economie politique : « Tout le monde, dit-il en commençant, est d'accord sur un point et admet qu'une solution et une solution prochaine

s'impose ; mais, ceci concédé, des difficultés surgissent de toutes parts. Au nom des ouvriers, des prétentions certainement exagérées se produisent et, à l'appui de ces thèses, des faits d'une gravité inouïe, des attentats criminels sur les personnes et sur les choses jettent l'effroi et retardent l'étude de cette grave situation. »

Notre collègue nous rappelle d'abord les causes de ces nouvelles exigences. Depuis que les moyens de production se sont transformés et que le travail en grand atelier s'est substitué aux petits métiers et aux industries domestiques, on a vu s'établir par voie de conséquence la liberté du travail. Mais cette liberté a entraîné avec elle des abus de toute sorte, si bien que dès 1802 Robert Peel poussait le premier ce cri : Sauvez les enfants ! que plus tard J. Simon écrivait : l'Ouvrier de huit ans, et que Le Pley signalait avec insistance la désorganisation de la famille dans les milieux industriels. Alors dut intervenir et intervint l'Etat. Il s'efforça de remédier aux abus, sans y réussir assez, toutefois, au gré des intéressés qui alors réclamèrent bruyamment et parfois violemment des réformes.

Dans une série de chapitres, l'auteur, après avoir parlé du travail des ouvriers, de la législation internationale qui le régit, examine les questions relatives au salaire, à l'épargne, au crédit, aux accidents du travail, aux syndicats, aux caisses pour la vieillesse, et enfin passe en revue les différents systèmes de représentation politique des ouvriers.

Problèmes très compliqués, qui exigent d'autant plus de recherches minutieuses et d'expériences délicates qu'ils comportent des solutions diverses selon les temps et les pays. En beaucoup de points une réglementation uniforme pour tous les peuples produirait par

des effets dissemblables de choquantes et désastreuses disparates. Veut-on, par exemple, s'occuper de la fixation des heures de la journée de travail ? Pour la déterminer il faut tenir compte, entre autres choses, des mœurs, de la force physique des habitants de chaque pays. L'Anglais fournit en huit heures une tâche supérieure à celle que fournit l'Italien en douze heures. Une législation internationale unique condamnerait certains peuples à une constante infériorité. Sous prétexte d'égalité on aboutirait à une inégalité ruineuse. L'Européen en soi n'existe point, pas plus que l'homme en soi. Les Européens sont des Anglais, des Russes, des Français, dont les habitudes, les besoins, les ressources, les aptitudes diffèrent, et dont les lois économiques doivent aussi différer. D'ailleurs une réglementation internationale, en cette matière comme en bien d'autres, rencontrerait de sérieux obstacles. Elle imposerait une sanction, elle exigerait une surveillance réciproque.

Evidemment il est précieux de trouver l'occasion d'avoir quelques fonctionnaires de plus, mais voyez-vous les inspecteurs de Berlin se présenter dans nos usines françaises et traiter avec la bonne grâce, la bienveillance, la délicatesse que nous leur savons, nos industriels animés à l'égard du visiteur de la sympathie et de la patience que nous leur connaissons. Et tout cela pourquoi ? Pour assurer la paix sociale. Eh ! nous avons déjà assez de prétextes de conflits, le besoin ne se fait pas sentir d'en créer de nouveaux.

Dans chacun des chapitres de l'étude que nous analysons, nous sommes en présence de difficultés analogues et nous avons à constater combien les meilleures théories, les plus nobles, les plus généreuses, les mieux concertées, laissent hésitant quand on en vient à l'ap-

plication, quand il s'agit surtout de certaines applications réclamées cependant par les intéressés d'une manière aussi impérieuse qu'ardente.

Ainsi quoi de plus désirable que d'assurer à l'ouvrier une vieillesse tranquille. Voilà un homme qui pendant quarante ou cinquante ans, modèle de travail et de probité, a réussi, à force de bon ordre et de sobriété, à se soutenir lui, sa femme et ses enfants. Il a lutté vaillamment pour la vie, pour la sienne, et pour celle de sa nombreuse famille. Mais un jour il s'aperçoit avec angoisse que sa marche est moins assurée, que sa vue baisse, que ses forces trahissent son courage et que son vieil outil tremble dans ses vieilles mains défaillantes. Quelle triste constatation pour cet homme ! navrante comme la perspective qui s'offre à lui ; car la peine que nous éprouvons tous d'assister à notre décadence, de voir en nous la vigueur diminuer, l'éclat se flétrir et l'ardeur s'éteindre, à sentir que nous quittons peu à peu le monde et que peu à peu le monde nous quitte, cette peine s'aggrave pour l'ouvrier de la crainte d'un avenir redoutable. Son outil c'est son arme à cet homme, l'arme avec laquelle il a pu se défendre lui et sa compagne contre la misère, et désormais il est désarmé..... Cette situation n'est-elle pas émouvante ? En effet on s'en émeut. C'est l'honneur de notre temps d'éprouver à un haut degré en face de toute souffrance humaine cette grande compassion qui soulève dans les cœurs d'inépuisables générosités. Elle témoigne de la vivacité du sentiment qui convient si bien à nos sociétés démocratiques, qui leur offre, dans des sympathies réciproques et une mutuelle assistance, des ressources éminemment propres à les soutenir et à les pacifier, qui doit présider à nos institutions et en être l'âme pour les

inspirer toujours et ainsi les vivifier toujours, qui marque par son développement dans un pays l'existence du véritable progrès, je veux dire le beau et bon sentiment de la fraternité.

Sous l'empire de ces saines idées, on s'est préoccupé dans toute l'Europe de la vieillesse de l'ouvrier. En Allemagne, le législateur « a consacré par la loi du 22 juin 1880, l'assurance officielle et obligatoire contre la vieillesse. Toute personne, à partir de l'âge de 16 ans, dont le salaire ne dépasse pas 2.500 francs doit s'assurer. La cotisation se paie chaque semaine, au minimum 81,22, au maximum 171,62 par an. L'Etat verse annuellement par chaque pension liquide 50 Marks. La rente varie d'un minimum de 133 francs à un maximum de 138 francs. » C'est quelque chose, mais si peu. Et les socialistes de se plaindre que la rente allouée est trop faible, que la prime à payer est trop lourde, que l'âge de la retraite, (70 ans) est trop reculé. En France cette question est toujours à l'étude. M. Guyesse, dans un rapport dont le Parlement a été saisi, M. Leroy-Beaulieu, etc., parlent d'un demi milliard, et même de plus d'un milliard de rentes annuelles que l'Etat aurait à servir et qui exigerait le mouvement de 18, 20 milliards, et plus encore : gros chiffres qui donnent à réfléchir.

D'ailleurs, quelles que soient les résolutions auxquelles on s'arrête, il ne faut pas oublier que l'Etat n'a pas tout à faire, qu'il convient au travailleur de travailler à son aisance présente ou future, que le désir de l'épargne est un stimulant de l'effort et un moyen de moralisation. C'est au nom du bien moral de l'ouvrier, du respect dû à l'ouvrier, qu'il faut se garder, comme le demandent certains travailleurs honoraires, de lui

offrir ce qui ne serait qu'une aumône déguisée, blessante pour tous, pour le contribuable qui la donnerait sans bonne volonté, pour le destinataire qui la recevrait sans dignité.

Malheureusement, il est trop à craindre qu'on ne puisse pas prévenir toutes les misères. On en rencontrera toujours qui appelleront les secours de la charité privée. Est-ce un motif pour les uns de se décourager, et surtout pour les autres de s'attaquer comme le font nos anarchistes à toute législation ? Non. Il y a quelque chose de plus redoutable que les lois économiques les moins parfaites, c'est de les supprimer. Les lois qui régissent la nature en leurs mouvements produisent ça et là de terribles effets, ils sont moins terribles que le chaos. Si l'électricité est la foudre qui parfois écrase, elle est constamment une source bienfaisante de lumière, de chaleur et de force.

Au moins, quand il s'agit des lois économiques, avons nous le pouvoir de les améliorer. Nous en avons même le devoir. Il le faut pratiquer. Il faut le pratiquer, non avec les puérils effarements de la peur, et les préoccupations étroites d'un dur égoïsme, mais avec les sentiments élevés et généreux qu'inspire l'amour du bien général, sans oublier que la société, loin d'assurer aux uns tous les droits et aux autres tous les devoirs, assigne à chacun pour l'harmonie du bien et pour la paix des droits et des devoirs réciproques ; sans chercher à établir une égalité absolue, irréalisable tant qu'on tiendra compte de ce qui est nécessaire au succès, du génie qui crée, de l'esprit pratique qui applique, de l'habileté qui organise et administre ; sans méconnaître surtout que l'homme ne vit pas seulement de satisfactions matérielles. L'homme, il a besoin avant tout de

moralité, pour se garder de l'orgueil qui rend dur à l'égard de l'inférieur, pour se préserver du dépit et de la haine à l'égard de celui qui commande ; il a besoin d'indulgence pour ne pas se décourager dans ses efforts, et de patience pour ne pas rendre préjudiciable ce qui serait trop hâtif ; il a besoin de cette grande chose qui tend trop à diminuer, et sans laquelle pourtant rien n'est en sûreté, de cette sainte chose qui est le respect, le respect de la faiblesse qu'on soutient, de la misère que l'on soulage, le respect de l'autorité dont on dépend, de la direction dont on profite, le respect du Droit qui nous protège, de la loi qui nous défend ; il a besoin, en un mot, de vertu, et par conséquent, rappelons-le, de tout ce qui est le plus propre à l'inspirer, à la mettre en honneur et à la faire pratiquer.

Que d'améliorations, du reste, a inaugurées notre siècle en faveur des ouvriers. Dans une curieuse brochure d'un de nos membres honoraires, M. Flammermont, le savant très connu, nous lisons qu'en 1776, à Paris, des ouvriers se mirent en grève pour ne plus travailler que 14 heures par jour au lieu de 16. Nous avons depuis réalisé de sérieux progrès.

Ces progrès, la lecture de deux épisodes de l'histoire d'Albert de M. Daussy nous les montre très frappants.

Le premier de ces épisodes a pour titre : *Chevauchées de Maître Jean Gonnet*. Jean Gonnet était un lieutenant criminel de la Prévôté de Péronne, qui vint faire à Albert en 1633 une de ces tournées d'inspection, appelées chevauchées parce que le mauvais état des chemins à cette époque obligeait de voyager à cheval. Déjà en 1619 il avait parcouru le pays et avait interrogé maires, curés, prieurs, notables, tous rendus, par crainte de se com-

promettre, prudents et discrets, discrets jusqu'au mutisme. On lui avait seulement signalé le mauvais état de la prison, petite cage en bois, sans air et sans lumière : les portes en étaient les seules ouvertures. En 1633, quand il revient, ses premières interrogations n'ont pas plus de succès : tout est toujours pour le mieux dans le meilleur des pays. Cependant, à force d'habileté, il parvient à savoir qu'on y assassine dans ce pays modèle. On y a tué le ménestrier de Puisaumont dont la mort a dû faire autant de bruit que la victime en a fait de son vivant, on y a tué le maître d'école de Miraumont, le curé de Miraumont, toutes personnes qu'on ne supprime pas sans qu'on s'en aperçoive. Enfin le nombre des homicides avoués monte à 28. L'un d'eux avait été commis par le châtelain de Contalmaison ; naturellement il avait été l'objet d'un pardon royal : ce n'était qu'une peccadille de grand seigneur. Un second avait joui du même privilège. Et les 26 autres ? Les 26 autres étaient demeurés simplement impunis. Pour trois il y avait eu transaction. Ainsi, à Miraumont, après l'assassinat d'un des habitants, la principale intéressée transigea avec le meurtrier. Il est vrai que c'était la veuve, d'abord éplorée, comme il convient, puis sentant sa douleur se calmer et son désir de vengeance s'apaiser, quand on lui offre une somme d'argent suffisante : le moyen de trouver facilement un autre mari. Ce n'est pas à notre époque seulement qu'on a le sens pratique. — Ainsi étaient évitées bien des poursuites. En beaucoup de cas encore, le bailli s'arrogeait le droit de grâce. On le conjurait, ou on le menaçait lui et ses lieutenants, et surtout on payait, alors on s'arrangeait. Cela se passait en famille, mais n'en était pas plus rassurant, excepté pour les assassins qui jouissaient d'autant plus de l'impunité que

leurs crimes étaient plus horribles, car ils inspiraient davantage la terreur. Oh ! ce n'était pas précisément un séjour idyllique que celui d'Albert et des environs en l'an 1633.

Ce fut bien pis à partir de 1635, nous raconte M. Daussy, dans un second épisode : *La Guerre d'Espagne*. Le gouverneur de Picardie, duc de Chaulnes, à son retour d'Artois, s'établit à Miraumont. Les troupes livrent la contrée à un véritable pillage, et ne laissent après elles que peu de chose. Ce peu, c'est pour les Espagnols qui arrivent à leur tour et brûlent ce qu'ils ne peuvent emporter. Des villages entiers sont en ruine. C'était la guerre comme on la comprenait alors ; le meurtre, le pillage, l'incendie, etc. en étaient les droits. Souvent on ne payait les soldats qu'avec le butin, et ceux-ci, habitués à ce régime, le pratiquaient même à l'égard de leurs concitoyens : les 50 carabiniers français commandés par Pagès à Albert dans l'hiver de 1635-1636, s'y conduisent en vrais brigands. Cette ville, tour à tour prise et reprise, s'effondre peu à peu. Aucun de ses édifices actuels ne remonte à une époque antérieure. Il en est de même pour les villages environnants. Plusieurs ont complètement disparu. Le Traité de Wesphalie ne mit pas fin à ces horreurs. La ville d'Albert, renaissante, fut prise de nouveau et de nouveau incendiée ; le feu qui dévora l'église en 1638 fut si violent que les cloches fondirent.

Les Espagnols continuaient donc la guerre dans le Nord. A leur tête on voyait un nouveau général, et qui était-il ? Un Bourbon. « Le 2 août 1653, écrit M. Daussy, Condé vint à la tête d'une armée espagnole attaquer Albert et enlever la place. Dix ans auparavant il était encore à Albert, méditant la campagne que devait illustrer sa victoire de Rocroy sur les Espagnols. Singulière vicis-

situde, il était maintenant au même lieu, mais c'était contre la France que ce prince de sang royal tournait ses armes et son génie. Quelles réflexions devaient assaillir son esprit ! » Quelles réflexions, pouvons-nous ajouter, doivent assaillir le nôtre, quand nous voyons ce Bourbon passer à l'ennemi, présider aux pillages et aux incendies et travailler à la ruine de son pays. La France d'alors lui pardonna, le roi ayant consenti à oublier. Aujourd'hui il en serait autrement, nous n'aurions pas la même facilité de pardon. Parce que nous sommes moins généreux ? Nullement, mais parce que notre amour pour la patrie est plus profond, plus ardent, plus délicat ; parce que le crime de celui qui s'attaque à elle nous paraît aussi monstrueux, aussi flétrissant, d'une flétrissure indélébile, que le crime de l'enfant qui s'attaque à sa mère et que notre horreur pour un pareil forfait s'accroît de tout ce qui alimente la noble et belle flamme de notre patriotisme.

Les deux épisodes dont nous venons de parler font partie d'une histoire d'Albert publiée dans le cours de cette année. L'attachement que M. Daussy éprouve pour son pays, M. Le Vasseur, un autre de nos confrères, l'éprouve aussi à un haut degré pour le sien, pour la Normandie ; mais il l'exprime autrement. C'est en vers qu'il a fait les *Ephémérides Normandes* où il chante les principaux événements dont s'enorgueillissent ses compatriotes. Comme il nous le dit :

Dans la terre rouge et noire
De l'histoire,
Chacun fait à sa façon
Sa moisson.

Qu'importe, pourvu que la moisson soit abondante. Or, avec M. Le Vavasseur nous sommes sûrs d'avoir toute sorte de belles gerbes. Chez lui, il n'y a pas que la rime qui soit riche. Je voudrais vous citer de nombreux passages des *Ephémérides*, mais je crois préférable, puisque le temps m'est mesuré, de vous donner quelques extraits des poésies que lui ont inspirées les mois de l'année. Il y décrit avec autant de charme que d'originalité les changements qu'ils amènent, les impressions qu'ils déterminent. *Avril* lui fournit le verbe *avriller*, et voyez comme il a eu raison de le créer :

Il avrille.

Grand-maman, vous rapetissez,
— Enfant, comme vous grandissez,
Pour vous seule, petite fille,
Il avrille.

Il avrille.

Le hêtre et le bouleau sont verts,
Le chêne aux bourgeons entrouverts
Verdoie au bout de sa brindille,
Il avrille.

Il avrille.

Le poisson qui dort sous les eaux
Se trémousse au pied des roseaux,
Se réveille, monte et frétille,
Il avrille.

Il avrille.

Flore chante et rit aux éclats,
Cerisiers, poiriers et lilas,
Fleurissez-vous, Flore s'habille,
Il avrille.

Il avrille,
Grand-mère, vous rajeunissez,
Sur le gazon vous bondissez.
— Que voulez-vous, petite fille,
Il avrille.

Il y a plus de vingt strophes semblables, toutes joyeuses et frémissantes de la vie [du printemps. Sans doute. Devant le spectacle qu'il admire, l'âme du poète est en fête ; pour lui, comme pour la nature, il avrille.

La Saint-Jean d'été ne l'émeut pas moins, et l'inspire d'une inspiration aussi féconde. Septembre commence à l'attrister :

Voici septembre.
L'aurore met toujours son fard ;
Mais l'automne est dans l'antichambre
Et le soleil se lève tard.
Voici septembre.

Voici septembre.
La brume dort sur le gazon
Et l'œil au foyer de la chambre
Cherche la place du tison.
Voici septembre.

Voici septembre.
Le droit sapin roi des hivers
Dit au chêne altier qui se cambre
Sous son cimier de rameaux verts :
Voici septembre.

Voici septembre.
Votre panache devient roux
Vous serez chauve avant Décembre
Le lichen pousse, couvrez-vous,
Voici septembre.

En novembre, la plaine dépouillée offre un aspect
mélancolique :

Les champs sont tristes,
Les mérisiers ont l'air glacé
Le vent du Nord a dispersé
Leurs rubis et leurs améthystes.
Les champs sont tristes

Veuve du froment, son orgueil,
La terre noirâtre est en deuil.
Les automnes sont réalistes.
Les champs sont tristes

Dans le silence des brouillards,
Voyagent les corbeaux pillards
Comme de lugubres touristes.
Les champs sont tristes.

Décembre, enfin, arrive plein de givre, et le froid
qu'on y sent resserre le cœur du poète tout attristé :

La terre est blanche,
La neige a glissé sur les toits.
Ils sont gris après l'avalanche,
Mais dans les champs et dans les bois
La terre est blanche.

La terre est blanche,
Le laboureur un peu troublé
Après la messe, le dimanche,
Va voir ce que devient son blé,
La terre est blanche.

La terre est blanche
Elle est sous un tapis discret
On ne voit ni sillon, ni planche,
Le germe dort dans le guéret.
La terre est blanche.

La terre est blanche
Les rouges-gorges effrayés
Vont s'abriter sous la pervenche,
On voit les griffes de leurs pieds,
La terre est blanche.

Chacun des mois de l'année fournit ainsi à M. Le Vasseur ample matière à des strophes dont les rythmes variés marquent eux-mêmes la variété des saisons. Nous ne sommes pas surpris du succès qu'ont obtenu ces vers dans les recueils où ils ont été publiés depuis peu. Mais l'auteur n'a pas qu'une corde à sa lyre. Il peut passer aisément d'un genre à un autre sans s'affaiblir. Ecoutez ce début d'une vieille légende, intitulée *Tiphaine*, sur le gâteau de la fête des rois. Voilà une peinture d'intérieur d'un réalisme, de bon aloi celui-là, qui nous rend sensibles et émouvantes les choses qu'on nous dépeint. Il s'agit d'une maison pauvre que va égayer un rayon de fête.

Pauvres gens. Logis noir. Feu maigre. La lumière
Darde quelques éclairs aux murs de la chaumière,
L'âtre, de forme antique, est largement ouvert.
Le bois qui l'alimente est menu, moitié vert,
Moitié sec, il pétille, il dort, éclate ou pleure,
Et la lueur folâtre errant par la demeure,
A petits coups de langue en lèche les parois.
La famille est joyeuse on va tirer les rois.
L'homme, rentré des champs, est encore à l'étable
La ménagère met sur un bout de la table
Un rude napperon dont le chanvre bourru
Garde les plis du neuf et le ton de l'écrû,
Puis tire de l'armoire une galette énorme,
Un pain par la matière, un gâteau par la forme.
Le beurre est cher, le sucre est rare, un peu de lait
Donne à la pâte bise un arôme aigrelet

Qui charme l'appétit sans détruire le rêve,
La galette est ici plus reine que la fève.
Tout le monde aujourd'hui va manger son content
A belles dents. C'est fête et l'on boira d'autant.
Le cidre est bien léger, mais il remplit le verre
Ou boivent tour à tour la mère après le père,
Tandis que les enfants attardés au festin
Videront à demi le gobelet d'étain.
Les voilà, les enfants, troupe champêtre et folle.
Ils sont six. Les aînés reviennent de l'école.

Je regrette de ne pouvoir donner la suite de cette légende où interviennent les rois mages, pour unir la foule à leurs adorations, et distribuer à tous les pauvres une part du gâteau qui renaît sans cesse :

Les enfants s'approchaient doux et familiers.
Les femmes accouraient, tendant leurs tabliers.
Les infirmes montraient de loin leurs bras inertes.
Les aveugles tataient la nuit, les mains ouvertes.
Gaspard les servait tous et le gâteau des Rois
Qui fut la part de Dieu renaissait sous ses doigts

Eh bien ! voilà une manière de résoudre la question sociale qui n'est pas à dédaigner. Nous nous permettons de la recommander à M. Oudin, non toutefois sans craindre que les économistes, moins confiants que les poètes, ne la trouvent pas assez pratique.

En tout cas le récit de M. Le Vavasseur est aussi édifiant qu'il a de poésie. — Les récits auxquels un autre de nos confrères a consacré une étude le sont moins. Oh ! ne redoutez rien d'inconvenant dans cette étude. C'est M. Lenel, dont on connaît la délicatesse en toute chose, qui nous la donne. Alors inutile de dire qu'on peut compter sur autant de réserve que de bonne littérature et de copieuse érudition.

Notre collègue, préludant à un travail plus considérable sur Marmontel, a passé en revue les principaux auteurs de contes du xviii^e siècle. Ces contes ont parfois des formes et des proportions qui les assimilent aux romans de nos jours, et, comme en beaucoup de romans de nos jours quoique d'une manière différente, la licence s'y donne libre carrière. Aussi quand plusieurs d'entre eux, même les pires, sont appelés par leurs auteurs contes moraux, on se demande en quoi donc doit consister pour ces auteurs l'immoralité. N'imputons pas d'ailleurs à un siècle ce qui appartient à bien d'autres : le mot significatif de gauloiserie ne date pas d'hier, un large courant de paillardise coule à travers la littérature du moyen-âge jusqu'à celle de nos jours, sans aucune interruption. Plus ou moins grossi et bourbeux, parfois endigué, jamais arrêté, il passe au milieu des institutions inspirées par le plus pur mysticisme, non sans y jeter quelque éclaboussure, comme pourraient en témoigner certaines sculptures un peu hardies de nos belles cathédrales. Après les *Fabliaux* et les *Farces* du moyen-âge où le cynisme et la raillerie s'étalent sans retenue, les *contes* et les *joyeux devis*, abondent en irrévérences et en gaillardises, ils n'épargnent rien ni personne. Louis XI et ses collaborateurs, la reine de Navarre, Rabelais, Bonaventure Despériers, Béroald de Verville, puis Tabarin, Scarron, Bussy et autres, sans compter La Fontaine, avaient perpétué la tradition des auteurs du Roman du Renard.

Les contes de fées ont aussi longtemps joui d'une grande faveur. En 1787 on a compté 37 volumes in-8° des contes de ce genre publiés en France rien qu'au xvii^e et au xviii^e siècle. M^{me} Murat et M^{me} d'Aulnoy y

réussirent, Perrault y excella ; mais, à côté d'eux, que d'auteurs plats, froids, ennuyeux ! Aussi l'Irlandais Hamilton, connu surtout comme auteur des *Mémoires du Comte de Grammont*, et qui appartient par ses écrits à la France où il est mort en 1720, entreprend-il de ridiculiser les contes de fées et pour cela il en compose à sa façon. Nous avons de lui *Le Bélier*, *Fleur d'Epine*, *Zénéïde*, *Les quatre Facardins*. Il est libre dans ses descriptions, mais il reste délicat, et se fait pardonner quelque peu ses audaces par ses grâces et son esprit. Crébillon fils dépassa ces limites dans *Tangai*, encore un conte de fées, rempli de grossières métamorphoses, et dans d'autres productions qu'il est inutile de nommer. Il y peint les femmes sous les traits les moins flatteurs, sans qu'aucune affection tende à relever leurs appétits purement sensuels, sans qu'aucun principe moral arrête leurs dérèglements, sans qu'aucun remords se mêle à leurs lassitudes, sans qu'aucun sentiment de dignité les empêche d'étaler leurs convoitises perverses. Ajoutons qu'il les peint sans qu'aucune critique littéraire donne de la saveur à son style alambiqué, plein de recherche et d'affectation. Et pourtant l'abbé Galiani appelait cela des chefs-d'œuvre, il est vrai qu'il ajoutait : de polissonnerie. Le dernier mot seul était juste. Aussi Cazotte, le Cazotte si connu, alors jeune, oppose-t-il à l'immonde *Sopha* de Crébillon le *Canapé*, honnête meuble sur lequel il se garde d'installer cyniquement l'immoralité. Non pas qu'il se montre austère, tant s'en faut, mais il ne pousse pas au vice. De plus, en un style facile et agréable, il offre sur la littérature et les mœurs de son temps des aperçus critiques intéressants. — Duclos lui aussi, dans les *mémoires du C^{te}...*, se garde en général de graves indécentes : c'était à son époque être

très décent. Il peint, non sans charme, la haute société de son temps : singulière société où la femme, après une vie agitée pour laquelle d'ailleurs le monde n'a que des indulgences, se retire et se repose, non, comme en d'autres siècles, dans la dévotion, mais en tenant un bureau d'esprit, dernière et suprême tentative pour plaire encore, s'imposer encore et régner toujours.

Heureusement la société entière n'offrait pas le spectacle de cette décadence. Le vice ne sévissait pas à ce degré dans la bourgeoisie, ordre inférieur où, écrit l'abbé de Voisenon, auteur lui-même de contes immoraux, la femme n'a pas droit à la licence et au scandale. Ce droit il appartenait à d'autres qui en usaient, et largement. La vertu, c'était bon pour les bourgeois, la noblesse avait en cette nature aussi des privilèges comme avec le Ciel des accommodements. Une femme de la cour, que le conteur Barthélemy Imbert appelle Léonor, entendait un jour parler du compte sévère qu'un prince aurait à rendre là-haut pour ses méfaits :

Monsieur, dit Léonor, la noblesse a ses droits,
Je ne veux pas du prince excuser la licence.
Il a, je l'avouerai, mal vécu, mais je crois,
Pour damner un chrétien de si haute naissance,
Que Dieu lui-même y regarde à deux fois.

D'ailleurs les idées morales s'étaient obscurcies. Diderot parle souvent de mœurs, de vertu, de goût de l'ordre ; il se dit soucieux de ne pas prêcher l'immoralité, et pourtant, en plusieurs de ses contes, inavouables, a-t-on affirmé, pour un honnête homme, il se complait dans des peintures odieusement licencieuses sous le prétexte, invoqué aujourd'hui encore par les professionnels de la pornographie, que les mauvaises mœurs seules

font les mauvais livres. Assurément elles les font faire, ce qui n'en recommande pas les auteurs ni les lecteurs. Mais par contre les mauvais livres contribuent aussi aux mauvaises mœurs.

Diderot n'a pas la grâce, la finesse, la malice, le tour vif et alerte qu'on trouve dans les contes de Voltaire, mais il a le coloris éclatant, la verve, l'art de dramatiser, la véhémence qui le rend éloquent quand il n'est pas déclamateur. Une chose caractérise encore Diderot : sa passion antireligieuse qui le porte à montrer dans ses brahmines le type de toutes les dépravations. Avant lui, les conteurs n'avaient pas manqué de s'en prendre aux religieux et à tous les membres du clergé. Que n'a-t-on pas dit au moyen-âge des pauvres capucins qu'on nous représente ignorants, paresseux, grands biberons, et le reste. Cependant, en se moquant des individus, on ne s'attaquait guère à une institution. Boileau, plus tard, ne voulait nullement renverser les chapitres, quand il riait et faisait rire aux dépens des bons chanoines, aujourd'hui, je vous le garantis, très pacifiques. Diderot s'attaque résolument aux institutions.

A quoi du reste ne s'est-il point attaqué ? Ne condamne-t-il pas les institutions sociales elles-mêmes, et cela au nom de la nature dont il déclare purs et saints tous les instincts. Voila qui est net, et nous n'avons plus à nous gêner. Il est vrai que nous serons vite plus que gênés par les instincts des autres et par les effets de notre indulgence à l'égard des nôtres.

Les prédicateurs de l'anarchie ne datent pas de nos jours, pas plus que les partisans en morale d'un élégant scepticisme. D'Alembert célébrait Crébillon « pour avoir tracé du pinceau le plus délicat les raffinements et jusques aux grâces de nos vices ».

Les grâces de nos vices ! Voilà une de ces expressions malsaines sous l'élégance desquelles l'immoralité s'efforce de cacher ses laideurs, de parer agréablement ses dissolutions. Sans doute nous devons avoir pour les misères humaines de l'indulgence, cette large indulgence que nous inspire à tous le sentiment de notre propre faiblesse ; mais y compatir n'est pas les glorifier. Glorifier les passions, c'est les déchaîner ; c'est augmenter une puissance qui n'a déjà que trop de facilité à s'accroître ; c'est rendre les esprits, énervés par des préoccupations de plaisir, incapables d'apprécier l'austère et mâle beauté de la vertu ; c'est livrer l'homme à une tyrannie sous laquelle il gémirait comme on gémit sous n'importe quelle tyrannie ; c'est vouer les classes de la société où règne le vice, l'histoire de l'aristocratie du XVIII^e siècle en fait foi, aux décadences que cause le relâchement, à toutes les impuissances qu'amènent les habitudes d'idées futiles et grossières, à tous les maux que multiplie la corruption et qui en sont le juste et inévitable châtement.

Sous une pareille influence, la famille, à l'époque dont nous parlons, avait singulièrement souffert, et de toute manière ; nous n'avons pas à entrer dans des détails d'ailleurs très connus. De nos jours, affirme un de nos membres, M. Moullart, elle souffre encore. Le nombre des mariages diminue en France. la population tend à y devenir stationnaire, chaque ménage n'a que peu d'enfants. Ce mal s'étend à toutes les classes. « Il y a vingt ans, raconte notre collègue, une maîtresse de maison, montrant de beaux enfants à une domestique qui venait de se marier, lui disait : N'en désirez vous

pas de semblables ? J'aime mieux une maison, répondit la femme. Elle a une maison et n'a pas d'enfants ».

M. Moullart s'effraye justement de pareilles tentatives. Il en signale les causes morales et économiques, mais il est jurisconsulte. A ce titre il étudie notre Code civil et pense que plusieurs de ses dispositions, en restreignant la liberté du mariage, contribuent au mal actuel ; il propose donc des réformes. En voici les principales : L'homme peut se marier à 15 ans et la femme à 13, l'un et l'autre avant 21 ans ont besoin du consentement de leur père, de leur mère, ou de leur conseil de famille. Après 21 ans liberté absolue de se marier. Les actes respectueux et les oppositions sont abolis. — C'est en partie un retour à la loi de 1792 qui modifiait les ordonnances royales dans le sens du droit canonique, et que modifia ensuite le Code civil, dans le sens du Droit romain.

Avant d'établir sa thèse M. Moullart nous donne dans un large et savant résumé la législation du mariage d'après le droit romain, le droit canon, les ordonnances royales, les lois établies par la Révolution, le Code civil appliqué par la jurisprudence moderne avec une rigueur inconnue aux anciens Parlements. Pourquoi les réformes qu'il réclame ? Pour augmenter le nombre des mariages diminué par de nombreuses entraves apportées à un moment de pleine jeunesse, où, affirme-t-il, « la raison de l'homme d'accord avec la nature qui l'y pousse, lui dit qu'il a le droit, peut-être le devoir de fonder une famille avec la femme qu'il a choisie, et par laquelle il a été choisi. » « Que fait l'homme, écrit-il encore, pendant son célibat prolongé légalement d'abord, plus tard gardé trop souvent par habitude, par paresse ou par égoïsme ? Montesquieu le

disait déjà : C'est une règle tirée de la nature que, plus on diminue le nombre des mariages qui pourraient se faire, plus on corrompt ceux qui sont faits ; moins il y a de gens mariés, moins il y a de fidélité dans les mariages, comme, lorsqu'il y a plus de voleurs, il y a plus de vols.

M. Moullart s'attend à soulever bien des objections et à rencontrer bien des contradicteurs. En tout cas personne ne contestera l'utilité d'un travail où l'on apprend beaucoup et où l'on trouve matière à beaucoup réfléchir.

L'intention de l'auteur en demandant plus de liberté est de prévenir la licence. Comme Hervieu, le dramaturge dont on a parlé il y a peu de temps, il veut que la législation desserre ses tenailles, mais seulement, à l'opposé d'Hervieu, avant le mariage, et pour que les liens de l'union conjugale soient ensuite plus étroits, plus solides. On affiche actuellement des prétentions différentes dont l'auteur des *Tenailles* n'a été que l'écho. Après avoir déclaré que le divorce n'est, selon une expression originale, qu'un expédient orléaniste pour légitimer le mariage, on s'attaque au mariage même, et l'on proclame l'union plus ou moins libre. Oh ! on y mettra des formes, on inventera quelque nouveau contrat, une espèce de bail spécial. De trois, six, neuf ans ? Ce serait peut-être encore mal conçu, car enfin trois ans à passer ensemble, c'est trop violenter le cœur humain, c'est trop tyrannique, quand le lendemain de l'entrée en ménage l'épouse à bail peut dire comme l'Irène Fargon d'Hervieu, à qui l'on demande pourquoi elle veut se séparer de son mari, « Eh ! parce que je ne l'aime plus ». Plus d'affection, plus de mariage. Et pourquoi ne l'aime-t-elle plus ? Parce qu'il est trop

parfait : « Il a toujours raison », de là un insupportable ennui qui rend insupportable le mari trop égal à lui-même. Hélas ! Il y en a qui s'ennuient facilement et très vite. Si les unions ne doivent durer qu'autant que dure l'affection, si courte chez quelques uns, ou que jusqu'au moment où naît l'ennui, si prompt à se produire chez les mêmes, il faudra admettre le mariage non plus de trois, six, neuf, mais le mariage à l'année, à la semaine ; que sais-je ? Sans doute, car il faut être logique.

Nous connaissons cela. Cela se pratique sous des noms divers. Mais le bon sens réprouve cela autant que le condamne le sens moral.

Ainsi que le rappelle justement M. Moullart dans ses conclusions, on oublie trop que l'union conjugale, comme l'union sociale et toute autre union, impose, pour produire ses effets bienfaisants, une chose sans laquelle ne se fait rien de grand, rien de solide : l'esprit de sacrifice. Que le sacrifice soit pénible à pratiquer, nous l'avouons, mais c'est lui qui a relevé la femme de l'état d'infériorité auquel l'antiquité l'avait réduite, et auquel la ramènerait bientôt l'union libre ; c'est lui qui, en retour de quelques peines, lui assure, quand elle est tant exposée, après les plus ardents hommages, à ce que l'on la dédaigne, à ce qu'on la délaisse, lui assure la dignité et la sécurité de l'épouse, c'est lui qui contribue à mettre sur son front ce qui est préférable à toutes les couronnes de roses du plaisir vite flétries, une couronne devant laquelle on s'incline avec attendrissement : l'auguste couronne de la maternité.

Je n'ai pas à parler du discours prononcé par M. Michel pour sa réception et que l'on a trouvé exquis,

ni de la belle réponse de notre excellent confrère M. Blanchard, pas plus que de la distinguée et littéraire description d'un coin de l'Auvergne, que vous venez d'applaudir et de la charmante lecture de M. M. Lecomte que vous allez avoir le grand plaisir d'entendre. Il ne me reste qu'un douloureux devoir à remplir.

Ce n'est pas sans émotion que j'ai prononcé tout-à-l'heure et que vous avez entendu prononcer le nom d'un de nos collègues, vénéré par nous, et par quiconque, du reste, l'a connu.

M. Daussy honorait toutes les sociétés auxquelles il appartenait comme toutes les positions qu'il exerçait. Pour nous servir d'un mot qu'il affectionnait : c'était un homme, *vir*, l'homme fort de toute manière ; fort par sa nette et vigoureuse intelligence, capable après les analyses les plus subtiles des plus hardies synthèses, par la solidité d'un jugement toujours sain et ferme ; fort par la puissance d'une volonté maîtresse d'elle-même, et moins arrêtée qu'animée devant les obstacles, par la trempe d'un caractère dont la loyauté et la droiture égalaient la mâle énergie ; fort par la sûreté de ses affections, jamais banales et, ses proches et ses amis le savent, si délicates sous des apparences un peu rudes, par la générosité d'un dévouement, qui, rappelons nous son intrépide concours à l'œuvre du grand maire d'Amiens de 1870, ne comptait ni avec les fatigues ni avec les périls ; fort par un amour pour la justice que rien n'aurait pu entamer, par son culte pour le droit qui entretenait en lui la passion du devoir ; fort par l'intégrité de sa vie, par la dignité de sa vie, par la simplicité de sa vie, qui ont fait la grandeur et la fécondité de sa vie.

L'an passé, à pareille époque, nous perdions aussi un confrère qui, dans une situation plus modeste, s'était acquis à un haut degré notre estime, M. Caron, le bon M. Caron. Sa physionomie douce et placide disaient son aménité ; l'indécision qu'il montrait souvent trahissait surtout sa crainte de blesser qui ou quoi que ce fût, même la moindre des convenances ; ses rapports et sa conversation révélaient une admirable candeur dont on aurait pu penser qu'elle l'exposait à être dupe, si un fin sourire n'avait averti qu'il était surtout bienveillant ; ses travaux appréciés par nous prouvaient un esprit élevé et perspicace, curieux et cultivé.

M. Daussy et M. Caron n'ont pas entièrement disparu d'au milieu de nous. Ils nous ont laissés de précieux exemples. Nous nous en souviendrons toujours.



RÉSUMÉ

DES

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

ANNÉE 1895

11 JANVIER

Présidence de M. Blanchard, Directeur. — Sont élus :
Directeur : M. Grenier, *Chancelier* : M. Bor, *Secrétaire-adjoint* : M. Boudon.

25 JANVIER

Présidence de M. Grenier, Directeur. — Sont nom-
més membres de la Commission des Finances : MM.
Leleu, Oudin, Ponche ; membres de la Commission de
Publication : MM. Blanchard, Debauge, Delpech,
Fournier. — Lecture par M. Oudin : **Les Revendi-
cations Ouvrières en France.** — Election de M. le
Docteur Trépant. — Présentation de M. Durand, Archi-
viste, et de M. Roze, Sculpteur.

22 FÉVRIER

Présidence de M. Lenel. — Discussion des titres à
l'Académie de M. Durand et de M. Roze. — Lecture
de M. Le Vavas seur : **Poésies diverses.**

22 MARS

Présidence de M. Grenier, Directeur. — Lecture par
M. Maxime Lecomte : **La Chanson pendant la
Révolution Française.** — Election de M. Durand
et de M. Roze.

26 AVRIL

Présidence de M. Grenier, Directeur. — Lecture d'un travail de M. Daussy : **Fragments de l'Histoire d'Albert.**

24 MAI

Présidence de M. Grenier, Directeur. — Rapport de M. Ponche sur les comptes de l'année. — Lecture par M. Oudin : **Les Revendications Ouvrières en France (Suite).**

28 JUIN

(Séance publique)

Présidence de M. Grenier, Directeur. — Discours de réception par M. Michel : **Les Bibliothèques.** — Réponse de M. Blanchard.

12 JUILLET

Présidence de M. Grenier, Directeur. — Lecture par M. Lenel : **Les Auteurs de Contes en prose du XVIII^{me} Siècle.**

26 JUILLET

Présidence de M. Grenier, Directeur. — Indication des tours de lecture pour 1896. — Lecture par M. Oudin : **Les Revendications ouvrières en France (Fin).**

25 OCTOBRE

Présidence de M. Grenier, Directeur. — Lecture d'un travail de M. Moullart : **La Liberté du Mariage en France.**

29 NOVEMBRE

Présidence de M. Grenier, Directeur. — Détermination du Programme de la Séance publique annuelle. — Lecture d'un travail de M. Moullart : **La Liberté du Mariage en France (Fin).**

27 DÉCEMBRE

Présidence de M. Michel. — Discours du Directeur : **Un coin de l'Auvergne.** — Compte-rendu des travaux de l'année, par le Secrétaire perpétuel.

29 DÉCEMBRE

(Séance publique annuelle)

Présidence de M. Grenier, Directeur. — Discours du Directeur : **Un coin de l'Auvergne.** — **Compte-rendu des Travaux de l'année,** par le Secrétaire perpétuel. — Lecture par M. Maxime Lecomte : **La Chanson pendant la Révolution Française.**

OUVRAGES REÇUS PAR L'ACADÉMIE

Pendant l'année 1895

I. — Du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

Bulletin Archéologique du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques, année 1894.

Revue des Travaux Scientifiques, t. XIV et XV.

Bulletin Historique et Philologique du Comité des Travaux Scientifiques et Historiques, année 1894.

Bulletin du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques, Section des Sciences Économiques et Sociales, année 1894.

Recueil de Documents relatifs à la Convocation des États-Généraux de 1789, par Armand Brette, t. I.

Histoire Économique de la Propriété, des Salaires, des Denrées et de tous les Prix en général depuis l'an 1200 jusqu'à l'an 1800, par le vicomte d'Avenel, t. I et t. II.

Bibliographie des Travaux Scientifiques publiés par les Sociétés savantes de la France, t. I.

II. — De la Préfecture de la Somme.

Rapports et Procès-Verbaux du Conseil Général de la Somme, Session d'Août 1895.

III. — Des Auteurs.

Les Séricigènes Sauvages de la Chine, par M. Albert Fauvel.

Revue d'Exégèse Mythologique, par M. l'Abbé Fourrière, 4^e année.

Falstaff, Comédie en 5 Actes, par M. Ernest Prarond.

Les Reclus de Toulouse sous la Terreur, par le Baron de Bouglan.

Stations Sanitaires, par M. Brisson de Lenharrée.

Le Socialisme d'État, par M. Léon Say.

Étude sur le Libraire Parisien du XIII au XV^e siècle par M. Paul Delalain.

Les Grandes Orgues de la Cathédrale d'Amiens, par M. Darsy.

Histoire de la Ville d'Albert, par M. Daussy.

L'Ancienne Académie des Sciences, par M. Ernest Maindron.

Tremblement Hystérique, par le D^r Delmas.

Les Rurales, Poésies, par M. Arsène Thévenot.

Sentiments et Pensées, Poésies, par M. Victor Guillemin.

Compiègne pendant l'Invasion Espagnole, par M. Arthur Bazin.

**IV. — Des Sociétés siégeant à Amiens et dans
le Département de la Somme.**

Bulletin de la Société Industrielle d'Amiens.

Mémoires de la Société des Antiquaires de Picardie.

Mémoires de la Société d'Émulation d'Abbeville.

Travaux des Conseils d'Hygiène Publique de la Somme, t. XXXVII

V. — Des Diverses Sociétés Françaises.

Bulletin du Syndicat Agricole de l'Arrondissement de Meaux, 1895.

Mémoires de l'Académie de Toulouse, 1894.

Revue Agricole, Industrielle et Artistique de Valenciennes, 1894.

Rapport annuel du Conseil des Facultés de l'Académie de Toulouse,
1894.

Revue de Saintonge et d'Aunis, 1894.

Journal de la Société d'Agriculture des Deux-Sèvres, 1894.

La Provence Agricole, 1895.

Bulletin de la Société d'Études Scientifiques et Archéologiques de
Draguignan, 1895.

Mémoires de la Société d'Agriculture et des Arts de Seine-et-Oise,
1894.

Mémoires de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Angers,
1894.

Mémoires de la Société d'Agriculture de la Seine-Inférieure, 1894.

Mémoires de la Société Académique de l'Oise, 1894.

Bulletin de la Société d'Agriculture et Arts de la Haute-Saône, 1894.

Annuaire de la Société Philotechnique, 1894.

Bulletin Journal de la Société des Agriculteurs de la Drôme, 1895.

Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe,
1895.

Recueil des Publications de la Société Havraise d'Études diverses,
1894.

Bulletin Historique et Scientifique de l'Auvergne, 1895.

Journal d'Agriculture Pratique, pour le Midi de la France, 1895.

Bulletin de la Société Industrielle d'Elbeuf, 1895.

Bulletin de la Société Archéologique de Vervins, 1895.

Bulletin de l'Académie du Var, 1895.

Mémoires de la Société Archéologique du Midi de la France.

Bulletin et Mémoires de la Société Archéologique et Historique de de la Charente, 1894.

Extraits des Travaux de la Société Centrale d'Agriculture de la Seine-Inférieure, 1895.

Bulletin de la Société Belfortaine d'Emulation. 1895.

Mémoires de la Société d'Émulation de Cambrai, 1896.

Précis Analytique des Travaux de l'Académie de Rouen, 1894.

Mémoires de la Société Académique de l'Aube, 1894.

Bulletin de la Société d'Émulation du Bourbonnais, 1894.

Annales de la Société Académique de Nantes, 1895.

Répertoire des Travaux de la Société de Statistique de Marseille, t. 43°.

Bulletin de la Société Archéologique et Historique du Limousin, t. XLIV.

Recueil de l'Académie de Tarn-et-Garonne, années 1894.

Annales de la Société des Lettres, Sciences et Arts des Alpes-Maritimes, tomes XIII et XIV.

Mémoires de l'Académie de Stanislas, année 1894.

Mémoires de la Société des Sciences Morales, des Lettres et Arts, de Seine-et-Oise, t. XVIII.

Mémoires de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de Douai, 1891-1892.

Mémoires de l'Académie de Besançon, 1894.

Recueil de l'Académie des Jeux Floraux, 1895.

Annales de la Société d'Émulation des Vosges, 1895.

Mémoires de la Société Nationale Académique de Cherbourg, 1894-1895.

Bulletin de la Société des Sciences Historiques et Naturelles de l'Yonne, 1894.

Société Agricole, Scientifique et Littéraire des Pyrénées-Orientales, t. XXXVI.

Recueil des Travaux de la Société Libre de l'Eure, année 1894.

Bulletin de la Société Libre d'Emulation de la Seine-Inférieure, 1894-1895.

Mémoires de la Société des Lettres, Sciences et Arts de Bar-le-Duc, 1895.

- Bulletin de la Société Historique de Compiègne, 1895.
Mémoires de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Orléans, 1894.
Mémoires de la Société d'Agriculture et des Arts de Seine-et-Oise, 1895.
Bulletin de la Société des Sciences, Lettres et Arts de Pau, 1893-1894.
Mémoire de la Société d'Agriculture, Commerce, Sciences et Arts de la Marne, 1894.
Revue de Saintonge et d'Aunis, XV^e volume.
Bulletin de la Société des Sciences, Lettres et Arts de Pau, 1893-1894.
Bulletin de la Société de Médecine Légale de France t. XIII.
Mémoires de l'Académie de Metz, 1892-1893.
Bulletin de la Société Archéologique, Scientifique et Littéraire de Béziers, 1894.
L'Architecture et la Construction dans le Nord, 1895.
Bulletin de la Société Académique de Brest, 1894-1895.

VI. — Des Sociétés Étrangères.

- Smithsonian Report, 1893.
Fourteenth Annual Report. of Smithsonian Institution.
Bulletin of the United States Geological Survey, XXIII-XXIV.
Chinook Texts by Franq Boas.
The Siouan Tribes of the East by James Mooney.
Publications de l'Institut Grand-Ducal de Luxembourg. Section des Sciences Naturelles et Mathématiques, t. XXIII,
Proceedings of the Academy of Natural Sciences of Philadelphia 1894, 1895.



TABLEAU
DES
MEMBRES DE L'ACADÉMIE
D'AMIENS
(31 DÉCEMBRE 1895).

BUREAU











MM. GRENIER, Directeur.
BOR, Chancelier.
FRANCQUEVILLE, Secrétaire-perpétuel.
MACQUE, Archiviste-Trésorier.
BOUDON, Secrétaire-Adjoint.



MEMBRES TITULAIRES

DANS L'ORDRE DE LEUR INSTALLATION

MM.

- 1 **LENOEL**, *, ☉ I, Docteur en médecine, boulevard du Mail, 11.
- 2 **PONCHE (NARCISSE)**, *, Industriel, rue Constantine, 6.
- 3 **DAUPHIN, C.** *, ☉ I, * M. A., Sénateur, passage de la Comédie, 1.
- 4 **MOULLART**, ☉, Conseiller à la Cour, rue Cozette, 29.
- 5 **LELEU**, *, ☉ I, ancien Proviseur du Lycée d'Amiens, boulevard Guyencourt, 5.

- 6 VERNE (Jules), O. *, Homme de lettres, rue Charles-Dubois, 2.
- 7 OBRY, *,  I. Président du Tribunal civil, rue des Jacobins, 67.
- 8 BARIL (GÉDÉON), Homme de lettres, rue Évrard de Foulloy, 21.
- 9 GUÉRARD, *, Ingénieur au chemin de fer du Nord, en retraite, rue Gottenchy.
- 10 JANVIER,  I, Homme de lettres, Boulevard du Mail, 73.
- 11 DEBAUGE, Industriel, faubourg de Hem, 242.
- 12 DUBOIS (EDMOND),  I. Professeur de Physique au Lycée, rue Cozette, 31.
- 13 DELPECH, *,  I, Président honoraire à la Cour d'Amiens, rue Saint-Louis, 4.
- 14 FOURNIER, Conseiller à la Cour d'Amiens, rue du Lycée, 28.
- 15 OUDIN, *, Conseiller à la Cour d'Amiens, rue Porion, 9.
- 16 FRANQUEVILLE (l'abbé), Chanoine, Aumônier du Lycée, rue de Metz-l'Evêque, 2.
- 17 LENEL,  I, Professeur de Rhétorique au Lycée d'Amiens, rue Laurendeau, 80.
- 18 LORGNIER, Avocat, rue des Écoles-Chrétiennes, 23.
- 19 THOREL, (OCTAVE),  I, Ingénieur des arts et manufactures, Juge d'inst^{on} au Tribunal civil, rue de Cerizy.
- 20 MACQUE, Greffier en chef de la Cour, rue Laurendeau, 148
- 21 BOR,  I, Pharmacien et Professeur à l'École de médecine d'Amiens, rue des Vergeaux, 5.
- 22 LECOMTE, (MAXIME),  I, Avocat, Sénateur du Nord, rue Charles-Dubois, 31.
- 23 BLANCHARD, A  I, Professeur de Troisième au Lycée, rue Cozette, 45.
- 24 GUILLAUMET,  I, Docteur en médecine, rue Porte-Paris, 4.
- 25 GRENIER, *, Procureur de la République, rue des Augustins, 10.

- 26 RICQUIER, , Architecte en chef du département,
rue Sire Firmin Leroux, 23.
- 27 BOUDON, Membre de la Société des Antiquaires de
Picardie, rue Duthoit, 21.
- 28 MICHEL, Conservateur de la Bibliothèque, rue
St-Louis, 48.
- 29 PEUGNIEZ, , Docteur en médecine, rue
Lamartine, 7.
- 30 TRÉPANT, Docteur en médecine, rue Victor-
Hugo, 52.
- 31 DURAND, Archiviste du Département, rue
Pierre l'Ermite, 20.
- 32 ROZE, Sculpteur, rue Boucher de Perthes, 10.

et non installés.

MEMBRES HONORAIRES

DE DROIT

- 1 M. le Général commandant le 2^e corps.
- 2 M. le Premier Président de la Cour d'appel.
- 3 M. le Préfet de la Somme.
- 4 M^{sr} l'Évêque d'Amiens.
- 5 M. le Procureur général près la Cour d'Amiens.
- 6 M. le Maire d'Amiens,
- 7 M. l'Inspecteur de l'Académie Universitaire.
-

MEMBRES HONORAIRES

ÉLUS

MM.

- 1 BOHN, Professeur, à Fontenay-aux-Roses.
- 2 KOLB, *, Directeur des Usines Kulmann, à Lille.
- 3 POIRÉ, *, I. Professeur au Lycée Condorcet, Paris.
- 4 PRAROND, *, Homme de lettres, à Abbeville.
- 5 TIVIER, *, I. Doyen honoraire de la Faculté des Lettres de Dijon, à Paris, 2 boulevard Montparnasse.
- 6 HENNEBERT, O. *, Lieutenant-colonel du Génie, à Versailles.
- 7 MACHART, *, Inspecteur général honoraire des Ponts-et-Chaussées, à Paris.
- 8 DE JANCIGNY, Ancien directeur des Contributions indirectes, à Fontainebleau, 9, rue de la République.
- 9 LANIER, Professeur d'histoire au Lycée Janson de Sailly, 59, rue Boissière, Paris.
- 10 DE PUYRAIMOND, *, Ancien officier de marine, rue Debray, 36, à Amiens.
- 11 DECHARME, *, I. Ancien Professeur de l'Université, rue Saint-Louis, 8, à Amiens.
- 12 PICARD, Professeur de troisième au Lycée Condorcet, 22, rue Saint-Petersbourg.
- 13 COUTTOLENC, Professeur des Cours publics de physique et de chimie, 4, rue Libergier, Reims.
- 14 VINQUE, Professeur de Tissage à l'École Nationale des Arts Industriels, 120, rue du Coq français, Roubaix.
- 15 DE BRACQUEMONT (LÉOPOLD). Propriétaire-Agriculteur à la Folie-Guérard, annexe de Grivesne (Somme).
- 16 GOBLET, Député de la Seine, 83, rue de Chaillot, à Paris.
- 17 FLAMMERMONT, professeur d'histoire à la Faculté de Lille.
- 18 CORENTIN-GUYHO, Procureur de la République, à Nantes.

- 19 DUBOIS (GUSTAVE), Avocat, ancien bâtonnier, rue de l'Amiral Courbet, 19.
 - 20 LENOEL (LOUIS), Docteur en médecine.
 - 21 BADOUREAU, *, ☉, Ingénieur des Mines en chef, à Chambéry, 18, rue de la Banque.
-

MEMBRES ASSOCIÉS CORRESPONDANTS

MM.

- 1 FERRAND, O. *, ☉ I. Membre correspondant de l'Institut, ancien Préfet, rue de la République, à Amiens.
- 2 HUARD, Homme de lettres, 5, rue Dauphine, à Paris.
- 3 MILLIEN (ACHILLE), Homme de lettres, à Beaumont-la-Ferrière (Nièvre).
- 4 BERNARD, Avocat général, à Dijon.
- 5 DE GUERLE, O. *, au Vésinet.
- 6 LE PELLETIER, *, Conseiller à la Cour de Cassation, à Passy, rue Boulainvilliers, 42.
- 7 PIEDAGNEL, *, Homme de lettres, rue des Sablons, à Passy-Paris,
- 8 DE LONGPÉRIER, *, Membre de l'Institut, 50, rue de Londres, à Paris.
- 9 LE VAVASSEUR (Gustave), à la Lande-de-Rougé, canton de Briouze, par les Yveteaux, (Orne).
- 10 CARTAULT, *, Professeur à la Sorbonne, à Paris.
- 11 LE TELLIER, Professeur, à Lisieux,
- 12 DE CROOS, avocat, à Béthune.
- 13 JOUANCOUX, ☉, Philologue, à Cachy, (Somme).
- 14 DE VORGES, O. *, Ministre plénipotentiaire, Maussans par Montbozon, (Haute-Saône).
- 15 CAHON, Docteur en médecine, à Paris.
- 16 BOULENGER (Gustave), Percepteur, à Albert.

- 17 PINEL, *, ☉, membre de plusieurs Sociétés savantes,
à Gonesse, (Seine-et-Oise).
- 18 RANSSON, Juge suppléant au Tribunal civil de Paris.
- 19 DE LA BALLE, Membre de la Société française d'Archéologie,
curé de La Croix St-Leutroy (Eure).

COMMISSION DES FINANCES

MM. LELEU, OUDIN, PONCHE.

COMMISSION DE PUBLICATION

MM. BLANCHARD ; DEBAUGE ; DELPECH ; FOURNIER ;

TABLE DES MATIÈRES



	Pages
<i>Chevauchées de M^e Jean Gonnet</i> , par M. DAUSSY	1
<i>La Guerre d'Espagne de 1635</i> , par le même	9
<i>La Chanson pendant la Révolution Française</i> , par M. Maxime LE COMTE.	25
<i>Les Bibliothèques, Discours de Réception</i> , par M. Henri MICHEL	43
<i>Réponse de M. A. BLANCHARD</i>	76
<i>Les Revendications Ouvrières en France</i> , par M. OUDIN. . .	89
<i>De la Liberté du Mariage en France</i> , par M. MOULLART. .	164
<i>Un Coin d'Auvergne</i> , par M. GRENIER	367
<i>Compte Rendu des Travaux de l'année</i> , par le Secrétaire-Perpé- tuel	389
<i>Résumé des Procès-Verbaux des Séances</i>	414
<i>Ouvrages reçus par l'Académie</i>	417
<i>Tableau des Membres de l'Académie</i>	421

